

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

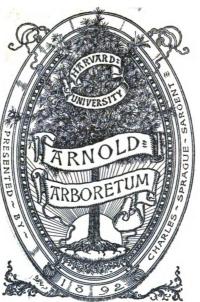
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/

Ts' F84 450



DEPOSITED AT THE HARVAGE FOREST 1943

RETURNED TO J. P. MARCH, 196Z

J

CASS

USAGES LOCAUX

DU DÉPARTEMENT

DE LA VENDÉE.



NAPOLÉON -VENDÉE,

J. SORY, IMPRIMEUR DE LA PRÉFECTURE.

1859

France

USAGES LOCAUX

DU DÉPARTEMENT

DE LA VENDÉE.

NAPOLÉON -VENDÉE,

J. SORY, IMPRIMEUR DE LA PRÉFECTURE.

1859

USAGES LOCAUX

DU DÉPARTEMENT

DE LA VENDÉE.



L'an 1859 et le 5 juin, la Commission départementale, composée de MM. Ginot (procureur impérial), président; Pervinquière (juge de paix), vice-président; Gautier (juge); Guitton (juge suppléant au tribunal); Mercier (juge suppléant du juge de paix); Buet (notaire); Tireau et Surville (avoués); Merland de la Brossardière (propriétaire), instituée par M. Boby de La Chapelle, (Préfet de la Vendée), à l'effet de colliger et de coordonner les Usages locaux recueillis par les Commissions cantonnales du département, s'est réunie au lieu ordinaire de ses séances, au domicile et sous la présidence de M. Ginot.

La séance ayant été ouverte, M. le Président a donné la parole à M. Guitton, juge suppléant rapporteur de la Commission qui, le 5 dudit mois, a commencé la lecture du rapport ciaprès:

 L'usage, c'est tout ce qui se pratique d'ordinaire dans un » pays, par rapport aux différentes affaires qui se traitent parmi » les hommes.

Cette définition de l'usage que nous empruntons au président Bouhier convient, dans sa généralité, à notre travail. En effet, la Commission ne s'est point bornée à recueillir les usages ayant force de loi. Elle a, notamment en ce qui touche la culture du sol, constaté tout ce qui se fait habituellement. Or, hatons-nous de le dire, de ce qu'un mode de culture est généralement adopté dans une contrée, il ne s'en suit pas nécessairement

qu'il y soit obligatoire. Le fermier ne pourrait pas, sans doute, sans s'exposer à se voir condamner à des dommages et intérêts vis-à-vis du propriétaire, cultiver autrement qu'on ne le fait ordinairement si, en innovant, il employait un mode de culture plus épuisant que celui qui est en usage, si son système avait pour effet de faire subir au sol une détérioration que le bailleur n'a pas dû prévoir; mais il n'en serait certainement pas ainsi, ' s'il substituait à un mode de culture usuel mais mauvais, une culture mieux entendue, si, par exemple, il remplaçait un assolement vicieux par un bon assolement. Il ne faut donc pas perdre de vue que tout ce que nous allons dire sur les habitudes agricoles du département est dominé par la règle tracée dans le § 1er de l'article 1728 du Code Napoléon : « Le preneur » est tenu d'user de la chose louée en bon père de famille et » suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou » suivant celle présumée d'après les circonstances à défaut de » convention. »

Cette disposition de la loi résume toutes les obligations du fermier. S'il dispose sans la dénaturer de la chose affermée en bon et vigilant père de famille, qu'il se conforme ou non à la coutume, il sera presque toujours dans son droit. On objectera, peut-être, qu'il devenait alors inutile de recueillir et de constater des usages qui n'établissent aucun lien de droit. Nous répondrons que, s'il est vrai que dans certains cas, ces usages ne puissent pas, en principe, être considérés comme obligatoires, ils le sont presque toujours en fait. L'hypothèse dans laquelle nous nous placions tout-à-l'heure est malheureusement une bien rare exception. Dans le département de la Vendée surtout le goût des innovations est peu répandu; on cultive partout en se conformant à la coutume et dès lors il y a un intérêt incontestable à la bien établir.

Nous nous sommes d'ailleurs efforcé de rendre ce recueil aussi complet que possible. On y trouvera même quelques usages qui sont en opposition formelle avec la loi. Ces usages n'ont assurément aucune force légale, car si l'usage, quand il est général, c'est-à-dire quand il s'applique à une nation toute entière, peut abroger la loi, l'usage local, c'est-à-dire celui qui

est particulier à une partie de la nation, qui n'existe que sur un point de son territoire, ne peut jamais produire un pareil effet, et quelque constant, quelque reconnu qu'il soit dans la contrée où il s'est établi, la loi a toujours la prééminence sur lui. Néanmoins, nous avons pensé qu'il était d'autant plus utile de recueillir les usages qui se trouvent dans le cas dont nous venons de parler, que leur existence est une protestation contre la loi dont il importe de rechercher les causes.

Nous allons, sous le bénéfice des observations qui précèdent, exposer les usages locaux du département de la Vendée. Il en est bien peu qui soient communs à ses trente cantons. Ils ne s'appliquent le plus souvent qu'à une partie du département, dans ce cas nous nous sommes presque toujours borné à passer sous silence le nom de ceux des cantons auxquels l'usage dont nous parlons n'est point applicable.

Le département de la Vendée, dont la surface est partagée entre la Plaine, le Marais et le Bocage, est divisé, comme nous venons de le dire, en trente cantons dont voici la nomenclature:

Montaigu, La Motho-Achard, Les Essarts. Les Herbiers. Beauvoir, Palluau, L'Hermenault. Saint-Fulgent, Sainte-Hermine. Maillezais. Chantonnay. Mortagne, Saint-Gilles. Talmont, Les Moutiers-les-Mauxfaits. Saint-Hilaire-des-Loges, Rocheservière. Mareuil, La Châtaigneraie, Noirmoutiers, Chaillé-les-Marais, Pouzauges, Les Sables-d'Olonne. Challans. Fontenay-le-Comtc. Saint-Jean-de-Monts. L'Ile-d'Yeu. Le Peiré-sous-Napoléon, Lucon. Napoléon-Vendée.

CHAPITRE I".

Aménagement des bois.

Il existe dans le département des taillis, des forêts et des bois de haute futaie. Les bois de cette dernière espèce ne sont point aménagés et leur exploitation ne donne lieu à aucun usage reconnu; nous n'aurons point conséquemment à nous en occuper.

§ 1er. — Taillis.

Les taillis, que l'on nomme aussi gîtes, se divisent en châtaigneraies et en taillis ordinaires.

Numéro 1er. — Châtaigneraies.

Les châtaigneraies sont composées uniquement d'essense de châtaigniers, cependant on donne aussi quelquefois le nom de châtaigneraie à des bois d'essences mêlées, mais dans lesquelles l'essence de châtaignier domine d'une matière notable. Le bois des châtaigneraies est ordinairement employé à la fabrication des cercles de barriques et il est presque toujours soumis à un aménagement de courte durée. Il s'abat :

A 5 ans, dans les cantons du Poiré-sous-Napoléon, de Saint-Gilles, de La Mothe-Achard, de Saint-Fulgent, de Chantonnay, des Sables-d'Olonne, des Essarts, des Moutiers-les-Mauxfaits, de Mareuil et de Challans;

A 6 ans, dans ceux de l'Hermenault et des Herbiers;

A 7 ans, à Fontenay, à Pouzauges, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Talmont et à Sainte-Hermine;

De 5 à 6 ans, à Montaigu et à Napoléon;

De 5 à 7 ans, à Palluau;

A 10 ans, à Mortagne;

Enfin, de 5 à 20 ans, selon le plus ou le moins de fertilité du sol ou l'usage auquel on destine le bois à en provenir, dans le canton de la Châtaigneraie.

Partout la coupe du châtaignier doit être, autant que possible, nette et sans éclat. Elle doit être faite rez-terre ou près de la souche qui ne doit point être entamée. Elle varie dans sa forme. Elle doit être ronde ou horizontale dans les cantons de la Châtaigneraie, de Montaigu, de Palluau, des Moutiers-les-Mauxfaits et de Challans; en pieds de biches, c'est-à-dire produite par deux entailles opposées, dans les cantons de l'Hermenault, de Talmont, des Essarts, de Sainte-Hermine et de Napoléon; en biseaux ou obliques, aux Herbiers, à Saint-Fulgent et aux Sables.

Dans les autres camons l'usage ne détermine point sa forme, il suffit qu'elle soit bien faite.

Dans la plupart des cantons la serpe doit être exclusivement employée pour couper les taillis de châtaigniers; les seuls qui fassent exception sont ceux du Poiré-sous-Napoléon, des Herbiers et des Moutiers-les-Mauxfaits où l'on peut employer indistinctement la serpe ou la hache; de la Châtaigneraie où l'on se sert de la cognée, de Chantonnay et de Mortagne où l'on emploi toujours la hache; enfin, de La Mothe-Achard et de Mareuil où l'instrument qui doit être employé n'est pas déterminé.

L'époque de l'exploitation des châtaigneraies varie du mois d'octobre au mois d'avril. Le bois des taillis de châtaigniers s'abat :

Au Poiré, en hiver avant le 1er mars ;

A Fontenay, du 1er novembre au 1er mars;

A Pouzauges, du 1er novembre au 25 mars;

A La Châtaigneraie, du 15 octobre au 15 avril;

A Saint-Hilaire-des-Loges, du 1er octobre au 1er mars;

A Saint-Gilles, du 1er décembre au 31 mars;

A l'Hermenault, du 1er novembre au 23 avril;

Aux Herbiers, aux Essarts et aux Moutiers, du 1er novembre au 1er avril;

A Montaigu, du 1er décembre au 25 avril ;

A La Mothe-Achard, de novembre à février;

A Saint-Fulgent, de novembre à avril;

A Chantonnay, du 1er janvier au 31 mars;

A Talmont, en novembre et décembre, en nouvelle lune;

Aux Sables, de la chute des feuilles au 15 avril;

A Palluau, du 1er novembre à mars;

A Mortagne, de décembre à mars;

A Mareuil, pendant tout l'hiver;

A Challans, du 1er janvier au 31 mars;

A Napoléon, de la chute des feuilles au 1er mars.

Le bois provenant des coupes doit être enlevé par l'acheteur :

Au Poiré, à Chantonnay, à Talmont et à Mortagne, avant le 1er avril;

A Fontenay, au plus tard le 1er juillet;

A Pouzauges, à Palluau et à Napoléon, avant le 23 avril;

A La Châtaigneraie, à Saint-Hilaire-des-Loges et aux Essarts, le 1er mai au plus tard;

A Saint-Gilles, l'usage ne fixe point d'époque pour l'enlèvement du bois;

A l'Hermenault, du 22 novembre au mois de juin;

Aux Herbiers, du 1er novembre au 1er avril, c'est-à-dire dans le délai de l'exploitation;

A Montaigu et à Challans, avant le 25 avril;

A La Mothe-Achard, en mars au plus tard;

A Saint-Fulgent, avant le 10 mai;

Aux Sables, de décembre à avril;

Aux Moutiers, le 11 mai au plus tard;

'A Mareuil, avant que la végétation ait commencé.

L'usage autorise l'usufruitier à prendre les feuilles et fougères des taillis de châtaigniers dans les cantons du Poiré, de Fontenay, de Saint-Hilaire-des-Loges, de Saint-Gilles, de Talmont, des Sables et de Challans. Il peut enlever les fougères seulement à l'Hermenault, aux Herbiers, aux Essarts, aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Mareuil.

Dans le canton de Saint-Fulgent, il peut, l'année de la coupe, enlever les fougères.

Dans les autres cantons, l'usage ne lui accorde ni les fougères ni les feuilles. (Art. 583, C. N.)

Numéro 2. — Chênes et autres essences.

Le bois des taillis de chênes et autres essences, s'abat :

A 5 ans, dans le canton de Saint-Gilles;

A 7 ans, dans ceux de La Châtaigneraie, de Pouzauges, de Saint-Fulgent, de Rocheservière, des Essarts, de Challans et de Napoléon;

A 8 ans, a Beauvoir;

A 9 ans au moins, à Montaigu, Saint-Hilaire-des-Loges et Saint-Jean-de-Monts;

De 7 à 9 ans, à Fontenay, à Talmont, à Palluau et à Mortagne;

A 10 et 20 ans, aux Herbiers;

A 7, 8 ou 9 ans, à l'Hermenault;

A 7, 9 ou 11 ans, au Poiré-sous-Napoléon;

A 9, 11 ou 13 ans, à La Mothe-Achard;

A 5, 7 ou 10 ans, suivant les essences, aux Sables-d'Olonne. Le tamaris s'abat à 5 ans, le chêne blanc à 7 ans, et le chêne roux à 10 ans;

De 7 à 15 ans, à Lucon;

A 9 ou à 12 ans, à Sainte-Hermine;

A 5, 7, 9 ou 12 ans, aux Moutiers-les-Mauxfaits;

A 5, 7 ou 9 ans, à Mareuil;

L'usage ne détermine point l'âge auquel la coupe doit se faire à Chantonnay.

Dans presque tous les cantons on se sert, pour abattre le bois des taillis ordinaires, de la hache ou cognée exclusivement.

A Saint-Gilles, à Beauvoir, aux Sables, à Luçon, aux Essarts, aux Moutiers-les-Maufaits, on emploie pourtant indistinctement la serpe ou la hache.

A Talmont, mais pour le chêne roux seulement, l'usage autorise l'emploi de la pioche. Il ne détermine point l'instrument que l'on doit employer à l'exploitation des taillis dans les cantons de La Mothe-Achard et de Mareuil.

Comme pour le châtaignier la coupe doit être, en général, faite avec soin et le plus près possible de la souche qui ne doit point être entamée. Il y a cependant pour les taillis dont nous nous occupons quelques exceptions à cette règle. L'usage permet d'essoucher, c'est-à-dire d'enlever une partie de la souche, au Poiré et aux Sables. La même faculté est accordée à Talmont, mais seulement pour le chêne roux que l'on attaque avec la pioche. A Fontenay, on coupe le plus près possible du sol en dégarnissant la souche.

Des baliveaux doivent être laissés dans un certain nombre de cantons. A Montaigu on doit en laisser neuf par hectares;

Aux Herbiers, 8, sans compter ceux des lisières;

A l'Hermenault, 14;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à Talmont, 20;

A La Châtaigneraie et à Sainte-Hermine, 25;

A Fontenay, 32;

A Beauvoir, de 48 à 50;

A Saint-Fulgent et à Chantonnay, 30;

Aux Essarts, 40 au moins;

A Palluau et à Napoléon, 16;

A Mortagne, 50;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, 5 seulement qu'on abat à la coupe suivante.

Dans les autres cantons l'usage ne permet point d'en laisser où il ne fixe point le nombre de ceux qui peuvent être laissés.

L'époque où la coupe peut être commencée, celle où elle doit être terminée, et le délai accordé à l'acheteur pour l'enlèvement du bois exploité, sont extrêmement variable.

La coupe se fait:

A Montaigu, du 1er décembre au 1er avril;

Aux Herbiers, pendant l'hiver, pour être terminée au plus tard à la fin de mars;

A l'Hermenault, du mois de novembre au 23 avril;

A Saint-Gilles, du 25 décembre au 25 avril;

A Saint-Hilaire-des-Loges, du 1er octobre au 1er avril;

A La Châtaigneraie, du 15 octobre au 15 avril;

A Pouzauges, du 1er novembre au 25 mars;

A Fontenay, du 1er novembre au 1er mars;

Au Poiré, pendant l'hiver, pour être terminée avant le 15 avril;

A La Mothe-Achard, de novembre à mars;

A Beauvoir, du 1er novembre au 1er avril;

A Saint-Fulgent, du 1er novembre au 15 mars;

A Chantonnay, du 1er janvier au 31 mars;

A Talmont, du 1er décembre au 31 mars, en nouvelle lune;

A Rocheservière, du 1er novembre au 31 mars;

Aux Sables, du 1er décembre au 25 avril;

A Saint-Jean-de-Monts, du 15 novembre au 1er mars;

A Luçon, du 15 décembre au mois de février;

Aux Essarts, du 1er novembre au 1er avril, en pleine lune;

A Palluau, quand la sève est arrêtée, pour être terminée au plus tard quand la végétation recommence;

A Sainte-Hermine, pendant l'hiver, pour être terminée le 23 avril;

A Mortagne, de décembre au 31 mars;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, du 1er novembre au 31 mars;

A Mareuil, pendant tout l'hiver, pour être terminée avant la pousse nouvelle;

A Challans, du 25 décembre au 25 mars;

A Napoléon, de la chute des feuilles au 1er mars.

Le bois exploité dans les taillis ordinaires doit être enlevé :

A Montaigu, du 1er avril au 1er septembre;

Aux Herbiers, du 1er novembre au 1er avril;

A l'Hermenault, à la Châtaigneraie, à Chantonnay, aux Essarts, à Palluau et à Mortagne, le 1er mai;

A Saint-Gilles et à Saint-Fulgent, le 10 mai au plus tard;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à Fontenay, lé 1er juillet;

Au Poiré-sous-Napoléon, avant la fin de mai;

A La Mothe-Achard, le 1er avril;

A Beauvoir, le 15 avril;

A Talmont, le 9 mai;

A Rocheservière, dans un délai de deux à quatre mois ;

Aux Sables et à Challans, le 25 avril;

A Saint-Jean-de-Monts, dans un délai d'un mois;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, le 11 mai;

A Mareuil, avant la pousse nouvelle.

Dans la plupart des cantons, l'exploitant doit entasser ou embarger le bois exploité sur les lisières ou hors du taillis.

Il peut, dans quelques cantons seulement, former son tas ou barge dans l'intérieur même du bois à la condition de choisir, pour faire le dépôt, l'endroit le moins dommageable, les clairières, par exemple.

Les cantons où cet usage existe sont ceux de Fontenay, de La Mothe-Achard, de Chantonnay, de Sainte-Hermine, des Moutiers et de Saint-Fulgent.

Dans ce dernier canton, le bois à charbon peut seul être laissé dans les clairières.

L'enlèvement de l'écorce ne se pratique que dans les cantons de Montaigu et de Saint-Fulgent, du 1er mai au 1er août;

De Saint-Hilaire-des-Loges, au 1er juin;

Du Poiré, en juin et juillet;

De Chantonnay, au moment ou la sève monte;

Des Essarts, du 1er mai au 1er juin;

De Palluau, du 1er mai au 1er août;

De Mortagne, en mars et en août, plutôt en août;

De Napoléon, au mois de mai et au commencement de juin.

Il ne se fait point dans les autres cantons et même dans ceux qui viennent d'être énumérés, il ne peut être fait qu'en exécution d'une convention expresse.

En général, les charbonniers n'ont point, à défaut de convention, le droit de faire leur charbon sur les lieux et indistinctement dans le bois. L'usage leur accorde pourtant ce droit dans quelques cantons.

A Talmont et à Montaigu, leur droit à cet égard n'est point limité. Ils doivent seulement choisir, autant que possible, l'endroit le moins dommageable.

Aux Herbiers, à La Mothe - Achard, aux Moutiers et à Napoléon, ils ne peuvent placer leurs charbonnières que dans les clairières ou sur d'anciennes charbonnières.

A l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges et aux Essarts, le propriétaire leur indique le terrain sur lequel ils doivent opérer.

A Saint-Fulgent et au Poiré-sous-Napoléon, ils peuvent se placer sur une ancienne charbonnière ou sur le terrain qui leur est indiqué par le propriétaire.

A Palluau, ils établissent leurs charbonnières sur les bords de la coupe ou sur un terrain qui leur est désigné par le propriétaire.

A Mareuil, ils peuvent choisir leur terrain dans le bois, à la condition de ne se placer que là où il n'y a pas de dommage à faire.

Dans plusieurs cantons, l'usage permet au propriétaire du bois exploité d'obliger les charbonniers à établir leurs fourneaux sur les lisières ou même en dehors du bois, en leur fournissant un lieu convenable.

Ces cantons sont ceux de Montaigu, de l'Hermenault, de Saint-Hilaire-des-Loges, de la Châtaigneraie, de Pouzauges, de Fontenay, de Mortagne, des Moutiers, de Saint-Fulgent et de Mareuil.

Le propriétaire a aussi cette faculté aux Herbiers, mais à la condition de faire transporter le bois sur le lieu indiqué.

A Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, au Poiré, à La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Talmont, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts et à Challans, l'usufruitier peut prendre dans les taillis les feuilles et les fougères.

Dans les cantons des Herbiers, de l'Hermenault, des Essarts, de Mortagne et de Mareuil, il ne peut enlever que les fougères.

A Saint-Fulgent et aux Moutiers-les-Mauxfaits, il a la faculté d'enlever les fougères, mais l'année de la coupe seulement.

Partout ailleurs l'usage ne lui accorde ni les feuilles ni les fougères.

§ 2. — Forêts.

Les forêts du département s'étendent sur les cantons des Herbiers, de Saint-Hilaire-des-Loges, de la Châtaigneraie, de Fontenay, du Poiré, de Saint-Fulgent, des Essarts, de Palluau et de Napoléon.

Elles sont aménagées :

Dans le canton de La Châtaigneraie, de 20 à 30 ans ;

Dans celui de Fontenay, à 25 ans, selon les prescriptions de l'administration forestière;

A Saint-Fulgent, de 16 à 18 ans;

Aux Essarts et à Palluau, à 18 ans.

Il n'y a point, dans les autres cantons, d'aménagements déterminés.

CHAPITRE II.

Bois des marais mouillés.

Six cantons seulement ont des bois de cette espèce, ce sont : les cantons de l'Hermenault, de Maillezais, de Fontenay, de Chaillé-les-Marais, de Saint-Jean-de-Monts et de Luçon.

Les bois des marais mouillés se coupent à quatre ans, quelle que soit leur essence, à l'Hermenault, à Maillezais et à Fontenay. Ils se coupent à 3 ans à Saint-Jean-de-Monts et à 5 ans à Lucon. L'âge de la coupe varie à Chaillé. Le bois ordinaire s'abat à 4 ans; les grands hois de frêne à 5 ans; les jeunes aubiers et les arbres dont on veut faire des plants, à 3 ans.

Les arbres morts appartiennent partout au propriétaire du sol; le fermier ne peut point les revendiquer, mais il n'est pas tenu de les remplacer.

CHAPITRE III.

Tétards.

Les têtards sont les arbres dont la tête a été coupée et dont on enlève périodiquement les branches.

Dans tous les cantons qui possèdent des arbres de cette nature, les émondes appartiennent au termier. Le colon peut aussi presque toujours y prétendre. Il y a cependant pour celui-ci quelques exceptions. A Saint-Gilles, quand l'impôt est en totalité payé par le colon, il a droit à la totalité des branches provenant de l'émondage des têtards. Il n'en est pas ainsi quand l'impôt est payé en commun; dans ce cas les émondes se partagent. A Beauvoir et à Challans, elles se partagent aussi entre le colon et le propriétaire.

A Fontenay, non seulement le fermier ou colon peut, à l'époque fixée par l'usage, enlever les branches des têtards, mais il a aussi le droit de prendre chaque année les feuilles de ces arbres pour les donner à ses bestiaux. Cet usage existe aussi à Saint-Fulgent pour les frênes et ormeaux seulement qui, dans ce cas, ne comptent pas au nombre des têtards.

Les émondes se coupent presque partout à 5 ans, les seuls cantons qui fassent exception sont les suivants :

A Montaigu, à Maillezais, à Pouzauges et à Mortagne, on coupe à 7 ans;

A Saint-Fulgent, à 6 ans;

A l'Hermenault, a 6 ou 7 ans;

A Chaillé, un an avant la coupe du gros bois;

A Sainte-Hermine, à 5 ans dans la Plaine et à 6 ans en Bocage;

A Mareuil, à 5, 7 ou 9 ans;

A Napoléon, à 5 ou à 10 ans; mais seulement pour ce dernier cas quand on a laissé passer la coupe de cinq ans.

L'émondage peut être commencé : à Montaigu, aux Sables et à Mortagne, le 1er décembre.

A Talmont, en décembre, à l'époque de la nouvelle lune;

A Saint-Gilles et à Challans, le 25 décembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges, en octobre;

A Chantonnay, en janvier;

En novembre ou à la chute des feuilles, dans tous les autres cantons.

Il doit être terminé: à l'Hermenault, au Poiré, à Sainte-Hermine et à Napoléon, le 23 avril;

A Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay et à Saint-Jean-de-Monts, le 1^{or} mars;

A la Châtaigneraie, le 15 avril;

A Pouzauges et à Chaillé-les-Marais, le 25 mars;

A Saint-Gilles, aux Sables, aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Challans, le 25 avril;

A Palluau et à Mareuil, quand la sève commence à monter;

A Saint-Fulgent, le 15 mars;

A Mortagne, le 1er mai;

Dans les autres cantons, à la fin de mars ou le 1er avril au plus tard.

Dans quelques cantons le fermier ou colon doit laisser monter un certain nombre de branches pour les charrues ou autres instruments aratoires. Les cantons où cet usage existe sont ceux de Montaigu, des Herbiers, de Rocheservière, des Essarts et de Mortagne. Le nombre des branches à laisser n'est point déterminé, il doit être proportionné aux besoins de l'exploitation. Le même usage existe aussi à Saint-Fulgent, où le colon ou fermier n'est tenu de laisser que le bois nécessaire pour faire les mancherons de la charrue, et à Pouzauges, où l'on est obligé de laisser par 30 pieds une perche destinée à la clôture et par 50 pieds une branche propre à faire la partie de la

charrue à laquelle, dans la contrée, on donne le nom de queue de versoir. Ces branches doivent être, dans ce dernier canton, laissées sur les arbres les plus vigoureux et elles ne peuvent être coupées que quand elles ont atteint leur quatorzième année.

En général, les châtaigniers et les peupliers ne peuvent point être mis à têtards et exploités comme tels. Il y a pourtant quelques exceptions. Aux Herbiers, quelques châtaigniers étêtés sont considérés comme têtards. A Saint-Fulgent et à Napoléon, les châtaigniers non greffés peuvent être étêtés. Il en est ainsi pour les arbres des deux essences dont il s'agit, à Pouzauges et aux Moutiers. Luçon a aussi, mais exceptionnellement, des châtaigniers et des peupliers exploités comme têtards.

Les frênes et les ormes sont, presque partout, compris dans les têtards, c'est-à-dire que quand ils sont étêtés ou dans le cas de l'être, ils peuvent être exploités périodiquement. Aux Herbiers, les frênes sont seuls considérés comme têtards. A Saint-Gilles et à Mortagne, ni les ormes, ni les frênes ne peuvent être étêtés. Aux Essarts, le colon ou fermier peut seulement élaguer les ormes.

On doit, presque partout, laisser un certain nombre de tétards pour les clôtures. Les cantons de Maillezais, de Beauvoir et de Saint-Jean-de-Monts sont les seuls où cette obligation ne soit point imposée au colon ou fermier. La quantité d'arbres qui doit être laissée n'est point partout la même. Elle est à Montaigu de la dixième partie, sans choix; à Pouzauges et à Mortagne, du septième; à Saint-Fulgent, du cinquième, l'année de la sortie, du dixième dans les autres cas. Elle est, partout ailleurs, du cinquième.

Dans quelques cantons, l'usage indique le côté de l'entrée de la pièce par lequel on doit commencer l'émondage. Il doit se faire en commençant par la droite à l'Hermenault, au Poiré, aux Sables, à Palluau, à Mortagne et à Napoléon. Il se fait aussi en commençant par la droite, mais en réservant le premier à Saint-Fulgent. A la Châtaigneraie, l'opération doit au contraire être commencée par la gauche. Dans les autres cantons, on peut indistinctement commencer à droite ou à

gauche. Les colons ou fermiers n'ont pas, ordinairement du moins, le choix des têtards destinés aux clôtures; ils doivent les laisser régulièrement de cinq en cinq, de sept en sept, ou de dix en dix, suivant l'usage du canton.

Il peut arriver que les émondes n'aient pas été coupées en temps utile; à qui dans ce cas appartiendront-elles? L'usage les attribue au colon ou fermier entrant, à Montaigu, à l'Hermenault, à la Châtaigneraie, à Saint-Fulgent, aux Essarts, à Palluau, à Mortagne, à Mareuil et à Napolcon. Elles appartiennent au propriétaire, à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Talmont et à Saint-Jean-de-Monts; au fermier sortant moyennant indemnité au propriétaire ou au colon ou fermier entrant, aux Herbiers, à Saint-Gilles, à Fontenay, à La Mothe-Achard, à Chantonnay, à Sainte-Hermine, aux Moutiers-les-Mauxfaits et au Poiré-sous-Napoléon. Elles se partagent entre le fermier entrant et le fermier sortant, proportionnellement à l'âge de la coupe, dans les cantons de Beauvoir, des Sables et de Challans. A Pouzauges, elles appartiennent au propriétaire ou au fermier entrant.

CHAPITRE IV.

Haies. .

Les haies doivent être émondées. Cette règle ne reçoit d'exception que dans les cantons de Saint-Gilles, de Beauvoir et de Saint-Jean-de-Monts où l'émondage est facultatif. Elles peuvent être coupées: à quatre ans, à l'Hermenault, à Maillezais et à Mortagne; à cinq ans, à Saint-Gilles, à Pouzauges, à Beauvoir, à Talmont, à Mareuil et à Challans; à quatre ans, en Plaine et à cinq ans, en Bocage, dans le canton de Fontenay; à trois et à quatre ans, pour les ronces et les ajoncs et de sept à dix ans, pour les aubépines dans le canton des Sables-d'Olonne; à quatre ans, pour l'ajonc et à cinq ans, pour l'aubépine dans le canton des Moutiers. A trois ans, dans les autres cantons. Toutefois, à la Mothe-Achard l'émondage n'est obligatoire

que quand il est possible de le faire sans déclore le champ, et pour cette raison, l'âge où l'opération peut être faite, n'est point déterminé par l'usage.

Les haies se coupent d'un seul côté:

A Montaigu. Dans ce canton la coupe entière doit être faite en six ans;

A l'Hermenault;

A. Pouzauges; l'autre côté doit être coupé deux ou trois ans après;

Au Poiré;

A Saint-Fulgent, trois ans après on coupe le côté qui est resté debout;

A Chantonnay;

A Talmont;

Aux Sables; l'autre côté se coupe l'année suivante;

Aux Essarts;

Dans le Bocage du canton de Sainte-Hermine;

Dans celui du canton de Mareuil;

Enfin, à Napoléon.

A La Mothe-Achard et à Saint-Jean-de-Monts, le mode de coupe n'est point déterminé.

Dans tous les autres cantons, on coupe les haies des deux côtés à la fois.

A l'Île-d'Yeu, les émondes des haies appartiennent au propriétaire.

A Pouzauges, il n'y a point d'usage à cet égard.

Dans tous les autres cantons elles appartiennent au colon ou fermier à la condition, dans la plupart des cantons, d'entretenir les clôtures.

On doit, quant la haie est coupée rez-terre, récaler les fossés, c'est-à-dire que l'on doit rétablir le terrier ou talus en réparant les brêches qui s'y sont formées; cet usage est à peu près général. Les cantons de Chantonnay et des Essarts sont les seuls où il n'existe pas. Aux Herbiers, on coupe à une certaine distance du sol, de manière à ne pas dégarnir le terrier.

L'usage détermine dans la plupart des cantons la manière dont on doit placer le nœud du lien de bois nommé réorthe et

la perche ou fresse dont on se sert pour clore les champs. A Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Fontenay, au Poiré-sous-Napoléon, à Beauvoir, à Chantonnay, à Talmont, à Rocheservière, aux Sables, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Mareuil, le nœud de la réorthe et la perche doiventt être placés du côté du champ du propriétaire qui fait la clôture. A Saint-Hilaire-des-Loges, à La Mothe-Achard, à Saint-Fulgent, à Mortagne, à Challans et à Napoléon, le nœud se place en dedans, c'est-à-dire du côté du propriétaire auquel appartient la haie et la perche ou fresse de l'autre côté, c'est-à-dire du côté du voisin.

CHAPITRE V.

Arbres futaies.

L'usage ne permet point en général au colon ou fermier d'élaguer les arbres futaies sans le consentement du propriétaire; il le peut pourtant, par exception, dans les marais du canton de Saint-Gilles. Il ne lui est pas non plus permis de couper à ces arbres des branches d'une forte dimension. Lorsque, avec le consentement du propriétaire, on coupe quelques-unes de ces branches, la distance à laquelle elle doivent être coupées est dans quelques cantons déterminée par l'usage.

Aux Herbiers, on doit couper, dans le cas dont il s'agit, de trente-trois centimètres à un mêtre du tronc;

A Saint-Gilles, le plus près possible du tronc;

Au Poiré, de cinquante centimètres à un mêtre du tronc;

A Sainte-Hermine, à cinquante centimètres environ;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, près du tronc pour les baliveaux et à une distance de trente centimètres à peu près pour les gros arbres.

Nulle part les arbres futaies ne peuvent être mis à têtards sans l'autorisation du propriétaire. Sans cette autorisation, le fermier ou colon ne peut abattre ni têtards, ni futaies; cette règle est absolue et elle ne souffre aucune exception.

En cas de vente de futaies, l'acheteur doit, dans la plupart des cantons, à défaut de convention expresse à cet égard, laisser des branches et piquets pour les fermetures. Le plus souvent la quantité de bois qui doit être ainsi laissée, n'est point fixée par l'usage; elle est subordonnée à la dimension de l'ouverture produite par l'exploitation de l'arbre abattu. Néanmoins, dans quelques cantons, elle est déterminée:

A St-Hilaire-des-Loges, on doit laisser deux branches et un piquet;

A la Châtaigneraie, deux piquets et une perche;

A Pouzauges, un piquet et deux branches;

Au Poiré, deux branches et deux piquets;

A Napoléon, une forte branche double et deux piquets.

Les autres cantons où l'usage de laisser du bois dans le cas dont il s'agit pour clore les haies existe, sont ceux de Montaigu, des Herbiers, de l'Hermenault, de Fontenay, de La Mothe-Achard, de Saint-Fulgent, de Talmont, de Rocheservière, des Essarts, de Palluau, de Sainte-Hermine, de Mortagne, des Moutiers et de Challans.

Partout le colon ou fermier doit laisser monter les jeunes arbres de toutes essences. Il a pourtant aux Herbiers la faculté d'étêter les arbres rabougris.

En général, le colon ou fermier ne doit aucun soin particulier aux jeunes arbres; il doit seulement les laisser crottre; l'usage lui impose cependant, dans certains cantons, l'obligation de les élager. Les cantons où cette obligation existe, sont ceux des Herbiers, de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire-des-Loges, des Sables, de Luçon, des Moutiers et de Napoléon. A Pouzauges, le colon ou fermier doit épiner les jeunes arbres, c'est-à-dire garnir le pied d'épines de manière à désendre les jeunes pousses des atteintes du bétail.

A Beauvoir et à Napoléon, il doit, autant que possible, les protéger, soit en les garnissant d'épines, soit par tout autre moyen. A Fontenay et à Sainte-Hermine, l'usage lui fait un devoir de leur donner tous les soins d'un bon père de famille.

Le propriétaire peut partout, sans le consentement de son colon ou fermier, faire abattre les futaies qui garnissent sa

propriété. Il n'en est point ainsi des arbres têtards. Dans la plupart des cantons, il ne peut faire abattre ces derniers qu'avec l'agrément du colon ou fermier ou en l'indemnisant. Les têtards morts ne donnant aucun produit au colon ou fermier, le propriétaire a partout et toujours le droit de les faire abattre. Il peut aussi, dans les cantons de Montaigu, de La Mothe-Achard et de Napoléon, abattre sans l'assentiment du colon ou fermier des têtards pour ses besoins personnels, et pour ceux de l'exploitation. L'usage ne limite point son droit à cet égard dans les cantons de Saint-Gilles, de Fontenay, de Beauvoir, de Talmont, de Rocheservière et de Saint-Jean-de-Monts. Les branches des têtards abattus sont dans tous les cas la propriété du colon ou fermier.

Aucun arbre jeune ou vieux ne peut être étêté sans la permission du propriétaire; cet usage est général et absolu.

CHAPITRE VI.

Arbres fruitiers.

Dans quelques cantons les arbres fruitiers morts doivent être remplacés par le propriétaire; dans quelques-autres ils doivent l'être par le fermier; enfin, il est des cantons où l'usage ne fait point une obligation de les remplacer. Ils doivent être remplacés par le propriétaire à Montaigu, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, au Poiré, à Chaillé-les-Marais, aux Sables, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers, à Challans, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon. Ils doivent l'être par le fermier: aux Herbiers, à l'Hermenault, à la Châtaigneraie, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts et à Noirmoutiers. A Pouzauges, le remplacement se fait par le fermier ou colon quand il y a dans la pépinière de la ferme des sujets de l'espèce de l'arbre à remplacer, sinon il doit être fait par le propriétaire.

Les arbres fruitiers morts appartiennent à peu près partout au propriétaire; néanmoins, à l'Hermenault, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts et à Noirmoutiers, l'usage les attribue au fermier ou colon qui est tenu de les remplacer.

Les cantons de l'Hermenault, de la Châtaigneraie, de Pouzauges et de Napoléon, sont les seuls où le fermier ou colon soit obligé de planter des arbres fruitiers. A la Châtaigneraie et à Napoléon, il doit planter les arbres qui lui sont fournis par le propriétaire.

Lorsque des arbres fruitiers sont dans le cas d'être greffés, le plus souvent, le propriétaire doit faire faire l'opération à ses frais; le fermier est pourtant tenu de les greffer dans les cantons des Herbiers, de la Châtaigneraie, de Pouzauges, de Fontenay, de Saint-Jean-de-Monts, de Mortagne et de Noirmoutiers. A Pouzauges, le propriétaire doit lui fournir les greffes et le goudron; à Mortagne, il est tenu de lui fournir les greffes seulement. Ailleurs il ne lui fournit rien.

Les fruits se cueillent généralement à la main excepté les châtaignes, les noix et les cormes que l'on abat à l'aide d'une gaule. L'opération doit dans tous les cas être faite avec soin, de manière à nuire le moins possible à l'arbre dont on cueille les fruits.

CHAPITRE VII.

Pépinières.

L'obligation d'avoir une pépinière n'est imposée au fermier que dans les cantons des Herbiers et de Pouzauges. A Sainte-Hermine et au Poiré, lorsqu'il en existe une sur l'exploitation au moment de l'entrée en jouissance, le colon ou fermier doit l'entretenir; s'il n'y en a pas, il n'est nullement obligé par l'usage à en créer une.

Les plants et semences destinés aux pépinières, sont fournis par le fermier aux Herbiers, et par le propriétaire à Pouzauges et à Sainte-Hermine. Il n'y a point d'usage à cet égard au Poiré. Le fermier ou colon est toujours tenu de remplacer les arbres qu'il prend dans sa pépinière.

CHAPITRE VIII.

Ajoncs considérés comme Taillis.

· Les ajoncs assimilés au taillis se coupent à trois, quatre ou cinq ans.

Ils doivent être coupés à trois ans : à Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Gilles, à la Châtaigneraie, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Mareuil, à Challans, à l'Île-d'Îleu et à Napoléon; à quatre ans, à Sainte-Hilaire-des-Loges, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré et à Chaillé-les-Marais; à cinq ans, à Talmont, à Sainte-Hermine et à Mortagne; à trois ou quatre ans, à l'Hermenault; à quatre ans, la première fois, ensuite à trois ans, à Beauvoir. Ils s'arrachent à quatre ans aux Moutiers-les-Mauxfaits, et après leur enlèvement, le terrain qui les a produits est mis en culture. A Challans, ils doivent être coupés avant le 25 mars.

CHAPITRE IX.

Genêts.

Le genêt est presque partout, dans le département de la Vendée, un produit important. Il croît spontanément après l'enlèvement des autres récoltes dans la plupart des terres labourables laissées à pacage. On l'emploie à divers usages selon l'âge qu'il a atteint, mais il est généralement considéré comme engrais, et, à ce titre, il doit presque toujours être consommé sur la propriété. Toutefois, cette règle n'est point applicable aux cantons de l'Hermenault, de St-Hilaire-des-Loges, des Sables, de St-Jean-de-Monts et de Challans. Dans quelques autres cantons, ceux de Montaigu, des Herbiers, de Pouzauges, de St-Fulgent et de Mortagne, où le genêt atteint ordinairement d'assez fortes proportions, elle ne doit point être appliquée d'une manière absolue; on ne convertit en engrais que les branches ou cîmes. A Sainte-Hermine, le genêt est considéré comme engrais seulement quand il est coupé à trois ans.

Dans les cantons où le genêt n'est point considéré comme engrais et dans quelques autres, ceux de Talmont, de Mareuil et de Napoléon, le colon ou fermier est autorisé à le vendre en totalité ou en partie. A Sainte-Hermine, il peut être vendu quand il a été arraché à cinq ans. A Rocheservière, le fermier peut le vendre, le colon ne le peut point sans le consentement du propriétaire. Le tronc et la racine peuvent être vendus par le colon ou fermier à Montaigu, aux Herbiers, à Pouzauges, à Saint-Fulgent et à Mortagne. Ailleurs, le colon ou fermier ne peut point vendre le genêt sans le consentement du propriétaire.

Le prix provenant de la vente du genêt doit être employé en achat d'engrais, mais seulement quand le genêt vendu eût dû être converti en fumier. Ainsi dans les cantons de Talmont, de Mareuil et de Napoléon, où le genêt peut être vendu quoiqu'il soit considéré comme engrais, cette vente ne peut être faite qu'à la condition que le prix à en provenir sera employé en achat d'engrais. Dans les autres cantons, la vente de la partie du genêt considérée comme engrais ne peut être faite qu'avec l'agrément du propriétaire.

Le colon ou fermier peut partout, excepté à Rocheservière, aux Essarts et à Palluau, employer du genêt pour son chauffage ou pour le chauffage de son four. A Montaigu et à Saint-Fulgent, il ne doit employer à cet usage que le tronc et les racines. Au Poiré, il ne doit se servir du genêt que pour le chauffage de son four. A Chantonnay, il ne peut l'employer aussi que pour chauffer le four, et seulement à défaut de fournille. On nomme fournille des fagots composés ou de menues branches, ou de ronces, d'aubépines et d'ajoncs coupés dans les haies. A Napoléon, le colon ou fermier ne peut disposer du genêt qu'en cas d'insuffisance des émondes des haies. A Sainte-Hermine, il ne doit se servir pour son chauffage que du genêt ayant plus de trois ans.

A Montaigu, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à la Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré-sous-Napoléon, à Saint-Jean-de-Monts et aux Moutiers-les-Mauxfaits, l'on ne peut conduire les moutons dans les champs de genêt, que quand le genêt a atteint sa troisième année. Aux Herbiers, à Saint-Hilaire-des-Loges, à

Rocheservière, à Mortagne, le genêt doit avoir deux ans au moins pour que l'on puisse faire pacager les moutons dans les champs où il a crû. Il doit avoir, dans le cas dont il s'agit, quatre à cinq ans à Chantonnay, quatre ans aux Sables, un an au moins aux Essarts; à Sainte-Hermine, on ne peut faire pacager les champs de genêt par les moutons qu'après trois ans et pendant l'hiver seulement; à Saint-Fulgent, qu'après le 1^{er} novembre de la secondé année; à Napoléon, qu'après la pousse de l'année de l'arrachage; A Talmont, à Palluau, à Mareuil, à Challans et à La Mothe-Achard, il n'y a pour cela aucune époque déterminée.

On peut disposer du genêt :

A Montaigu, à 3 ans. On l'exploite de décembre à mars, si on le coupe ou si on l'arrache. En toute saison, on peut l'élaguer en laissant le plus fort;

Aux Herbiers, à cinq ans. Il s'exploite pendant l'hiver. On le coupe pour engrais au-dessous de cinq ans. A cinq ans, il s'arrache pour le fermier; on peut l'élaguer avant de l'arracher.

A l'Hermenault, à cinq ans. On l'exploite du 1er novembre au 31 mars ; on l'élague à trois ans ;

A Saint-Gilles, à trois ans. On l'exploite en toutes saisons;

A Saint-Hilaire-des-Loges, à trois ans quand on le coupe et quand on l'élague, à quatre ans quand on l'arrache;

A la Châtaigneraie, à trois ans quand on le coupe ou quand on l'élague et à cinq ans quand on l'arrache. On l'exploite du 1er septembre au 1er mai;

A Pouzauges, à trois ans quand on le coupe; on doit dans ce cas laisser croître les pieds les plus forts à un mêtre de distance. A cinq ans quand on l'arrache ou quand on l'élague;

Au Poiré, à deux ans. On le coupe ou on l'arrache à deux, trois, quatre ou cinq ans en hiver, et lorsqu'il est en fleurs, pour litières;

A Saint-Fulgent, à trois ans. On le coupe ou on l'arrache; à deux ans, on peut l'éclaircir en laissant les pieds à un mêtre de distance les uns des autres;

A Chantonnay, à trois ans quand on l'élague et à six ans quand on l'arrache. On l'exploite en décembre; A Talmont, à trois ans si on le coupe, à cinq ans quand on l'arrache;

A Rocheservière, à trois ans; l'usage ne détermine point l'époque de l'exploitation qui est faite par le colon ou fermier quand il le juge convenable;

Aux Sables-d'Olonne, à trois ans quand on le coupe et à quatre ans quand on l'arrache;

A Saint-Jean-de-Monts, à cinq ans;

Aux Essarts, à trois ans. On l'exploite du 1er novembre au 1er mars dans tous les cas;

A Palluau, à cinq ans pendant l'hiver quand on l'arrache; en toutes saisons quand on le coupe;

A Sainte-Hermine, on l'arrache après trois ans ; avant cet âge on doit le couper pour engrais ;

A Mortagne, à cinq ans de décembre à février quand on l'arrache; on le coupe à trois ans quand on l'élague;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, à trois ans on le coupe ou on l'élague pour le convertir en engrais; à cinq ans on l'arrache. L'exploitation a lieu du 1er novembre au 1er mai;

A Mareuil, à cinq ans pendant l'hiver. On l'arrache toujours;

A Challans, à trois ans. On l'exploite en tout temps;

A Napoléon, à trois ans, en ne comptant point l'année de la plantation dans le blé ou celle de la croissance spontanée;

A La Mothe-Achard, le genêt peut être coupé en tout temps, le fermier ou colon l'emploie comme il veut, à la charge de laisser la propriété convenablement garnie à sa sortie.

Le colon ou fermier doit laisser pousser le genêt qui vient naturellement dans les terres qu'il cesse de cultiver et qu'il met à pacage : à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Pouzauges, au Poiré-sous-Napoléon, à Saint-Fulgent, à Talmont, aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Napoléon. L'usage n'impose nulle part au colon ou fermier l'obligation de planter du genêt. Dans quelques cantons on doit brûler la partie du genêt considérée comme engrais qui n'est point employée en litières. A Montaigu, à la Châtaigneraie, à Saint-Fulgent et à Mortagne, on la brûle sur les guérets du corps d'exploitation sans distinction. Aux Herbiers et à Chantonnay, elle doit être brûlée sur

le terrain même où le genêt a crû. Dans les autres cantons, il n'y a point pour le colon ou fermier obligation de la brûler; lorsqu'il le fait, c'est avec le consentement du propriétaire et sur un terrain convenu entre eux.

Quand le colon on fermier a arraché le genêt, il doit, dans la plupart des cantons, labourer le terrain pour qu'il puisse être mis en culture; cette obligation n'existe pas dans les cantons de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire-des-Loges, de La Mothe-Achard, de Saint-Jean-de-Monts, de Palluau, de Challans et de Rocheservière. Le colon ou fermier peut, après l'arrachage du genêt, labourer le sol, mais il n'est point tenu de le faire.

Les souches, lorsque le genét a été coupé au lieu d'être arraché, appartiennent partout au colon ou fermier; il doit pourtant dans le canton de Saint-Hilaire-des-Loges, les brûler sur le terrain. A Palluau, elles restent ordinairement sur le sol;

A l'Hermenault et à Saint-Hilaire-des-Loges, le produit de l'élagage du genêt appartient au fermier qui a la faculté d'en disposer comme il l'entend; dans les autres cantons où l'élagage se pratique, le genêt, qui en provient, est considéré comme engrais et il doit être consommé sur les lieux ou vendu là ou l'usage permet la vente, pour le prix être employé en achat d'engrais.

L'époque où l'élagage doit être fait est très-variable.

Il se pratique:

Aux Herbiers, au mois de septembre;

A l'Hermenault, pendant l'hiver;

A Saint-Hilaire-des-Loges, du 1er octobre au 1er mars;

A la Châtaigneraie, du 1er septembre au 1er mai;

Au Poiré, avant la sève;

A Saint-Fulgent, au printemps;

A Chantonnay, en avril et mai;

Aux Essarts, du 1er novembre au 1er mars;

A Mortagne, en août et septembre;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, au moment de la floraison.

A Montaigu, l'époque où l'opération peut être faite n'est point déterminée, mais elle ne doit être pratiquée que sur du genêt ayant trois ans au moins. Sept cantons n'ont aucun usage pour la récolte du genêt, cé sont ceux de Maillezais, de Fontenay, de Beauvoir, de Chailléles-Marais, de Luçon; de Noirmoutiers et de l'Île-d'Yeu.

CHAPITRE X.

Roselières.

Quatre cantons seulement ont des usages relatifs aux roselières; ce sont les cantons de Maillezais, de Saint-Gilles, de Chaillé-les-Marais et de Saint-Jean-de-Monts.

A Maillezais, on coupe les roseaux tous les ans du 1er janvier au 25 mars.

A Saint-Gilles, ils se coupent chaque année au mois d'août.

Dans les petites roselières du canton de Chaillé-les-Marais, on les coupe aussi tous les ans; l'usage ne détermine point dans ce canton l'époque à laquelle l'opération doit être faite. Il en est ainsi dans le canton de Saint-Jean-de-Monts. Dans ce canton, lorsqu'il y a changement de colon ou de fermier, on distingue entre les roseaux qui croissent dans les fossés servant de clôture aux terres labourables et ceux qui croissent dans les fossés des prés de fauche. Dans le premier cas, ils sont considérés comme chauffage et ils appartiennent au colon ou fermier sortant. Dans le second cas, ils sont considérés comme fourrage et ils appartiennent, au contraire, au colon ou fermier entrant. A Saint-Jean-de-Monts, les rouchères (on nomme ainsi les terrains qui se couvrent de rouches), sont assimilées aux rose-lières et soumises aux mêmes usages.

Le produit des roselières ne se partage point, il appartient ordinairement en totalité au fermier ou colon.

CHAPITRE XI.

Eaux courantes.

Le mode de jouissance des eaux courantes est, en général, dans le département de la Vendée, régi par les dispositions de l'article 644 du Code Napoléon. A Fontenay, cepéndant, les usines seules peuvent se servir des eaux courantes. L'agriculture ne s'en sert que pour le rouissage des lins et chanvres. A Challans, l'usage permet la jouissance des eaux courantes conformément à la loi, en prohibant toutefois les barrages. A Chantonnay, au contraire, les barrages sont autorisés quand les deux rives appartiennent au même propriétaire. A Maillezais et à Chaillé-les-Marais, la jouissance des eaux des marais est réglée par les statuts des Sociétés syndicales.

La où le curage se pratique, il se fait à frais communs par les riverains; il n'est obligatoire que quand il est prescrit, soit par un arrêté préfectoral, soit par les statuts des Sociétés; dans l'un comme dans l'autre cas, le mode et les conditions du curage sont déterminés, soit par le Préfets, soit par les Sociétés.

CHAPITRE XII.

Murs de clôture.

Les cantons de Maillezais, de Challans et de l'Île-d'Yeu, sont les seuls où la hauteur des murs de clôture soit fixée par l'usage. A Maillezais, elle doit être de 2 mètres 33 centimètres pour les jardins et pour les enclos attenant aux habitations et de 1 mètre 25 centimètres seulement pour les enclos ruraux. A Challans et à l'Île-d'Yeu, elle est de 2 mètres. Dans tous les autres cantons, on se conforme aux dispositions de l'article 663 du Code Napoléon.

Quant à l'épaisseur des mêmes murs, elle doit être, à Maillezais, à La Châtaigneraie, à Sainte-Hermine, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon, de 50 centimètres, au moins. A Challans, de 40 centimètres, aux Sables, de 40 à 50 centimètres. Ailleurs, elle n'est point déterminée.

CHAPITRE XIII.

Distance à garder pour la plantation des arbres à hautes tiges et des haies, et pour l'établissement des fossés.

La distance légale est observée presque dans tous les cantons pour la plantation des arbres à hautes tiges; on peut planter cependant à moins de 2 mètres de la ligne séparative des deux héritages dans les cantons de Montaigu, des Herbiers, de Saint-Gilles, des Essarts, du Poiré et de Saint-Fulgent. La plantation peut être faite: à Montaigu pour les haies dans la campagne seulement sur la ligne séparative, aux Herbiers, à 1 mètre de cette ligne, à Saint-Gilles et aux Essarts, à une distance moindre que la distance légale, mais qui n'est point fixée par l'usage, au Poiré, sur la crête du talus ou terrier du fossé, à Saint-Fulgent, si la haie est sur le talus, dans la ligne des souches, à 50 centimètres de cette ligne si la haie est à plant debout.

A l'Hermenault, au contraire, les plantations d'arbres à hautes tiges ne peuvent être faites qu'à 2 mètres 50 centimètres de la propriété voisine.

Dans les cantons où l'on peut planter à moins de 2 mètres de l'héritage voisin, et dans ceux de Mortagne, des Moutiers-les-Mauxfaits, de Challans et de Napoléon, les arbres à hautes tiges qui croissent spontanément dans les haies, à moins de 2 mètres de la ligne séparative des deux héritages, peuventêtre conservés.

Suivant que le plant est couché ou debout, la distance à laquelle la haie doit être placée varie. Pour les haies à plant couché, la distance est ordinairement d'un mêtre; elle est quelquefois plus considérable, rarement moindre. La distance légale est pourtant observée sans distinction à l'Hermenault, à Chaillé-les-Marais, à Mareuil, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu. Les cantons où pour les haies à plant couché on est tenu de

planter à plus d'un mêtre, sont ceux : de Pouzauges, où la distance doit être d'un mêtre 20 centimètres; de Talmont, où elle doit être d'un mêtre 50 centimètres; de Luçon, où elle doit être d'un mêtre 63 centimètres; enfin, des Sables, de Sainte-Hermine et des Moutiers, où la distance à garder est d'un mêtre 33 centimètres. Pour les haies à plant debout, la distance légale est partout observée.

· La largeur du fossé est le plus souvent déterminée par l'usage; elle est ordinairement d'un mètre-dans le Bocage et dans la Plaine, et de 2 mètres 66 centimètres dans le Marais. Il y a pourtant quelques exceptions. Dans le Marais des cantons de l'Hermenault, des Sables et de Maillezais, la largeur obligatoire est de 2 mètres seulement. Elle est de 2 mètres dans le Bocage du canton de Saint-Jean-de-Monts; dans le Marais du même canton elle varie de 2 mètres 60 centimètres à 1 mètre. A Lucon, dans la Plaine et le Bocage, elle est de 50 centimètres et dans le Marais, de 2 mètres 40 centimètres. Aux Moutiers, de 1 mètre 17 centimètres dans le Bocage et de 1 mètre 33 centimètres dans la Plaine. A Mareuil, de 1 mètre 33 centimètres dans le Marais. A Challans, de 84 centimètres, seulement dans le Bocage et dans la Plaine. Il n'y a point de largeur obligatoire dans les cantons de Saint-Hilaire-des-Loges, de Fontenay, de Chaillé, de Palluau, de Noirmoutiers et de l'Îled'Yeu. A Talmont, le fossé, en v comprenant le rejet, la douve et la bottée, doit avoir 3 mètres dans le Bocage et dans la Plaine.

Dans la plupart des cantons on doit laisser un espace que l'on appelle bottée entre la douve du fossé et la propriété voisine. La dimension de cet espace est: de 11 centimètres au Poiré, de 16 centimètres aux Herbiers et à Challans; de 33 centimètres à l'Hermenault et à Sainte-Hermine; de 17 centimètres à Maillezais, à La Mothe-Achard et à Chantonnay; de 15 centimètres à Saint-Hilaire-des-Loges et à Saint-Fulgent; de 20 centimètres à Pouzauges; de 30 centimètres à Saint-Jean-de-Monts; de 41 centimètres à Chaillé-les-Marais; de 50 centimètres à Luçon, à Mareuil et à l'Île-d'Yeu; de 30 à 45 centimètres à Fontenay; de 17 centimètres dans la Plaine du

canton de Beauvoir et de 35 centimètres dans les Marais du même canton; de 33 à 50 centimètres dans le canton des Sables. La bottée doit avoir 1 mètre au moins dans le même canton quand le fosséest creusé dans le sable. A Napoléon, elle varie de 20 à 50 centimètres. Elle n'est pas non plus fixée d'une manière invariable dans le canton des Moutiers; elle doit avoir, suivant les communes, de 085 millimètres à 50 centimètres; en Plaine elle a presque toujours 50 centimètres, dans le Bocage on la laisse de 16 à 30 centimètres; généralement, et en l'absence de toute indication contraire, le fossé simple emporte avec sa bottée 1 mètre 50 centimètres, à compter du collet du plant ou du milieu de l'épaisseur de la souche; on accorde un espace égal pour le rejet du fossé. Il n'y a point, dans les autres cantons, obligation de laisser une bottée.

Dans toutes les parties du canton de Fontenay, Bocage, Plaine ou Marais, lorsqu'un fossé est commun ou mitoyen, il ne peut être comblé que du consentement des deux propriétaires; l'entretien doit être fait à frais communs. Si l'un des intéressés refusait de contribuer aux frais de curage ou de recalage, il devrait renoncer à la mitoyenneté; dans le Marais du même canton, le propriétaire ou les propriétaires d'un fossé d'écours (les fossés d'écours sont ceux qui servent à l'asséchement), ont le droit d'obliger les propriétaires des fossés inférieurs dans lesquels se déverse le leur pour joindre un canal d'écours, à les tenir en bon état.

La profondeur des fossés est, comme leur largeur, déterminée par l'usage dans la plupart des cantons.

Elle doit être:

A Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Fulgent, à Rocheservière, à Mortagne, de 50 centimètres au moins;

A l'Hermenault, de 68 centimètres dans la Plaine et dans le Bocage et d'un mètre dans le Marais;

A Maillezais, de 80 centimètres en Plaine et d'un mêtre 30 centimètres dans le Bocage;

A Saint-Gilles, de 60 centimètres dans le Bocage et de 1 mètre 25 centimètres dans le Marais ;

A la Châtaigneraie, de 83 centimètres;

A Pouzauges, au Poiré, à Chantonnay, aux Sables, à Mareuil et à Napoléon, d'un mètre;

A Fontenay, de 66 centimètres dans le Bocage, d'un mêtre dans la Plaine et d'un mêtre 33 centimètres dans le Marais;

A Beauvoir, de 85 centimètres en Plaine, et d'un mêtre 33 centimètres dans le Marais;

A Talmont, de 67 centimètres en Bocage et en Plaine, d'un mètre 33 centimètres dans le Marais;

A Saint-Jean-de-Monts, d'un mètre dans le Bocage, et d'un mètre 50 centimètres dans le Marais;

A Luçon, de 63 centimètres en Plaine, et d'un mètre 33 centimètres dans le Marais;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, d'un mêtre dans le Bocage et dans la Plaine, et d'un mêtre 50 centimètres dans le Marais;

A Challans, de 66 centimètres en Plaine et en Bocage, et d'un mètre 33 centimètres dans le Marais;

Dans les autres cantons, la profondeur des fossés n'est point déterminée par l'usage.

Le propriétaire d'un fossé peut passer, pour couper ce qui a pu y croître sur l'héritage voisin, à Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, au Poiré-sous-Napoléon, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, à Rocheservière, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers, à Challans, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon. Cela se fait aussi dans quelques autres cantons, mais par pure tolérance, et non en vertu d'un droit résultant d'un usage constant et reconnu.

Dans un certain nombre de cantons, l'usage autorise le voisin à couper à la faulx jusqu'au plant de la haie qui ne lui appartient pas; les herbes et broussailles qu'il a ainsi coupées doivent être laissées au propriétaire de la haie sur le terrain duquel elles ont crû. Les cantons où cela se pratique sont ceux de Montaigu, Saint-Fulgent, des Herbiers, de Saint-Gilles, des Sables, des Essarts, de Mortagne, de Mareuil et de Challans. A Chantonnay, le propriétaire voisin ne peut faucher jusqu'au plant que quand le fossé est comblé. Il ne le peut à Napoléon que dans quelques communes du canton, particulièrement pour les prairies.

Les fossés des marais sont toujours présumés mitoyens dans les cantons de Maillezais, de Saint-Gilles, de Fontenay, de Beauvoir, de Talmont, de Chaillé, de Saint-Jean-de-Monts, de Luçon, des Moutiers, de Challans et de l'Ile-d'Yeu. Les fossés de plaine à double jets sont aussi partout réputés mitoyens.

Les concessionnaires de nouveaux desséchements sont autorisés, par un usage constant et général, à appuyer leurs digues sur celles des desséchements anciens.

CHAPITRE XIV.

Constructions et Établissements pouvant nuire au voisin.

On doit, en général, établir un contre-mur lorsque l'on construit des fosses d'aisance. Les cantons de La Mothe, de Beauvoir, de Rocheservière, des Moutiers, des Sables et de Noirmoutiers, sont les seuls où l'usage n'en fasse point une obligation. Aux Sables, il y a pourtant nécessité de bâtir un contre-mur quand le mur de la fosse n'a pas une épaisseur suffisante.

L'épaisseur à donner au contre-mur varie de 33 à 66 centimètres ; elle est :

De 33 centimètres, à Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Talmont, aux Sables, à Luçon et à Challans;

De 50 centimètres, à l'Hermenault, à Maillezais, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré, à Chantonnay, aux Essarts, à Mortagne, à Mareuil, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon;

Ds 66 centimètres, à la Châtaigneraie;

De 66 centimètres, mais à sa base seulement, à Sainte-Hermine;

De 30 à 40 centimètres, à Chaillé-les-Marais.

Elle n'est point déterminée à Saint-Gilles, à Saint-Fulgent et à Palluau.

Le contre-mur est destiné à empêcher les infiltrations et à préserver le propriétaire voisin des inconvénients qui pourraient résulter pour lui de l'établissement de la fosse, il doit donc toujours être bâti avec soin. Les matériaux que l'on doit employer pour sa construction sont presque partout la pierre, la chaux et le sable. A Fontenay, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts et à Luçon, il doit être bâti en pierres avec mortier de ciment. A Mortagne, on doit faire usage de chaux hydraulique; à Napoléon, le contre-mur doit être à l'intérieur en briques et en cîment et à l'extérieur en pierres avec mortier de chaux.

On doit faire partout, excepté dans les cantons des Herbiers, de Chaillé, et dans ceux où il n'y a point obligation d'établir un contre-mur pour les fosses d'aisance et qui viennent d'être énumérés, un contre-mur pour les dépôts de fumier et autres matières corrosives; cette obligation n'existe pourtant à Maillezais, pour les dépôts de fumiers, que quand les eaux qui en découlent, vont sur la propriété voisine. L'épaisseur de ce contre-mur est à peu près dans tous les cantons la même que celle du contre-mur des fosses d'aisance. A Talmont et à Sainte-Hermine, elle est cependant un peu moins considérable. Elle doit être à Talmont, de 22 centimètres au lieu de 30, et à Sainte-Hermine, de 50 centimètres au lieu de 66 centimètres. A l'Ile-d'Yeu, un simple crépissage à mortier de chaux suffit.

On peut toujours, en se conformant à l'article 662 du Code Napoléon, établir des cheminées dans un mur mitoyen; l'usage est pourtant contraire aux dispositions de l'article précité à l'Hermenault, à Maillezais, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts et aux Essarts. Dans ces différents cantons, il refuse au co-propriétaire d'un mur mitoyen la faculté d'y établir une ou plusieurs cheminées. Nous croyons à ce sujet, devoir rappeler que l'usage local contraire à la loi n'a aucune valeur légale.

Quand on établit une cheminée dans un mur mitoyen, l'épaisseur de ce mur doit être :

A Montaigu, de 20 centimètres dans l'âtre;

A l'Ile-d'Yeu, de 50 centimètres;

A Sainte-Hilaire-des-Loges, à Mortagne, à Mareuil et à Challans, de 60 centimètres;

Aux Herbiers, à La Châtaigneraie et aux Sables, de 66 centimètres :

A Napoléon, de 72 centimètres;

A Saint-Gilles, égale à la longueur d'une brique ordinaire.

Elle n'est point déterminée dans les autres cantons.

A La Châtaigneraie et à Napoléon, celui des propriétaires qui fait construire le mur mitoyen, laisse ordinairement dans ce mur autant de cheminées d'attente qu'il en établit de son côté. Cela se fait aussi à Fontenay, mais seulement sur la demande du voisin.

On n'est tenu de faire un contre-mur en établissant les cheminées des murs mitoyens que dans les cantons de Chantonnay, de Talmont, de Saint-Jean-de-Monts, des Essarts, de Sainte-Hermine et de Challans. Aux Herbiers, on fait un mur en briques. A Saint-Fulgent et aux Sables, on ne doit établir un contre-mur, que dans le cas où le mur n'a pas une épaisseur suffisante. Dans ce dernier canton, on peut s'affranchir de l'obligation de faire un contre-mur en plaçant dans l'âtre une plaque de fer ou de fonte; l'épaisseur du contre-mur doit être dans le cas dont il s'agit : aux Herbiers, de 12 centimètres; à Chantonnay, de 11 à 12 centimètres; à Talmont, de 17 centimètres; aux Sables, de 33 centimètres; à Saint-Jean-de-Monts, de 15 centimètres; aux Essarts, de 66 centimètres; à Sainte-Hermine, de 05 centimètres; à Challans, de 10 centimètres.

Dans un grand nombre de cantons, on doit, quand on construit une forge, un four, un fourneau, ou tout autre établissement du même genre, laisser, entre la construction et le terrain voisin, un certain espace. Il n'y a point d'usage à cet égard, à Saint-Gilles, à Pouzauges, au Poiré, à La Mothe, à Beauvoir, à Rocheservière, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Moutiers, à Noirmoutiers et à Napoléon. Cet espace que l'on nomme le tour-du-chat doit être de 15 centimètres à Maillezais et à Fontenay; de 33 centimètres à Saint-Hilaire-des-Loges et à La Châtaigneraie; de 16 centimètres à Challans; de 17 centimètres à Chantonnay; de 20 centimètres aux Sables. Il n'est point détermine dans les autres cantons.

On doit, pour les mêmes constructions, faire un contre-mur: à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, mais pour ce dernier canton dans le cas où l'on n'a point laissé l'espace fixé par l'usage; à Saint-Hilaire-des-Loges, seulement si le mur n'a pas au moins 33 centimètres; à Fontenay, si l'on n'a pas laissé 15 centimètres entre le terrain voisin et la construction; au Poiré, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Chaillé-les-Marais, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Mortagne, à Mareuil, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon. L'épaisseur de ce contre-mur doit être de 33 centimètres, excepté à Talmont où elle est de 17 centimètres seulement; à Saint-Jean-de-Monts, où elle est de 30 centimètres; à l'Hermenault, au Poiré, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne et à l'Île-d'Yeu, où elle doit être de 50 centimètres. Elle n'est point déterminée à St-Fulgent et à Palluau.

L'usage oblige dans un certain nombre de cantons, à laisser une distance pour les carrières. Cette distance est quelquesois déterminée, mais souvent elle ne l'est point, elle est fixée d'après les circonstances. Elle doit être de 2 mètres à Montaigu, à l'Hermenault, à Mortagne, à Saint-Jean-de-Monts et à l'Île-d'Yeu. Aux Sables, elle doit avoir la même dimension à moins que la carrière ne soit entourée d'une clôture. Aux Herbiers, elle est de 1 mètre ou 1 mètre 50 centimètres; de 30 centimètres à Maillezais; de 41 centimètres à Chailléles-Marais; de 50 centimètres à Lucon; de 50 centimètres dans la commune de Sallertaine, pour les carrières dont la pierre se coupe. Elle doit être de 1 mètre pour les autres carrières de cette commune et pour toutes celles des autres communes du canton de Challans. Elle n'est point fixée par l'usage à Saint-Hilaire-des-Loges, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, aux Essarts, à Sainte-Hermine et à Mareuil. A Pouzauges, on n'est point obligé de laisser une distance pour les carrières. Dans les autres cantons il n'y a point d'usage à cet égard.

La distance à observer pour les puits, est de 2 mètres à l'Hermenault et à Chaillé-les-Marais; de 1 mètre à Saint-Jean-

de-Monts, Sainte-Hermine et Challans; de 1 mètre 50 centimètres à Mortagne; de 1 mètre à 1 mètre 50 centi-mètres aux Herbiers; de 17 centimètres à Talmont. Elle n'est point déterminée ailleurs, l'usage permet même dans certains cantons de n'en point laisser. Ces cantons sont ceux de Maillezais, de Pouzauges, de Fontenay, des Sables et de Mareuil.

CHAPITRE XV.

Réparations locatives.

On nomme réparations locatives toutes celles qui doivent être faites aux frais du locataire, colon ou fermier.

L'usage impose, en général, au fermier ou colon, l'obligation d'entretenir les couvertures des logements et autres bâtiments quelconques des exploitations agricoles. Il n'existe dans le département qu'une seule exception à cette règle. Dans la commune de Bouin les couvertures sont entretenues aux frais du propriétaire de la ferme.

Le colon ou fermier doit à peu-près partout faire refaire les couvertures tous les cinq ans. Par exception, il est tenu de les faire refaire tous les trois ans dans les cantons de l'Hermenault, de Saint-Hilaire-des-Loges et dans quelques communes du canton de Chaillé-les-Marais. A Napoléon, s'il sort avant l'expiration de la période de cinq ans, il doit les réparations des couvertures au prorata du temps écoulé. A Palluau, il les entretient chaque année par cinquième et tous les cinq ans il doit les faire refaire en entier. A Fontenay, il est aussi tenu de les faire refaire tous les cinq ans, et particulièrement à la fin du bail.

Les matériaux nécessaires aux réparations des couvertures sont, sans aucune exception, fournis par le propriétaire. Ils sont ordinairement transportés du lieu de leur achat à pieds-d'œuvre, par le colon ou fermier. Le canton de Chaillé-les-Marais est le seul où, dans tous les cas, la charge du transport des matériaux soit supportée par le propriétaire. Dans beaucoup d'autres cantons, ce transport s'effectue aux frais du

propriétaire, seulement quand le colon ou fermier n'a point d'attelage. On ne fait aucune distinction et dans tous les cas le transport est fait par le colon ou fermier, qu'il ait ou non un attelage, dans les cantons de Saint-Hilaire-des-Loges, de La Châtaigneraie, de Talmont, des Sables, et de Saint-Jean-de-Monts.

Le colon ou fermier n'est chargé d'aucune autre réparation que celle dont il vient d'être parlé, dans les cantons de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire, de Beauvoir et de Talmont. Ailleurs, il est tenu des réparations locatives ordinaires. A Saint-Fulgent, l'usage veut qu'il tienne en bon état les portes, les fenêtres les entre deux ou séparations des toits et qu'il répare les dégradations du fover, du four et du puits. Partout où il doit les réparations locatives ordinaires, excepté dans les cantons de Chaillé, des Moutiers et de Challans, il est tenu de faire blanchir les murs qu'il a trouvés blanchis lors de son entrée. Il doit aussi, dans la plupart des cantons, faire faire le recrépiment du bas des murailles, à l'intérieur seulement, conformément aux dispositions de l'article 1754 de C. N. Néanmoins. cette obligation ne lui est point imposée par l'usage dans les cantons de l'Hermenault, de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire, de Beauvoir, de Talmont, de Saint-Jean-de-Monts, des Moutiers et de Challans. A Fontenay, le recrépiment ne se fait qu'à la hauteur de 50 centimètres. A La Mothe, à Rocheservière et à Luçon, l'usage ne décide point.

Dans la plupart des cantons le nivellement du sol de l'habitation non carrelée est considéré comme réparation locative et mis à la charge du colon ou fermier. Il doit notamment à sa sortie laisser le sol parfaitement nivelé, à moins toutefois qu'il ne l'ait point trouvé tel lors de son entrée. Cette obligation ne lui est point imposée dans les cantons de l'Hermenault, de Saint-Hilaire, des Moutiers, de Challans et de Fontenay. A La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Rocheservière et à Luçon, il n'y a point d'usage à cet égard.

L'entretien des crèches et des rateliers est aussi une réparation locative ; les cantons de l'Hermenault, de Saint-Hilairedes-Loges, de Saint-Gilles, des Sables, des Moutiers et de Challans, sont les seuls où l'usage ne le mette point à la charge du colon ou fermier. Il doit cependant à Saint-Gilles entretenir ce qui est indispensable pour attacher le bétail de l'exploitation. A Saint-Hilaire, il entretient à ses frais les rateliers qui lui appartiennent. Le bois nécessaire aux réparations à faire aux crèches et rateliers est ordinairement fourni par le propriétaire, au colon ou fermier, qui fait faire à ses frais les réparations utiles.

Le locataire d'une habitation ne dépendant point d'une exploitation agricole, est également obligé à l'entretien des couvertures, toutefois cette règle reçoit exception dans les cantons de Saint-Gilles, de Beauvoir, de Talmont, des Sables, de Saint-Jean-de-Monts, de l'Île-d'Yeu et dans le canton de Năpoleon, mais pour la ville seulement. A Fontenay, l'obligation d'entretenir les couvertures n'est point applicable aux locataires de chambres et d'appartements meublés. Dans le canton de Chaillé, le locataire n'est tenu de réparer les couvertures que dans le cas où son bail doit durer au moins trois ou cinq ans. A Challans, l'obligation d'entretenir les couvertures n'incombe qu'au locataire dont le loyer excède 40 fr.

Dans le cas dont il s'agit, les matériaux doivent être, comme pour les bâtiments d'exploitation agricole, fournis par le propriétaire, le locataire n'est chargé que des frais de maind'œuvre. Le propriétaire doit les matériaux rendus à piedsd'œuvre. Dans le canton de Saint-Hilaire, le locataire est, par exception, tenu du transport des matériaux.

Le locataire doit faire blanchir les murs intérieurs lorsqu'il les a trouvés dans cet état à son entrée. Cette obligation ne lui est point imposée dans les cantons de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire, de Fontenay, de Talmont, de Saint-Jean-de-Monts, des Moutiers-les-Mauxfaits et de Challans. Il ne doit cette réparation que dans les limites tracées par l'article 1754 du C. N., à Rocheservière et à Chaillé-les-Marais. Dans le canton de Napoléon, l'obligation de blanchir ne s'applique point aux locataires de la ville. Il n'y a aucun usage à cet égard à La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Luçon, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu.

Le locataire doit dans presque tous les cantons le crépissage des murs intérieurs, conformément à ce qui est prescrit par l'article 1754 du C. N. Les cantons qui font exception sont les suivants: Les Herbiers, l'Hermenault, Saint-Gilles, Saint-Hilaire-des-Loges, Talmont, Saint-Jean-de-Monts, les Moutiers, Challans et l'Île-d'Yeu. Aux Herbiers, le locataire doit recrépir entièrement les murs intérieurs; dans les autres cantons que nous venons d'énumérer, au contraire, il ne doit point le recrépiment même conformément à ce qui est prescrit par l'art. 1754, à moins que les dégradations ne proviennent de sa faute.

L'entretien des tapisseries n'est point une réparation locative et il n'est dû qu'exceptionnellement par le locataire. Il en est de même de l'entretien des peintures. Dans quelques cantons cependant l'usage met à la charge du locataire les réparations à faire aux tapisseries et aux peintures. Le locataire doit les réparations aux tapisseries à Montaigu, à Là Châtaigneraie, à Palluau, à Mortagne et à Napoléon. Il s'agit du simple entretien et non du renouvellement qui ne peut être imposé au locataire que lorsqu'il y a faute de sa part. Quant aux peintures, leur entretien n'est mis par l'usage à la charge du locataire que dans le canton de Montaigu. Partout ailleurs le locataire n'en est chargé que lorsque les détériorations proviennent de sa faute.

Il doit généralement les réparations aux carrelages conformément à ce qui est dit dans l'article 1754 C. N. Toutefois, il n'y a aucun usage à cet égard dans les cantons de La Mothe-Achard, de Rocheservière, de Luçon et de Noirmoutier. Dans les cantons de l'Hermenault, de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire-des-Loges, de Talmont, des Sables, de Challans et de l'Île-d'Yeu, le locataire est dispensé de cette obligation.

Dans la plupart des cantons le colon ou fermier est tenu de transporter sur la réquisition du propriétaire tous les matériaux destinés aux grosses réparations de l'habitation ou des bâtiments d'exploitation de la ferme. Les cantons où cette obligation ne lui est point imposée, sont ceux de l'Hermenault, de Saint-Hilaire, du Poiré, de La Mothe, de Chaillé, de Luçon, des Essarts, de Saint-Hermine, de Mareuil et de Challans. A Rocheservière, le colon est obligé au transport, mais non le fermier. A La Châtaigneraie, il ne peut être exigé du colon ou fermier que quand celui-cia encore trois ans au moins à jouir du domaine.

Le maximum de la distance à parcourir pour aller chercher les matériaux n'est point ordinairement déterminé; dans le cas de colonage partiaire surtout, le propriétaire est comme le colon, intéressé à ce que cette distance ne soit point trop grande, et il prend ses matériaux le plus près possible de la ferme. Néanmoins, l'usage a, dans quelques cantons, déterminé un maximum. La distance à parcourir par le colon ou fermier, pour le transport des matériaux, ne doit point excéder à l'Hermenault et à Pouzauges, 15 kilomètres; à La Châtaigneraie et à Beauvoir, 2 myriamètres; aux Sables, 12 kilomètres. A Fontenay, à Saint-Fulgent et à Napoléon, il faut que le voyage, aller et retour, puisse se faire en un jour.

Dans les cantons des Herbiers, de Saint-Jean-de-Monts et des Moutiers, le colon ou fermier est tenu même de transporter les matériaux destinés à des constructions nouvelles. La même obligation lui est imposée à Palluau, mais sous la condition que les constructions nouvelles soient dans l'intérêt exclusif de la ferme et d'une utilité reconnue. A Napoléon, lorsqu'il ne s'agit pas de réparations ou de reconstructions, mais bien de constructions nouvelles, le fermier peut se faire payer ses charrois.

CHAPITRE XVI.

Conges.

§ 1er. — Maisons.

Le congé est la déclaration faite légalement par l'une des parties qu'elle veut que le bail cesse d'avoir lieu.

Le délai du congé pour les maisons et portions d'habitation est de trois mois; deux cantons seulement font exception: Saint-Hilaire et Fontenay. A Saint-Hilaire, dans l'un comme dans l'autre cas, le congé doit être donné six mois avant l'expiration du bail. A Fontenay, le délai est de six mois aussi, mais seulement pour les maisons entières. Il est de trois mois, comme dans tous les autres cantons, pour les portions d'habitation.

Pour les auberges, magasins, boutiques et ateliers, il doit être donné un an, six mois ou trois mois à l'avance. Le délai est d'un an aux Essarts et à Saint-Hermine, de six mois à Montaigu, à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Fontenay, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, aux Sables, à Luçon, aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Napoléon. Il est de trois mois partout ailleurs.

Pour les chambres garnies, le délai du congé varie de huit jours à trois mois. Il n'y a d'ailleurs qu'un petit nombre de cantons qui aient un usage à cet égard. Ces cantons sont ceux de Montaigu, des Herbiers et de Maillezais où le congé doit être donné un mois à l'avance; de Saint-Hilaire-des-Loges et de Luçon, où le délai est de trois mois; de Chantonnay, où il est d'un mois et demi; de La Châtaigneraie, de Fontenay, des Essarts, de Sainte-Hermine, de l'Île-d'Yeu et de Napoléon, où il est de quinze jours; enfin, des Sables et de Challans, où il est de huit jours seulement.

Le congé doit être donné trois mois à l'avance pour les chambres non garnies, sauf les exceptions ci-après; le délai du congé est, dans le cas dont il s'agit, d'un mois seulement aux Herbiers et à Maillezais; à Saint-Fulgent, il est de quinze jours pour les chambres louées au mois, et de trois mois pour les locations à l'année. Il est à Chantonnay d'un mois et demi; à Sainte-Hermine et à Napoléon, de quinze jours; à Noirmoutiers, de quinze, trente ou quarante-cinq jours; de quinze jours pour les chambres louées au mois, de trente jours pour celles louées par trimestre et de quarante-cinq jours pour les autres; à Challans, de huit jours pour les chambres louées au mois et de trois mois pour les chambres louées à l'année.

Le délai du congé pour les baux des moulins est d'un an, de six mois ou de trois mois. Il est d'un an aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, à Chantonnay, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne et aux Moutiers; de six mois à Montaigu, à Maillezais, à La Châtaigueraie, à Saint-Fulgent et à Mareuil; ailleurs il est de trois mois.

Pour les usines et pour les fabriques, le délai du congé est ordinairement le même que pour les moulins; c'est du moins ce qui a lieu dans les cantons des Herbiers, de Saint-Hilaire, de La Châtaigneraie, de Fontenay, des Essarts, de Mareuil, des Sables et de Mortagne. A Pouzauges, pour les usines, le congé doit être donné trois mois à l'avance. Pour les mêmes établissements, le délai est de six mois à Saint-Fulgent; il est de trois mois à Challans pour les fabriques.

L'entrée en jouissance a lieu le plus ordinairement aux époques suivantes :

A Napoléon, le 1er novembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à La Châtaigneraie, le 29 septembre;

Aux Herbiers et à Mortagne, le 23 avril;

A Rocheservière, le 24 juin ;

A Montaigu, le 23 avril ou le 24 juin;

A l'Hermenault, à Maillezais et à Luçon, le 24 juin ou le 29 septembre;

A Saint-Gilles, à Sainte-Hermine et à Challans, le 24 juin, le 29 septembre ou le 1^{er} novembre;

A Pouzauges et à Chantonnay, le 23 avril, le 24 juin, le 29 septembre ou le 1° novembre;

A Fontenay, le 25 mars, le 24 juin, le 29 septembre ou le 25 décembre;

Au Poiré, le 23 avril, le 24 juin ou le 1er novembre ;

A Beauvoir, le 24 juin pour les moulins, et le 29 septembre pour les habitations et autres bâtiments;

A Saint-Fulgent, le 23 avril ou le 1er novembre pour les habitations et le 24 juin pour les moulins;

A Talmont, le 24 juin ou le 24 novembre;

A Chaillé-les-Marais, le 24 juin pour les maisons ordinaires et le 29 septembre pour les bâtiments dépendant d'une exploitation agricole;

Aux Sables, aux Moutiers et à Mareuil, le 24 juin et le 1er novembre;

A Saint-Jean-de-Monts, le 29 septembre pour les maisons et le 24 juin pour les moulins;

Aux Essarts, le 23 avril pour les maisons et le 24 juin pour les moulins;

A Palluau, le 1er novembre, le 24 avril, le 24 juin, le 29 septembre ou le 25 décembre;

A Noirmoutiers, en juin ou juillet;

Il n'y a point à l'Île-d'Yeu d'époque déterminée par l'usage pour l'entrée en jouissance.

§ 2. — Biens ruraux.

L'article 1775 C. N. veut que le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, c'est-à-dire qu'en aucun cas, lorsqu'il s'agit d'immeubles ruraux, il n'est nécessaire de donner congé; nonobstant cette disposition de la loi, l'usage de donner congé, pour les baux à ferme, s'est établi dans un certain nombre de cantons. Le congé doit être donné, quand il s'agit d'une métairie, à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, au Poiré, à Talmont, à Rocheservière, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers, à Challans et à Beauvoir, un an et jour avant l'expiration du bail; à Maillezais, il est ordinairement donné avant le 25 mars. Dans les autres cantons, on ne donne point congé pour les biens ruraux.

Pour les borderies, le congé se donne dans les cantons qui viennent d'être énumérés dans le même délai d'un an et jour excepté à Montaigu, à l'Hermenault, à Saint-Hermine et à Mortagne où il doit être donné six mois seulement avant l'expiration du bail. Dans le canton de Saint-Hilaire, où l'on ne donne pas de congé pour les métairies, on en donne un ordinairement pour les borderies, mais l'usage ne détermine point le délai dans lequel il doit être signifié. Aux Moutiers-les-Mauxfaits, quand le colon ou fermier a deux bœus au moins, le délai du congé est d'un an et jour; dans le cas contraire, il est de six mois seulement.

Pour les maisons avec terres ou prés, le congé se donne : à Montaigu, à Maillezais, si les terres labourables ont moins de six hectares; à St-Gilles et aux Sables, trois mois au moins avant l'expiration du bail. Le délai du congé est de six mois dans le même cas: aux Herbiers, à l'Hermenault, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers et à Challans; il est d'un an au Poiré, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon et à Palluau. A

Talmont, le congé se donne un an à l'avance pour les maisons avec terres et trois mois seulement à l'avance pour les maisons avec prés. Il se donne à Beauvoir neuf mois à l'avance pour les maisons avec terres labourables et dans le même délai que dans le canton de Talmont pour les maisons avec prés. A Saint-Fulgent et à Chantonnay, il est d'usage de donner congé pour les maisons louées avec quelques pièces de terres ou quelques morceaux de prés, si toutefois ces terres ou ces prés ne constituent pas une borderie. Le congé est alors donné comme pour les locations de maisons.

L'usage de donner congé existe aussi dans quelques cantons pour les terres labourables detachées, pour les prairies détachées et pour les vignes affermées seules. Dans ces trois cas le délai du congé est de trois mois à Montaigu, de six mois aux Herbiers et à l'Hermenault, de trois mois dans les deux premiers cas seulement au Poiré; pour les vignes on ne donne point congé; de six mois aussi pour les deux premiers cas à Sainte-Hermine, avant le 2 fevrier dans le troisième cas, c'est-à-dire s'il s'agit de vignes; à Maillezais, si les terres labourables détachées forment au moins six hectares, le congé se donne avant le 25 mars, comme pour les borderies et métairies. Aux Sables, on se prévient verbalement pour le 25 mars quand il s'agit de terres, pour le 24 décembre s'il s'agit de prés et pour le 1er novembre quand il s'agit de vignes. A Saint-Jean-de-Monts, pour les terres détachées, le congé se donne avant le 25 mars; il doit être donné dans le même cas une année à l'avance à Luçon; à l'Ile-d'Yeu, pour les terres détachées il est donné de l'enlèvement de la récolte au 1er octobre, pour les prés trois mois avant le terme. Dans les autres cantons, on ne donne point de congé pour les cas dont il s'agit.

L'usage de donner congé pour les marais salants, n'existe que dans trois cantons, à Saint-Gilles, où on le donne avant le 24 décembre ou avant le 25 mars; aux Sables, où il se donne pour le 25 décembre, lorsque la location comprend des terres labourables et pour le 25 mars dans le cas contraire; à Saint-Jean-de-Monts, où il se donne le 29 septembre. Dans deux de

ces cantons seulement à Saint-Gilles et aux Sables, on donne congé pour les marais à poissons, à Saint-Gilles, le 24 décembre et aux Sables, le 25 mars.

Pour les étangs aux Herbiers et à Mortagne, on donne congé un an avant l'expiration du bail.

Pour les jardins et pépinières à Montaigu, à Challans et à l'Ile-d'Yeu, le délai du congé est de trois mois, il est d'un an aux Herbiers; à Saint-Jean-de-Monts, le congé doit être donné avant le 25 décembre; à Sainte-Hermine, avant le 1^{or} janvier; aux Sables, pour le 24 juin ou le 1^{er} novembre. Dans les autres cantons on ne donne point congé pour les jardins et pépinières.

Aux Herbiers et à Saint-Jean-de-Monts, l'usage est de donner congé pour les bois; dans ce cas, le délai du congé est aux Herbiers d'une année; à Saint-Jean-de-Monts, le congé doit être signifié avant le 29 septembre.

CHAPITRE XVII.

Tacite reconduction.

On nomme tacite reconduction le nouveau bail qui s'opère sans convention lorsque, à l'expiration d'un bail, soit écrit, soit verbal, le preneur reste et est laissé en possession de l'immeuble loué ou affermé.

La tacite reconduction ne peut commencer qu'à l'expiration du bail qu'elle contiuue, mais il est des actes et des faits qui la présupposent : tels sont, pour les locations d'habitation, le défaut de congé ou d'avertissement dans le délai d'usage; si un jardin dépend de la location, l'exécution de travaux que le locataire n'y aurait point faits si la jouissance n'avait pas dû être continuée; pour les fermes de borderies, de métairies, de terres détachées, de prés ou de vignes, les travaux préparatoires pour la jouissance de l'année suivante lorsqu'ils ont été faits au vu et su du propriétaire. En effet, on doit croire que les parties entendent continuer le bail, lorsque le colon ou fermier a fait, avec l'assentiment du propriétaire, les travaux qui, en cas de

changements, auraieut dû être faits par l'entrant, lorsque, pour ne citer que quelques-uns de ces travaux, les guérêts ont été préparés, les rigoles ou rouillères curées et entretenues, les foins fauchés et serrés, les choux plantés, les chaumes fauchés et ramassés, lorsque, s'il s'agit d'une vigne, elle a été taillée. En cas de contestations, c'est d'ailleurs aux juges à décider, d'après les circonstances de la cause, s'il y a lieu ou non à la tacite reconduction.

Dans le canton de Palluau, on considère qu'il y a tacite reconduction du bail à cheptel quand les animaux donnés à cheptel n'ont point été vendus à l'époque où suivant l'usage du pays ils auraient dû l'être. A Challans, la tacite reconduction n'a lieu pour ce cas, que quand le cheptelier garde les animaux un mois après le délai expiré.

CHAPITRE XVIII.

Fermiers et Colons.

§ 1er. — Entrée en jouissance.

L'époque de l'entrée en jouissance est la même à peu près dans tous les cantons pour les métairies, borderies, maisons avec terres et prés, et terres détachées; l'entrée en jouissance a lieu pour ces divers immeubles:

A Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Fulgent, à Rocheservière et à Mortagne, le 23 avril;

A Maillezais, à Chaillé, à Saint-Jean-de-Monts, le 29 septembre; à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie et à Sainte-Hermine, le 29 septembre ou le 1^{er} novembre;

Au Poiré, aux Essarts et à Mareuil, le 23 avril et le 1er novembre;

A La Mothe-Achard et aux Moutiers-les-Mauxfaits, le 1er nov.;

A Pouzauges, le 23 avril, le 29 septembre ou le 1er novembre;

A Fontenay, le 25 mars, pour les prés et guérêts, en juin pour les granges, le 29 septembre pour le surplus;

A Luçon, dans la Plaine, le 24 juin et le 29 septembre et dans le Marais, le 25 mars;

A l'Hermenault, l'entrée en jouissance a lieu pour les métairies, le 29 septembre et le 1^{er} novembre; pour les borderies, pour les maisons avec terres et prés et pour les terres détachées, le 29 septembre.

Elle a lieu: à Saint-Hilaire-des-Loges, pour les métairies, le 25 mars (guérêts); le 24 juin (granges); le 29 septembre (pour le surplus); pour les autres immeubles dont nous nous occupons le 29 septembre;

A Beauvoir, le 29 septembre, pour les métairies, pour les borderies, pour les maisons avec terres et prés; pour les terres détachées, dans la commune de Bouin, aussi le 29 septembre; dans les autres communes du canton, le 25 décembre;

A Chantonnay, dans les trois premiers cas, le 23 avril ou le 1er novembre; dans le dernier, c'est-à-dire pour les terres détachées, le 23 avril ou le 29 septembre;

A Talmont, pour les métairies, pour les borderies et pour les maisons avec terres et prés, le 1er novembre; pour les terres détachées, aussitôt après l'enlèvement de la récolte;

Aux Sables, le 1er novembre, pour les métairies, pour les borderies et pour les maisons avec terres ou prés; le 25 mars, pour les terres détachées;

A Palluau, pour les métairies ou borderies, le 1er novembre et le 24 avril; pour les maisons avec terres et prés, aux mêmes époques, et en outre le 24 juin ou le 25 décembre, pour les terres détachées, à l'époque du premier labour, nommé levaille;

A Challans, le 25 avril, le 29 septembre ou le 1er novembre, dans les trois premiers cas, le 1er mars pour les terres détachées et le 1er août pour les marais;

A Napoléon, dans les trois premiers cas, le 1er novembre et par exception le 23 avril; dans le dernier cas, le 1er novembre;

L'Île-d'Yeu et Noirmoutiers n'ont que des terres détachées et l'entrée en jouissance pour ces terres a lieu à l'Île-d'Yeu le 1er novembre; à Noirmoutiers, le 29 septembre.

Pour les prairies détachées, l'entrée en jouissance a lieu : A Montaigu et à Mortagne, le 23 avril ;

Digitized by Google

Aux Herbiers, à l'Hermenault, à La Châtaigneraie, à Chantonnay, à Rocheservière et à Sainte-Hermine, le 2 février;

A Maillezais, pour les prés mouillés, le 1er novembre; pour les prés desséchés, le 30 novembre;

A Saint-Gilles et aux Sables, le 25 decembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges, le 25 mars;

A Pouzauges, le 23 avril, le 29 septembre et le 1er novembre;

A Fontenay, en Plaine et en Bocage, le 2 février; dans le Marais, le 1^{er} novembre pour les prés bas et le 25 décembre pour les prés hauts;

Au Poiré, le 23 avril et le 1er novembre;

A La Mothe, le 1er novembre;

A Beauvoir, le 29 septembre, à Bouin; dans les autres communes du canton, le 25 décembre;

A Saint-Fulgent, le 23 avril ou le 2 février;

A Talmont, le 24 juin et le 1er novembre;

A Chaillé-les-Marais, du 29 septembre au 2 février;

A Saint-Jean-de-Monts, du 29 septembre au 25 décembre ;

Aux Essarts, du 23 avril au 1er novembre;

A Palluau, le 2 février ou le 25 décembre;

Aux Moutiers, le 1er novembre et le 2 février;

A Mareuil, le 1er novembre et le 23 avril;

A Noirmoutiers, le 29 septembre;

A Challans, le 29 septembre, le 1er novembre ou le 25 décembre;

A l'lle-d'Yeu, le 1er janvier;

A Napoléon, le 2 février, le 23 avril et le 1er novembre.

Pour les vignes, l'entrée en jouissance a ordinairement lieu :

A Montaigu et aux Herbiers, le 23 avril;

A l'Hermenault, le 25 mars-;

A Saint-Gilles, à Fontenay, à La Mothe-Achard, à Rocheservière, aux Sables, à Palluau et à Mortagne, le 10 novembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges, le 29 septembre;

A La Châtaigneraie, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Chaillé, à Luçon et à Challans, aussitôt après la récolte;

A Pouzauges, aux Essarts, au Poiré et à Mareuil, aux mêmes époques que pour les métairies et borderies;

A Chantonnay, le 2 février;

A Saint-Jean-de-Monts, le 1er octobre;

A Sainte-Hermine, au mois de janvier;

A Napoléon, le 1er mars.

L'entrée en jouissance des marais salants a lieu;

A Chaillé, à Saint-Jean-de-Monts et à Noirmoutiers, le 29 septembre;

A Saint-Gilles, le 25 décembre et le 25 mars ;

A Beauvoir, dans la commune de Bouin, après la récolte; dans les autres communes, le 1er avril;

A Talmont, le 25 décembre;

Aux Sables, pour les marais affermés avec des terres, le 25 décembre; pour les autres, le 25 mars;

Pour les marais à poissons, la jouissance commence à Saint-Gilles et aux Sables, aux mêmes époques que pour les marais salants;

A Talmont, le 25 mars :

Pour les jardins et pépinières, l'entrée en jouissance a lieu :

A Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Fulgent, et à Mortagne, le 23 avril;

A Maillezais, le 29 septembre ou le 25 décembre;

A Saint-Gilles, le 24 juin, le 29 septembre ou le 1er novembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, à Chaillé, à Noirmoutiers et à Challans, le 29 septembre;

A Chantonnay, le 1er janvier;

A Talmont et aux Sables, le 24 juin ou le 1er novembre;

A La Châtaigneraie et à Sainte-Hermine, le 29 septembre ou le 1er novembre ;

A Saint-Jean-de-Monts, le 25 décembre;

A Napoléon, en février, le 24 juin ou le 1er novembre;

A Palluau, aux mêmes époques que pour les autres biens;

La jouissance pour les étangs commence :

Aux Herbiers, le 23 avril;

A La Châtaigneraie, du 1er février au 25 mars;

A Saint-Jean-de-Monts, le 25 décembre;

A Mortagne, le 1er mars;

A Napoléon, aussitôt après la pêche.

Elle commence pour les bois :

Aux Herbiers et à La Châtaigneraie, le 23 avril;

A Maillezais et à Fontenay, le 1er novembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges et aux Sables, le 29 septembre;

A Palluau, comme pour les autres biens.

L'entrant colon ou fermier a partout le droit d'exiger qu'il soit fait un état des lieux dont il prend la jouissance. L'usage lui accorde dans presque tous les cantons un délai d'une année pour faire faire cet état. Toutefois, à Saint-Hilaire-des-Loges, il doit être dressé au moment même de l'entrée en jouissance; il doit l'être dans un délai d'un mois seulement à Saint-Fulgent, à Chaillé et à Mortagne. Il doit être fait dans les trois mois qui suivent l'entrée en jouissance au Poiré, à Saint-Jean-de-Monts, à Palluau et à Sainte-Hermine; dans un délai de six mois à La Châtaigneraie; le plus tôt possible et avant que les lieux aient été modifiés par le temps, à Mareuil et à La Mothe-Achard.

En général, le délai accordé par l'usage est de rigueur et lorsqu'il est passé l'état des lieux ne peut plus être exigé. Néanmoins à Saint-Fulgent, à Chaillé et à Mortagne, l'état peut encore être fait après l'expiration du délai. En cas de contestation, il appartient aux juges de décider s'il y a ou non lieu de dresser un état. A Fontenay, le bailleur a seul le droit de s'opposer à ce qu'il soit fait un état des lieux après l'expiration du délai d'usage.

Le bailleur peut partout, excepté au Poiré et aux Essarts où ce droit ne lui est point accordé, et à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu où il n'y a aucun usage à cet égard, exiger de l'entrant, colon ou fermier, qu'il fasse dresser un état des lieux. Le délai laissé au bailleur est le même que celui qui est donné par l'usage au preneur, excepté pour le canton de Chaillé où le bailleur a la faculté d'exiger un état des lieux pendant tout le cours du bail.

Cet état est fait, le plus souvent, à frais communs; il se fait pourtant quelquesois aux frais de l'une des parties seulement. A Montaigu, à Palluau et à Noirmoutiers, les frais sont habituellement payés par l'entrant; au contraire aux Herbiers et à Rocheservière, ils sont supportés par le sortant. A Pouzauges, c'est le propriétaire qui les paie; ailleurs ils sont payés en commun, soit par le fermier ou colon et le propriétaire, soit par les fermiers ou colons. Ordinairement, quand la visite n'a pas pour but unique de dresser l'état des lieux, mais plutôt de constater des détériorations, c'est celle des parties qui succombe qui doit supporter les frais.

§ 2. — Baux.

Les métairies ou borderies s'afferment dans le département de la Vendée, soit à prix d'argent ou moyennant une redevance en grain, soit à la condition d'un partage de fruits; dans le premier cas, la convention s'appelle bail à ferme et le preneur fermier; elle prend dans le second le nom de bail à colonage partiaire, le preneur se nomme dans ce cas colon ou métayer.

Les baux à ferme et à colonage sont en usage à peu près dans tous les cantons. Là le bail à ferme domine, ici le bail à colonage est plus généralement adopté. Sans établir de règles absolues à cet égard, on peut dire que les baux à ferme sont plus communs dans la Plaine et dans le Marais, et que les baux à moitié ou à colonage sont plus usités dans le Bocage. Néanmoins les baux à colonage ne sont point ou sont peu connus dans les cantons de Maillezais, de Chaillé, de Luçon et de Mortagne; et ce que nous allons dire des usages en ce qui concerne le colon ne sera presque jamais applicable à ces quatre cantons. Il en sera ainsi pour les cantons de Noirmoutiers et de l'Île-d'Yeu où il n'existe point de corps d'exploitation.

La durée des baux est, dans le département, extremement variable; la période la plus longue n'excède pas neuf ans, la plus courte n'est pas au-dessous de deux ans; trois, cinq, six, sept et neuf ans, sont les termes les plus ordinaires.

Pour les métairies et borderies l'assolement, c'est-à-dire la division des terres labourables en un certain nombre de sols devant être successivement soumises à la culture, est rarement bien déterminée; on le considère comme triennal à Montaigu, aux Herbiers, à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, au Poiré, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, aux

Essarts, à Mortagne et à Napoléon. Il est encore triennal dans le canton de Fontenay, excepté pour la commune du Langon où il est quatriennal; dans le canton de Saint-Jean-de-Monts, excepté pour une faible partie de la commune de Soullans, où il est biennal; dans le Bocage du canton de Sainte-Hermine, dans une partie du canton des Moutiers, dans les Marais des cantons de Challans et de Saint-Gilles, enfin dans le Bocage du canton de l'Hermenault. Il est biennal dans le Bocage et dans la Plaine du canton de Saint-Gilles, à La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Talmont, à Chaillé-les-Marais, aux Sables, à Palluau, dans une partie du canton des Moutiers, dans le Bocage du canton de Challans. Il est quadriennal dans la Plaine du canton de l'Hermenault, dans la commune du Langon comme nous l'avons dit déjà, à Luçon et dans les plaines du canton de Sainte-Hermine. Il n'y a point ailleurs d'assolement régulier.

Pour les maisons avec terres et prés et les terres détachées, l'assolement est le même que pour les corps d'exploitation, à l'Hermenault, à Maillezais, s'il y a six hectares au moins de terre labourable, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, à Saint-Gilles, à La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Chantonnay, à Talmont, à Chaillé-les-Marais, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon et à Sainte-Hermine. A La Chataigneraie, il est triennal pour les maisons avec terres et prés et annuel pour les terres détachées. Il est annuel dans les deux cas dont il s'agit aux Herbiers, au Poiré, aux Essarts, à Napoléon et à Noirmoutiers. A Palluau, il est biennal pour les maisons avec terres et prés et biennal ou triennal pour les terres détachées; à l'Île-d'Yeu, où il n'y a que des terres détachées, il est biennal; à Challans, il est le même que pour les corps d'exploitation, si les terres sont l'objet principal de la location, sinon il est annuel.

CHAPITRE XIX.

Jouissance.

§ 1er. — Prés.

Il existe dans la Vendée des prairies de trois espèces : les prés de fauche ou prés ordinaires, les prés gras et les prés pàtures. Les prés de fauche sont ceux qui donnent une ou deux récoltes de foin et que l'on fait ensuite pacager. Les prés gras sont ceux que l'on fauche constamment et dont le produit est ordinairement consommé en vert à l'étable. Les prés de cette espèce ne se rencontrent que dans certains cantons du Bocage; ils doivent, le plus souvent du moins, leur grande fertilité à leur proximité des toits et des ruages de la ferme dont ils reçoivent les égouts. Les prés-pâtures n'existent que dans le Marais; ce sont ceux dont la récolte ne se fauche point et qui sont pacagés presque en tout temps.

Les usages que nous allons exposer dans ce paragraphe ne sont applicables qu'aux prés de la première espèce. Un paragraphe particulier est consacré à ceux des prés gras et les préspâtures sont, habituellement du moins, soumis aux mêmes usages que les autres pâturages.

On doit cesser de faire pacager les prés:

A Montaigu, à l'Hermenault, à Fontenay, à Saint-Fulgen!, à Chantonnay, à Rocheservière, à Chaillé-les-Marais et aux Essarts, le 2 février;

A Talmont, à Palluau et à Napoléon, à la même époque pour tous les prés; mais dans ces trois cantons, le colon ou fermier peut, au printemps, à l'époque où l'herbe recommence à pousser, faire pacager de nouveau ou suivant l'expression du pays, faire primherber celles de ses prairies où cela se fait habituellement. Il use de cette faculté à Napoléon et à Talmont jusqu'au 25 avril et à Palluau jusqu'au 24 du même mois;

Au Poiré et à Mortagne, à partir du 23 avril;

A Maillezais, pour les prés desséchés, le 30 novembre; pour les prés mouillés, le 1er novembre;

A Saint-Gilles, dans le Bocage, du 2 février au 25 mars, et du 25 avril à la récolte; dans le Marais, du 25 nouvembre au 25 mars, et du 25 avril jusqu'à l'enlèvement de la récolte;

A Saint-Hilaire-des-Loges, à dater du 25 mars;

A La Châtaigneraie et à Pouzauges, à partir du 1er mars;

A La Mothe-Achard, en avril;

A Beauvoir, à Saint-Jean-de-Monts et à Challans, le 25 décembre;

Aux Sables, pour les prés hauts, le 2 février; pour les prés bas, le 25 avril;

A Luçon, le 1er janvier et le 2 février;

A Sainte-Hermine, le 2 février en Plaine, le 23 avril en Bocage;

Aux Moutiers, le 2 février pour les pres bas et le 25 avril pour les autres ;

A Mareuil, le 2 février pour les prés secs et le 23 avril pour les autres ;

A Noirmoutiers, le 30 novembre.

Le colon ou fermier est partout obligé de faucher les prés, sauf ce qui a été dit pour certains prés dans les marais et quelques exceptions que nous allons faire connaître.

A Pouzauges et à Chaillé-les-Marais, l'obligation de faucher les prés n'est imposée au fermier que l'année de la sortie; pendant le cours du bail, il dispose des prairies comme il l'entend sans pouvoir toutefois les défricher.

Dans les marais de Saint-Gilles, de Saint-Jean-de-Monts et de Challans, le colon ou fermier peut laisser à pâtures les deux tiers de la totalité de ses prairies de quelque nature qu'elles soient.

Dans le Bocage du canton de Challans, la même faculté lui est laissée, mais dans une proportion qui n'est pas déterminée. Il doit pour cet objet se conformer à ce qui se fait habituellement sur la ferme qu'il exploite.

A Beauvoir, la quantité de prairies qui peut être laissée à pâtures n'est pas non plus déterminée par l'usage.

A Noirmoutiers, le fermier n'est point tenu de faucher les prairies; il doit cependant, et par exception, faucher les roussières (on nomme roussières, des terrains ordinairement de peu d'étendue, placés soit sur le bord des marais, soit sur le bord d'un cours d'eau, et que l'on ne peut labourer parce que, placés au dessous du niveau des grandes eaux, ils sont submergés pendant un temps plus ou moins long.)

Nulle part les prés ne peuvent être défrichés sans le consentement du propriétaire. Lorsque celui-ci permet le défrichement, il en fixe ordinairement les conditions; s'il ne l'a pas fait, si aucune convention n'a été arrêtée, l'usage veut, dans la plupart des cantons, que les prairies labourées soient rétablies avant la sortie du fermier ou colon; le délai pour leur rétablissement varie d'un an à 3 ans.

Il est de 3 ans, c'est-à-dire que le rétablissement de la prairie doit être fait 3 ans avant la sortie du colon ou fermier qui a défriché, à Montaigu, à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Fontenay et aux Sables. Il est de 2 ans aux Herbiers, au Poiré, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts, à Mortagne, aux Moutiers et à Napoléon; de 2 ans pour le Bocage et de 3 ans pour le Marais à Challans; d'un an à Saint-Hilaire-des-Loges, aux Essarts et à Noirmoutiers. A Palluau, il n'est point déterminé, mais l'opération doit être faite assez tôt, pour que l'entrant ait une récolte de foin, au moins égale à celle que le pré défriché donnait avant le défrichement.

A Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Pouzauges, à La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Luçon, à Palluau, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Napoléon, le fermier qui, pendant le cours du bail a créé des prés sur la ferme, ne peut plus les rompre sans le consentement du propriétaire. L'usage lui accorde au contraire ce droit à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie; dans ce dernier canton, seulement, si les prés ont moins de 5 ans d'existence; à Fontenay, au Poiré, à Chaillé-les-Marais, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Mortagne, à Mareuil et à Challans.

Le délai après lequel les prés créés par le fermier devront être considérés comme prés naturels, est très-variable.

Il est:

De 9 ans, à Mortagne;

De 6 à 7 ans, à Luçon;

De 5 ans, à Saint-Gilles, à la Châtaigneraie, à Palluau et à Challans;

De 4 ans, à Maillezais;

De 3 ans, à l'Hermenault, à Montaigu, à Pouzauges, à Fontenay-le-Comte, au Poiré-sous-Napoléon, aux Sables, à Sainte-Hermine et à Napoléon; De 2 ans, aux Herbiers, à Sainte-Hilaire-des-Loges, à La Mothe-Achard et aux Moutiers-les-Mauxfaits.

A Beauvoir et à Chantonnay, le pré fait par le fermier est immédiatement assimilé au pré naturel.

A Saint-Fulgent, l'usage ne fixe point d'époque, c'est la nature du terrain qui détermine si le pré nouveau doit être ou non considéré comme pré naturel.

A Chaillé, après l'expiration du bail, dans le cours duquel il a été fait; à Talmont, après la seconde fauche, il est considéré comme pré naturel.

Le preneur, colon ou fermier, doit chaque année faire et entretenir les rigoles ou rouyères des prés, c'est presque partout pendant l'hiver que se font les travaux que cette obligation impose, ils doivent se faire d'ailleurs toutes les fois qu'il en est besoin.

Le colon ou fermier est tenu aussi d'étendre les taupinières et fourmilières, de détruire les taupes et de nettoyer les prés des ronces et broussailles qui y croissent, toutefois à Palluau l'usage n'impose point au colon ou fermier, la charge de détruire les taupes.

Ces obligations ne seraient pas d'ailleurs imposées au colon ou fermier par l'usage qu'il n'en serait pas moins tenu de les remplir, puisqu'il doit à la propriété tous les soins d'un bon père de famille.

Dans un certain nombre de cantons le colon ou fermier doit enlever des prés, les feuilles mortes et les menues branches des arbres et des haies; il est aussi tenu quelquesois d'arracher les herbes nuisibles qui y croissent.

Il doit enlever les feuilles mortes et les menues branches: à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Fontenay, au Poirésous-Napoléon, à La Mothe-Achard, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, aux Essarts, aux Moùtiers-les-Mauxfaits, à Challans et à Mortagne. Dans ce dernier canton l'usage l'affranchit de cette obligation pour la dernière année de son bail.

Il doit arracher les herbes nuisibles, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré-sous-Napoléon, à La Mothe-Achard, à Chantonnay, à Talmont, à Chaillé, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers, à Mareuil, à Noirmoutiers et à Challans.

Dans les Marais des cantons de Maillezais, de Saint-Gilles, de Beauvoir, de Saint-Jean-de-Monts, des Moutiers, de Challans, et dans le canton de Noirmoutiers, le colon ou fermier est autorisé par l'usage à enlever des prés la fiente des animaux. A Beauvoir, il ne peut l'enlever que du 1er juillet au 29 septembre et seulement lorsqu'il est dans une métairie manquant de bois pour chauffage. A La Châtaigneraie et à Saint-Fulgent, il doit l'étendre sur le pré où elle se trouve. Aux Sables, il est tenu de la ramasser pour l'étendre plus tard.

Les prés, là où ils sont entourés de terriers ou de haies, doivent être constamment entretenus en bon état de clôture par le colon ou fermier; les travaux de clôture se font ordinairement à l'automne et à l'époque où l'on cesse de conduire le bétail dans les prés. Ils doivent d'ailleurs être faits toutes les fois que cela est nécessaire.

L'usage ne fait point au colon ou fermier une obligation de fumer les prés, quand cela a lieu, c'est d'un commun accord entre celui-ci et le propriétaire.

Il est quelquesois interdit au colon ou sermier de faire pattre ses moutons dans les prés; cette interdiction est presque toujours relative, elle ne s'applique généralement qu'à une époque de l'année; elle est pourtant absolue à l'Hermenault et à Beauvoir, dans le Bocage du canton de Talmont, dans le Bocage et dans la Plaine du canton des Moutiers-les-Mauxsaits.

Il est permis au colon ou fermier de faire paître ses moutons dans les prés:

A Montaigu, à La Châtaigneraie, excepté pour ce canton pendant la dernière année de jouissance; à Saint-Fulgent et aux Essarts, depuis la récolte jusqu'au 2 février;

Aux Herbiers et à Sainte-Hermine, de la récolte au 23 avril; A Maillezais, jusqu'au 30 novembre;

A Saint-Gilles, du 1er novembre au 2 février ;

A Saint-Hilaire-des-Loges, jusqu'au mois de mars;

A Pouzauges, jusqu'au 1er février;

A Fontenay, après l'enlèvement des récoltes;

Au Poiré, pendant l'hiver;

A Chantonnay, aux Sables, dans le Marais des Moutiers-les-Mauxfaits, à Mareuil et à Challans, seulement quand le solest gelé.

Dans la Plaine du canton de Talmont, aussi quand le sol est gélé ou par un temps très-sec;

A Chaillé-les-Marais, à Saint-Jean-de-Monts et à Noirmoutiers, en toutes saisons;

A Mortagne, après le 1er novembre;

Enfin à Napoléon, du 1er novembre au 1er février.

§ 2. — Prairies artificielles.

Les prairies artificielles sont les terres labourables ensemencées pour une ou plusieurs années en plantes fourragères dont le produit est, ou peut être fauché.

Les plantes qui les constituent, sont le trèfle, la luzerne, Je sainfoin, les lupulines et le raygrass, quelquefois aussi le seigle et l'avoine.

L'habitude des prairies artificielles n'est point générale en Vendée; dans quelques localités on en fait peu ou même point, et dans certains cantons il n'y a aucun usage à cet égard. Ces cantons sont ceux de La Mothe-Achard, de Beauvoir, de Rocheservière, de Chaillé-les-Marais, de Palluau et de Noirmoutiers.

Il n'y a nulle part, excepté à Chantonnay, obligation pour le fermier de faire des prairies artificielles. A Chantonnay, il doit en faire de 2 à 4 hectares, suivant l'importance de la ferme.

A Sainte-Hermine, si à son entrée en jouissance il en a trouvé une certaine quantité sur l'exploitation, il est tenu d'en laisser à sa sortie une quantité semblable. Le même usage existe à Maillezais, à Luçon, aux Essarts, à Mareuil et à Challans.

Comme nous venons de le dire, le fermier n'est point, en général, obligé de faire des prairies artificielles, mais l'usage lui accorde la faculté d'en faire. Il doit seulement se conformer à l'assolement du canton; il les fait à ses frais et il fournit les semences.

Le colon ne peut faire de prairies artificielles qu'avec le consentement du propriétaire. Elles sont faites par le colon comme les autres travaux de l'exploitation; mais les semences sont ordinairement payées par moitié. A Sainte-Hermine, par exception, la semence est entièrement fournie par le colon; à l'Île-d'Yeu, au contraire, c'est le propriétaire qui la paie en totalité.

La durée des prairies artificielles dépend de la nature des plantes qui les forment. Cette durée est parfois limitée par l'usage, souvent elle ne l'est pas.

Elle est:

A Montaigu, de 3 ans:

Aux Herbiers, de 2 ans;

A l'Hermenault, de 8 ans pour les luzernes et d'un an pour les trèfles et la lupuline;

A Saint-Gilles, d'un an;

A Pouzauges, de 18 mois au moins;

A Fontenay-le-Comte, d'une année, non compris celle de l'ensemencement, les sainfoins et les luzernes se conservent tant qu'ils produisent;

A Chantonnay, de 4 ans pour les luzernes et de 2 ans pour les trèfles;

A Talmont, d'un an dans la Plaine, de 2 ans en Bocage;

· Aux Sables, de 3 ans pour les trèfles; elle n'est point déterminée pour les luzernes;

A Luçon, de 10 à 12 ans pour les luzernes, d'un an à 3 ans pour les autres plantes;

A Sainte-Hermine, de 2 ans pour les trèfles, de 7 à 8 ans pour les luzernes;

A Mortagne, d'un an à 3 ans;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, d'une année pour le trèfle incarnat, de 2 à 3 ans pour le trèfle de Hollande;

A Mareuil, d'un an à 3 ans;

Enfin à Challans, de 2 à 3 ans ;

A Maillezais, les prairies artificielles formées de luzerne et de sainfoin, doivent être conservées tant qu'elles donnent, les autres peuvent être rompues à la volonté du fermier. A Napoléon et au Poiré, les prairies artificielles sont conservées tant qu'elles donnent des produits.

Dans quelques cantons, l'usage permet de semer au printemps des trèfles dans les blés; ces trèfles sont quelquefois considérés comme prairies artificielles. Il en est ainsi aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, à Sainte-Hermine, à Mortagne, à Mareuil, à Challans et à Napoléon. Aux Moutiers, on fait une distinction: les trèfles semés comme il vient d'être dit ne sont réputés prairies artificielles que quand ils sont fauchés, dans le cas contraire, ils sont assimilés aux autres pâturages.

Les cantons de Talmont, des Moutiers et de Mareuil, sont les seuls où l'usage interdise au colon ou fermier de faire des prairies artificielles dans les guérets.

Le colon ou fermier, peut partout, sauf à Napoléon et à Talmont, faire pacager les prairies artificielles; il ne le peut toutefois à Sainte-Hermine, qu'après l'enlèvement de la deuxième coupe et à Mareuil, que par un temps sec et quand on ne peut plus y récolter de foin. L'usage impose parfois au colon ou fermier l'obligation de faucher les prairies artificielles et de convertir leurs produits en foin. Le plus souvent il dispose de ces prairies comme il l'entend; il fauche en vert pour faire manger à l'étable, ou il laisse mûrir pour faire du fourrage sec. Il doit couper et sécher leurs produits aux Herbiers, à Maillezais, au Poiré, à Talmont, aux Sables, aux Essarts, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Mareuil.

Il n'est tenu de faire des prairies artificielles nouvelles pour remplacer celles qu'il a détruites que dans le cas où, comme nous l'avons dit plus haut, il est obligé d'en laisser à sa sortie une certaine quantité, ce qui a lieu notamment à Maillezais, à Chantonnay, et dans les autres cantons que nous avons énumérés.

Les graines des prairies artificielles peuvent être récoltées par le fermier, celles qu'il ramasse lui appartiennent en totalité comme les autres produits. Le colon est, dans quelques cantons, tenu de les récolter, ou tout au moins d'en récolter une certaine quantité. Ce qu'il recueille est partagé par moitié entre lui et le propriétaire, cette obligation lui est imposée à Montaigu, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, aux Essarts, à Mareuil, à Challans et à Napoléon.

A Sainte-Hermine, le colon a droit à la totalité des graines des prairies artificielles qu'il a récoltées, mais il doit pour cette récolte se renfermer dans de justes proportions.

§ 3. — Prés gras.

Nous l'avons dit déjà, les prés gras sont ceux qui arrosés par des eaux plus ou moins chargées de purin (on nomme ainsi l'urine des animaux), ou par des eaux chaudes, sont doués d'une telle fertilité qu'ils peuvent être fauchés pendant toute l'année ou pendant la plus grande partie de l'année, et dont le produit est presque toujours employé à la nourriture des élèves de la ferme.

En principe, les prés de cette nature ne doivent pas être pacagés, l'usage permet cependant à l'Hermenault, à Saint-Hilaire, après la dernière récolte; à Saint-Fulgent, au printemps de l'année de la sortie seulement; à Sainte-Hermine, quand il ne sont pas trop mouillés; à Challans et à l'Île-d'Yeu, d'y conduire exceptionnellement le bétail pour l'y faire paître; à Mareuil, certains prés gras se fauchent et se pacagent, certains autres se pacagent seulement; on peut aussi, aux Herbiers, les faire pacager, à la condition de cesser d'y conduire le bétail, le 2 février au plus tard.

Les prés gras ne peuvent jamais être labourés ni cultivés, leur produit est généralement consommé en vert, cependant à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, à Challans et à l'Île-d'Yeu, on l'emploie indistinctement en sec ou en vert.

§ 4. — Pâtis.

On nomme pâtis toute terre qui, n'étant ni en nature de pré, ni ensemencée en prairie artificielle, est laissée à pâture.

On distingue deux sortes de pâtis, les pâtis proprement dits et les pâtis terres labourables; les pâtis proprement dits sont ceux qui, soit à raison d'une trop grande humidité du sol, soit

pour toute autre cause, ne sont point ou sont peu susceptibles d'être labourés et qui restent à perpétuité à l'état de pâture. Les pâtis terres labourables, sont ceux qui, après avoir été cultivés pendant une ou plusieurs années, sont laissés momentanément à pâture. Quelques cantons n'ont que des pâtis de cette dernière espèce, ces pâtis sont forcément compris dans l'assolement du domaine, et ils peuvent et doivent être labourés et cultivés quand la rotation adopté amène leur tour. Ils sont labourés ou levés:

A Montaigu et à Talmont, après 5 ans;

A Chantonnay, ordinairement tous les 6 ans;

A Saint-Jean-de-Monts et à Napoléon, après 3 ans;

Aux Sables, de 4 à 8 ans;

Dans le Bocage du canton des Moutiers de 4 à 5 ans;

A Challans, tous les 4 ans.

Les pâtis de la première espèce participent des prés, et comme eux, il ne doivent pas, quand ils sont susceptibles de culture, être labourés sans le consentement du propriétaire. L'usage autorise pourtant le fermier à les cultiver, s'il le veut, aux Herbiers, à l'Hermenault, aux Essarts, dans le Bocage du canton des Moutiers, au Poiré-sous-Napoléon, dans le Bocage du canton de Talmont et à Rocheservière.

Les pâtis de quelque nature qu'ils soient peuvent être pacagés en tout temps; cette règle souffre néanmoins plusieurs exceptions.

A Saint-Hilaire-des-Loges, c'est au printemps seulement que le colon ou fermier doit faire pacager les pâtis. Il ne peut les faire pacager:

A Beauvoir, que du 25 mars au 25 décembre;

A Chantonnay, à partir du 23 avril;

A Sainte-Hermine, à partir du mois d'avril.

Aux Moutiers, il peut y conduire son bétail tant qu'ils produisent et que le temps le permet.

A Mareuil, il peut les faire pacager dès que l'herbe est bonne à paître.

Comme nous venons de le voir, les pâtis peuvent presque partout être pacagés en tout temps, ils sont cependant désensables dans quelques cantons. L'époque à laquelle ils peuvent être désendus est à Pouzauges, le 1er avril; à Beauvoir et à Chantonnay, le 25 mars; à Sainte-Hermine, le 2 sévrier. Les pâtis proprement dits sont seuls désensables aux Essarts et à Sainte-Hilaire-des-Loges.

Le colon ou fermier qui lève ou laboure un ou plusieurs pâtis, devra les remplacer par une semblable quantité de terres labourables, s'il a plus de terres en guérêts que l'usage ne lui permet d'en avoir.

§ 5. — Jardins et Ouches.

On nomme ouches dans le Bocage et mottées dans le Marais des terrains de peu d'étendue, ordinairement clos de haies, de terriers ou de canaux, et qui, à raison de leur proximité des bâtiments de la ferme, sont plus particulièrement que les autres pièces de terre de l'exploitation affectés à la culture des plantes (légumes, chanvre ou lins), dont le produit est destiné aux besoins du ménage. A la différence des jardins et des vergers, les ouches ou mottées ne sont pas habituellement parsemées d'arbres fruitiers.

Ce que nous allons dire du produit des jardins, vergers, ouches ou mottées, s'applique exclusivement aux cultures spéciales à ces sortes de terrains. Si le colon cultivait, par exemple, dans les vergers ou dans les ouches, des blés ou des plantes fourragères, nul doute que le produit qu'il en retirerait ne dût être partagé comme les autres produits de la ferme.

Le colon peut prétendre à tout le produit des jardins, vergers ouches ou mottées, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré, à Beauvoir, à Chaillé, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, à Sainte-Hermine, aux Moutiers, à Mareuil et à Napoléon. Les légumes seuls appartiennent au colon à La Châtaigneraie, à Chantonnay, à Rocheservière, à Palluau, à St-Gilles, à Talmont et à Châtlans; les autres produits des jardins, vergers, ouches ou mottées, se partagent par moitié entre le colon et le propriétaire. A Montaigu, le colon a seul le produit des jardins et vergers, à l'exception du lin qu'il partage avec le propriétaire. Aux Essarts et à Mortagne, il a la totalité du produit du jardin seulement.

A La Mothe-Achard, tous les produits des jardins, des vergers et des ouches, se partagent par moitié, comme les autres produits de la ferme. A Saint-Fulgent, le colon a seul la totalité des légumes qui se mangent en vert, il peut même planter dans les champs des choux de différentes espèces pour la consomnation de sa maison, mais il doit partager avec le propriétaire les légumes qu'il fait sécher, les haricots par exemple.

On se sert généralement pour la fumure des jardins, des vergers, des ouches et des mottées, des engrais ordinaires de l'exploitation.

Les fruits qui s'y récoltent se partagent quelquesois par moitié entre le colon et le propriétaire, mais le plus souvent ils appartiennent en totalité au colon. Ils se partagent au Poiré, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Rocheservière, à Palluau, à Mareuil, à Challans et à Napoléon. Ils se partagent aussi, mais seulement quand il s'en récolte une grande quantité, aux Moutiers-les-Mauxsaits; dans le cas contraire, ils appartiennent en totalité au colon.

A moins d'une stipulation formelle, le fermier recueille les fruits comme les autres produits de la ferme.

Aux Herbiers, à l'Hermenault, à Talmont, à Luçon et aux Essarts, l'usage impose au colon ou fermier, l'obligation de remplacer les arbres fruitiers qui périssent. A La Châtaigneraie, il est seulement tenu de planter les arbres qui lui sont fournis par le propriétaire. A Pouzauges, il doit remplacer les arbres morts, quand il a du plant dans la pépinière de la ferme. A Napoléon, il est tenu de remplacer les arbres fruitiers morts par des sauvageons.

Excepté aux Herbiers et à Pouzauges, il n'y a point obligation pour le fermier ou colon d'avoir une pépinière sur l'exploitation; à Pouzauges, le fermier doit repeupler et entretenir sa pépinière au moyen de semis faits en temps et saisons convenables.

Le propriétaire ente ou greffe à ses frais, pour les transformer en arbres fruitiers, les sujets sur lesquels on peut faire l'une ou l'autre de ces opérations, à Montaigu, à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, au Poiré, à Talmont, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Challans. Aux Herbiers, à Pouzauges, à Fontenay et à Mortagne, c'est le fermier qui doit enter ou greffer; à La Châtaigneraie et à Saint-Jean-de-Monts, l'opération doit être faite par le fermier ou par le colon. Aux Essarts, le fermier doit aussi, au besoin, enter ou greffer les arbres fruitiers, mais il n'est tenu de le faire que pour ceux des jardins.

§ 6. — Vignes.

Le nombre des façons à donner aux vignes, varie dans les différents cantons du département de trois à cinq.

A Talmont, à Noirmoutiers et aux Herbiers, on donne trois façons seulement; dans le premier de ces cantons, on taille en février, mars ou avril, on bèche en avril, on bine en juin; dans le second on taille en mars, on laboure aussitôt la taille et on sarcle en juin; dans le troisième les trois façons, la taille et deux labours, se donnent en mars, avril et mai.

La vigne doit recevoir quatre façons à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à La Mothe-Achard, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Napoléon.

A l'Hermenault, les façons se donnent de la fin de février au 24 juin;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à Pouzauges, de mars à juillet;

A La Châtaigneraie, la vigne se taille en mars et avril, elle doit être labourée en février, avril et juin.

A La Mothe-Achard, de décembre à janvier on cure les raies (on nomme raie l'étroit espace ou rigole qui sépare les planches de vignes, et raisage l'opération qui consiste à déblayer les raies des terres qu'elles contiennent et qui les obstruent, afin de faciliter l'écoulement de l'eau et de préserver ainsi la vigne d'un excès d'humidité qui lui serait nuisible.) Avant la séve on taille, en avril on déchausse et en mai et juin on bine; quelquesois, mais exceptionnellement, on bine de nouveau en août ou en septembre;

A Saint-Fulgent, on raise après la chute des feuilles, on taille et on bèche au printemps, on bine en juin;

A Chantonnay, on lève et on taille en mars, on bèche en avril, et on bine en mai;

A Saint-Jean-de-Monts, on raise en novembre, on taille en mars, on bine à la fin de juin et on sarcle en avril;

A Luçon, les quatre façons se donnent de janvier à juillet;

Aux Essarts, on taille et on bèche en mars, on rabat en mai et on bine en juin ;

A Sainte-Hermine, on déchausse en janvier, on taille en février, on bèche en mars et en avril et on applanit en juin;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, on déchausse et on taille en mars, on bèche en avril et en mai, on repasse et on bine en juin;

A Napoléon, on déchausse à la fin de février, on taille aussitôt après, on bèche et on bine en mai et en juillet.

Dans les autres cantons excepté à Maillezais, à Mortagne et à l'Île-d'Yeu où il n'y a point d'usage pour la vigne, on donne cinq façons.

'A Montaigu, on raise avant le 25 décembre, on taille avant mars, on déchausse en mars; les deux autres façons se donnent en mai et en juin;

A Saint-Gilles, la vigne doit être raisée, déchaussée, taillée, labourée et binée; ces diverses façons ne se donnent point à des époques parfaitement déterminées. Le colon ou fermier doit, pour les faire, choisir le temps le plus convenable;

A Fontenay, on déchausse la vigne en janvier, on la taille en mars, on la lève en vril, on la bine en mai et on la met à plat en juin;

Au Poiré-sous-Napoléon, on raise en décembre, on déchausse et on taille en mars, on bine en avril, et en juillet on donne un second binage;

A Beauvoir, on raise en décembre, on taille en février et en mars, on laboure en avril, on bèche en juin et on bine en août;

A Rocheservière, on raise après la chute des feuilles, on taille en février et en mars, on déchausse en mars et en avril, on bèche ou épichonne en mai et en juin, on met à plat en juillet;

A Chaillé, en février, en mars, en avril, en juin et en août, on donne les diverses façons qui consistent à déchausser, tailler, lever et biner deux fois la vigne; Aux Sables-d'Olonne, on la déchausse de novembre en janvier, on la taille de février à mars, on la laboure en mars et avril, on la bine une première fois de mai à juin et une seconde fois en juillet;

A Palluau, on raise, taille, déchausse, bèche et bine la vigne. Il n'y a point pour ces différentes façons d'époques déterminées. Elles doivent être faites quand le temps le permet.

A Mareuil, on déchausse jusqu'à la taille, on taille en février et mars, on bèche ensuite, on repasse à fin de mai et on bine en juin;

A Challans, de décembre en juillet on raise, déchausse, taille, bèche et bine.

A l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Beauvoir, à Rocheservière, à Saint-Jean-de-Monts, l'usage interdit au fermier ou colon de laisser sur les ceps une ou plusieurs branches ou gaules. Dans les autres cantons, il lui est permis d'en laisser, mais en ayant le soin de ne point surcharger la vigne de manière à l'altérer.

Le colon ou fermier peut laisser à Montaigu, une gaule de 50 centimètres de longueur, mais seulement sur les ceps les plus vigoureux. Il peut aussi en laisser une aux Herbiers, à Saint-Gilles, à Fontenay, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, à Sainte-Hermine, à Mareuil, à Challans et à Napoléon. La faculté dont il s'agit n'est accordée dans le canton de Fontenay, que pour les vignes connues sous le nom de grosplants; à Challans, au contraire, le colon ou fermier ne peut laisser de gaules que dans les vignes dites muscadet, il n'a jamais ce droit pour les gros-plants. Aux Herbiers et à Sainte-Hermine, la gaule laissée doit avoir, comme à Montaigu, 50 centimètres au plus.

Au Poiré, à La Mothe-Achard et aux Essarts, l'usage permet également au colòn ou fermier, de laisser une gaule, mais seulement sur les ceps très-vigoureux. Il peut à Pouzauges en laisser une par cent ceps, à Chaillé-les-Marais et à Luçon deux au plus par cep; aux Sables-d'Olonne, d'une à trois suivant la force du cep; aux Moutiers-les-Mauxfaits, une ou deux aussi suivant la force du cep; à Noirmoutiers, une ou même plus quand le cep est très-vigoureux. A Palluau, on ne doit point laisser de gaules dans les gros-plants; on peut en laisser une dans les muscadets, mais elle doit être tordue ou raccourcie.

Presque partout le colon ou fermier doit faire des provins, toutefois il n'est point soumis à cette obligation à Saint-Gilles, au Poiré, à La Mothe, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon et aux Moutiers.

Le plant de folle peut être employé dans les vignes à complant à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Fontenay, à Chantonnay, à Chaillé-les-Marais, aux Sables, aux Essarts et aux Moutiers-les-Mauxfaits; il peut l'être aussi dans les mêmes vignes à Palluau et à Mareuil, mais seulement si le cépage est de cette nature.

Le ban des vendanges est en usage dans la plupart des cantons où il existe des vignes à complant; il est toujours obligatoire; à Talmont, il ne s'applique qu'aux vignes non closes.

Le grapillage, c'est-à-dire la faculté accordée à tous d'aller après la récolte ramasser dans les vignes les raisins laissés par les vendangeurs, est en usage dans un certain nombre de cantons. Il se pratique surtout dans les vignes à complant; il se fait à Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Fontenay, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Rocheservière, aux Moutiers-les-Mauxfaits, à Mareuil et à Napoléon, après les vendanges, sans qu'il y ait pour cela un délai bien déterminé. Il s'exerce aussi à l'Hermenault, mais trois jours seulement après l'enlèvement de la récolte; à Talmont, dix jours après l'ouverture des vendanges; aux Sables, deux jours après les vendanges. A Sainte-Hermine, l'autorité locale décide quand il peut avoir lieu.

Le défaut de culture pendant un certain temps des vignes à complant, amène ordinairement l'éviction du tenancier. Le complant est résolu, si la vigne a été privée de culture pendant une année, à Chantonnay, lorsqu'il y a eu mise en demeure, à Mareuil et aux Essarts, quand il n'a été fait aucune façon. Le défaut de culture pendant 2 ans le résout à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à La Chataigneraie, à Talmont, aux Sables-d'Olonne et à Sainte-Hermine. Au Poiré, si la vigne n'a

point été cultivée pendant 5 ans, le complanteur est évincé; à Saint-Fulgent, à défaut de taille jusqu'aux fruits, c'est-à-dire jusqu'à ce que les formes soient sorties, le propriétaire rentre en possession de son terrain sans être tenu à aucune autre formalité qu'à faire constater l'état des choses.

A Montaigu, le propriétaire qui voudra se prévaloir du défaut de culture, devra le faire constater par acte de notoriété dressé soit par le juge de paix, soit par un notaire; cette formalité est la seule qui lui soit imposée pour rentrer dans la plaine et libre propriété de son terrain.

Lorsque le tenancier a négligé de donner à la vigne à complant les façons ou quelques-unes des façons qu'elle doit recevoir, le propriétaire peut toujours prétendre à des dommages et intérêts. L'usage fixe quelquefois l'indemnité due en pareil cas; à défaut de culture par le tenancier, le propriétaire prend toute la récolte à La Châtaigneraie, au Poiré, à Chantonnay, à Talmont, à Sainte-Hermine et aux Moutiers-les-Mauxfaits; à Montaigu, il prend autant de fois son droit de complant qu'il manque de façons à la vigne; à l'Hermenault, l'usage lui attribue la moitié de la récolte.

Les impòts dus sur les vignes sont comme tous les autres impôts payés dans le courant de l'année. Ils sont tantôt à la charge du propriétaire, tantôt à celle du colon, fermier ou tenancier. A Montaigu, aux Herbiers, à Pouzauges, à Beauvoir, à St-Fulgent, à Rocheservière, à Chaillé-les-Marais, aux Essarts et à Noirmoutiers, c'est le propriétaire qui les doit; ils sont au contraire payés par le colon, fermier ou tenancier, à l'Hermenault, à St-Hilaire-des-Loges, au Poiré, à Talmont, aux Sables, à Luçon, à Mareuil et à Napoléon. A La Châtaigneraie, le tenancier doit les payer seulement quand la redevance est de moins du sixième; dans le cas contraire, ils sont à la charge du propriétaire. A Chantonuay, le propriétaire les paie dans les vignes données à complant sous l'empire du code; ils sont payés par le tenancier dans les autres. A Sainte-Hermine, quand la redevance est du cinquième du produit, ils sont dus par le propriétaire; quand elle est du sixième, c'est le tenancier qui les doit. Au Poiré, ils doivent être payés avant la récolte.

Le sarment dans les vignes franches appartient ou au propriétaire ou au colon; dans les vignes à complant, il appartient au tenancier ou complanteur.

Dans les vignes franches que le propriétaire fait cultiver à prix d'argent, le sarment lui appartient. Dans les vignes de la même espèce cultivées à moitié fruits, il est presque toujours au colon; c'est ce qui a lieu notamment aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Beauvoir, à Sainte-Hermine, à Napoléon et à Palluau.

Le sarment des vignes franches affermées à prix d'argent, appartient toujours au fermier. Comme nous l'avons dit, dans les vignes à complant il appartient ordinairement au tenancier. L'usage l'accorde quelquesois au vigneron, c'est ce qui a lieu à Pouzauges, aux Sables, aux Essarts et à Noirmoutiers.

Le vin pour les vignes franches cultivées à moitié est fait par le colon; toutefois à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Saint-Fulgent et à Chantonnay, la vendange est partagée entre le preneur et le bailleur et chacun d'eux fait son vin. Dans ce cas, la part du propriétaire doit être ordinairement conduite au pressoir par le colon.

Dans les vignes à complant, le complanteur est quelquesois tenu de faire le vin, mais le plus souvent il se libère de sa redevance en vendange. Cela se pratique ainsi à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Fontenay, à Saint-Fulgent, à Chantonnay et aux Sables. A Saint-Fulgent, le complanteur conduit au pas où à la sortie du sief, la part de la vendange qui revient au propriétaire. Au Poiré, à Talmont et aux Moutiers-les-Mauxsaits, la redevance est due en vin.

L'obligation de fournir le pressoir incombe tantôt au bailleur, tantôt au preneur; le bailleur doit le pressoir à Saint-Gilles, au Poiré, à La Mothe, à Rocheservière, à Saint-Jean-de-Monts, à Palluau, à Sainte-Hermine et à Napoléon. A Fontenay, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Beauvoir, à Talmont, aux Essarts et à Noirmoutiers, c'est au contraire le preneur qui doit le fournir. Dans les autres cantons, chacun se procure le pressoir dont il a besoin.

Le marc du raisin appartient au colon ou preneur à Saint-Gilles, à Fontenay, à La Mothe, à Beauvoir, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Sainte-Hermine et à Noirmoutiers. Il est ordinairement abandonné au propriétaire du pressoir à Montaigu, à Saint-Fulgent, à Palluau et à Napoléon. Il se partage aux Moutiers-les-Mauxfaits, au Poiré et à Rocheservière. Il appartient au propriétaire ou à celui qui fait le vin, bailleur ou preneur, aux Herbiers, à l'Hermenault, à La Châtaigneraie, à Pouzauges et aux Sables.

La vigne doit être fumée à Montaigu, au Poiré, à Saint-Fulgent, à Rocheservière, à Saint-Jean-de-Monts, à Palluau et à Noirmoutiers. La fumure est obligatoire à Montaigu, tous les 7 ans; à Saint-Fulgent et à Rocheservière, tous les 5 ans; pour les cantons du Poiré, de Saint-Jean-de-Monts, de Palluau et de Noirmoutiers, l'usage ne fixe aucun laps de temps, on doit fumer quand l'état de la vigne le demande. Dans les autres cantons, la fumure n'est point obligatoire.

L'usage accorde parfois, pendant un temps plus ou moins long, en cas de plantation d'une vigne nouvelle, au colon ou tenancier, la totalité des produits ou une part de ces produits plus considérable que celle à laquelle il peut prétendre dans les cas ordinaires. A La Châtaigneraie, le colon qui a planté une vigne nouvelle, prend pendant les 5 premières années la totalité de ses produits; le planteur, colon ou tenancier a le même privilège et pendant le même laps de temps dans le canton du Poiré. A Beauvoir et aux Moutiers-les-Mauxfaits, le colon ou tenancier a seul le produit des 3 premières années. A Chantonnay, la récolte des 2 premières années seulement appartient au tenancier. A Montaigu, pendant un temps qui est toujours convenu entre les parties, le produit des vignes nouvelles se partage d'une manière inégale; le propriétaire en prend ordinairement 1/4 seulement.

CHAPITRE XX.

Assolement.

L'assolement est la division des terres labourables d'un domaine en diverses parties ou soles destinées à porter successivement des cultures différentes. Compris ainsi, on peut dire que l'assolement n'existe dans la Vendée que dans la Plaine et dans quelques parties du Marais; ailleurs les terres sont trop souvent cultivées selon le caprice du laboureur. Là il épuise le sol en le forçant à produire, pendant plusieurs années consécutives, la même céréale; ici, au contraire, il le laisse improductif pendant une longue succession d'années. Une telle manière de faire ne rentre point dans la définition que nous venons de donner, mais nous n'avons point à exposer ce qui devrait se faire, mais bien ce qui se fait, et pour nous l'assolement de chaque canton, c'est le mode de culture qui y est en usage.

A Montaigu, l'assolement est triennal, pour les métairies et les borderies; il est annuel pour les terres détachées. Dans les métairies et dans-les borderies toutes les terres labourables y compris les ouches, les pâtis et les landes défrichées, doivent être divisées en 3 soles dont l'une est ensemencée, l'autre en guérets, et la troisième en pâturage. On ne peut faire que 3 récoltes de gros blés (froment et seigle) de suite dans la même terre; on ne peut redoubler, cest-à-dire semer pendant 2 années consécutives la même céréale qu'une seule fois. L'avoine peut être employée comme récolte intermédiaire. Le défrichement des landes n'est point obligatoire, il est fait ordinairement à la charrue par le colon ou fermier. La rotation adoptée est la suivante : seigle, froment, avoine; les plantes sarclées, excepté le colza et les autres plantes oléagineuses, peuvent être cultivées plusieurs années de suite dans les mêmes terres.

Aux Herbiers comme à Montaigu, l'assolement est triennal pour les corps d'exploitation et annuel pour les terres détachées. Les terres labourables doivent être divisées par tiers; les pâtis proprement dits, les ouches, les landes et les jardins, n'entrent point dans l'assolement et ne sont point considérés comme terres labourables. Il n'y a point pour le fermier ou colon obligation de défricher les landes; lorsqu'il le fait c'est ordinairement à la charrue et à ses frais. Les terres labourables sont pendant 2 ans au plus cultivées en céréales; on y met ensuite des plantes fourragères, le colon ou fermier peut y cultiver à volonté les plantes sarclées et les plantes oléagineuses.

A l'Hermenault, l'assolement est triennal dans le Bocage et quadriennal dans la Plaine; on ne fait aucune distinction entre les corps d'exploitation et les terres détachées. Les récoltes doivent se succéder dans l'ordre suivant : froment, seigle, et avoine ou orge; froment, orge, baillarge et garobe ou autres plantes fourragères. Le colon ou fermier ne doit jamais cultiver des céréales ou du colza et autres plantes oléagineuses de même espèce 2 années de suite sur la même terre; elle peut être néanmoins pendant plusieurs années consécutives, cultivée en plantes sarclées. Les terres qui sont habituellement labourées entrent seules dans l'assolement; il ne comprend ni les landes, ni les pâtis proprement dits, ni les jardins, ni les ouches. Le colon ou fermier n'est point tenu au défrichement des landes.

A Maillezais, l'assolement est triennal pour les corps d'exploitation, sauf dans les marais désséchés où il est biennal. Les terres détachées, si elles ont plus de 6 hectares, sont pour l'assolement soumises aux mêmes usages que les terres des corps d'exploitation. Pendant le cours du bail, le fermier règle son assolement comme il l'entend, il doit seulement à sa sortie laisser en guérets 1/3 des terres labourables. La rotation adoptée généralement est la suivante : froment, baillarge et guérets, les guérets sont parfois enseméncés en garobe, colza, trèfle, lin, pommes de terre et mil; dans ce cas, ils prennent la dénomination de demi-guérets. Les ouches et les jardins ne sont point compris dans l'assolement; le colon ou fermier ne doit jamais, pendant 2 années consécutives, semer la même céréale sur le même sol, mais il peut y cultiver plusieurs fois de suite du colza et d'autres plantes oléagineuses.

A Saint-Gilles, l'assolement est triennal dans la partie Marais des communes de Saint-Hilaire et de Riez; il est biennal dans le reste du canton. La rotation de l'assolement triennal est le plus souvent: jachère avec fèves, froment, froment avec mélange d'orge connue sons le nom de gaboreau. Cette rotation est quelquesois ainsi modifiée: lentilles, froment, froment pur, ou orge pur.

L'assolement ne s'applique qu'aux terres habituellement labourées; il ne comprend ni les landes, ni les pâtis proprement dits, ni les ouches, ni les mottées, ni les jardins. Le colon ou fermier n'est point tenu de défricher les landes; dans le canton les défrichements se font à la charrue où à la bèche; à la charrue, ils sont faits par le colon ou fermier, les frais du défrichement à la bèche sont payés par moitié entre le propriétaire et le colon.

Il n'est pas permis, si ce n'est dans le Marais où l'assolement triennal est en usage, de mettre dans les mêmes terres successivement des récoltes de même nature.

L'assolement biennal du canton de Saint-Gilles se compose d'une année de jachère à laquelle succède une céréale, presque toujours du froment. Toutefois, l'usage ne fait point de cet assolement un obstacle au progrès; lorsque la propriété est affermée, toute liberté est laissée au fermier, il peut donner à ses cultures une extension qui n'est limitée que par la superficie qu'il exploite. Il peut rompre les terres connues sous le nom de pâture et, tout en respectant le principe de l'assolement biennal en ce sens qu'il ne peut pas, sans le consentement du propriétaire, faire suivre une céréale par une céréale, il peut couvrir les terres en jachère et tout ce qui n'est pas ensemencé en blé, de légumineuses, de plantes sarclées et même de plantes industrielles; sous la seule condition de rendre les pâtures à leur destination 3 ans avant sa sortie, et de préparer la jachère de l'année de la sortie suivant l'usage des lieux.

A Saint-Hilaire-des-Loges, dans le Bocage, il n'y a point d'assolement régulier; les terres labourables sont ensemencées consécutivement pendant 2 ou 3 ans, et elles restent ensuite à pacage pendant plusieurs années. La Plaine est soumise à un assolement triennal. La première année, on sème du froment; la seconde, de la baillarge; et la troisième, on cultive des plantes sarclées. Toutes les terres labourables, y compris les landes nouvellement défrichées, sont soumises à l'assolement; le défrichement des landes n'est point obligatoire pour le colon ou fermier, lorsqu'il le fait, c'est volontairement et ordinairement à la charrue et à ses frais. Les ouches et les jardins n'entrent pas dans l'assolement, les pâtis y sont au contraire toujours compris. Le colon ou fermier ne peut pas mettre successivement sur le même sol des récoltes de même nature.

A La Châtaigneraie, l'assolement des terres labourables des corps d'exploitation est triennal, celui des terres détachées est annuel. Toutes les terres habituellement labourées et les landes défrichées, sont comprises dans l'assolement. Il n'y a point pour le colon ou fermier obligation de défricher les landes, il le fait ordinairement à la charrue et à ses frais. Les pâtis proprement dits, les landes, les ouches plantées d'arbres ou vergers et les jardins, n'entrent point dans l'assolement. Les récoltes doivent se succéder alternativement; le colon ou fermier ne doit jamais faire deux fois de suite la même culture dans le même champ; on ne fait à cet égard aucune dinstinction entre les céréales, les plantes sarclées et les plantes oléagineuses.

A Pouzauges, il n'y a pas d'assolement bien déterminé, chaque fermier ou colon fait à peu près comme il l'entend, en s'assujettissant néanmoins à quatre conditions: la première, qu'il ensemencera le tiers environ des terres labourables; la seconde, qu'il ne fera pas pendant plus de 3 années de suite du blé dans le même champ; la troisième, qu'il n'arrachera pas avant l'âge de 5 ans, le genêt qui a succédé à une récolte de céréales; et enfin la quatrième, qu'il cultivera à tour et à rang les terres labourables de son exploitation.

La succession de culture la plus généralement adoptée est la suivante : première année, guérets quelquesois avec culture de sarrazin, pommes de terre, rutabagas, mil etc.; deuxième année blé; troisième année, guérêt comme la première année; quatrième année, blé; cinquième année, guéret; sixième année, blé. De la septième à la onzième année, pâture avec ou sans genêt. Cet ordre est fréquemment altéré par la faculté laissée au fermier de rétoubler ou redoubler, et par l'introduction de la culture des choux-verts, des plantes sourragères et du colza; toute latitude est laissée au colon ou fermier pour cette culture.

Le fermier ou colon qui, dans l'intervalle de 5 à 6 ans a fait trois récoltes de céréales dans le même champ, ne peut y semer de nouveau des céréales qu'après y avoir, pendant un an au moins, cultivé des choux ou autres plantes sarclées. Il peut aussi, s'il ne lui convient pas de laisser ce champ à pâture pendant 5 ans, y faire une prairie artificielle.

Les ouches sont assimilées aux autres champs de la ferme et elles entrent dans l'assollement; il n'en est point ainsi des landes, le fermier ou colon n'est tenu de les cultiver que quand une des clauses du bail lui en impose l'obligation.

Le fermier ou colon peut rétoubler froment sur froment, il ne peut rétoubler seigle sur seigle, ni avoine sur avoine; il peut à un froment faire succéder immédiatement un seigle et réciproquement. Il peut aussi faire succéder une avoine à un seigle ou à un froment, et une baillarge à un froment; il peut semer du colza autant que bon lui semble, à la condition de le cultiver de manière à détruire les mauvaises herbes. Il peut semer sans fumure l'avoine qu'il place sur un premier blé, il peut semer du blé ou planter des colzas dans un champ aussitôt après y avoir récolté du sarrazin, du mil, etc.; enfin, il a le droit de faire des choux à moëlle ou grands choux, des pommes de terre, du sarrazin, des navets, du mil et du maïs dans les guérets destinés à recevoir l'ensemencement en blé.

Les prairies artificielles ne peuvent être rompues ou labourées pour être ensemencées en blé que la seconde ou la troisième année de leur existence. Le colon ou fermier pourra, dans ce cas, se contenter de donner un seul labour. Un champ converti en prairie artificielle et semé en trèfle en mars ou en avril 1858, par exemple, ne pourrait être labouré avant le 29 septembre 1859.

A Fontenay, l'assolement est triennal dans le Bocage et dans la Plaine, excepté dans la commune du Langon où il est quadriennal; annuel dans les marais mouillés, et triennal dans les marais desséchés. Toutes les terres habituellement labourées, entrent dans l'assolement; les landes, les pâtis, proprement dits, les ouches, les mottées et les jardins n'en font point partie. Le colon ou fermier n'est pas tenu du défrichement des landes. Il y a partout, dans le canton, obligation d'alterner les cultures. On ne peut point mettre dans les mêmes terres pendant plusieurs années de suite des récoltes de même espèce quelles qu'elles soient.

Au Poiré, les terres labourables des corps d'exploitation sont soumises à un assolement triennal, les pâtis et les landes défrichées sont considérés comme lerres labourables et ils entrent toujours dans l'assolement. Le colon ou fermier n'est point astreint par l'usage à défricher les landes; le défrichement se fait à la charrue, presque toujours par le colon, mais le propriétaire supporte la moitié des frais. Les terres labourables, en y comprenant, comme nous venons de le dire, les landes défrichées et tous les pâtis, se divisent en trois soles, la première est affectée à l'ensemencement, la seconde est mise en guéret, la troisième reste en pâturage. Le colon ou fermier doit constamment alterner quand il cultive des céréales; il ne peut pas faire produire au même champ consécutivement deux récoltes de blé, cette obligation est moins étroite quand il s'agit de plantes sarclées; pour les plantes de cette espèce il peut quelquefois redoubler.

A La Mothe-Achard, l'assolement est biennal pour les terres labourables de toute nature avec repos absolu tous les 6 ou 8 ans, et pendant 6 ou 8 ans, selon la qualité ou la nature du sol. Les landes défrichées entrent seules dans l'assolement. Le colon ou fermier n'est point tenu de défricher; les défrichements s'effectuent ou à la charrue ou par l'écobuage; dans le premier cas le travail est fait par le colon ou fermier qui supporte seul les frais, dans le second les frais sont pour moitié à la charge du propriétaire. A La Mothe-Achard, tous les pâtis sont, sans exception, compris dans l'assolement.

A Beauvoir, l'assolement est aussi biennal pour les exploitations comme pour les terres détachées; la rotation adoptée est, pour la Plaine, guéret et froment; pour le Marais, froment et fèves; l'assolement comprend toutes les terres labourables, les pâtis ne sont point dans ce canton considérés comme terres labourables. Ils restent d'une manière permanente à l'état de pâture, et ils ne peuvent être, comme les prairies, labourés qu'avec le consentement du propriétaire. L'usage n'autorise point le colon ou fermier à mettre successivement sur le même sol, des récoltes de même espèce, quelle que soit d'ailleurs leur nature, céréales ou plantes sarclées. Il doit se conformer d'une manière absolue à l'assolement que nous venons d'indiquer.

A Saint-Fulgent, les terres labourables de tout corps d'exploitation, métairies, ou borderies, se divisent en trois soles égales. L'une d'elles est affectée à l'ensemencement, l'autre reste à pacage et la troisième est mise en guéret; les landes, si on en excepte celles qui sont défrichées et les jardins n'entrent point dans l'assolement; les pâtis et les ouches y sont soumis. Le colon ou fermier peut défricher les landes, mais il n'y a point, pour lui, obligation de le faire. Le défrichement se fait à la charrue ou à la bêche. En principe, le colon ou fermier doit alterner ses cultures, cependant il lui est loisible de semer 2 années de suite, sur le même sol, soit du froment, soit du seigle, ou l'un et l'autre de ces blés. La troisième année l'usage lui fait une loi de changer sa culture. Le seigle et le froment lui sont formellement interdits, il peut semer de l'avoine ou des plantes d'une autre espèce.

La rotation adoptée dans le canton amène deux froments ou deux seigles, ou l'un et l'autre de ces blés suivis d'une récolte d'avoine.

La culture des plantes sarclées est permise pendant plusieurs années consécutives sur le même champ.

A Chantonnay, l'assolement triennal existe partout, il s'applique aux terres labourables du Bocage comme à celles de la Plaine, aux corps d'exploitation, comme aux terres détachées; il ne comprend point, dans le Bocage, les terres laissées en nature de pâtis; il ne comprend pas non plus les ouches et les jardins. La rotation adoptée est la suivante : première année froment, deuxième année méture, c'est-à-dire mélange de froment et d'orge, dans la Plaine, ou un second froment dans le Bocage; troisième année plantes sarclées, et après les plantes sarclées, colza.

A Talmont, l'assolement biennal est généralement adopté, il comprend toutes les terres labourables. Par terres labourables, il faut entendre les terres habituellement cultivées et les landes nouvellement défrichées. Dans le Bocage, tous les pâtis entrent dans l'assolement; il n'en est pas ainsi dans la Plaine. Les pâtis, proprement dits, n'y sont point considérés comme terres labourables. Les ouches et les jardins sont aussi en dehors de l'assolement.

Il n'y a point pour le colon ou fermier obligation de défricher les landes. Le défrichement s'opère ou par la charrue ou par l'écobuage; dans le premier cas, il est fait par le colon ou fermier à ses frais; dans le second, l'écobueur ensemence le sol et prend, comme paiement de son travail, la récolte de la première année; il doit laisser le chaume ou buaille. Il paie ordinairement au propriétaire une petite indemnité convenue à l'avance entre eux. Le colon ou fermier ne doit jamais semer successivement deux récoltes de céréales ou de plantes oléagineuses sur le même sol, mais il peut y cultiver plusieurs fois de suite des plantes sarclées.

A Rocheservière, le colon ou fermier doit diviser ses terres labourables en trois parties égales, l'une ensemencée, l'autre en guéret et la troisième en pâturage. Toutefois, cette division, qui est prescrite par l'ancienne coutume, n'est point rigoureusement observée et on peut dire que dans le canton il n'y a point d'assolement régulier.

L'usage permet au colon ou fermier de rétoubler ou redoubler. Le défrichement des landes n'est pas obligatoire, il se fait ordinairement d'un commun accord entre le propriétaire et le colon ou fermier; il n'existe aucun usage à cet égard.

A Chaillé-les-Marais, l'assolement est triennal dans la Plaine et biennal, ou, par exception, triennal dans le Marais. Ordinairement on sème dans les terres des marais desséchés un blé que l'on fait suivre d'une jachère ou chaume. Les terres ensemencées en fèves sont réputées jachères. Dans la Plaine, les terres sont divisées en trois soles; les jardins ne sont point compris dans l'assolement.

Il y a pour le colon ou fermier obligation d'alterner ses cultures; il ne peut point, quelle que soit la nature de sa récolte, céréales ou plantes sarclées, la faire deux fois de suite dans la même terre.

Aux Sables-d'Olonne, l'assolement adopté est biennal. Il comprend toutes les terres labourables sans exception; les landes nouvellement défrichées sont considérées comme terres labourables. Il en est ainsi des pâtis qui entrent tous dans l'assolement. Les ouches et les jardins en sont seuls exclus. Il n'est jamais permis au colon ou fermier de mettre successivement sur le même sol plusieurs récoltes de même nature.

A Saint-Jean-de-Monts, les terres habituellement labourées sont soumises, dans le Bocage, à un assolement biennal, dans le Marais, à un assolement triennal. Les pâtis, proprement dits, et les jardins, n'entrent point dans l'assolement. Dans le Marais, on seme du froment deux fois de suite, et, la troisième année, on ensemence le sol en fève; cette rotation est obligatoire. Le fermier ou colon doit s'y contormer d'une manière absolue; il ne pourrait pas, par exemple, faire produire au même sol plus de deux fois de suite du froment; l'usage ne lui laisse pas non plus la faculté de cultiver successivement des plantes sarclées dans la même terre.

A Luçon, l'assolement est quadriennal dans la Plaine, et triennal dans le Marais. Il s'applique aux terres labourables de toutes natures. La rotation est : première année, froment; deuxième année, baillarge; troisième année, méture; quatrième année, guérets. Dans le Marais : première année, froment; deuxième année, orge; troisième année, fèves comme guérets. Le même sol ne doit jamais produire deux fois de suite la même récolte.

Aux Essarts, l'assolement est triennal pour les corps d'exploitation et annuel pour les terres détachées; dans ce canton, comme dans tous les autres cantons du Bocage, les terres labourables des corps d'exploitation, métairies ou borderies, devraient être, aux termes de l'ancienne coutume, divisées en trois soles; mais il n'en est pas ainsi, et l'usage ne trace point de règle bien fixe pour la culture du sol. Il n'y a pas, en un mot, d'assolement régulier; le colon peut faire trois blés, deux froments et une avoine de suite dans la même terre; il doit la laisser reposer la quatrième année. Pour cela il la met en guérets ou il la laisse à pacage.

Toutes les terres labourables, y compris les landes, défrichées ou non, les pâtis et les ouches entrent dans l'assolement. Le colon ou fermier est tenu de défricher les landes. Le défrichement s'opère à ses frais et à la charrue.

Il peut, comme nous venons de le dire, faire produire au même sol deux récoltes de froment de suite, mais il ne peut

pas, pendant deux années consécutives, cultiver des plantes sarclées, du colza, ou d'autres plantes oléagineuses sur le même champ.

A Palluau, l'assolement est biennal pour les terres de toutes natures, cependant les terres détachées sont quelquesois, et par exception, soumises à un assolement triennal. Toutes les terres labourables habituellement cultivées entrent dans l'assolement; les landes désrichées sont comptées parmi les terres labourables; les landes non désrichées et les pâtis, proprement dits, n'en sont point partie et ils sont exclus de l'assolement.

Le défrichement des landes n'est point obligatoire, il se fait dans le canton, soit à la charrue, soit au moyen de l'écobuage. Les frais qu'il occasionne sont supportés par le fermier seul ou par moitié entre le propriétaire et le colon.

La rotation en usage est la suivante : première année, mil, blé noir ou pommes de terre; deuxième année, blé; quelquefois, mais exceptionnellement, on ensemence en blé pour la troisième année.

A Sainte-Hermine, l'assolement est triennal dans le Bocage et quadriennal dans la Plaine; il s'applique à toutes les terres labourables, détachées ou non. Les pâtis, proprement dits, les ouches et les jardins n'entrent pas dans l'assolement. La rotation adoptée est, pour le Bocage: première année, froment; deuxième année, avoine; troisième année, guérets; pour la Plaine: première année, froment; deuxième année, orge; troisième année, baillarge; quatrième année, guérets.

Le défrichement des landes n'est point obligatoire. Il se fait habituellement à la charrue aux frais du fermier ou colon.

Le fermier ou colon doit constamment alterner ses cultures dans la Plaine comme dans le Bocage.

A Mortagne, toutes les terres labourables, détachées ou autres, sont soumises à l'assolement triennal; les landes, les pâtis, proprement dits, et les jardins n'y sont pas soumis. Il n'y a point, pour le fermier, obligation de défricher les landes. Il n'est pas non plus tenu, pendant le cours du bail, de se conformer à l'usage qui fixe à trois soles la division des terres

labourables; il doit seulement à sa sortie les laisser ainsi divisées. Il peut, à son gré, ensemencer pendant plusieurs années consécutives le même sol en plantes de même espèce, céréales ou autres.

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, l'assolement est triennal dans le Bocage et biennal dans les autres parties du canton. Toutes les terres labourables, les landes défrichées même, y sont soumises, mais il ne comprend ni les landes, ni les pâtis, proprement dits, ni les ouches ni les jardins. Toutefois, le colon ou fermier est tenu de défricher chaque année, proportionnellement à l'importance de son exploitation, une certaine quantité de landes. La méthode en usage pour le défrichement est l'écobuage; il se fait aux frais du colon ou fermier.

En Bocage, on sème successivement deux blés, rarement trois; on laisse une année en jachères mortes et on sème de nouveau en blé; on continue ainsi jusqu'à épuisement du sol; on le laisse alors se couvrir de genêts, et il reste en nature de pacage pendant plusieurs années.

En Plaine, on sème du froment et on laisse ensuite reposer la terre pendant une année en guéret, ou au printemps on y sème de l'orge à deux rangs, des pommes de terre ou des haricots.

Ainsi que nous venons de le dire, le colon ou fermier peut faire successivement sur le même sol deux blés, mais il ne pourrait pas y cultiver pendant deux années consécutives des plantes oléagineuses ou des plantes sarclées.

A Mareuil, dans le Bocage, les terres se divisent par tiers: un tiers doit être ensemencé, un autre tiers en guérets, le troisième tiers est laissé à repos ou à pâturages. Dans la Plaine, il y a des terres qui ne se cultivent que de 2 années l'une, les autres chaque année: une année froment, la seconde orge, la troisième baillarge, haricots, pommes de terre ou garobe. Toutes les terres labourables entrent dans l'assolement.

On peut, sur les terres nouvelles ou novelin, faire deux récoltes successivement de froment ou redoubler; on sème du froment après le colza; on ne sème pas ordinairement deux fois de suite des plantes sarclées sur le même sol. A Noirmoutiers, point d'assolement; les terres toutes détachées sont affermées à l'année et le fermier les ensemence et les cultive comme il l'entend.

A Challans, l'assolement est biennal dans le Bocage, et triennal dans le Marais pour les terres labourables dépendant d'un corps d'exploitation, métairies ou borderies; il est annuel pour les terres détachées. Toutes les terres labourables entrent dans l'assolement; on considère comme terres labourables les landes défrichées et les ouches, les pâtis font aussi partie de l'assolement.

Le colon ou fermier n'est point astreint par l'usage à défricher les landes. Le défrichement se fait, soit à la charrue, soit par l'écobuage. Si le domaine est affermé à prix d'argent, les frais du défrichement sont en totalité supportés par le fermier. Ils sont payés par moitié entre le propriétaire et le colon, dans le cas de bail à moitié fruits.

Dans le Marais, le colon ou fermier peut semer des céréales deux fois de suite dans le même sol, il ne le peut pas en Bocage. Il ne doit nulle part cultiver plusieurs fois de suite des plantes sarclées ou des plantes oléagineuses sur la même terre.

La rotation en usage est la suivante : plantes fourragères, puis céréales, une seule en Bocage, deux dans le Marais.

A l'Île-d'Yeu, l'assolement est biennal et il comprend toutes les terres habituellement cultivées, il ne s'applique point aux landes. Le colon ou fermier doit alterner, il ne peut jamais faire produire au même sol deux fois de suite la même récolte.

La rotation en usage est la suivante : première année, blé; deuxième année, jachère ou fèves; dans les années intermédiaires, les mauvaises terres restent en jachères, les bonnes sont semées en fèves, pois, pommes de terre et trèfles.

A Napoléon, les terres labourables sont divisées en trois soles égales, un tiers est en pâture, un tiers en blé sur pieds et un tiers en guéret; les landes défrichées et les pâtis entrent dans l'assolement, les vergers et les jardins n'y entrent point. Les récoltes se succèdent ainsi qu'il suit : plantes sarclées, céréales et plantes fourragères; l'usage permet de mettre successivement deux céréales dans le même terrain, cela ne se fait point pour les plantes sarclées et pour les plantes oléagineuses.

Le colon ou fermier n'est point obligé de défricher les landes; le défrichement s'effectue soit par l'écobuage, soit à la charrue. Le défrichement à la charrue est fait par le colon et à ses frais, les frais du défrichement par l'écobuage sont supportés par moitié entre le propriétaire et le colon.

Nous le répétons, il ne faut pas voir dans la plupart des usages que nous venons d'exposer, la succession de culture qui constitue l'assolement; cette succession n'existe réellement que dans un bien petit nombre de cantons. Ailleurs, dans le Bocage notamment, telle terre est écrasée par les récoltes qu'on lui fait produire successivement, tandis que telle autre reste indéfiniment improductive. Le colon ou fermier cultive surtout la terre qu'il croit bonne, il néglige souvent celle qui semble moins fertile.

CHAPITRE XXI.

Guérets.

On nomme guéret toute terre labourée et non ensemencée. Dans la Vendée, on donne presque partout le nom de *levailles* au premier labour que reçoit la terre que l'on veut convertir en guéret; lever une terre, c'est la labourer une première fois.

On divise les guérets en guérets francs et en demi-guérets; les guérets francs sont les terres labourées auxquelles on n'a point fait porter de récolte avant l'ensemencement en blé; les demi-guérets sont les terres qui, avant de recevoir cet ensemencement, ont porté depuis qu'elles ont été levées une récolte intermédiaire ou dérobée. On donne aussi dans certains cantons le nom de demi-guérets aux terres qui, lorsqu'elles ont été labourées, étaient en nature de prairies artificielles, c'est-à-dire semées en garobes, en trèfles, ou en plantes fourragères d'une autre espèce.

L'usage règle à peu près dans tous les cantons les façons que les guérets doivent recevoir et l'époque à laquelle chacune de ces façons doit être donnée Cette époque, il est inutile de le dire, n'est pas et ne peut pas être déterminée d'une manière absolue; les conditions atmosphériques exercent une grande influence sur les travaux de l'agriculture, le laboureur est souvent obligé de compter avec le temps et de modifier ou d'ajourner ses projets. Les époques que nous allons indiquer sont celles qui sont adoptées pour les circonstances normales, mais en général il suffira que les façons soient données en temps et saisons convenables.

Dans le département où il existe des terrains de toutes natures, le nombre des façons et les époques où elles doivent être données sont très-variables; pour cette raison nous allons exposer séparément les usages de chaque canton:

A Montaigu, les champs que l'on veut convertir en guéret doivent être levés du 1er janvier au 1er mai, s'ils sont destinés à être ensemencés en blés d'hiver, et avant le 1er mars, si on les destine à la culture des plantes sarclées, à celle du colza ou aux semailles du printemps. Le colon ou fermier doit préparer ainsi le tiers des terres arables; il dispose de ses guérets comme il l'entend pour les blés d'hiver, pour ses plantes sarclées, pour son colza et pour ses semailles de printemps.

Lever, refendre, herser, traverser, herser de nouveau, encrêter (encrêter ou dans d'autres cantons crételer, c'est labourer superficiellement la terre avant d'y répandre la fumure et la semence), et semer, telles sont les façons que doivent recevoir tous guérets francs; elles se donnent : la première, du 1er janvier au 1er mai; la deuxième et la troisième, en juin; la quatrième et la cinquième, en août; la sixième et la septième, en octobre et novembre.

L'usage permet de semer dans les guérets, du mil, du sarrazin, des pommes de terres et des plantes sarclées dont l'arrachage a lieu avant l'ensemencement en blé. Dans ce cas, après l'enlèvement de la récolte, les terres qui l'ont portée doivent être encrêtées avant d'être ensemencées.

Le colon ou fermier charroie ordinairement, mais sans qu'il y ait pour lui obligation de le faire, les lisières ou *cheintres* des champs. Cette opération, qui consiste à enlever de la cheîntre la terre végétale qui s'y trouve, pour la porter sur une autre partie

du champ, où, plus exposée à l'air et à la lumière, elle devient plus fertile, se fait dans le courant de l'été aux frais du colon ou fermier qui fournit même les tombereaux ou les traînes nécessaires à l'opération; il doit laisser au pied de la haie un talus ou bourrelet d'un mêtre au moins d'épaisseur.

Aux Herbiers, les terres se lèvent en mars et en avril, quelle que soit la culture qu'on leur destine; elles doivent recevoir la première façon ou levaille avant le 23 avril; elles doivent cependant être levées en mars au plus tard, pour les semailles du printemps. Les deux tiers des terres labourables non ensemencées sont mises à guérets, un tiers est affecté à la culture des blés d'hiver, et l'autre tiers à celle des plantes sarclées et du colza.

Les guérets reçoivent trois labours qui se donnent de mars à juin; le colon ou fermier peut y semer des pommes de terre, des haricots, y planter des choux, et y cultiver en général toutes les plantes dont la culture se fait au printemps ou pendant l'été.

Il n'y a point, pour le colon, obligation de charroyer les cheîntres des champs.

A l'Hermenault, les terres destinées à l'ensemencement reçoivent leur première façon avant le 25 mars. Les levailles se font, pour les blés d'hiver, comme nous venons de le dire, avant le 25 mars; pour les plantes sarclées, dans le courant de l'hiver; pour le colza, à la saint Jean-Baptiste ou le 24 juin, et pour les semailles de printemps, en octobre et novembre.

Comme aux Herbiers, les deux tiers des terres labourables doivent être levés, un tiers pour les blés d'hiver et un tiers pour les semailles de printemps.

Les guérets reçoivent deux labours seulement, le premier en mars ou juin suivant leur destination, le second en octobre ou novembre. Le tiers des guérets peut être couvert de semailles du printemps; le seul usage relatif aux demi-guérets, c'est que l'année de la sortie, le colon ou fermier sortant peut ensemencer un quart en vert.

Le colon ou fermier n'est point obligé de charroyer les cheîntres, cette opération ne donne lieu à aucun usage.

A Maillezais, on lève les terres: dans la Plaine, du 25 mars au 24 juin; dans le Marais, du 1er mai au 24 juin, quand elles doivent être ensemencées en blé d'hiver ou en colza, et avant le 30 novembre, quand on les destine aux semailles de printemps.

Le colon ou fermier est tenu de mettre en guérets le tiers de ses terres labourables; il dispose de ses guérets comme il l'entend, il y sème à son gré des blés, du colza ou des plantes sarclées; il leur donne habituellement deux façons, la première à l'une des époques qui viennent d'être indiquées, la seconde en juin ou juillet.

Le fermier entrant dispose, aussitôt que le fourrage qu'ils ont produit a été enlevé, des demi-guérets qui, pour ce canton, sont les terres en garobes, en trèfles ou autres plantes fourragères.

A Saint-Gilles, les levailles se font avant le 25 mars dans le Bocage et dans la Plaine, et après l'enlèvement des récoltes dans le Marais.

Dans la partie Marais des communes de Saint-Hilaire et de Riez, la première culture donnée à la jachère est généralement effectuée à la houlette, c'est sur cette première façon que l'on sème les légumineuses. Toutefois, l'emploi de la houlette, quoique préférable, n'est point obligatoire et le premier labour peut être donné à la charrue et en formant des sillons à quatre voies; mais le cultivateur doit toujours nettoyer les raies, arrondir les sillons en coupant ou brisant les mottes et isoler de la cheîntre, en relevant la terre à l'aide de la houlette, la partie cultivée; cette dernière opération s'appelle lever la motte.

Après l'enlèvement de la récolte des légumineuses, un labour à la charrue est donné.

Ce sont les seuls travaux qui précèdent le labour destiné à l'ensemencement du blé, lequel nécessite les mêmes soins que ceux qui sont donnés aux légumineuses.

Après l'enlèvement de la première récolte de céréales, on donne, dès que l'état du terrain permet d'y introduire la charrue, un premier labour, et la terre attend le second labour qui est accompagné de l'ensemencement de la seconde céréale.

Dans le sable rond et la partie sablonneuse de la commune de Riez, on donne un premier labour après l'enlèvement de la récolte et un peu plus tard un hersage. La terre ne reçoit point, d'autre façon jusqu'au labour suivi de l'ensemencement. Les labours se font par deux voies de charrue.

Dans la partie de Saint-Hilaire-de-Riez, connue sous le nom de terre forte, la terre soumise à l'assolement biennal reçoit quatre labours quand elle est cultivée comme jachère morte: le premier du 25 mars à avril, le deuxième en mai ou juin, le troisième en août, le quatrième au moment de l'ensemencement.

Le reste du canton pratique l'assolement biennal et donne à la jachère quatre labours à deux voies, le premier du 25 mars au 25 avril, le deuxième du 1er mai au 10 juin, le troisième du 1er août au 8 septembre, le quatrième, en pratiquant l'ensemencement, du 30 septembre au 1er novembre.

La quantité des terres labourables qui doit être mise en guérets n'est point déterminée; l'usage n'indique point non plus comment les guérets doivent être répartis entre les différentes cultures. Le colon doit se conformer à ce qui se fait habituellement sur la métairie ou borderie qu'il exploite. La culture des céréales est la seule qu'il ne lui soit point permis de faire sur les guérets; il peut y semer à son gré des plantes sarclées ou des plantes fourragères.

Dans le Bocage, l'usage ne fait point, au colon ou fermier, une obligation de charroyer les cheîntres des champs, cette opération se fait habituellement à frais commun avec les bestiaux de la ferme et des tombereaux ou des traînes fournies par le propriétaire.

A Saint-Hilaire-des-Loges, les levailles se font au mois de mars pour la culture des blés d'hiver ou du colza, au mois de septembre pour les semailles du printemps, et au mois de novembre pour la culture des plantes sarclées; elles doivent comprendre le tiers environ des terres labourables de l'exploitation. Les terres mises en guérets se divisent de la manière suivante entre les différentes cultures: un tiers est ensemencé en blé d'hiver, un sixième est cultivé en plantes sarclées, un

sixième en colza, un tiers est affecté aux semailles du printemps. Les guérets reçoivent trois labours qui se donnent du 1er octobre au mois d'août.

Le charroi des cheîntres n'est point obligatoire.

A La Châtaigneraie, les guérets que l'on destine à l'ensemencement des blés d'hiver doivent être levés avant le 24 juin. Pour les plantes sarclées, et en général pour les semailles du printemps, ils le sont en janvier, et pour le colza en mars. Les terres labourables doivent être levées à tour et à rang, et ce sont toujours les plus anciennement à repos, que le colon ou fermier est tenu de convertir en guérets; il doit, chaque année, affecter le tiers environ des terres ordinairement cultivées de l'exploitation à la production des blés d'hiver. Il dispose à sa volonté des guérets qu'il a préparés pour les autres cultures.

Les guérets reçoivent cinq labours et deux hersages. Ces diverses façons se donnent du 1er janvier au 1er décembre. Le colon ou fermier peut faire dans les guérêts des semailles du printemps, et y cultiver des plantes sarclées; dans ce cas, il doit doubler la fumure de la céréale qui succède à la récolte dérobée.

Le colon ou fermier n'est point tenu de charroyer les cheîntres; quand cette opération se fait, les conditions en sont toujours réglées par les conventions.

A Pouzauges, le colon ou fermier doit lever chaque année, le 23 avril au plus tard, le tiers environ des terres habituellement labourées de son corps d'exploitation. Il dispose ensuite à son gré de ces terres pour ses différentes cultures. L'usage ne lui fait point une loi d'affecter une quantité déterminée de ses guérets à telle ou telle récolte; il fait dans les proportions ordinaires des blés d'hiver, des plantes sarclées et des semailles de printemps. Il peut semer du colza autant que bon lui semble, à la condition de le cultiver de manière à détruire les mauvaises herbes. L'usage n'exige pas que les cheîntres des champs soient charroyées.

A Fontenay, on lève les terres en mars, avril, novembre et décembre : en mars et avril, pour les blés d'hiver et le colza; en novembre et décembre, pour les plantes sarclées et les

semailles du printemps. La quantité des terres labourables qui doit être mise en guérets est du tiers ou du quart suivant l'assolement. Le colon ou fermier divise, en se conformant à l'usage, entre les blés d'hiver, le colza et les semailles de printemps, les guérets qu'il a préparés. Les plantes sarclées, le trêfle, la lupuline, sont pris sur les jachères.

Les façons données aux guérets sont au nombre de trois : lever, refendre et labourer, plus des hersages. Pour le froment, on lève en mars ou avril, on refend en août et septembre, on sème à la fin d'octobre ou au commencement de novembre. Pour le colza, on refend en juin et on sème en août. Pour la baillarge et les plantes sarclées, on lève à la fin de novembre, on refend en février et on sème en mars. Les demi-guérets sont comptés pour moitié des guérets francs l'année de la sortie.

Au Poiré-sous-Napoléon, quelle que soit leur destination, les guérets sont levés pendant l'hiver; ils sont, jusqu'à concurrence du tiers des terres labourables, consacrés à la culture des blés d'hiver. On leur donne, de mars en août, quatre façons: ou ils restent en guérets francs, ou ils sont encemencés en mil, blé noir, etc.

Les charrois de terre sont en usage dans le canton, ils se font à frais communs entre le propriétaire et le colon; le propriétaire fournit les tombereaux et les traînes, le colon ou fermier doit laisser au pied de la haie un talus d'un mêtre au moins d'épaisseur.

A la Mothe-Achard, les guérets se lèvent en janvier et mars, quelle que soit la culture à laquelle on les destine. Ils ne doivent pas comprendre plus du tiers des terres soumises à l'assolement.

Le charroi des terres de la cheîntre sur le champ n'est pas obligatoire; lorsqu'on le fait, le bailleur fournit la moitié des chargeurs et le tombereau ou la traîne; on prend la terre jusqu'au pied de la haie si cette haie dépend de la ferme, si non on s'arrête à la limite de la propriété voisine.

A Beauvoir, les levailles se font dans la Plaine en mars, dans le Marais, à Bouin, en mai et août, à Beauvoir et à Saint-Urbain, en août. On ne fait aucune distinction à raison de la culture que l'on destine au sol; les guérets doivent comprendre la moitié des terres habituellement cultivées, ordinairement toutes celles qui ont porté récolte l'année précédente. On leur donne trois labours et deux hersages: le premier labour, en mars; le premier hersage, en avril; le deuxième labour, en juin; le deuxième hersage, en juillet; le troisième labour en août. Ils ne doivent point porter de récolte dérobée.

A Saint-Fulgent, c'est sans aucune distinction au printemps que se font les levailles; elles doivent être exécutées sur le tiers environ des terres labourables de l'exploitation; le colon ou fermier n'a point le choix des terres, il doit lever celles qui sont à pacage depuis le plus de temps. Ces terres sont comme nous venons de le dire levées au printemps; dans le courant de l'été elles reçoivent trois autres façons: elles sont hersées, traversées et hersées de nouveau; elles peuvent être ensemencées en lin d'été, mil, blé noir, ou cultivées en plantes sarclées qui doivent être enlevées avant l'ensemencement. Le colon ou fermier doit tenir les demi-guérets constamment nets d'herbes, et il doit biner ceux qui sont susceptibles de l'être.

Le colon ou fermier n'est point tenu de charroyer les cheîntres des champs; cette opération se pratique néanmoins presque partout, elle se fait aux frais du fermier seul. Dans les métairies ou borderies exploitées à moitié, le propriétaire fournit ordinairemeut la traîne. Les charrois de terre se font en toutes saisons, mais on doit éviter de les faire quand le sol est trèsmouillé; on ne peut prendre la terre de la cheîntre qu'à un mètre au moins de la haie.

A Chantonnay, les terres destinées à la culture des blés d'hiver, des plantes sarclées et du colza, doivent être levées en mars; celles qui sont destinées aux semailles de printemps sont mises en guérets vers la fin de novembre. Le colon ou fermier doit convertir en guérets le tiers des terres labourables; les trois quarts de cette quantité sont destinés aux blés d'hiver, un huitième aux plantes sarclées et un huitième à la culture du colza, la baillarge se fait sur les terres ou étaient plantés les choux.

Les façons à donner aux guérets consistent en deux labours et un hersage : le premier labour se fait en mars, le deuxième en mai; le hersage se donne immédiatement après le deuxième labour. Le colon ou fermier peut cultiver dans les guérets des haricots, des citrouilles, etc., toutefois, l'année de la sortie, les demi-guérets ne sont point comptés dans la quantité de guérets que le sortant doit laisser.

Dans le Bocage du canton de Chantonnay, le colon ou fermier n'est pas astreint, par l'usage, à charroyer les terres des cheîntres des champs.

A Talmont, on lève les terres destinées à former les guérets en décembre, janvier, février et mars. Celles qui doivent être ensemensées en blés d'hiver ou en plantes sarclées, sont levées en mars; celles qui doivent porter une récolte de colza, en janvier; enfin, celles qui sont affectées aux semailles de printemps, en décembre ou janvier. Les guérets se font sur les terres qui ont été ensemencées l'année précédente et sur les terres labourables qui se reposent, c'est-à-dire qui n'ont point porté de récoltes depuis cinq ans. Ils doivent comprendre chaque année le tiers environ des terres labourales de l'exploitation. Les guérets se répartissent ainsi qu'il suit entre les différentes cultures: pour les blés d'hiver, dix-sept vingtièmes; pour le colza, deux vingtièmes; pour les semailles de printemps, un vingtième.

Les façons à donner aux guérets sont au nombre de cinq: on lève de janvier à avril, on herse en mai, on laboure en juin et juillet, on crêtelle en septembre, et l'on couvre par un second et plus profond labour en octobre. On peut semer dans les guérets toutes les plantes qu'il est d'usage d'y cultiver dans le pays, notamment le mil, le blé noir, les garobes et toutes les plantes sarclées.

La seule obligation qui soit imposée au colon ou fermier, relativement au demi-guérets, c'est celle d'enlever les récoltes qu'il y a faites assez tôt pour qu'on puisse les faire suivre d'un ensemencement en blé.

Dans le Bocage du canton de Talmont, l'usage ne fait point au colon ou fermier une obligation de charroyer les terres des cheîntres; cette opération se fait cependant ordinairement au mois de mai. Les frais qu'elle nécessite sont supportés par moitié entre le colon et le propriétaire qui fournit les tombereaux et les traînes. On ne peut enlever la terre qu'à une distance d'un mêtre de la haie.

A Rocheservière, on lève les guérets en avril et mai pour les blés d'hiver, et en mars et avril pour les plantes sarclées. Ils doivent comprendre le tiers des terres labourables de l'exploitation. Le colon dispose, comme il l'entend, en se conformant toutefois aux habitudes du pays, des terres préparées. Il y fait ses cultures dans les proportions ordinaires; il est tenu d'enlever ou de charroyer la terre des cheîntres des champs qu'il met en guérets; il reçoit pour cela du propriétaire qui lui fournit en outre un tombereau, s'il y a lieu, une indemnité de deux centimes et demi par tombereau de terre transportée; les traînes sont fournies par le colon. L'usage ne fixe point d'époque pour l'opération, elle peut être faite en toutes saisons quand le temps le permet; il n'y a point obligation de laisser une distance au pied de la haie, la terre peut être enlevée jusqu'à la limite de la propriété.

A Chaillé, les terres sont mises en guérets du 10 mai au 10 juin; elles ne reçoivent que deux façons; quand elles ont été levées, on les herse dès que le temps permet de le faire, on sème ensuite quand le moment en est venu.

Aux Sables-d'Olonne, les guérets, s'ils sont destinés à la culture des blés d'hiver, ou à celle des plantes sarclées, doivent être levés en mars; on les lève en janvier quand ils doivent recevoir une semaille de printemps ou porter une récolte de colza. Ils comprennent, en Plaine, les quatre septièmes des terres labourables de l'exploitation, et en Bocage, les trois huitièmes des mêmes terres. La quantité de terre affectée à chaque culture doit être, dans la Plaine, pour les blés d'hiver, de moitié des terres, et pour les plantes sarclées, du quatorzième de ces mêmes terres; dans le Bocage, pour les blés d'hiver, de sept vingt-quatrièmes des terres labourables, d'un vingt-quatrième pour les plantes sarclées et enfin d'un vingt-quatrième pour le colza.

Les guérets reçoivent quatre façons. Ils sont leyés en mars et avril, labourés en mai et juin, crêtelés en septembre; enfin, en octobre, on leur donne le dernier labour nommmé couvraille, parce qu'il a pour but de recouvrir la semence et l'engrais.

Dans le Bocage du canton des Sables, l'usage veut que les cheîntres des champs mis en guérets soient charroyées: cette opération se fait en avril, mai et juin; le propriétaire fournit le tombereau et les traînes et il supporte en outre la moitié des frais; la terre peut être enlevée jusqu'au pied de la haie si celle-ci dépend du domaine; dans le cas contraire, on doit laisser un espace de 50 centimètres.

A Saint-Jean-de-Monts, les levailles se font dans le Bocage en avril et dans le Marais en août.

Dans le Marais, les terres destinées à recevoir un ensemencement en froment, sont levées aussitôt l'enlèvement de la récolte au mois d'août; celles qui sont réservées pour les semailles de printemps se lèvent en octobre seulement.

Les terres labourables converties en guérets se divisent dans la proportion de deux tiers pour les blés d'hiver, et d'un tiers pour les semailles de printemps. Dans le Bocage, le colon ou fermier peut cultiver dans les guérets du mil, des rêbes, etc., et, en général, toutes les plantes que l'on cultive au printemps pour les récolter avant l'époque de l'ensemencement en froment. Les cheîntres des champs doivent être charroyées dans le Bocage de ce canton; l'opération se fait en janvier et février, tous les frais qu'elle nécessite sont supportés par le fermier; les terres ne peuvent être prises qu'à une distance de 50 centimètres de la haie.

A Luçon, dans la Plaine, on lève ordinairement en janvier les terres destinées à l'ensemencement des blés d'hiver; cet ensemencement doit comprendre le quart des terres labourables de l'exploitation.

Aux Essarts, on fait une distinction entre les novelins et les rétoublis; les novelins sont les terres qui n'ont point porté de récoltes depuis longtemps, les rétoublis sont celles qui étaient ensemencées en blé l'année précédente Les novelins doivent être levés en janvier et les rétoublis en mars, quelle que soit

la culture à laquelle on les destine. On prépare ainsi le tiers à peu près des terres labourales de l'exploitation. Ce tiers est réparti suivant l'usage entre les différentes cultures.

Les guérets reçoivent six façons : en janvier ou mars, on lève; en mai, on refend et on herse; en juin, on traverse et on herse de nouveau. La dernière façon que l'on nomme assillonnement et qui n'est rien autre chose qu'un labour, se donne au moment de l'ensemencement.

Le colon ou fermier n'est point tenu de charroyer les terres des cheîntres des champs.

A Palluau, comme aux Essarts, on distingue entre les novelins et les rétoublis ou étoubles; les novelins se lèvent pendant l'hiver, les étoubles au printemps. La proportion des guérets n'est point toujours la même, elle doit être du tiers environ des terres labourables dans les corps d'exploitation où on ne fait point de second blé, c'est-à-dire où on n'ensemence pas pendant deux années de suite la même terre en blé. Elle est du cinquième ou du sixième seulement des terres labourables dans le cas contraire. Les guérets sont ordinairement ensemencés en blés d'hiver; l'usage ne détermine point la quantité qui doit être employée à la culture des plantes sarclées. Le colon ou fermier peut y semer du mil, du blé noir, des pommes de terre, etc. Ceux qui sont destinés à la culture du blé recoivent cinq façons au printemps et dans le courant de l'été. On doit les lever, les herser une première fois, les traverser, les herser de nouveau et les assillonner.

Le colon ou fermier est tenu de charroyer, dans une juste proportion, les cheîntres des champs qu'il met en guérets; cette opération se fait au printemps et pendant l'été aux frais du fermier seul ou à frais communs entre le propriétaire et le colon. Le propriétaire fournit au colon seulement les tombereaux et les traînes. L'usage ne détermine point la distance de la haie à laquelle on peut prendre la terre.

A Sainte-Hermine, on fait les levailles, dans le Bocage, de février à la fin de mars; dans la Plaine, du 25 mars à la fin de mai; les guérets que l'on veut ensemencer en blé ou en colza, se lèvent dans la Plaine à la fin de mai, ceux que l'on destine

à la culture des plantes sarclées, à la fin de mars. On lève à la fin de novembre les terres qui doivent être ensemencées au printemps. On doit mettre en guérets, en Bocage, le tiers, dans la Plaine, le quart des terres labourables de l'exploitation. On leur donne trois façons: la première en février, la deuxième en mai, la troisième en juillet. Le colon ou fermier dispose de ses guérets comme il l'entend, toutefois, l'année de la sortie, il doit les rendre libres, c'est-à-dire dépouillés de toutes récoltes le 24 juin.

L'usage n'exige point, dans le Bocage du canton de Sainte-Hermine, que la terre des cheîntres soit charroyée, elle l'est cependant ordinairement; le charroi se fait en mars aux frais du fermier seul ou à frais communs entre le colon et le propriétaire. On laisse au pied de la haie, sans le charroyer, un espace d'environ 33 centimètres.

A Mortague, les terres destinées à l'ensemencement sont levées en février et mars. On ne fait aucune distinction à raison de la culture qu'elles doivent recevoir. Les guérets comprennent le tiers environ des terres labourables de l'exploitation pour les cultures de toutes natures en usage dans le canton. Ils reçoivent en février, mai et juillet, trois labours et un hersage, le fermier peut y cultiver du blé noir, du millet, des pommes de terre.

Aux Moutiers-les-Maufaits, les levailles se font de décembre à mars et même jusqu'au 24 juin en Plaine et en Marais. On lève chaque année, en Plaine, la moitié des terres labourables, et dans le Bocage, le tiers de celles qui sont habituellement cultivées. Les guérets sont partagés, suivant l'usage, entre les cultures que l'on fait ordinairement dans la contrée; il n'y a rien de déterminé à cet égard. On les lève de décembre au 24 juin, on les refend en juin et juillet, on sème aux environs de la Toussaint et jusqu'à Noël.

La culture du mil, du blé noir et des haricots, est tolérée dans les guérets; ceux qui ont produit une récolte de cette nature doivent seulement recevoir une fumure plus abondante.

L'usage, dans le Bocage, n'exige point que la terre des cheîntres soit charroyée, cette opération se fait néanmoins dans certains guérets, ordinairement après la seconde façon; les frais qu'elle occasionne sont supportés par moitié entre le propriétaire et le colon. On ne doit enlever la terre qu'à une distance d'un mètre au moins des souches. C'est presque toujours le propriétaire qui fournit les tombereaux et les traînes.

A Mareuil, on lève, pendant l'hiver et même en avril, mai et août, les terres que l'on destine aux ensemencements; elles reçoivent trois façons qui sont, autant que possible, données en temps et saisons convenables; l'usage permet au colon ou fermier d'y cultiver de la garobe, du mil, des haricots et du blé noir; il ne détermine point la quantité de guérets qui doit être affectée à chaque culture; il ne fait point une obligation au colon ou fermier de charroyer les terres des cheîntres.

A Noirmoutiers, la préparation des terres destinées à l'ensemencement n'est soumise à aucun usage.

A Challans, on fait les guérets dans le Bocage en février et en mars, dans le Marais en août; les terres destinées à la culture des blés d'hiver ou à celle des plantes sarclées se lèvent, dans le Bocage, en mars, et celles où l'on veut faire des semailles de printemps, en février ou en mars. On doit, chaque année, réduire en guérets le tiers environ des terres labourables ou plutôt, pour le Bocage, des terres habituellement labourées de l'exploitation. Le tiers est affecté aux cultures en usage dans le pays, sans que la proportion de chacune de ces cultures soit bien déterminée. Les façons au nombre de quatre se donnent en mars, juin, août et octobre.

Le colon ou fermier peut cultiver dans les guérets des pommes de terre, des choux, du mil, du blé noir, etc. Il doit fumer convenablement les plantes qu'il y cultive.

Dans le Bocage du canton de Challans, l'usage exige que les terres des cheîntres soient charroyées; le colon ou fermier doit, chaque année, charroyer un cinquième environ des terres qu'il a mises en labour. Les charrois se font du mois d'avril au mois d'août; les frais, mais seulement dans le cas de colonage partiaire, sont supportés par moitié entre le colon et le propriétaire, celui-ci fournit ordinairement le tombereau et la traîne nécessaires à l'opération. Lorsque la haie est à plant couché,

on ne peut enlever la terre qu'à un mêtre de distance; on peut la prendre à 50 centimètres quand la haie est à plant debout.

A l'Ile-d'Yeu, on lève, en février, les terres destinées à l'ensemencement, quelle que soit d'ailleurs la culture que l'on se propose d'y faire. On prépare ainsi toutes celles qui ne sont point ensemencées. Les deux tiers des guérets sont affectés à la culture des blés d'hiver, l'autre tiers est consacré aux autres cultures. On donne trois façons: la première en février, comme cela vient d'être dit; la seconde en juillet; la troisième en octobre. Les guérets peuvent être, jusqu'à concurrence du tiers, cultivés en pommes de terre, pois, fèves et trèfle incarnat.

A Napoléon, les levailles se font du 25 décembre à la fin de mars, quelle que soit la récolte que l'on destine au sol; elles se font sur les chaumes et les pâtis dans une proportion qui n'est pas déterminée. Elles sont suivies, du mois d'avril à la fin de juin, d'un hersage et de deux ou trois labours. Toutefois, les travaux doivent être, sur les terres destinées à recevoir les choux à moëlle, betteraves-champêtres ou rutabagas, terminés au plus tard à la fin de mai. Cette exception est nécessitée par l'époque de la plantation qui a lieu le plus généralement dans la dernière quinzaine de juin. On emploie les guérets soit en racines sarclées, soit en mil, soit en blé noir, etc. Les guérets ainsi cultivés ne peuvent être ensemencés en blé qu'après avoir été crêtelés.

Les cheîntres des champs doivent être, dans le canton de Napoléon, charroyées dans la proportion d'un hectare environ par corps d'exploitation de grandeur moyenne. Les frais de cette opération qui se fait ordinairement en avril et mai, sont supportés par moitié entre le propriétaire ou fermier et le colon; le tombereau ou la traîne est fourni par le propriétaire. Lorsque la haie qui sépare le champ où l'on opère du champ voisin est à plant debout, on ne doit enlever la terre qu'à 50 centimètres de cette haie; quand elle est à plant couché, on doit laisser 1 mètre 30 centimètres au moins.

CHAPITRE XXII.

Cultures.

§ 1er. — Soins à donner aux blés.

On sème les blés d'hiver :

A Montaigu, du 15 octobre au mois de janvier;

Aux Herbiers, à Chantonnay, à Talmont, à Saint-Gilles, aux Sables-d'Olonne et à Napoléon, en octobre;

A l'Hermenault, à Maillezais, à La Mothe-Achard, à Beauvoir, à Luçon, à Mareuil et à Challans, en octobre et novembre. Les semailles doivent être terminées à l'Hermenault le 25 novembre, à Beauvoir le 15 et à Challans, le 11 du même mois;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à l'Île-d'Yeu, du 15 octobre au 1er décembre ;

A La Châtaigneraie, du 29 septembre au 1er décembre;

A Pouzauges, du 8 septembre au 25 décembre ;

A Fontenay et à Sainte-Hermine, du 15 octobre au 15 novembre;

Au Poiré, du 20 septembre au 15 novembre;

A Saint-Fulgent, dans le courant de l'automne;

A Rocheservière, en octobre, novembre et décembre ;

A Chaillé-les-Marais, les avoines du 15 au 30 septembre, les froments du 1er au 31 octobre, les fèves du 15 janvier au 15 mars;

A Saint-Jean-de-Monts, du 29 septembre au 15 novembre;

Aux Essarts, à partir du 29 septembre;

A Palluau, du 1er octobre au 25 décembre;

A Mortagne, de septembre en décembre ;

Aux Moutiers, du 29 septembre au 25 décembre;

A Noirmoutiers, des premiers jours d'octobre au 20 novembre; pour les orges en janvier et février.

Les blés de printemps se sèment :

A Montaigu, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Chantonnay, à Talmont, à Luçon, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mareuil et à Challans, dans le courant du mois de mars; aux Herbiers, à Maillezais et à Saint-Hilaire-des-Loges, en mars ou avril;

· A La Châtaigneraie, du 15 février au 15 mai;

A Fontenay, du 15 février au 15 mars;

A Mortagne et à Saint-Fulgent, de février à avril;

A Rocheservière, en février et au commencement de mars. Dans les autres cantons, l'usage ne détermine point l'époque des semailles de printemps.

En principe, les semences sont fournies par le fermier seul ou par moitié entre le colon et le propriétaire. Cette dernière partie de la règle souffre quelques exceptions:

A La Châtaigneraie, dans la Plaine du canton de Chantonnay, dans celle du canton de Talmont, à Chaillé-les-Marais, à Saint-Jean-de-Monts, à Sainte-Hermine, dans la Plaine et dans le Marais du canton des Moutiers-les-Mauxfaits, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu, la totalité de la semence est fournie par le colon.

Dans quelques cantons, le colon peut être contraint d'acheter des engrais supplémentaires quand ceux de la ferme sont insuffisants pour fumer convenablement les terres qui doivent être ensemencées; ces engrais sont payés par moitié entre le colon et le propriétaire. Les cantons où le colon est soumis à cette obligation, sont ceux de Saint-Gilles, de La Châtaigneraie, de La Mothe-Achard, de Saint-Fulgent, de Chantonnay, de Talmont, de Rocheservière, des Sables, des Essarts, de St-Jean-de-Monts, pour le Bocage seulement; des Moutiers-les-Mauxfaits, aussi, pour le Bocage seul, de Challans et de Napoleon. A Noirmoutiers et à l'Îled'Yeu, tout l'engrais acheté pour la culture des terres est payé par le colon.

Avant de faire connaître les façons qui doivent être, après l'ensemencement, données aux blés, il est indispensable de fournir quelques explications sur les expressions dont on se sert pour les désigner. Souvent la même façon prend des dénominations différentes, suivant qu'on l'exécute dans tel ou tel canton. Souvent aussi la même dénomination s'applique à des travaux qui ne sont point semblables.

Râteler, herser, bêcher, biner, tréfuer, paleter, sarcler, exherber, trier, raiser et butter, telle est la nomenclature des termes employés pour désigner les diverses façons que l'on donne aux blés.

Les verbes bêcher, biner, tréfuer, paleter et sarcler ont à peu près la même signification; ils désignent l'opération qui consiste à enlever pendant l'hiver, à l'aide d'une bêche ou marochon, les herbes parasites qui croissent avec le blé pour les rejeter au fond du sillon ou raie. Quelquefois, cependant, bêcher a une signification différente; il s'applique à une opération postérieure à celle dont nous venons de parler et qui consiste à soulever avec la bêche les herbes rejetées au fond du sillon où elles ont repris racine. Sarcler, dans certains cautons, s'applique à l'opération que nous nommerons exherbage et qui consiste à arracher en mai ou juin, soit avec la main, soit à l'aide d'un instrument, mais le plus souvent avec la main parce que les blés, déjà grands, ne permettent guère. d'opérer autrement, les herbes laissées lors de la première opération ou qui ont crû depuis. Trier, s'applique aussi à cette opération. Raiser, c'est passer la charrue pour relever la terre des deux côtés du sillon, de manière à recouvrir la racine du blé d'une couche de terre plus épaisse. Butter, s'applique à un travail analogue, fait soit à la bêche, soit à la houe.

Nous allons indiquer celles de ces différentes façons qui se donnent dans chaque canton, et l'époque à laquelle chacune d'elles doit être faite.

A Montaigu, les blés reçoivent trois façons : ils sont ratelés en février, bêchés à la fin de mars et en avril, sarclés en mai et juin ;

Aux Herbiers, ils sont binés et sarclés de mars à juin;

A l'Hermenault, ils sont sarclés en avril et mai;

A Maillezais, on les nettoie des chardons et des hièbles en mai;

A Saint-Gilles, dans la partie Marais des communes de Saint-Hilaire et de Riez, les bles recoivent un premier et profond sarclage quand ils ont atteint pour cela un développement suffisant. On leur donne ensuite en juin, un second sarclage à la main du à la houlette. Dans le sable rond et dans la partie sablonneuse de la commune de Riez, la céréale est sarclée dans le courant des mois de décembre, janvier, février ou mars; la terre que ce sarclage a rejetée au fond du sillon ou raie en est

soulevée par un buttoir et placée sur chaque face du sillon, puis rapportée par la houlette entre les tiges. On donne à ce dernier travail le nom de béchage. Dans la partie de la commune de Saint-Hilaire, connue sous le nom de terre forte, les blés sont sarclés et binés. Dans les autres parties du canton, ils sont sarclés et exherbés. Le sarclage se fait du 25 décembre au 25 avril; l'exherbage du 10 mai au 30 juin.

A Saint-Hilaire-des-Loges, on sarcle et on herse les blés en mars et avril;

A La Châtaigneraie, on leur donne les mêmes façons, avant le 1er juin. Ils reçoivent aussi les mêmes façons à Pouzauges au printemps;

A Fontenay, ils sont hersés en mars et avril et sarclés en avril et mai;

Au Poiré-sous-Napoléon, ils sont sarclés, bêchés et exerbés de décembre à juin;

Ils reçoivent les mêmes façons à La Mothe-Achard; on les sarcle en janvier et février, on les bêche en mai et juin, on les exherbe en juin;

A Beauvoir, ils sont sarclés, raisés et buttés, sarclés de décembre à mars, raisés en avril, buttés en avril et mai;

A Saint-Fulgent, ils sont ratelés au commencement du printemps, bêchés en avril, sarclés jusqu'à la floraison;

A Chantonnay, ils sont dans le Bocage, tréfués, râtelés et sarclés au marochon ou à la main; dans la Plaine, râtelés, hersés et sarclés. Ces opérations se font de février jusqu'au moment où l'on ne peut plus sans imprudence entrer dans les blés;

A Talmont, ils sont tréfués, bêchés et sarclés de décembre à mars;

A Rocheservière, sarclés et bêchés de janvier au 15 juin ; A Chaillé-les-Marais, sarclés en avril et mai;

Aux Sables-d'Olonne, sarclés et exberbés en janvier, février, mars et mai;

A Saint-Jean-de-Monts, ils reçoivent les mêmes façons en mars, avril, mai et juin;

A Luçon, dans la Plaine, ils sont sarclés et tréfués en février, avril et mai; dans le Marais du même canton, les rigoles doivent être entretenues en bon état;

Aux Essarts, les blés sont râtelés, bêchés et sarclés en février, mars, avril et mai ;

A Palluau, ils sont sarclés et râtelés pendant l'hiver et bêchés et raisés au printemps ;

A Sainte-Hermine, ils sont, dans le Bocage, hersés et sarclés deux fois; dans la Plaine, hersés et sarclés de mars à juin; A Mortagne, ils sont binés et sarclés, de mars à mai;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, dans le Bocage et dans la Plaine, ils sont tréfués pendant l'hiver, sarclés et bêchés en avril, sarclés de nouveau s'il y a lieu, à la fin de mai, avant qu'ils aient pris fleur; dans le Marais, ils ne reçoivent aucune façon;

A Mareuil, ils sont tréfués, râtelés, sarclés et bêchés selon les terres; en Plaine, dans les *grois*, on ne fait rien que couper les chardons;

A Noirmoutiers, les blés sont bêchés et exherbés avec la main depuis l'ensemencement jusqu'à la récolte;

A Challans, ils sont sarclés, raisés et bêchés de Noël à la fin de mai;

A l'Île-d'Yeu, ils sont sarclés en janvier, triés en mai et juin; A Napoléon, ils sont paletés avant la fin de mars et bêchés en avril et mai.

§ 2. — Soins à donner aux plantes sarclées.

Nous entendons par plantes sarclées celles qui semées ou plantées au printemps ou dans l'été, se récoltent le plus souvent en automne, et dont la culture exige certaine façons, telles que bêchage, sarclage ou labourage. De ce nombre, sont les choux de différentes espèces, les pommes de terre, les betteraves-champêtres, les citrouilles et les haricots.

Nous allons exposer séparément pour chaque canton les usages se rapportant à la culture des plantes sarclées.

A Montaigu, on sème les choux-rêbes en avril; on sème ou on plante les pommes de terre, les betteraves-champêtres ou autres racines et les citrouilles en mai; on plante vers le 24 juin les choux à moëlle et les choux branchus ou choux milleœils. En août ou en septembre, on bêche, sarcle ou assillonne ces différentes plantes. (Assillonner c'est relever avec la charrue, de manière à former le sillon, une terre mise à plat.)

Aux Herbiers, les plantes sarclées se sèment ou se plantent: les pommes de terre en mars, les betteraves-champêtres et les autres racines en avril et mai, les citrouilles en mai et les choux en juin. Elles doivent être binées et sarclées et les plantes en rayons, labourées d'avril en septembre.

A l'Hermenault, les pommes de terre, les betteraves-champêtres et autres racines et les citrouilles se sèment ou se plantent en avril ou mai, les choux se plantent vers le 24 juin. Ces plantes, dont le produit est considéré comme fourrages, doivent recevoir deux labours en juin et juillet.

A Maillezais, on ne cultive que des pommes de terre qui se sèment en mars.

A Saint-Gilles, les pommes de terre se sèment en mars, en avril ou dans les premiers jours de mai. Les autres plantes sarclées se plantent ou se sèment : les citrouilles en mars ou avril, les betteraves-champêtres et autres racines en juin, les choux à moëlle du 10 au 25 juin, les choux branchus et les choux-rêbes, le 20 juillet. L'usage ne détermine point les cultures que ces différentes plantes doivent recevoir.

A Saint-Hilaire-des-Loges, les choux rêbes, les choux à moëlle et les choux branchus, se sèment en mars et se plantent en juin; les pommes de terre, les betteraves-champètres et autres racines, se sèment ou se plantent en mars ou avril; les citrouilles se sèment en avril et mai. Toutes ces plantes doivent être labourées et sarclées en mai, juin et juillet. Elles ne sont point toutes considérées comme plantes fourragères.

A La Châtaigneraie, on sème les pommes de terre, les citrouilles et les betteraves-champêtres avant le 1er mai et on plante les choux à moëlle et les choux branchus avant le 15 juillet, les choux-rêbes avant le 15 août. La culture de ces plantes exige trois façons (sarcler, biner et bêcher), qui se donnent du 15 mai au 15 juillet; elles sont toutes, à l'exception des pommes de terre etdes citrouilles, considérées comme plantes fourragères.

A Pouzauges, l'usage ne détermine point l'époque où les plantes sarclées doivent être semées ou plantées; elles sont considérées comme fourrages et leur produit doit être en totalité consommé sur la ferme.

A Fontenay, les betteraves-champêtres et les autres racines se sèment en mars; les pommes de terre, du 15 février au 15 avril; les citrouilles, en mai; les choux branchus qui ont été semés en février et mars se transplantent en été. La culture des plantes sarclées nécessite les façons que nous allons indiquer: on donne un binage en avril, un sarclage après ce premier binage, un second binage en mai; pour les betteraves-champêtres, un troisième binage en juillet; on butte les pommes de terre à la fin de mai ou au commencement de juin.

Au Poiré, on seme les pommes de terre en avril et les citrouilles en mai. On plante en juin les grands choux et les choux-rêbes, les choux branchus sont plantés en juillet; l'usage n'indique point les façons qui doivent être données.

A La Mothe-Achard, les choux et les betteraves-champêtres semés en février sont plantés en mai et juin. Les choux-rêbes et les pommes de terre sont semés sur place les premiers en juin, les secondes en mai.

A Beauvoir, il n'existe aucun usage pour la culture des plantes sarclées.

A Saint-Fulgent, on sême au printemps les pommes de terre et on plante ou on sême en mai les plantes à racines. On plante, du 15 juin au 15 juillet, les choux de différentes espèces; dans le courant de l'été, on bêche et on assillonne les choux et les pommes de terre; on bêche les betteraves-champêtres et on sarcle les carottes. On ne donne aucune façon aux rêbes.

A Chantonnay, on sème les pommes de terre en avril et les citrouilles en mai; on plante ou on sème les choux et les racines en juin. Les guérets destinés à la culture des plantes sarclées sont ordinairement préparés en mars, on leur donne au mois de mai un hersage après lequel on passe le rouleau; au moment de l'ensemencement ou de la plantation, on fume ordinairement avec des engrais artificiels achetés, sur les fermes cultivées à moitié, en commun par le propriétaire et le colon; on bine et on sarcle ensuite quand cela est nécessaire.

A Talmont, les plantes sarclées se sèment ou se plantent : les pommes de terre, en mars et avril; les racines, en mai et juin; les citrouilles, en mai ; les choux à moëlle et les choux-rêbes, du 15 au 25 juin; les choux branchus, du 1er au 15 juillet. Les façons qu'on doit leur donner sont le béchage et le buttage; elles se donnent en juillet et août.

A Rocheservière, on plante ou on sème les pommes de terre en mars ou en mai, les citrouilles en mai, les racines en mai et juin, les choux à moëlle du 20 au 30 juin, les choux-rêbes à la fin de juin et les choux branchus du 25 juin au 15 juillet. On sarcle et on assillonne en mai et juillet.

A Chaillé-les-Marais, la culture des plantes sarclées n'est réglementée par aucun usage.

Aux Sables-d'Olonne, les betteraves-champêtres et les autres racines se sèment en février, à l'exception des carottes que l'on sème en mars. Les betteraves sont transplantées en mai; les citrouilles se sèment dans le courant de mai; les pommes de terre, vers le milieu du même mois; les grands choux se plantent et les choux-rêbes se sèment ou se plantent vers la fin de juin. Les choux branchus se plantent vers le milieu de juillet; la terre affectée à la culture de ces différentes plantes reçoit ordinairement trois labours et un hersage. Le hersage se donne immédiatement avant le troisième labour qui a lieu au moment de la plantation.

A Saint-Jean-de-Monts, on sème les pommes de terre en mars et avril. Dans la première quinzaine d'avril, on sème les citrouilles, on plante ou on sème en août les choux des différentes espèces, les choux branchus et les choux-rébes plus particulièrement vers le milieu du mois; on bêche et on sarcle en septembre pour les choux et en avril et mai pour les pommes de terre.

A Lucon, il n'existe aucun usage reconnu pour la culture des plantes sarclées.

Aux Essarts, on plante ou on sème en mars les pommes de terre, en avril et mai les citrouilles, en mai les racines, en juin les choux de différentes espèces. Les façons que l'on donne après la semaille ou la plantation, sont le bêchage et l'assillonnement; l'époque à laquelle elles doivent être faites n'est point déterminée, c'est le temps qui la règle.

A Palluau, les plantes sarclées se sement ou se plantent de mai à juillet. On les éclaircit, on les bêche et on les assillonne quand le temps le permet.

A Sta-Hermine, on sème de mars à avrilles pommes de terre, en avril on sème ou plante les betteraves-champêtres et les autres racines, on sème en mai les citrouilles; enfin, vers le 24 juin, on plante les choux branchus et les grands choux. Toutes ces plantes doivent être sarclées et binées de mai à la fin de juillet.

A Mortagne, les plantes sarclées se sèment ou se plantent d'avril à juillet; de mai à septembre, elles doivent être, comme à Sainte-Hermine, binées et sarclées.

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, on sème ou on plante : les pommes de terre en février et mars, les racines et les citrouisles en avril, les choux en juin; ces plantes doivent être bêchées, sarclées et buttées ou affrouées quand le temps le permet et quand cela est utile; affrouer c'est relever la terre de manière à recouvrir la plante elle-même en partie ou seulement ses racines.

A Mareuil, on seme les pommes de terre de mars à avril et les citrouilles et les haricots en mai; les betteraves-champêtres ou autres racines et les choux se plantent ou se sèment en juin, les rêbes se sèment en août; l'usage ne détermine point les façons que ces différentes plantes doivent recevoir.

A Noirmoutiers, il n'existe aucun usage pour les cultures dont nous nous occupons.

A Challans, les betteraves-champêtres se sèment en février et se plantent en juin, les pommes de terre se sèment en mars et avril et les citrouilles à la fin de mars; les choux sans distinction d'espèces se plantent en juin. Toutes les plantes doivent être sarclées et bêchées en juin et juillet.

A l'Ile-d'Yeu, la culture des pommes de terre est seule réglementée par l'usage. On sème en mars, on trie en mai et on butte en juin. La récolte est partagée entre le propriétaire et le colon; on se sert ordinairement pour fumer de varech, que le colon fournit seul. A Napoléon, en mars et avril, on sème les pommes de terre, en mai les citrouilles; les choux et les racines se sèment ou se plantent en juin. Ces plantes doivent être bêchées et assillonnées. Les pommes de terre reçoivent en outre une façon qu'on appelle cassement et qui se fait quinze jours après la plantation. Le cassement consiste à briser les mottes que la charrue a ramenées sur le sillon. On bêche les pommes de terre dans la dernière quinzaine de mai et on les butte à la fin de juin. Pour les autres plantes, le binage se fait dans la quinzaine de la plantation, et l'assillonnement au mois de juillet.

En général, les plantes sarclées sont destinées à l'alimentation du bétail et elles sont considérées comme fourrage. Il en est pourtant quelques-unes qui forment exception : les pommes de terre et les choux-rêbes ne sont pas des plantes essentiellement fourragères, elles peuvent être employées pour la nourriture de l'homme comme pour celle du bétail. Il faut donc distinguer, là où on les faits en quantité considérable, dans des proportions qui décèlent la pensée d'y trouver une ressource pour la nourriture du bétail, elles seront plantes fourragères et leur produit devra être consommé sur les lieux comme celui des grands choux, des choux branchus et des betteraves-champêtres; mais si au contraire elles sont cultivées dans des proportions restreintes, si leur récolte ne doit dépasser que d'une petite quantité les besoins du colon et de sa famille, elles cesseront d'être fourragères et elles deviendront plantes alimentaires. Les haricots et les citrouilles ne sont jamais plantes fourragères.

On se sert indistinctement pour la culture des plantes sarclées du fumier de la ferme ou d'engrais artificiels; il est pourtant certains cantons où l'on emploie presque exclusivement ces derniers; ces cantons sont ceux du Poiré, de La Mothe-Achard, de Chantonnay, de Sainte-Hermine, de Mareuil et de Napoléon. Le noir et la cendre sont les engrais qui y sont ordinairement employés. Dans ces cantons comme dans tous les autres, les engrais achetés pour la culture des plantes sarclées, sont en cas de colonage toujours payés par moitié entre le propriétaire et le colon. Le canton de l'Île-d'Yeu est le seul où la fumure soit faite entièrement aux frais du colon.

§ 3. — Soins à donner à la récolte.

Dans la Vendée, la récolte des grains se fait, soit par le fermier ou colon, soit par des moissonneurs étrangers à la ferme. Le premier système ne donne lieu à aucun usage; il est adopté dans le Bocage et dans les Marais situés au nord du département. Le colon ou fermier fait la moisson aux mêmes conditions que les autres travaux de la ferme; il coupe, ramasse, dépique et vanne les blés entièrement à ses frais, soit par luimême, soit avec l'aide de journaliers. Après le partage, il porte au lieu qui lui est indiqué la part du propriétaire. Les cantons où ce système est en vigueur sont ceux de Montaigu, des Herbiers, de Saint-Gilles, de La Châtaigneraie, de Pouzauges, du Poiré, de La Mothe-Achard, de Beauvoir, de Saint-Fulgent, de Rocheservière, des Sables-d'Olonne, de Saint-Jean-de-Monts, des Essarts, de Palluau, de Mortagne, de Noirmoutiers, de Challans, de l'Île-d'Yeu et de Napoléon.

La récolte par moissonneurs ou métiveurs qui se pratique dans les pays de Plaine et dans les Marais sud, a donné naissance aux usages que nous allons énumérer:

A l'Hermenault, le fermier traite ordinairement dès Noël avec ses moissonneurs qui contractent vis-à-vis de lui l'obligation de couper, battre et vanner le blé, de le mettre au grenier, de mettre en grange la paille et toutes les courtes pailles. Ils reçoivent pour salaire le neuvième du produit de chaque espèce de blé; le fermier doit, en outre, pendant tout le temps que dure la moisson, leur tremper la soupe. Des glaneurs sont attachés aux moissonneurs; les glanes ne sont battues qu'à la fin de la moisson. Les deux tiers de leur produit se partagent dans des proportions inégales, entre les glaneurs qui ont aidé aux moissonneurs à battre la récolte et ceux qui n'ont fait que glaner. Ces derniers doivent quelquefois au fermier un certain nombre de journées de travail.

A Maillezais, les moissonneurs engagés par le fermier et payés par lui, reçoivent pour salaire, cinq hectolitres environ de blé dont un quart en froment. Le fermier leur donne en outre, qu'ils soient étrangers ou non, du lait caillé à midi les jours de travail; il trempe la soupe pendant tout le temps de la moisson aux moissonneurs étrangers qui couchent ordinairement sur le foin ou la paille de la ferme.

A Saint-Hilaire-des-Loges, le fermier engage les moissonneurs; il leur donne habituellement du moins, un salaire en nature qui est déterminé au moment de l'engagement.

A Fontenay, les moissonneurs sont engagés soit par le fermier seul, soit en cas de colonage, par le propriétaire et le colon; ils reçoivent pour salaire, s'ils font toutes les opérations de la moisson, le neuvième de la récolte; ils ont droit au onzième seulement, s'ils n'ont fait que scier les blés et au quatorzième quand ils les ont battus seulement. Ce salaire, en cas de colonage, est payé par moitié entre le propriétaire et le colon. Les moissonneurs reçoivent en sus du salaire dont nous venons de parler, pour porter et serrer la paille, trois décalitres de froment et autant de baillarge. Pendant le temps de la moisson, le colon ou fermier leur trempe la soupe, leur donne à midi du lait caillé et les couche quand ils sont étrangers.

A Chantonnay, les moissonneurs sont engagés par le fermier ou colon; ils reçoivent pour salaire le neuvième de la récolte; ce salaire est prélevé sur la part du colon. Dans le cas de colonage, le colon traite seul avec les moissonneurs, mais le propriétaire a la faculté d'en choisir un; quand il use de ce droit, c'est lui qui doit payer le moissonneur qu'il a choisi. Le colon ou fermier prend presque toujours vis-à-vis du moissonneur l'engagement de lui tremper la soupe et de le loger pendant le temps de la moisson.

Dans la Plaine du canton de Talmont où la récolte se fait par des moissonneurs, le fermier ou le propriétaire et le colon, engagent les hommes qui leur sont nécessaires pour la moisson. On leur donne pour salaire un hectolitre de blé environ par moissonneur, comme entrée et le onzième de la récolte pour tous, non compris les glanes. La rétribution du moissonneur est prélevée sur la récolte avant partage, et par conséquent dans le cas de colonage supportée par moitié entre le colon et le propriétaire. Le fermier ou colon trempe la soupe au moissonneur, mais il ne lui doit point le coucher.

A Chaillé-les-Marais, les moissonneurs sont engagés par le propriétaire. Ils reçoivent ordinairement pour salaire, le neuvième de la récolte de froment, d'orge et d'avoine et le douzième seulement de la récolte de fèves. On leur fait en outre les avantages suivants : on leur trempe la soupe le matin, on leur donne du lait caillé à midi, et une place pour coucher dans une loge établie dans l'aire.

A Luçon, le fermier ou le colon engage les moissonneurs; on leur donne dans le Marais, le onzième; dans la Plaine, le neuvième des blés qu'ils ont sciés, battus et vannés; on leur donne en outre, à titre d'arrhes et par moissonneur, un hectolitre de froment et orge, ce salaire est pris sur la récolte. Pendant la moisson, le colon ou fermier leur trempe la soupe, leur donne du lait caillé et les couche.

A Sainte-Hermine, en cas de colonage, les moissonneurs sont engagés, moitié par le colon et moitié par le propriétaire. Ils recoivent ordinairement le neuvième de la récolte, ce salaire est prélevé avant partage. Les moissonneurs couchent dans une loge qu'ils font eux-mêmes dans l'aire. Le colon ou fermier leur trempe la soupe et il leur donne du lait caillé. Dans le même canton, quand le propriétaire fournit la moitié de la semence, les frais de récolte sont entièrement supportés par le colon.

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, dans la Plaine et dans le Marais, où la récolte est faite par des moissonneurs, on prend sur les blés récoltés, la quantité de grains nécessaire pour payer les frais de moisson. Dans le cas de colonage, le surplus de la récolte se partage entre le propriétaire et le colon. Les moissonneurs reçoivent ordinairement le dixième ou le onzième de la récolte, plus une entrée débattue à forfait. Le colon ou fermier leur trempe la soupe, leur donne du lait caillé et les couche pendant la moisson.

A Mareuil, le propriétaire et le colon traitent avec les moissonneurs. On leur ahandonne pour salaire le neuvième de la récolte et ils reçoivent en outre pour le nettoyage de l'aire un double décalitre de blé par métiveur; ces frais sont à la charge de la récolte. Le colon ou fermier couche les moissonneurs, il leur trempe la soupe et leur donne du lait caillé.

Le glanage est permis par l'usage dans la plupart des cantons; il est dans quelques cantons donné par le colon ou fermier, à des personnes pauvres qui en recueillent tout le produit. Quelquefois en accordant la permission de glaner, le colon ou fermier stipule qu'une part du produit lui reviendra ou que le glaneur lui donnera comme compensation quelques journées de travail. Dans certains cantons, le glanage est fait par des glaneurs spéciaux qui partagent avec le fermier ou colon et le propriétaire le produit de leur travail.

A Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Beauvoir et à Mortagne, le glanage se fait par des pauvres qui ramassent à leur profit tout ce que le cultivateur a laissé d'épis dans le champ après l'enlèvement de la récolte.

A l'Hermenault, les glaneurs qui en ont reçu permission du fermier suivent le moissonneur. Les glanes qui sont battues par les moissonneurs et les glaneurs se partagent : les deux tiers appartiennent aux glaneurs et l'autre tiers est joint à la récolte.

A Maillezais, les enfants des moissonneurs glanent à leur profit; ils battent leurs glanes dont ils ont tout le produit.

Nous avons dit déjà, comment et par qui se fait le glanage, à Saint-Hilaire-des-Loges.

A Fontenay, le glanage est fait quelquesois par le colon ou fermier, plus souvent par des personnes étrangères à la serme. Les glaneurs étrangers battent les glanes dont ils ont tout le produit, à la condition de donner, ordinairement du moins, quelques journées de travail, au sermier ou colon. Ils suivent habituellement les moissonneurs.

Au Poiré, après l'enlèvement de la récolte, le colon glane à son profit.

A Chantonnay, le glanage se fait tantôt par le colon, tantôt par des étrangers. Dans ce dernier cas, c'est le colon qui autorise le glanage. Les glaneurs suivent les moissonneurs, et quand ils aident à battre la récolte, ils ont tout le produit des glanes, sinon se produit se partage entre le colon et les glaneurs. Dans ce dernier cas, les glanes sont battues comme la récolte.

A Talmont, le glanage est fait par des personnes étrangères à la ferme, avec le consentement du fermier ou, en cas de colonage, du propriétaire et du colon. Les glaneurs peuvent commencer à glaner dès que le blé est mis en gerbes. Le produit des glanes qui sont battues par ceux qui les ont ramassées se partage après que les glaneurs ont prélevé cinquante litres de blé comme entrée.

A Rocheservière, les glanes ramassées par des personnes étrangères apres l'enlèvement de la récolte, se partagent par moitié entre le colon et les glaneurs.

A Chaillé-les-Marais, le glanage se fait, après l'enlèvement de la récolte, par des glaneurs choisis par le propriétaire. Les glanes sont battues par ceux qui les ont ramassées. Les deux tiers de leur produit sont attribués aux glaneurs, l'autre tiers revient au colon ou au propriétaire.

Aux Sables-d'Olonne, le glanage se fait dans la Plaine, par les pauvres qui en profitent seuls; dans le Bocage, par des personnes étrangères à la ferme, à la condition d'abandonner au colon une part du produit de l'opération, ou de lui donner quelques journées de travail. Le glanage ne peut être commencé que deux jours après l'enlèvement de la récolte; les glanes sont battues par les glaneurs.

A Luçon, dans la Plaine, le fermier ou colon permet le glanage qui se fait par des étrangers, les glaneurs suivent les moissonneurs, ce qu'ils ramassent leur appartient en totalité; dans le Marais, le glanage, autorisé aussi par le colon ou fermier, le plus souvent sous la condition que les glaneurs lui donneront un certain nombre de journées de travail, ne peut être commencé qu'après l'enlèvement de la récolte.

Aux Essarts et à Palluau, le glanage est fait aussitôt après l'enlèvement de la récolte, soit par le colon lui-même, soit par des personnes étrangères à la ferme autorisées par lui; le colon a seul le produit des glanes qu'il a ramassées. Le produit de celles qui sont ramassées par des étrangers et qui doivent être battues par eux, se partage entre le colon et les glaneurs.

A Sainte-Hermine, le droit de glaner est donné par le propriétaire et le colon; les glaneurs suivent les moissonneurs, ils sont ordinairement tenus de battre et de travailler à la moisson dans une proportion déterminée. Les glanes sont battues, comme le reste de la moisson, par les moissonneurs; le produit entier des glanes appartient aux glaneurs, sous la condition qui vient d'être indiquée.

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, les glaneurs qui sont choisis par le propriétaire et le colon, peuvent opérer dès que le blé est coupé. Le produit des glanes qui doivent être hattues par ceux qui les ont ramassées, se partage dans la proportion d'un tiers pour le propriétaire et le colon, et des deux tiers pour les glaneurs.

A Mareuil, le glanage est fait, soit par le colon, soit par des étrangers autorisés par le colon et le propriétaire. Il se pratique après l'enlèvement de la récolte; les glaneurs étrangers à la ferme qui travaillent au dépiquage du blé, ont ordinairement tout le produit des glanes qu'ils ont ramassées. Ceux qui ne prennent ancune part aux travaux de la moisson, remettent au propriétaire et au colon le tiers du produit de leurs glanes. Dans le premier cas, les glanes sont battues par les moissonneurs comme le reste de la moisson; dans le second, elles sont battues par le glaneur seul.

A Napoléon, le glanage est fait après l'enlèvement de la récolte, soit par le colon avec l'assentiment du propriétaire, soit
par des glaneurs spéciaux choisis par le propriétaire et le colon,
soit par des personnes étrangères à la ferme et ordinairement
indigentes. Dans le premier cas, le produit est partagé comme
le reste de la moisson; dans le second, il se partage moitié
pour les glaneurs, moitié pour le propriétaire et le colon; dans
le troisième, il appartient en totalité aux glaneurs. Les glanes
sont, dans tous les cas, battues par les personnes qui les ont
ramassées.

Le glanage n'est réglementé par aucun usage à Pouzauges, à La Mothe, à Saint-Fulgent, à Saint-Jean-de-Monts, à Noirmoutiers, à Challans et à l'Île-d'Yeu.

Le colon et le fermier qui paie son fermage en totalité ou en partie en nature, sont partout tenus de transporter de la ferme au domicile et dans le grenier du propriétaire, les grains qui lui reviennent. Ils ne reçoivent pour ce transport aucun salaire. Ils sont habituellement nourris par le propriétaire, sans qu'il y ait de la part de celui-ci obligation de le faire. La distance à parcourir pour ce transport n'est point ordinairement limitée; cependant, dans deux cantons, l'usage fixe un maximum: à Fontenay, la distance à parcourir ne doit pas excéder 25 kilomètres environ, il faut que le colon ou fermier puisse faire le trajet, aller et retour, en un jour; à Chantonnay, elle doit être de 2 myriamètres au plus. A Saint-Jean-de-Monts, l'obligation du transport n'existe, pour le cas dont il s'agit, que quand le propriétaire demeure dans la contrée.

Cette obligation est partout, d'ailleurs, il est inutile de le dire, limitée par la raison, et le propriétaire qui demeurerait à une distance considérable de sa ferme, ne serait nulle part fondé à exiger de son colon ou fermier, qu'il allât conduire à son domicile sa part de la récolte.

Dans quelques cantons, le colon ou fermier est à la mandée du propriétaire pour le transport de la récolte du grenier de celui-ci au lieu de la vente, mais dans ce cas il lui est presque toujours dû une indemnité. Les cantons où cet usage existe sont ceux de l'Hermenault, de Maillezais, de Saint-Gilles, du Poiré, de Beauvoir, de Saint-Fulgent, de Talmont, de Rocheservière, des Moutiers, de Challans et de Napoléon. Dans les deux premiers cantons, l'indemnité allouée est de 1 fr. 50 c. par seize hectolitres. Elle est de 10 c. par hectolitre à Fontenay, c'est ordinairement l'acheteur qui la paie. Elle est, à Talmont, d'un franc par homme employé au transport; ailleurs elle n'est point déterminée. Aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Challans, elle consiste ordinairement dans la nourriture des hommes employés au transport. A Saint-Gilles, à Beauvoir, à Saint-Fulgent et à Rocheservière, le colon ou fermier ne peut même prétendre à aucune indemnité.

Dans ce cas, comme dans l'espèce qui précède, la distance à parcourir n'est point, ou est rarement limitée. Elle doit être renfermée dans des bornes raisonnables; elle ne doit point, à Maillezais, excéder 15 kilomètres; à Bouin, elle est limitée à la commune; à Talmont, aux ports les plus voisins; à Saint-

Fulgent, il faut que le voyage, aller et retour, puisse se faire en un jour.

A Pouzauges, à La Mothe et à Noirmoutiers, il n'existe aucun usage pour le transport des récoltes, soit au domicile du propriétaire, soit au lieu de vente. Ce sont ordinairement les conventions qui fixent ce qui doit se faire.

§ 4. — Pailles et Buailles.

On nomme buaille, glu ou chaume, la partie de la tige de la plante qui, après la moisson, reste attachée au sol; l'autre partie, celle qui est enlevée avec le grain, s'appelle paille. Les récoltes provenant des plantes dont la tige est courte, ne donnent que de la paille; elles sont ordinairement coupées rez terre: tels sont le mil, le sarrazin et les fèves. Les plantes dont la tige a une assez grande hauteur, se coupent le plus souvent à une certaine distance du sol et produisent ainsi du chaume et de la paille, le froment et le seigle sont dans ce cas.

Les chaumes sont presque toujours employés à l'étable comme litières; les pailles, au contraire, et notamment celles d'avoine et de froment, servent à la nourriture du bétail.

En général, comme nous venons de le dire, on coupe à une certaine hauteur les blés dont la tige est longue, et rez terre ceux dont la tige est courte. Cependant, dans quelques cantons, les grands blés eux-mêmes sont coupés, soit en totalité, soit en partie, près du sol et ne donnent point de chaume. Cela se pratique surtout dans le Marais où les travaux de culture nécessitent un prompt et complet enlèvement de la récolte.

Les blés se coupent rez terre dans les marais du canton de Saint-Gilles, à Beauvoir, à Saint-Jean-de-Monts, excepté dans le bocage de la commune de Soullans et à Noirmoutiers. On coupe les blés rez terre ou à distance du sol à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Chantonnay, aux Essarts, à Mortagne et à Challans; ailleurs, on laisse partout du chaume, excepté pour l'avoine qui, le plus souvent, se coupe rez terre.

La hauteur du chaume ou glu ne peut pas être déterminée d'une manière parfaîtement exacte; elle dépend de la plus ou moins grande longueur de la tige, elle varie de 33 à 50 cent.

Les chaumes doivent être coupés et enlevés :

A Montaigu, aux Sables et aux Essarts, le 1er octobre;

Aux Herbiers, à S'-Jean-de-Monts et à Challans, en novembre;

A l'Hermenault, au Poiré et à l'Île-d'Yeu, avant le 1er novembre;

A Maillezais, pour faire les semailles ;

A Saint-Gilles et à Pouzauges, avant le 25 octobre;

A La Châtaigneraie, avant le 15 novembre;

A Fontenay, dans la plaine du canton de Talmont, à Sainte-Hermine et aux Moutiers, avant le 15 septembre;

A La Mothe, en septembre;

A Chantonnay, au plus tard le 29 septembre;

A Chaillé, le 8 septembre;

A Luçon, en août et septembre;

A Napoléon, au plus tard à la fin de septembre;

A Mortagne, en septembre, octobre et novembre;

Le plus tôt possible dans les autres cantons sans qu'il y ait d'époque fixée par l'usage.

Le colon ou fermier doit, chaque année, serrer et embarger, en se conformant à l'usage du lieu, toutes les pailles et buailles du domaine.

A Noirmoutiers, le colon ou fermier dispose, comme il l'entend, des pailles qui lui appartiennent en totalité.

On nomme balle, l'enveloppe du grain; détachée de la tige par l'action du battage, elle est ramassée avec le grain dont on la sépare ensuite par le vanage. Les ventins sont des balles mêlées de petits morceaux de paille; on les ramasse sur l'aire avec le râteau ou la fourche, et on les sépare ordinairement de la petite quantité de grains qu'ils contiennent en les jetant au vent. Les pailles réduites en petits morceaux par le dépiquage, sont quelquefois mises à part et forment ce qu'on appelle les courtes-pailles.

Dans quelques cantons, on ramasse comme la paille les courtes-pailles, les ventins et les balles, et on les utilise, autant que possible, pour la nourriture du bétail; cependant, le plus souvent on fait brûler les ventins et la balle et on emploie, comme engrais, la cendre qu'ils produisent.

Les courtes-pailles et ventins se ramassent comme la paille, à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Fontenay, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, dans la plaine de Sainte-Hermine et à Challans.

A Mareuil, on recueille les courtes-pailles et on brûle ou on fait pourrir les ventins et balles; on les fait pourrir aussi à Maillezais.

'A Saint-Hilaire-des-Loges, on fait consommer par le bétail tout ce qui peut être mangé, le surplus est converti en engrais.

A Pouzauges, les ventins et balles doivent être répandus de suite sur les prés.

Dans les autres cantons on les fait brûler.

Les chaumes et toutes les pailles des grands blés doivent être consommés sur la ferme qui les a produits. Le colon ou fermier ne peut pas les en distraire sans le consentement du propriétaire; les chaumes sont ordinairement employés en litières et convertis en engrais; les pailles servent à la nourriture du bétail et dans beaucoup de corps d'exploitation elles sont une ressource absolument nécessaire.

Dans le canton de Chaillé-les-Marais et dans les marais du canton de Luçon, on tolère la vente des pailles.

Les autres pailles, de quelque nature qu'elles soient, doivent aussi être en entier consommées sur la ferme. Elles sont, suivant leur nature, comme les pailles des grands blés, ou converties en litières, ou employées à la nourriture du bétail; habituellement, le colon ou fermier emploie, pour ce dernier objet, tout ce qu'il peut faire consommer et le surplus est transformé en fumier. Il y a pourtant exception pour les pailles de fèves qui servent au chauffage, à Saint-Gilles, à Beauvoir, à Saint-Jean-de-Monts et à Challans.

Les ventins ou balles de toutes natures sont brûlés ou employés, comme nous venons de le dire; toutefois, dans un assez grand nombre de cantons, on fait une distinction pour les balles d'avoine; elles sont recueillies par le colon auquel elles appartiennent presque toujours, dans les cantons des Herbiers, de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire, de La Châtaigneraie, de Fontenay, de Beauvoir, de Saint-Fulgent, de Rocheservière, des Sables, des Essarts, de Palluau, de Sainte-Hermine, des Moutiers, de Mareuil, de Challans et de Napoléon.

Au Poiré, la balle d'avoine se partage entre le colon et le propriétaire.

A La Mothe, on tolère que le colon en vende quelques sacs. A Maillezais, il peut vendre les meilleures balles.

A Chaillé, les balles de toutes natures, ventins et courtespailles, sont converties en cendre que le colon vend aux étrangers.

§ 5. — Litières.

On distingue deux sortes de litières : la litière des étables et des toits et celle des rues ou ruages.

Dans un grand nombre de cantons, on place ordinairement à l'automne, près des bâtiments de la ferme aux portes des toits, et sur tout l'espace connu dans le pays sous le nom de ruages, une couche épaisse de litières composée quelquefois de chaume ou même de paille, mais plus souvent de fougères, de genêts et d'ajoncs. Quand la litière est bien pourrie, au printemps ou pendant l'été, on la relève et on la joint au fumier des toits.

Les produits dont on se sert comme litière, sont les chaumes ou glu, les pailles, les fougères, les genêts, les landes, les bruyères, les ajoncs, les rouches et en général toutes les autres productions du sol qui peuvent être employées à cet usage et que l'on ne peut pas utiliser autrement.

Les buailles ou chaumes et les pailles, quand on ne les emploie pas à la nourriture du bétail, sont plus particulièrement employés aux litières des étables. Les autres produits que nous avons énumérés et auxquels on donne le nom de bourrée, forment la litière des ruages.

Les landes ou bruyères servent, comme nous venons de le dire, presque toujours à faire de la litière pour les ruages. On les emploie cependant quelquefois dans les toits; elles se coupent généralement tous les trois ans. L'usage ne fixe point l'âge auquel elles doivent être coupées: à Saint-Gilles, à Pouzauges, à Rocheservière, à La Mothe-Achard et à Mareuil. A Napoléon, on les coupe de 2 à 3 ans;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à l'Île-d'Yeu, elles ne sont pas ordinairement employées comme litières et on ne les coupe point à des époques régulières et déterminées.

Le genêt et l'ajonc sont, comme la bruyère, mais dans un certain nombre de cantons seulement, convertis en litières, soit en totalité, soit en partie; ils sont presque toujours employés dans les ruages, et, quand on leur donne la destination dont nous parlons, ils sont à peu près partout coupés à l'âge de 3 ans.

On emploie le genêt et l'ajonc comme litières, et ils doivent être coupés à 3 ans; à Montaigu, la cîme seulement est transformée en litières; dans le bocage du canton de Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Talmont, à Rocheservière, aux Essarts, à Sainte-Hermine et aux Moutiers-les-Mauxfaits.

Ils reçoivent la même destination à Pouzauges, au Poiré, à Saint-Fulgent; dans ce dernier canton, les grosses tiges et les racines sont considérées comme bois à brûler, et le surplus est transformé en litières; à Chantonnay, mais exceptionnellement; à Palluau, à Mortagne, pour une partie seulement; et à Napoléon.

Ils doivent être coupés:

A Pouzauges, les ajoncs de 2 à 3 ans, les genêts à 3 ou 4 ans;

Au Poiré, de 2 à 5 ans;

A Saint-Fulgent et à Palluau, les ajoncs à 2 ans, les genêts à 3 ans;

A Chantonnay, les ajoncs à 3 ans, les genêts à 5 ans;

A Mortagne et à Napoléon, à 2 ans.

Dans les autres cantons, le genêt et l'ajonc ne s'emploient point comme litière.

A Saint-Hilaire-des-Loges, les fougères sont considérées comme litière, mais non les rouches et joncs dont le fermier dispose comme il l'entend.

A Chaillé, les rouches reçoivent aussi une autre destination.

A Saint-Jean-de-Monts et dans le marais du canton de Challans, les rouches, les joncs et les fougères sont consommés comme objet de chauffage et ils appartiennent au fermier. Nous l'avons déjà dit, les chaumes et les pailles doivent être de préférence employés dans les toits et dans les étables. Quand ells sont insuffisantes, on peut faire usage des autres litières nommées bourrées en prenant, autant que possible, celles qui offrent le moins de résistance. Les ajoncs, les genêts et les fougères, mêlées de ronces, doivent être toujours employés dans les ruages.

§ 6. — Fumier.

Les fumiers faits sur la ferme, soit dans les étables, soit dans les ruages, doivent être ramassés et entassés avec soin par le colon ou termier. Cette obligation est la seule qui lui soit en général imposée. A Fontenay, cependant, il doit en outre les arroser quand cela est utile; aux Sables, il est tenu de les charger de terre ou de sable, et, s'il le peut, de goëmon.

L'usage lui fait quelquesois un devoir de les enlever des étables à des époques déterminées.

Le colon ou fermier doit enlever le fumier des toits et des étables :

A Montałgu, aux Herbiers, au Poiré, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, aux Essarts et à Sainte-Hermine, tous les quinze jours;

A Saint-Hilaire-des-Loges et à Mortagne, tous les huit jours;

A La Châtaigneraie et à Talmont, tous les mois;

A Beauvoir et à Saint-Jean-de-Monts, tous les jours;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, dans la Plaine et dans le Marais, tous les jours; dans le Bocage, tous les huit ou quinze jours;

A Challans, dans le Marais, tous les jours; dans le Bocage, une fois par mois.

Dans quelques cantons, il doit aussi relever à des époques fixes le fumier des ruages.

Ce fumier doit être ramassé:

A Montaigu et à Napoléon, en septembre au plus tard;

A Mortagne, en mars;

A Challans, en mai;

Dans le bocage du canton des Moutiers, en septembre;

Dans les autres cantons, il se ramasse ordinairement quand il est pourri;

Au Poiré, il doit être relevé deux fois au moins par an; et à St-Fulgent, de deux à trois fois aussi dans le courant de l'année.

Les fumiers de la ferme, qu'ils proviennent des ruages ou des étables, doivent être employés à fumer les terres de l'exploitation. A Chantonnay, on les met de préférence sur celles où l'on cultive les plantes fourragères.

Comme nous le verrons plus tard, la fiente des animaux est dans certains cantons du Marais, pétrie et réduite en mottes connues sous le nom de *bouzes* et employées comme chauffage par le colon ou fermier. La cendre qu'il en retire est ordinairement vendue par lui à son profit.

Le fermier ou colon, est en général autorisé à prendre des fumiers de la ferme pour la culture de son jardin; il peut également, quand l'usage lui laisse la faculté de faire, sur les terres labourables, des légumes dont le produit entier doit lui revenir, se servir pour leur culture des engrais qu'il a recueillis sur l'exploitation.

Toutefois, à Beauvoir, le colon doit se servir pour son jardin des terreaux des ruages exclusivement. Aux Moutiers-les-Mauxfaits, le fumier des porcs et celui des volailles, sont spécialement affectés à la culture du jardin et à celle des citrouilles, et le colon ne peut point, sans le consentement du propriétaire, se servir pour cet usage des autres fumiers.

Nous l'avons dit déjà, tous les fumiers faits sur la ferme doivent être employés sur les terres labourables qui en dépendent. Le colon ou fermier n'est jamais, sauf l'exception que nons avons signalée pour certains marais, autorisé à les vendre ; il ne pourrait le faire qu'avec le consentement dn propriétaire. Cependant à Saint-Jean-de-Monts, l'année de la sortie seulement, le fermier peut vendre jusqu'à concurrence des deux tiers des fumiers ramassés sur l'exploitation. Dans le marais des Moutiers-les-Mauxfaits et dans celui de Luçon, le fermier dispose comme il l'entend de ces fumiers.

On convertit en mottes ou bouzes, la fiente des bestiaux, dans les Marais de Maillezais, de Saint-Gilles, de Fontenay, de Beauvoir, de Chaillé, de Saint-Jean-de-Monts, de Luçon, des Moutiers et de Challans. Les bouzes ou la cendre qui en provient peuvent être vendues par le colon ou fermier. Toutesois, à Maillezais, il ne peut vendre que la cendre, jamais les bouzes.

La quantité de fumier employée varie de 10 mètres cubes à 64 mètres cubes, par hectare. Elle est:

A Montaigu, à Talmont et à Mareuil, de 36 mètres cubes environ;

Aux Herbiers, de 64 mètres cubes;

A l'Hermenault, à Saint-Jean-de-Monts, dans le bocage du canton de Sainte-Hermine, de 15 mètres cubes;

A Maillezais, de 18 mètres cubes;

A Saint-Gilles et à Saint-Fulgent, de 30 mètres cubes;

A Saint-Hilaire, au Poiré-sous-Napoléon et aux Essarts, de 20 mètres cubes;

A La Châtaigneraie, dans la plaine de Chantonnay et à Mortagne, de 25 mètres cubes;

A Pouzauges, à Napoléon et dans le marais de Beauvoir, de 40 mètres cubes;

A Fontenay, dans la plaine du canton de Beauvoir et aux Sables, de 24 mètres cubes;

A La Mothe-Achard, de 20 à 24 mètres cubes;

Dans le bocage du canton de Chantonnay, de 50 mètres cubes ;

A Luçon, de 6 à 7 charretées;

Dans la plaine de Chantonnay, de 10 mètres cubes;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, de 20 à 30 mètres cubes;

A Noirmoutiers, de 12 mètres cubes ;

Enfin à Challans, de 18 à 20 mètres cubes;

A Rocheservière, à Chaillé-les-Marais, à Palluau et à l'Îled'Yeu, elle n'est point d'éterminée.

Quand les fumiers de la ferme sont insuffisants, il y a obligation d'acheter des engrais, artificiels ou autres, à Montaigu, à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, dans la plaine du canton de Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, aux Moutiers-les-Mauxfaits, à Mareuil, à Challans et à Napoléon; les engrais achetés sont payés par moitié entre le colon et le propriétaire et transportés du lieu de leur achat, sur les terres de la ferme par le colon.

En principe, toutes les récoltes doivent être fumées; il y a pourtant des cantons où l'on ne fume que certaines récoltes. Les récoltes pour lesquelles la fumure est obligatoire sont:

A Maillezais et à Saint-Hilaire, le froment et le colza;

A Fontenay, les mêmes récoltes et en outre le lin et les plantes sarclées;

A La Mothe-Achard, toutes les récoltes excepté le lin d'hiver et le mil;

A Beauvoir, toutes les céréales;

A Saint-Fulgent, toutes les récoltes excepté l'avoine et le lin d'hiver;

A Chantonnay, les plantes sarclées et les céréales faites sur les guérets;

A Talmont, toutes les récoltes excepté le mil, l'avoine et le blé noir;

Aux Essarts, toutes les récoltes excepté l'avoine semée avant le 29 septembre ;

A Palluau, toutes les récoltes excepté le mil;

Aux Moutiers, les récoltes d'hiver seulement;

A Mareuil, toutes les récoltes excepté l'avoine et les demiguérets;

Dans les cantons qui ne figurent pas dans l'énumération ci-dessus, toutes les récoltes doivent être sumées sans exception.

§ 7. — Semences.

Les semences des céréales doivent être fournies en totalité par le fermier et, pour les exploitations cultivées à moitié, tantôt par le colon seul, tantôt et plus souvent à frais communs, entre le colon et le propriétaire. Il en est ainsi pour les autres semences.

Les semences de toutes natures sont fournies par le colon seul : à Fontenay, à Saint-Jean-de-Monts, à Sainte-Hermine, à Noirmoutiers, à l'Île-d'Yeu, et dans la plaine et le marais du canton des Moutiers-les-Mauxfaits. Elles sont fournies à frais communs : à Montaigu, aux Herbiers, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Mareuil, à Challans, et dans le bocage du canton des Moutiers.

A Saint-Gilles, à Rocheservière, aux Sables, aux Essarts, à Palluau et à Napoléon, le colon fournit et récolte seul la graine delin, les autres semences sont fournies à frais communs.

Dans la commune de Landeronde et dans celle de Saint-Georges-de-Pointindoux, le colon fournit seul les semences des céréales; les autres semences, et dans les autres communes du canton de La Mothe-Achard, les semences de toutes natures sont fournies à frais communs.

Dans le canton de Chantonnay, les semences des céréales sont, dans la Plaine, fournies par le colon seul; dans le Bocage, ces semences sont fournies à moitié; les semences des plantes fourragères et celles du colza sont, partout, dans la Plaine comme dans le Bocage, fournies à frais communs; celles des légumineuses et des plantes sarclées, et celles du lin et du chanvre, sont à la charge du colon seul.

A Talmont, les semences des céréales sont fournies dans le Bocage à frais communs, dans la Plaine par le colon seul. Les autres semences sont partout fournies à frais communs.

Les semences de toutes natures doivent être choisies et triées avec soin. Elles doivent être ensuite mises à l'abri de l'humidité, afin qu'elles soient en parfait état de conservation au moment de l'ensemencement. Celles qui sont susceptibles d'être chaulées doivent recevoir cette préparation. Le chaulage est une opération qui consiste à tremper dans de l'eau de chaux, les graines destinées à former les semences. Il se pratique dans tous les cantons; il se fait tantôt à frais communs, tantôt aux frais du colon seul. Les cantons où il se fait à frais communs entre le propriétaire et le colon, sont ceux de Montaigu, des Herbiers, de Saint-Gilles, de Saint-Fulgent, de Talmont, des Sables, de Palluau, des Moutiers et de Challans. Dans les autres cantons, excepté au Poiré, à La Mothe, à Chaillé et à Luçon où il n'existe aucun usage à cet égard, il se fait aux frais du colon.

CHAPITRE XXIII.

Partage des Produits.

Dans les domaines exploités à titre de colonage partiaire, tous les produits, de quelque nature qu'ils soient, se partagent par moitié entre le propriétaire et le colon. L'usage attribue pourtant, dans un assez grand nombre de cantons, au colon exclusivement, certains produits ordinairement de peu d'importance. Nous allons indiquer les produits qui ne se partagent pas. Ils sont en totalité attribués au colon, soit pour les besoins de sa famille, soit pour l'alimentation du bétail de l'exploitation.

Le propriétaire ne partage point :

A Montaigu, dans les fruits des arbres et dans les choux ;

Aux Herbiers, dans les citrouilles, les choux, les châtaignes et autres fruits et les graines des plantes fourragères;

A l'Hermenault, dans les mêmes produits, et, en outre, dans le lin, le chanvre et leurs graines;

A Saint-Gilles, dans les choux-rêbes et la graine de lin;

A Saint-Hilaire-des-Loges, dans les pommes de terre, les haricots, les citrouilles, les choux, les châtaignes et autres fruits, et les graines de lin et de chanvre;

A La Châtaigneraie, dans les citrouilles et les choux. Pour les châtaignes, la part qui revient au propriétaire est ordinairement déterminée, le surplus est attribué en totalité au colon;

A Pouzauges, dans les pommes de terre, les citrouilles, les choux et les châtaignes;

A La Mothe-Achard, dans les citrouilles, les choux et la graine de lin;

A Saint-Fulgent, dans les citrouilles et les choux;

A Chantonnay, aussi dans les citrouilles et les choux, et, en outre, dans la graine de lin, de choux, de carottes, de rêbes et autres plantes sarclées; les graines de trèfle, de luzerne et de sainfoin, se partagent comme les céréales;

A Talmont, dans les citrouilles, dans les choux et dans la graine de lin;

A Rocheservière, dans les citrouilles et les choux. Le propriétaire prend quelquesois de huit à dix hectolitres de pommes de terre, le surplus est consommé sur les lieux;

Aux Sables, dans la graine de lin; les légumes restent presque tous au colon pour son usage et la nourriture du bétail commun:

A Saint-Jean-de-Monts, dans les citrouilles, les choux, les fruits autres que les châtaignes, la graine de lin et de chanvre, et celle des plantes fourragères;

Aux Essarts, dans la graine de lin et de choux ;

A Palluau, dans la graine de lin;

A Challans, dans les citrouilles, les choux et la graine de lin;

A Napoléon, dans les citrouilles et choux; cependant, le propriétaire en prend pour les besoins de sa maison;

A Luçon, dans la Plaine, le propriétaire partage dans tous les produits; dans le Marais, il ne partage que dans les récoltes de froment, d'orge et de fèves. Les autres qui ont très-peu d'importance, appartiennent en totalité au colon.

Le lin et le chanvre se partagent ordinairement après le rouissage; quand ils sont rouis, le colon les fait sécher et il remet ensuite au propriétaire la part qui lui revient. Lorsqu'il fait d'autres façons, ce qui a lieu souvent, c'est à la condition de garder une part plus forte de la récolte ou de recevoir une indemnité en argent.

Dans le Marais du canton de Chaillé, les exploitations sont, en général, affermées à prix d'argent à un fermier principal qui fait exploiter par des colons dits bordiers sixtains. Ces colons ont ordinairement le sixième des grains, des vaches à traire pour leur profit personnel, quelques bestiaux en propre et une part dans le produit de quelques-uns des bestiaux de la ferme, suivant condition. Le bordier ou colon est considéré comme le domestique du fermier et il ne fait rien sur l'exploitation sans l'ordre de celui-ci.

CHAPITRE XXIV.

Bestiaux.

Dans le cas de colonage partiaire, les bestiaux nécessaires à l'exploitation, sont ordinairement fournis par moitié entre le propriétaire et le colon. Il y a néanmoins quelques exceptions. Dans le canton de Saint-Gilles, ce principe ne s'applique qu'au Bocage; à Saint-Jean-de-Monts, le propriétaire fournit habituellement les deux tiers du bétail, le colon fournit l'autre tiers.

Souvent la mise du propriétaire représente plus de la moitié de la valeur du bétail de l'exploitation; ce qui excède cette moitié constitue un cheptel auquel on donne, dans certaines contrées, le nom de souche. L'existence du cheptel ou de la souche n'empêche pas le partage par égale portion des bénéfices que donne l'élève ou la vente du bétail. Lors de la cessation du bail, le propriétaire se couvre, avant partage, sur la masse de la valeur du cheptel, le surplus est partagé par moitié. En général, le cheptel ne produit pas d'intérêt; cependant, à Luçon, aux Moutiers et à Pouzauges, le colon doit tenir compte au propriétaire, dans ce dernier canton, à raison de 4 p. 0/0 seulement, de l'intérêt du capital qui représente la valeur de la souche ou cheptel.

On doit placer sur la ferme une quantité de bétail en rapport avec son étendue, avec les ressources de fourrages que l'on y trouve; enfin, avec les travaux que nécessite sa culture. Il est difficile, sinon impossible, de tracer des règles à cet égard; on ne peut pas dire d'une manière absolue : dans tel canton, on devra placer tant de têtes de bétail sur un domaine de tant d'étendue, parce que ce qui est possible dans une partie du canton ne le serait peut-être pas dans une autre. Nous allons indiquer, pour chaque canton, la quantité moyenne du bétail des corps d'exploitation :

Aux Herbiers, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Beauvoir, à Talmont, aux Sables et à Napoléon, la moyenne est d'une tête de gros bétail par deux hectares. Elle est:

A Fontenay, de trois pièces, dont deux de travail, par huit hectares, et ce, sans y comprendre les moutons et les porcs;

A Chantonnay, de deux bœuss par huit hectares; on met en outre du menu bétail, proportionnellement à l'importance de la ferme;

A Saint-Jeant-de-Monts, d'une tête de gros bétail par hectare de prairie;

Aux Essarts, de deux bœufs par dix hectares;

A Sainte-Hermine, prenant pour exemple un domaine de quarante-deux hectares, en Bocage, de douze bœufs, cinq vaches, dix génisses de deux ans, trente moutons et une jument poulinière; en Plaine, sur une même étendue, de huit mules, deux juments, trois vaches, deux génisses et cinquante moutons;

A Luçon, pour une étendue de cent hectares environ, dans le Marais, supposant un tiers en labour et deux tiers en prairies, on nourrit de cinquante à soixante pièces de gros bétail, y compris les élèves d'un an, de deux ans et les génisses; dans la Plaine, pour une étendue semblable, on peut avoir quarante pièces environ, dont vingt de travail, le surplus en vaches et élèves.

L'usage détermine, dans quelques autres cantons, la proportion de chaque nature de bétail.

Cette proportion doit être pour les animaux de travail :

A Saint-Gilles, de la moitié;

A La Châtaigneraie, du tiers;

A Fontenay, des deux tiers;

La différence se compose des bestiaux destinés à la reproduction et des élèves.

La masse du bétail doit être fournie de la manière suivante :

A Beauvoir, d'un tiers en bêtes de travail, un tiers en animaux reproducteurs et un tiers en élèves;

A Chantonnay, d'une vache, de deux élèves, et de dix moutons ou brebis par paire de bœufs;

A Talmont, un tiers en bêtes de travail, un quart en animaux de reproduction et le reste en élèves et moutons;

Aux Sables, deux cinquièmes en bœufs de travail, un cinquième en vaches, deux cinquièmes en élèves, plus un veau pour la reproduction, un cheval et un troupeau de moutons;

A Saint-Jean-de-Monts, un quart en bêtes de travail, un quart en animaux reproducteurs et moitié pour le reste;

A Challans, quatre bœufs de travail, quatre vaches et un taureau, trois élèves de deux ans, quatre d'un an, quatre autres de l'année et environ vingt moutons pour une exploitation de grandeur moyenne.

Il est interdit au colon ou fermier d'avoir et de faire pacager sur l'exploitation des chèvres et des boucs : à Montaigu, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Luçon et à Napoléon. Il ne doit point, non plus, posséder de chèvres : aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, dans le Bocage du canton de Fontenay, au Poiré, à Chantonnay, à Talmont, à Sainte-Hermine, à Mareuil et à Challans. Il peut pourtant avoir des animaux de cette espèce, mais à la condition de les tenir constamment à l'étable dans les cantons de l'Hermenault, de Saint-Hilaire, de La Châtaigneraie, de Pouzauges, de Fontenay, de Chantonnay, de Talmont, de Challans et de Napoléon. A Montaigu, le fermier a seul cette faculté; aux Herbiers, il peut avoir un bouc seulement.

Le colon ne peut ni acheter, ni vendre du bétail sans le consentement du propriétaire. Cela est cependant toléré par l'usage dans le canton de Saint-Hilaire-des-Loges. Les bêtes de travail ainsi vendues sont ordinairement remplacées par les élèves de la ferme.

Le nombre des élèves que le colon doit faire est partout déterminé, soit par la quantité des mères, soit par les ressources que présente l'exploitation.

Il est:

D'un élève par mère, aux Herbiers, à Saint-Gilles, à Saint-Fulgent, à Rocheservière, aux Sables, aux Essarts et à Palluau; De six élèves pour quatre mères, à La Châtaigneraie;

De deux élèves par mère, dans le Marais du canton de Luçon; De deux élèves pour trois mères et de trois élèves pour quatre mères, à Sainte-Hermine. La proportion doit être, à Saint-Hilaire-des-Loges, du huitième et à Talmont, du cinquième du nombre des têtes de bétail, et, dans ce dernier canton, elle doit être basée aussi sur le nombre des mères.

Dans les autres cantons, elle n'est pas déterminée, mais elle doit toujours être en rapport avec le nombre des mères.

Le colon est tenu de laisser les élèves sous les mères :

A Montaigu, à Pouzauges, à Saint-Fulgent et aux Moutiers, pendant 5 mois au moins;

Aux Herbiers, dans le Bocage du canton de Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, au Poiré, à La Mothe, à Rocheservière, aux Essarts et à Challans, pendant 4 mois; à l'Hermenault et aux Sables, de 3 à 5 mois; dans le Marais du canton de Saint-Gilles, jusqu'au 1er novembre;

A Fontenay, pendant 4 mois pour les veaux et pendant 7 mois pour les poulains;

A Beauvoir, pendant 9 mois;

A Chantonnay et à Sainte-Hermine, pendant 3 mois;

A Talmont, de 4 à 5 mois;

A Saint-Jean-de-Monts, pendant 6 mois;

A Luçon, de 7 à 8 mois;

A Mareuil, de 3 à 4 mois;

A Napoléon, de 5 à 6 mois.

En général, le colon ne peut avoir sur l'exploitation de vaches exclusivement destinées à son service personnel. Il prend pour le service de sa maison, ordinairement à la charge de payer au propriétaire une certaine redevance en beurre, le lait des vaches qui ont cessé de nourrir. Il a pourtant, dans quelques cantons, des vaches dont le lait lui est exclusivement attribué.

A Beauvoir, il bénéficie du lait des deux tiers des vaches de l'exploitation, moyennant une redevance de sept kilogrammes cinq cents grammes de beurre par chaque vache ayant eu un produit dans l'année.

A Saint-Jean-de-Monts, il peut aussi, et proportionnellement à l'étendue du domaine, prendre la totalité du lait de quelques vaches. A Luçon, il peut avoir ainsi le lait de six vaches pour son service personnel.

Il dispose aussi du lait de quelques-unes des vaches de l'exploitation: aux Moutiers, à Mareuil et à Challans. Dans ce dernier canton, l'usage veut qu'il en ait au moins une pour son service personnel.

Les frais des saillies sont ordinairement payés par moitié entre le propriétaire et le colon; ils sont à la charge du colon seul : à l'Hermenault, à Beauvoir, à Chantonnay, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon et à Sainte-Hermine, excepté, pour ce dernier canton, quand il s'agit d'une jument. Dans ce cas, les frais sont payés en commun.

Le produit des saillies faites par les animaux de l'exploitation, est tantôt attribué par l'usage au colon seul, tantôt partagé entre le colon et le propriétaire. Il se partage : à Montaigu, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré, à La Mothe, à Saint-Fulgent, aux Sables, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, aux Moutiers-les-Mauxfaits, à Mareuil et à Napoléon. Dans les autres cantons, il appartient en totalité au colon.

Le vétérinaire se paie partout à frais communs, entre le propriétaire et le colon. Il en est ainsi dans beaucoup de cantons pour le maréchal. Cependant, ce dernier est payé par le colon seul: aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, à Sainte-Hermine et à Napoléon. Aux Moutiers et à Mareuil, la ferrure des bœufs et celle des chevaux se paie en commun, le surplus est payé par le colon seul.

Les bénéfices que donne le bétail sont partagés comme les autres produits de l'exploitation, ordinairement par moitié entre le propriétaire et le colon. Tou efois, à Saint-Jean-de-Monts, ils se divisent dans la proportion des mises, c'est-à-dire dans la proportion des deux tiers pour le propriétaire, et d'un tiers seulement pour le colon.

Après le sevrage, le lait appartient, comme nous l'avons dit déjà, au colon qui donne ordinairement au propriétaire, comme compensation de la part qui pourrait lui revenir, une certaine redevance en beurre. La laine se partage partout par moitié entre le propriétaire et le colon; la part du propriétaire doit être livrée propre par le colon; celui-ci est pourtant, dans quelques cantons, autorisé par l'usage à la livrer en suint, c'est-à-dire sans être lavée. Il peut la livrer ainsi dans la plaine du canton de Talmont, dans les cantons de Luçon, de Sainte-Hermine et de Mareuil. Aux Moutiers-les-Mauxfaits, l'usage de livrer la laine en suint n'est pas général, il existe cependant dans quelques domaines.

Le produit que l'on retire de la vente des débris des bestiaux morts se partage partout, excepté à St-Jean-de-Monts, entre le propriétaire et le colon. A Napoléon, la peau seule se vend en commun.

CHAPITRE XXV.

Porcs et Volailles.

Le colon a, en général, la faculté d'élever et d'engraisser des porcs et des volailles sur le domaine qu'il exploite.

L'usage limite quelquesois cette faculté, mais dans beaucoup de cantons elle n'est pas limitée. Elle ne doit jamais néanmoins aller au-delà de ce qui est juste et raisonnable.

A Montaigu, à La Mothe, à Rocheservière et aux Essarts, le colon ne peut avoir qu'un porc; le produit de ce porc lui appartient exclusivement. A Montaigu, s'il en avait plus d'un sur l'exploitation, le produit du surplus devrait être partagé avec le propriétaire.

Aux Herbiers, à Saint-Fulgent et à Talmont, il en nourrit ordinairement deux pour son propre compte.

L'usage lui permet d'avoir :

A Fontenay, une truie mère et deux porcs ;

A Beauvoir, un porc ou une truie mère;

A Chantonnay, une truie mère et un porc à l'engrais ;

A Palluau, un ou deux porcs, quelquesois une truie mère;

A Sainte-Hermine, un porc et une truie.

Dans ces différents cantons, excepté à Sainte-Hermine où il n'y a point d'usage à cet égard, tout le produit appartient au colon, à la charge pourtant, à Fontenay, à Beauvoir et à Chantonnay, de donner au propriétaire, à Beauvoir, à l'âge de sept semaines, un petit cochon de lait; à Chantonnay, le propriétaire a le droit de choisir dans le croît.

La charge de donner au propriétaire un petit porc ou cochon de lait, quand il y a une truie mère sur l'exploitation, est imposée au colon dans le canton des Moutiers-les-Mauxfaits; le propriétaire peut prendre dans le croît un mâle à son choix. A Napoléon, le propriétaire a aussi, dans le même cas, droit à un petit de chaque portée.

Dans ces deux derniers cantons et dans tous ceux qui n'ont point été cités, le colon peut nourrir sur l'exploitation autant de porcs que ses ressources lui permettent de le faire. L'usage ne fixe point de limite; il bénéficie seul du produit des porcs qu'il a élevés ou engraissés. Cependant, à La Châtaigneraie, lorsque le colon engraisse plus d'un porc sur la ferme, le propriétaire peut, en laissant la totalité des pommes de terre, exiger que le produit soit partagé. A Mareuil, il se partage aussi, quelquefois le colon élève un porc pour le propriétaire.

Le colon se sert habituellement pour nourrir ses porcs du laitage qui, comme nous l'avons vu, lui revient en totalité après le sevrage; il se sert aussi des légumes de son jardin.

Dans certains cantons, il ne peut disposer d'aucun autre produit. Quelquefois, pourtant, il a la faculté d'employer à cet usage les citrouilles, les betteraves-champêtres et les pommes de terre en totalité ou en partie.

Les cantons où il ne dispose d'aucun des produits de la propriété sont ceux de l'Hermenault, de La Châtaigneraie, de Fontenay, du Poiré, de Beauvoir, de Talmont, de Rocheservière, des Essarts et de Challans. Dans ce dernier canton, on tolère cependant que le colon prenne, pour la nourriture de ses porcs, une certaine quantité de légumes récoltés sur les terres labourables du domaine.

Dans les autres cantons, le colon dispose, pour l'engraissement des porcs, de quelques-uns des légumes récoltés dans les champs. La proportion dans laquelle il peut en user, n'est point ordinairement déterminée. Il prend ce qu'il veut; toutefois, il ne doit point abuser de la faculté qui lui est laissée. A Pouzauges, le colon prend, pour ses porcs, le quart de la récolte des pommes de terre.

Le colon peut, pourvu qu'il n'y ait pas abus, avoir sur l'exploitation un nombre indéterminé de volailles. Il lui est quelquefois interdit d'avoir des oies et des canards, ou, quand il a la faculté d'en avoir, de les laisser vaguer sur le domaine, ou sur certaines parties du domaine.

Il est interdit au colon d'avoir des oies et des canards : à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à Beauvoir, à Chantonnay, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts, à Mareuil, dans le bocage du canton de Challans et à Napoléon.

Dans les autres cantons, il peut en avoir, mais à la condition de veiller à ce qu'ils ne nuisent pas à la propriété et particulièrement à ce qu'ils ne vaguent point dans les prés. Le produit des volailles appartient presque toujours, comme celui des porcs, au colon exclusivement. Le propriétaire reçoit ordinairairement à titre de menus suffrages ou comme redevance, une certaine quantité de volailles qui est toujours fixée par la convention. Toutefois, à Challans et aux Moutiers-les-Mauxfaits, l'usage autorise le propriétaire à prétendre à une part déterminée des volailles élevées sur l'exploitation. A Challans, il a notamment droit, dans le Marais, au tiers de la plume des oies.

CHAPITRE XXVI.

Impôts.

Les impôts se paient, soit par le propriétaire, soit par le colon ou fermier.

L'impôt foncier est payé par le propriétaire : à l'Hermenault, à Maillezais, à La Mothe, à Rocheservière, à Chaillé, à Luçon, à Sainte-Hermine, à Mareuil, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu.

Dans les cantons de Saint-Gilles, de Saint-Hilaire, de Fontenay, de Beauvoir, de Talmont et de Challans. on distingue, pour le paiement de l'impôt, entre les baux à ferme et les baux à moitié. Dans le cas de bail à ferme, c'est le propriétaire qui doit l'impôt foncier. Dans le second cas, c'est-à-dire dans le cas de bail à moitié fruits, il est payé, soit en commun, soit par le colon seul. A Saint-Gilles, à Fontenay, à Beauvoir et à Challans, le propriétaire et le colon le paient par moitié. A Saint-Hilaire et à Talmont, le colon le doit en totalité.

Le colon ou fermier paie l'impôt foncier: aux Herbiers, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à Chantonnay, aux Essarts, à Mortagne, aux Moutiers et à Napoléon.

A Montaigu et à Saint-Fulgent, celui qui jouit des émondes des arbres têtards et des haies, paie l'impôt; c'est presque toujours le colon ou le fermier.

Aux Sables et à Palluau, l'impôt foncier est payé en commun par le propriétaire et le colon et en totalité par le fermier.

A Saint-Jean-de-Monts, le propriétaire et le colon le paient en commun.

L'impôt des portes et fenêtres des bâtiments de toutes natures de la ferme et l'impôt des chemins vicinaux, sont payés par le colon ou fermier. Il n'y a qu'un petit nombre d'exception que nous allons énumérer:

A Saint-Hilaire-des-Loges, quand il s'agit d'un bail à ferme, l'impôt des portes et fenêtres est, comme l'impôt foncier, payé par le propriétaire.

A Luçon, l'impôt des portes et fenêtres est aussi à la charge du propriétaire.

A Palluau, les deux impôts dont il s'agit, sont payés en commun par le propriétaire et le colon.

L'impôt, pour l'entretien des digues dans les marais, est partout, excepté à Saint-Jean-de-Monts où il se paie en commun, à la charge du propriétaire seul.

Les impôts extraordinaires se paient :

A Montaigu, à Maillezais, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Fontenay, au Poiré, à Beauvoir, à Chaillé, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Noirmoutiers, à Challans et à l'Île-d'Yeu, par le propriétaire;

Aux Herbiers, à Saint-Gilles, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Palluau, à Mortagne, aux Moutiers et à Napoléon, comme les autres impôts, soit par le fermier, soit par le colon seul, soit en commun entre le propriétaire et le colon;

A Luçon et à l'Hermenault, par le fermier;

Les rentes de ténements sont ordinairement payées par le fermier ou colon : à Montaigu, aux Herbiers et à La Châtaigneraie;

A Saint-Fulgent, elles sont à la charge de celui qui paie l'impôt;

A Rocheservière, le propriétaire et le colon les paient en commun.

CHAPITRE XXVII.

Charrois et Prestations.

En principe, le propriétaire d'un domaine ne peut point, à défaut de convention, exiger à titre de redevance que son colon ou fermier lui fasse des charrois ou autres prestations. Cette règle souffre pourtant, et surtout en ce qui touche le colon, de nombreuses exceptions.

Aux Herbiers, à Maillezais, à Pouzauges, à Fontenay et aux Sables, le colon et le fermier sont, indépendamment de toute convention, tenus de charroyer, du lieu de leur achat à pieds-d'œuvre, tous les matériaux nécessaires aux réparations à faire aux bâtiments de la ferme.

A La Châtaigneraie et à Mortagne, le transport n'est dû que pour les matériaux destinés aux réparations locatives.

A Saint-Gilles, à La Mothe, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Rocheservière, à Palluau, à Challans et à Napoléon, le colon est soumis à tous les mandements du propriétaire qui peut exiger, pour les besoins du domaine, et même pour ses propres besoins, tous les charrois et prestations qu'il veut, à la seule condition de rester dans de justes bornes. Néanmoins, à Challans, la faculté accordée au propriétaire est limitée; il ne peut, à défaut de convention, exiger du colon que les charrois nécessaires au service de l'exploitation.

Nous avons dit ailleurs, en parlant des soins à donner aux récoltes, que l'usage fait partout au colon et au fermier, qui doit la totalité ou une partie de son fermage en nature, une obligation de transporter au domicile du propriétaire les produits qui lui reviennent.

Dans quelques cantons que nous avons indiqués, le colon ou fermier doit en outre quand il en est requis, prendre dans le grenier du propriétaire, pour les porter au lieu de vente, les produits du domaine.

L'usage fixe quelquesois le maximum de la distance à parcourir pour les charrois; le plus souvent cette distance n'est pas déterminée, mais elle ne doit jamais être exagérée.

La distance à parcourir ne doit pas excéder à l'Hermenault et à La Châtaigneraie, 2 myriamètres;

A Maillezais et à Pouzauges, 1 myriamêtre et 1/2;

A Fontenay, 12 kilomètres;

A Chantonnay, 1 myriamètre;

A Saint-Fulgent et à Talmont, elle doit être telle, que le voyage aller et retour, puisse être fait en un jour.

Les charrois et prestations ne s'arréragent point, partout le propriétaire est déchu de son droit, s'il ne les a pas exigés dans le temps où ils lui étaient dûs et où ils devaient être exécutés.

Le propriétaire n'est jamais tenu, quand le fermier ou colon fait des charrois pour son compte, de nourrir les bestiaux que ce dernier y emploie; l'usage veut dans quelques cantons que les hommes reçoivent leur nourriture pendant le temps du charroi. Les hommes employés aux charrois doivent être nourris : à Saint-Gilles, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, à Rocheservière, à Palluau, à Sainte-Hermine à Challans et à Napoléon.

CHAPITRE XXVIII.

Instruments aratoires.

Les instruments aratoires nécessaires à l'exploitation doivent être fournis et entretenus par le fermier ou colon; cette règle est générale et absolue. Toutefois, à Montaigu, le propriétaire fournit ordinairement le bois nécessaire pour la confection d'une herse qui doit rester sur le domaine.

Le propriétaire n'est pas habituellement obligé de donner au colon ou fermier, le bois dont celui-ci peut avoir besoin pour

l'entretien de ses charrettes et charrues. Dans quelques cantons cependant, l'usage veut que le bois des charrues soit fourni par le propriétaire.

A Montaigu et à Saint-Fulgent, le propriétaire doit le bois nécessaire à la confection des charrues, moins celui des roues. A Mortagne, à Mareuil et à Rocheservière, il doit aussi le bois nécessaire pour l'entretien des charrues.

Aux Herbiers, il donne ordinairement au colon ou fermier, le bois dont celui-ci se fait besoin pour entretenir ses charrettes et charrues.

En aucun cas et nulle part, le colon ou fermier n'est autorisé par l'usage à prendre, sans le consentement du propriétaire, le bois qui lui est nécessaire pour les réparations à faire à ses instruments aratoires.

CHAPITRE XXIX.

Barrières et Clôtures.

Le colon ou fermier étant tenu de clore partout où cela se fait, les terres et prés du domaine qu'il exploite, c'est à lui qu'incombe, ordinairement du moins, l'obligation de faire les barrières. Toutefois, à Saint-Hilaire-des-Loges, dans le marais de Fontenay, à Beauvoir, dans les communes de Saint-Gervais, de Saint-Urbain, de Beauvoir et à l'Île-d'Yeu, elles sont par exception fournies par le propriétaire. A Luçon, le colon ou fermier est seulement tenu d'entretenir celles qui existent. A Chaillé-les-Marais, le colon ou fermier entretient aussi celles qui, lors de son entrée, se trouvent sur le domaine; s'il n'y en a pas, il fournit celles qui sont nécessaires, mais il a la faculté de les enlever à sa sortie.

Lorsque les barrières doivent être faites par le colon ou fermier, le bois lui est souvent, en totalité ou en partie, fourni par le propriétaire; ce bois est presque toujours pris sur le domaine.

Le propriétaire doit donner le bois des barrières: à Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Gilles, à Fontenay, au Poiré, à Rocheservière, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Mortagne, aux Moutiers, à Mareuil et à Challans.

Dans quelques autres cantons, le propriétaire ne doit qu'une partie du bois nécessaire pour la confection des barrières qui se composent habituellement d'un morceau de bois nommé taillier, sur lequel on fixe un certain nombre de branches, dont on retourne la partie supérieure, pour réduire autant que possible les interstices laissés dans la partie inférieure. Le taillier est donné par le propriétaire et les branches sont prises sur les arbres têtards du domaine.

Le taillier seulement est dû par le propriétaire : à La Mothe, à Talmont, aux Essarts et à Napoléon.

A Saint-Fulgent, le propriétaire ne doit le bois pour les barrières que quand il s'en trouve de propre à cet usage sur l'exploitation.

·A Chantonnay, tout le bois des barrières est pris sur le domaine.

Dans les Marais, les barrières se composent presque toujours de deux poteaux nommés montants, percés chacun de trois ou quatre trous dans lesquels on place horizontalement des perches connues dans le pays sous le nom de barrons ou barreaux. Nous avons vu déjà qu'à Chaillé, le fermier ou colon fournit les barrières quand il n'en existe pas sur le domaine.

A Maillezais, à Talmont et aux Moutiers, c'est aussi le fermier ou colon qui fournit les matériaux, poteaux et perches nécessaires pour faire les barrières.

A Beauvoir, dans la commune de Bouin, le colon ou fermier fournit aussi les poteaux et les perches. Dans les autres communes du canton de Beauvoir, à Saint-Gervais, à Saint-Urbain et à Beauvoir, à Saint-Gilles, à Saint-Jean-de-Monts et à Challans, les poteaux doivent être fournis par le propriétaire et les perches ou barrons par le colon ou fermier.

Dans les marais de Fontenay, dans ceux des Sables et à l'Île-d'Yeu, le propriétaire fournit tout.

Partout l'entretien des barrières est à la charge du colon ou fermier.

Les réorthes ou liens de bois, dont on se sert pour maintenir les plantes ou les branches qui forment la haie, sont presque toujours pris sur les arbres du domaine et particulièrement sur tes arbres têtards. A Saint-Gilles, à Saint-Jean-de-Monts et à l'Île-d'Yeu, ils sont fournis par le propriétaire.

Aux Herbiers, à Maillezais, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à La Mothe, à Beauvoir, à Talmont, aux Essarts, à Palluau, à Mortagne, à Mareuil et à Napoléon, le bois que l'on emploie à les faire est fourni par le colon ou fermier; il se sert habituellement pour cet usage des branches des têtards quand il a droit aux émondes.

A Montaigu, à l'Hermenault, à Fontenay, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Rocheservière, aux Sables, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Challans, on prend sur les arbres du domaine, généralement sur les tétards, le bois des liens ou réorthes.

Le colon ou fermier peut partout, excepté à Beauvoir où cette faculté ne lui est point accordée par l'usage, prendre sur la propriété, ordinairement sur les arbres têtards, le bois qui lui est nécessaire pour faire les réorthes dont il se sert pour ses charrettes et charrues.

CHAPITRE XXX.

Fossés.

§ 1. — Fossés.

Dans le département de la Vendée, les fossés se composent presque toujours de deux parties distinctes: la fosse ou fossé proprement dit et le terrier ou amas de terre, formé sur le bord de la fosse et destiné à compléter la défense. Dans le Marais cependant, le fossé est quelquefois formé d'une simple excavation, la terre qui en a été retirée, ayant été répandue sur le sol. Le fossé a ordinairement dans ce cas une largeur beaucoup plus grande. Quand sur un domaine il y a nécessité de faire des fossés neufs, ces fossés se font partout aux frais du propriétaire; le simple entretien des fossés est au contraire, dans tous les cantons, excepté à l'Île-d'Yeu, à la charge du colon ou fermier. Par simple entretien, il faut entendre la répa-

ration des brèches d'une petite dimension, le nettoiement ordinaire de la fosse, et, en général, les travaux qui se font chaque année pour la conservation des fossés; ils exigent souvent des réparations plus importantes. Lorsqu'ils ne sont pas convenablement entretenus, il se forme ordinairement sur le terrier ou talus, des brèches d'une grande dimension, la terre en s'écroulant, obstrue la fosse et le fossé ne forme plus une défense suffisante; il faut alors le reprendre presque en entier. L'opération qu'on lui fait dans ce cas, prend le nom de recalage; elle est presque toujours à la charge du colon ou fermier parce qu'il y a présomption que c'est par suite de sa négligence qu'elle est devenue nécessaire. Le recalage se fait pourtant aux frais du propriétaire:

A Montaigu, à La Mothe, à Chantonnay, à Chaillé et à l'Îled'Yeu;

A Napoléon, le fermier fait le recalage, quand il coupe la haie; dans le cas contraire, il se fait aux frais du propriétaire;

A Saint-Fulgent, il n'y a aucun usage pour le recalage des fossés.

Le recalage est le plus souvent obligatoire; c'est une conséquence de la charge de clore, imposée au colon ou fermier. Dans un certain nombre de cantons, le colon ou fermier n'est tenu de le faire que quand il coupe la haie. Toutefois, aux Herbiers, à La Châtaigneraie, au Poiré, à Saint-Fulgent, dans le bocage du canton de Chantonnay, aux Essarts et à l'Île-d'Yeu, l'usage ne fait jamais au colon ou fermier, une obligation de recaler les fossés. Il y a au contraire obligation pour le colon ou fermier de les recaler: à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à Pouzauges, à Fontenay, dans la plaine du canton de Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Palluau, à Challans et à Napoléon, quand la haie est coupée rez terre ou tout ou moins de manière à détruire la clôture et à laisser ouvert le terrain qu'elle renfermait.

A Montaigu, à Maillezais, à Rocheservière, aux Sables et à Beauvoir, les fossés doivent être repris ou recalés toutes les fois que le besoin s'en fait sentir et plus spécialement quand on coupe les haies.

Aux Moutiers, le recalage se fait, dans le Marais, tous les 10 ans, et dans les autres parties du même canton tous les 5 ans; il se fait aussi tous les 5 ans à Mareuil et à Mortagne.

A Luçon, le fermier ou colon sortant doit, au moment de sa sortie, recaler tous les fossés qui sont dans le cas de subir cette opération.

Le recalage implique nécessairement le curage. Pour recaler on retire de la fosse la terre qui l'obstrue pour la placer sur le terrier, dont elle reforme le sommet. Partout où le recalage est obligatoire, le curage est donc exécuté; en dehors de ce cas et des soins ordinaires, le curage n'est prescrit par l'usage, que dans des circonstances exceptionnelles; lorsque, par exemple, la fosse est placée de manière à faciliter l'écoulement des eaux. Il est ordinairement fait par le colon ou fermier, excepté à l'Île-d'Yeu, où il se fait aux frais du propriétaire; dans ce dernier canton, le colon est seulement tenu de porter et d'étendre la terre qui provient du curage.

§ 2. — Fossés des Marais.

Dans les Marais, le curage des fossés de vieux bords à vifs fonds, est tantôt à la charge du propriétaire, tantôt à la charge du fermier.

A Maillezais, à Fontenay, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon et aux Moutiers, il est mis par l'usage à la charge du fermier. Dans les autres cantons, excepté à Chaillé où il n'y a aucun usage à cet égard, il se fait aux frais du propriétaire.

Le curage des fossés dont il s'agit doit être fait tous les 5 ans à Beauvoir, et tous les 10 ans aux Moutiers.

A Saint-Jean-de-Monts, il se fait comme à Beauvoir, tous les 5 ans ou, au fur et à mesure des besoins, du 1er septembre au 15 octobre.

A Fontenay, il doit être fait en entier dans le cours du bail. Dans les autres cantons, on doit le faire toutes les fois qu'il en est besoin. A Maillezais, du 1er novembre au 25 mars; à Talmont, dans le courant de l'été; à Challans, en automne.

Les crevasses des fossés de vieux bords, doivent être réparées par le colon ou fermier dans tous les cantons, excepté à SaintGilles et à l'Île-d'Yeu, où la réparation est à la charge du propriétaire; elle doit être faite dès que l'urgence se manifeste.

Le fermier peut partout, en se conformant aux dispositions de la loi, pêcher dans les fossés de vieux bords. Les sangsues qu'il y prend lui appartiennent en totalité. A Chaillé, la pêche des sangsues ne peut être pratiquée que quand celle du poisson est permise. Ailleurs, elle peut être faite soit pendant l'été seulement, ce qui a lieu à Mareuil et à Challans, soit en tout temps et toutes les fois qu'elle est possible.

A Maillezais, l'usage accorde à tout co-propriétaire d'un fossé mitoyen, le droit d'obliger son co-propriétaire à curer en même temps que lui un fossé en mauvais état. Il veut aussi que le fossé qui appartient exclusivement à un propriétaire, soit entretenu et recalé par celui-ci de manière à laisser arriver l'eau aux fossés adjacents.

§ 3. — Abreuvoirs.

En général l'entretien et le curage des abreuvoirs sont à la charge du colon ou fermier; cette règle souffre pourtant quelques exceptions:

A Beauvoir, à Palluau et à Challans, l'entretien et le curage se font aux frais dn propriétaire;

A La Châtaigneraie, si les parois de l'abreuvoir sont en totalité ou en partie garnies de maçonnerie, cette maçonnerie est faite et entretenue par le propriétaire, les autres travaux sont à la charge du colon ou fermier;

A Talmont, l'entretien seul est dû par le colon ou fermier, le curage se fait aux frais du propriétaire;

Aux Sables, le curage et l'entretien sont à la charge du fermier, ils sont payés à frais commun par le colon et le propriétaire;

A l'Hermenault et à La Mothe, il n'existe aucun usage pour l'entretien et le curage des abreuvoirs.

Dans les autres cantons, ces opérations sont faites par le colon ou fermier; à Chaillé-les-Marais, seulement, s'il les a, à son entrée, trouvés en bon état. La terre retirée des abreuvoirs doit être, à Sainte-Hermine, employée et utilisée sur le domaine.

CHAPITRE XXXI.

Marais à poissons.

Les cantons de Saint-Gilles, de Talmont et des Sables, sont les seuls où il existe des usages pour les marais à poissons. La pêche y est permise du 1^{er} octobre au 25 mars. Elle se fait à Saint-Gilles, avec un filet ou retz; à Talmont, avec tous les engins qui ne sont point prohibés; aux Sables, avec la seine, le carrelet, le laveneau et la borgne.

Il n'est permis d'enlever le poisson que quand il a : à Saint-Gilles, un poids de 350 grammes au moins ; à Talmont, de 18 à 20 centimètres de longueur et un poids de 100 grammes ; aux Sables, 16 centimètres, de la naissance de la queue à l'œil ou 250 grammes.

Il se partage : à Saint-Gilles, dans la proportion de trois cinquièmes pour le propriétaire et de deux cinquièmes pour le colon;

Dans les marais du hâvre des Sables, dans la proportion des deux tiers pour le propriétaire, et d'un tiers pour le colon;

Dans les marais du hâvre de la Gachère, dans la même proportion qu'à Saint-Gilles, c'est-à-dire trois cinquièmes pour le propriétaire, et deux cinquièmes pour le colon.

A Talmont, la proportion n'est pas déterminée par l'usage.

Les réparations dont les marais à poissons peuvent avoir besoin, sont faites, à Saint-Gilles, par le propriétaire et le colon; à Talmont, par le propriétaire seul; dans le hâvre des Sables, par le saulnier; et à la Gachère, par le colon et le propriétaire, proportionnellement à la part qui revient à chacun d'eux dans les produits.

Les travaux d'entretien des marais à poissons sont, à Saint-Gilles et aux Sables, le curage; à Talmont, les réparations aux digues coursons et essais, ils se font comme les autres réparations. A Saint-Gilles, on ne fait aucune distinction pour le curage entre les marais et les canaux. Il en est autrement à Talmont et aux Sables. Dans le premier canton, le curage des canaux est à la charge des propriétaires des marais, tandis que celui des fossés doit être fait par les propriétaires des bossis. On nomme bossis la partie supérieure ordinairement plate et unie des amas de terre ou chaussées qui bordent les douves et canaux. On appelle coteau la partie inclinée ou berge de la chaussée; le bossis, dans les marais salants, sert à déposer le sel; les parties qui ne sont pas employées à cet usage sont ordinairement cultivées.

Aux Sables, le curage des canaux doit aussi être fait par le propriétaire; celui des marais se fait, comme les réparations, soit aux frais du saulnier seul, soit à frais communs, suivant que les marais sont placés, dans le havre de la Gachère ou dans celui des Sables.

Les boues qui proviennent du curage des canaux et marais, appartiennent toujours aux propriétaires riverains qui ne peuvent se refuser à les recevoir sur leurs bossis, pourvu que la récolte en soit enlevée.

Aux Sables, le propriétaire des bossis et chaussées est aussi tenu de recevoir sur les berges ou coteaux le goëmon que le propriétaire des douves contiguës en retire. Toutefois, ce goëmon ne peut être déposé sur la berge que quand l'herbe qu'elle produit en a été enlevée.

A Talmont, ce sont les propriétaires des bossis qui font le curage des fossés, ils disposent de la boue qu'ils utilisent habituellement sur leurs bossis dont ils ont tout le produit. Ils peuvent exiger que le marais à poissons qui les borde, soit asséché chaque année du 25 février au 25 mars, de manière à ce qu'ils puissent prendre, dans la partie de ce marais que l'on nomme corde, la terre dont ils ont besoin pour engraisser les bossis contigus.

A Saint-Gilles et aux Sables, le produit des bossis se partage par moitié entre le colon et le propriétaire.

Le curage des marais et canaux se fait, à Saint-Gilles, en septembre ou octobre ; à Talmont, du 25 février au 25 mars ;

aux Sables, dans les marais des Sables, en septembre, octobre et novembre; dans ceux de la Gachère, en mars, avril, septembre, octobre et novembre. Il dont être fait dans le hâvre des Sables, tous les 2 ou 3 ans; à la Gachère, suivant le besoin, à chaque période de 3 ans à 10 ans.

On assèche les marais pour les curer. Les anguilles que l'on y prend, en les mettant à sec, appartiennent : à Saint-Gilles, au colon; à Talmont, à celui qui fait le curage; aux Sables, aux ouvriers qu'on emploie à l'opération.

CHAPITRE XXXII.

Marais salants.

Il existe des marais salants dans les cantons de Saint-Gilles, de Beauvoir, de Talmont, de Chaillé, des Sables, de Saint-Jeande-Monts et de Noirmoutiers.

A Saint-Gilles, toutes les grosses réparations des marais salants sont à la charge du propriétaire; elles se font en avril et mai. Les réparations ordinaires, et notamment le curage des aires, bossis et rigoles et tous les travaux que nécessite habituellement la récolte du sel, sont faits par le colon ou saulnier. L'usage donne au propriétaire le droit de vendre la totalité des produits. Dans la commune de Saint-Martin-de-Brem, tous les impôts sont payés par le propriétaire; dans celles de Saint-Hilaire, de Croix-de-Vie et du Fénouillé, le propriétaire paie les deux tiers des impôts, l'autre tiers est à la chage du saulnier.

A Saint-Martin-de-Brem, les trois cinquièmes seulement du produit des marais salants appartiennent au propriétaire. Dans les autres communes du canton, il a les deux tiers du produit. Les frais de transport, d'achat de couvertures, de mesurages et autres, que la conservation ou la livraison de la récolte peut exiger, sont supportés dans la proportion de la part qui revient à chacun d'eux dans le produit, par le propriétaire et le saulnier. Ce dernier cultive et récolte sur les bossis des marais salants, aux mêmes conditions que le colon partiaire des marais de

Saint-Hilaire. Il doit exécuter tous les travaux à la bêche ou à la houlette. Les semences sont fournies par égales portions entre le propriétaire et le colon.

A Beauvoir, les grosses réparations sont aussi à la charge du propriétaire et les travaux d'entretien à celle du saulnier. Les grosses réparations qui s'exécutent en avril et mai, sont le curage et le recalement des réservoirs, l'exhaussement du fonds et la reconstruction des chemins. Toutes les autres réparations sont réputées travaux d'entretien et de récolte et doivent être faites par le saulnier. Les produits se partagent partout dans la proportion de deux tiers pour Ie propriétaire, et d'un tiers pour le saulnier; mais à Beauvoir, celui-ci reçoit eu sus de sa part une indemnité d'un franc par œillet qu'il exploite.

A Talmont, les grosses réparations à la charge du propriétaire, sont le resoncement entier des aires et la reconstruction des chemins ; elles se sont en mai. Tous les autres travaux sont à la charge du saulnier. Les trois cinquièmes du produit sont attribués au propriétaire, les deux autres cinquièmes forment la part du saulnier.

A Chaillé-les-Marais, toutes les réparations d'entretien sont mises par l'usage à la charge du saulnier qui exploite ordinairement à prix d'argent. Le propriétaire est seulement tenu de rétablir à ses frais le marais salant quand il est usé et qu'il y a lieu de refaire le fonds. Les travaux, dans ce cas, se font en mai et juin. Le saulnier doit inonder d'eau salée les marais dès qu'ils cessent de faire du sel.

Aux Sables, le desséchement et le nettoyage ou enlèvement des boues molles qui couvrent le fonds des aires, se font au mois d'avril par le saulnier ou à ses frais. Toutefois, le maillage ou battage des aires pour les raffermir est à la charge du propriétaire. Celui-ci contribue, dans la proportion des trois cinquièmes, au desséchement nommé ajaugeaille qui se fait à bras dans les marais du hâvre de la Gachère. Les grosses réparations qui se font au mois d'avril pour le fonds des marais, et en tout temps pour les chaussées rompues, sont en totalité à la charge du propriétaire. Sont réputées grosses réparations, l'entretien des chaussées et digues, le foncement en terre nouvelle des

aires salantes, la reconstruction des chemins, le redressage ou le nivellement de toutes les parties du marais et le remplacement des coëfs. Les coëfs sont des aqueducs placés dans les chaussées et ordinairement formés d'un tronc d'arbre creux dont on ouvre ou ferme l'orifice, selon que l'on veut avoir de l'eau ou que l'on veut au contraire cesser de la laisser arriver au marais. Dans le canton des Sables, le produit des marais salants se partage, savoir : dans le hâvre des Sables, dans la proportion des deux tiers pour le propriétaire, et d'un tiers pour le fermier; dans le hâvre de la Gachère, trois cinquièmes pour le propriétaire, et deux cinquièmes pour le saulnier.

A St-Jean-de-Monts, les grosses réparations qui sont le relèvement des chemins, les réparations au fonds et le nivellement des œillets et des pièces chaudes, sont faites aux frais du propriétaire et tous les autres travaux sont réputés travaux d'entretien et sont faits par le saulnier; les grosses réparations se font ordinairement en mars. Les produits se partagent dans la proportion des deux tiers pour le propriétaire, et d'un tiers pour le saulnier.

A Noirmoutiers, les travaux d'entretien des marais salants, sont de les mettre chaque année en état de faire du sel, de les nettoyer de la boue molle qui s'y est amassée, d'arranger les petits chemins; ces travaux sont à la chage du saulnier ou paludier. Le curage des canaux de toute espèce se fait, selon les besoins, aux frais du propriétaire. Le paludier est pourtant, chaque année, tenu d'enlever au mois de mars la vase du fonds du canal appelé étrau ou prendseau. On appelle cette opération bogoyer. Les coëfs doivent être fournis et placés aux frais du propriétaire. Les grosses réparations qui sont l'exhaussement en grand des marais, celui des œillets appelé chaussement, l'opération qui consiste à peler les marais, se font aux frais et à la volonté du propriétaire. Elles se font habituellement au mois de mars. Le saulnier ou paludier a droit au tiers des produits, les deux autres tiers forment la part du propriétaire. Dans la disette d'eau, le marais salant peut prendre de deux marées l'une par son coëf d'écours.

CHAPITRE XXXIII.

Étangs.

Il existe dans le département, surtout dans le Bocage, un assez grand nombre d'étangs, mais le plus souvent ils ont des proportions tellement minimes, leur produit est d'une si faible importance, qu'ils ne sont soumis à aucun usage constant et reconnu. La jouissance des étangs est pourtant régie par certains usages dans les cantons de Montaigu, des Herbiers, de Saint-Hilaire, de La Châtaigneraie, de Pouzauges, de Chantonnay, des Essarts, de Mortagne et de Napoléon.

La pêche se fait, dans ces divers cantons, 3 ans après l'empoissonnement. A Pouzauges, ce terme de 3 ans n'est pas toujours observé, il est quelquefois réduit à 2 ans.

Le produit de la pêche appartient: à Montaigu, au propriétaire ou au fermier; aux Herbiers, à Saint-Hilaire, à Pouzauges et à Napoléon, en totalité au fermier. Dans ce dernier canton, si le domaine duquel dépend l'étang est exploité à moitié fruits, le poisson se partage par moitié entre le propriétaire et le colon. A Chantonnay, l'usage l'attribue à celui qui empoissonne. Dans les autres cantons, il revient en totalité au propriétaire.

Les châtaignes d'eau ou mâcres, les joncs, les rouches et les roseaux, appartiennent ordinairement à celui qui a le poisson. A Chantonnay et à Napoléon, ces divers produits sont attribués par l'usage au colon ou preneur.

Les grosses réparations à faire aux étangs sont partout et toujours à la charge du propriétaire. Il en est ainsi, le plus souvent du moins, des réparations d'entretien; cependant, à Saint-Hilaire, celles-ci sont à la charge du fermier. A Napoléon, le fermier doit entretenir à ses frais les grillages et les barrages.

Le fermier n'est tenu d'empoissonner l'étang que quand il en a le produit; c'est le propriétaire qui l'empoissonne quand il le pêche à son profit. Dans ce cas, l'étang, quoique faisant partie du domaine affermé, est en dehors de la ferme et le fermier ne jouissant d'aucun des avantages qu'il procure ne peut être tenu des charges.

Le fermier qui pêche à son profit, peut disposer, comme il l'entend, de tout le frai qui ne lui est pas nécessaire pour empoissonner.

Les étangs se pêchent :

A Montaigu, de Noël au 1er mars ;

Aux Herbiers, en février;

A Saint-Hilaire-des-Loges, vers le mois de mars;

A La Châtaigneraie, à Pouzauges et à Mortagne, en février et mars ;

A Chantonnay, à l'approche du printemps;

Aux Essarts, en mars;

A Napoléon, en mars et au commencement d'avril.

Le repeuplement ou empoissonnement des étangs se fait partout aussitôt la pêche et dès qu'il y a suffisamment d'eau.

CHAPITRE XXXIV.

Chemins d'exploitation et Passages.

Tout chemin de servitude, lorsque sa longueur n'est point déterminée par la convention, doit avoir :

A Montaigu, à Maillezais, à Saint-Gilles, au Poiré, à La Mothe, à Saint-Jean-de-Monts, à Palluau et à Challans, 3 mètres au moins de largeur;

A l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Fontenay, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Luçon, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers-les-Mauxfaits, à Mareuil et à Napoléon, 4 mètres;

A Rocheservière, 2 mètres 70 centimètres;

A Noirmoutiers, 2 mètres;

Enfin, à l'Île-d'Yeu, 2 mètres 33 centimètres;

L'usage ne fixe point la largeur des chemins de servitude à défaut de convention, aux Herbiers, à Pouzauges, à Beauvoir et à Chaillé.

On divise généralement le droit de passage en passage à tous exercices; c'est la faculté de passer sur le fonds asservi, soit à pieds, soit avec bestiaux, soit avec bœuss et charrettes; en passage avec bestiaux, c'est le droit de passer avec des bestiaux non attelés et en passage à pieds ou avec civière. Quand la largeur du passage n'est point autrement déterminée, l'usage lui assigne des dimensions plus ou moins grandes, suivant qu'il rentre dans la première, dans la seconde ou dans la troisième catégorie.

La largeur du passage à tous exercices est partout, excepté à Maillezais où elle est de 4 mètres au lieu de 3, la même que celle qui doit être donnée aux chemins de servitudes. Elle est : aux Herbiers et à Beauvoir, de 3 mètres; à Pouzauges, de 4 mètres ; à Chaillé, de 6 mètres dans les terres du marais, et de 3 mètres seulement dans les terres hautes.

La largeur du passage avec bestiaux est de 3 mètres : à Montaigu, à La Châtaigneraie, à Palluau, à Mortagne et à Mareuil; de 2 mètres, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à Fontenay, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Chaillé, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts et à Napoléon; d'un mètre 33 centimètres, à La Mothe-Achard, à l'Île-d'Yeu; de 4 mètres, à Talmont, à Sainte-Hermine et aux Moutiers; d'un mètre 50 centimètres, à Rocheservière et à Challans. Elle n'est point déterminée à Pouzauges, au Poiré et à Noirmoutiers.

Le passage à pieds ou avec civière doit avoir 1 mètre: à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Rocheservière, à Chaillé, aux Essarts, à Palluau, à Challans, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon; 1 mètre 33 centimètres, à Maillezais, à Fontenay, à La Mothe, aux Moutiers et à Mareuil; 2 mètres, à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon et à Mortagne; 1 mètre 50 centimètres, aux Sables et à Sainte-Hermine. A Noirmoutiers, sa largeur n'est pas déterminée, ou plutôt on ne fait aucune distinction entre les différents passages.

Le chemin ou passage peut partout être clos à l'aide d'une d'une barrière mobile.

CHAPITRE XXXV.

Terres détachées, Borderies dites porte-à-cou.

Les terres détachées sont celles qui sont affermées isolément ou avec une maison dont elles ne sont que l'accessoire; si elles sont réunies à une maison et à des toits, et si, quoique d'une étendue peu considérable, elles peuvent être considérées comme l'objet principal du bail, elles prennent le nom de borderie. Elles sont dites borderies porte-à-cou si le colon ou fermier n'y peut avoir ni charrue, ni charrette, mais seulement une ou deux vaches et du menu bétail; dans le cas contraire, elles sont considérées comme borderies ordinaires.

L'usage admet un assolement pour les terres détachées: à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à Fontenay, à La Mothe, à Beauvoir, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Challans, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon. Cet assolement est biennal, triennal ou quadriennal, ainsi que nous l'avons déjà mentionné au chapitre des assolements.

Quand les terres détachées sont affermées pour une année seulement, les paillés et buailles qu'elles produisent, appartiennent presque toujours au fermier ou colon, quand il n'en a pas trouvé à son entrée. S'il en a reçu lors de son entrée en jouissance, elles sont ordinairement attribuées au propriétaire. C'est pourtant quelquefois celui qui fournit l'engrais qui les prend; voici d'ailleurs ce qui se pratique à cet égard dans les différents cantons:

A Montaigu, à l'Hermenault, à Maillezais, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré, à Beauvoir, à Chaillé, aux Essarts, à Mortagne et à Noirmoutiers, les pailles et buailles appartiennent, dans le cas dont il s'agit, c'est-à-dire dans le cas d'un fermage annuel, au fermier ou colon. Elles sont aussi au fermier ou colon, mais seulement s'il n'en a pas reçu à son entrée: à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Luçon, à Sainte-Hermine, à Mareuil, aux Moutiers et

à La Mothe-Achard. Dans ce dernier canton, l'usage autorise le propriétaire à les retenir en en payant la valeur à dire d'expert.

Aux Herbiers, elles restent à la propriété. Elles appartiennent à celui qui a fourni l'engrais : à Rocheservière, à Pálluau et à Challans.

Aux Sables, les pailles appartiennent au colon s'il bat la récolte, et les buailles à celui qui a fourni l'engrais.

A Napoléon, quand l'engrais a été fourni par le preneur, la paille lui appartient; mais, dans tous les cas, il doit laisser la buaille.

A l'Île-d'Yeu, les pailles et chaumes se partagent par moitié entre le propriétaire et le colon.

A Saint-Gilles, selon l'époque de l'entrée, les pailles et buailles sont attribuées par l'usage ou au fermier, ou au propriétaire.

CHAPITRE XXXVI.

Vaine Pâture.

La vaine pâture est la faculté laissée à une communauté d'habitants de faire pacager en commun des terres ou des prés appartenant à des particuliers.

L'exercice de cette faculté n'est possible que sur les terres non closes et accessibles à tous, aussi la vaine pâture n'existet-elle nulle part, en Bocage, où les terres sont toujours renfermées par des haies ou par des terriers. Dans la Plaine, elle est au contraire presque partout admise par l'usage, mais seulement pour les terres ou prés dépourvus de clôtures. Dans les Marais, elle est aussi quelquefois permise dans les terres ouvertes.

La vaine pâture est en usage dans la plaine de l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, dans la plaine du canton de Talmont, dans celle du canton des Sables, à Luçon, dans la plaine du canton de Sainte-Hermine, dans celle du canton des Moutiers, dans celle de Mareuil, à Noirmoutiers où elle est connue sous le nom de gallais, et à l'Île-d'Yeu; elle est tolérée dans la plaine du canton de Chantonnay.

L'exercice de la vaine pâture est ordinairement réglementé par des arrêtés municipaux. Toutefois, à Saint-Gilles, à Chantonnay, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu, l'autorité municipale n'intervient point pour en déterminer les limites, et la vaine pâture s'exerce sans aucune règle.

Les terres soumises à la vaine pature sont le plus habituellement les terres labourables non closes en jachères ou en guérets. Elle peut, mais exceptionnellement, être exercée sur les prés non clos et sur les landes.

Elle s'exerce sur les terres labourables seulement, aussitôt après l'enlèvement de la récole : à l'Hermenault, à Maillezais, à St-Gilles, à Talmont, dans la plaine du canton des Moutiers, à Mareuil et à Noirmoutiers. Elle s'applique aussi aux terres labourables non closes seulement: à Luçon et à Ste-Hermine; mais l'époque à laquelle elle peut être commencée y est réglée par un arrêté municipal. Aux Sables où elle n'est applicable qu'aux terres de plaine non closes, elle commence à dater du 1er septembre.

Elle comprend, à Saint-Hilaire et à Fonteuay, les terres labourables et les prés non clos, et à l'Île-d'Yeu, les terres labourables et les landes. Elle s'exerce, dans ces divers cantons, aussitôt après l'enlèvement des récoltes.

A Chantonnay, elle est tolérée par l'usage, après l'enlèvement du chaume, dans les terres labourables de la Plaine.

L'arrêté municipal fixe ordinairement une limite pour la quantité et l'espèce de bétail à conduire sur les terres qui sont assujetties à la vaine pâture. C'est notamment ce qui a lieu aux Sables, à Luçon, à Sainte-Hermine et à Mareuil. Il en est quelquefois ainsi à Fontenay et aux Moutiers. Dans ce dernier canton, les moutons sont seuls admis à la vaine pâture. Dans les autres cantons, l'exercice de la vaine pâture n'est point habituellement réglementé par un arrêté municipal.

Le propriétaire du terrain assujetti à la vaine pâture, peut toujours l'y soustraire en le faisant clore. Il lui suffira

même, dans certains cantons, pour arriver à ce but, de manifester son intention par des signes extérieurs. Les signes en usage sont, outre la clôture, à l'Hermenault, à Maillezais, à Fontenay et aux Moutiers, un brandon ou bouchon de paille placé au sommet d'une perche sur le terrain que l'on veut soustraire à la vaine pâture, ou un sillon tracé autour de ce terrain. A Saint-Hilaire-des-Loges, à Talmont, à Chantonnay et à Sainte-Hermine, tous signes de nature à faire connaître au public l'intention du propriétaire.

Il existe, dans quelques-uns des cantons que nous venons de désigner, un droit qui diffère peu de la vaine pâture et que l'on nomme parcours.

A l'Hermenault, le parcours s'exerce, sur les prairies non closes et sur les champs d'orge et de baillarge, aussitôt après l'enlèvement des récoltes, dans les champs qui ont produit du froment, à partir du 8 septembre seulement. Pour l'exercice de ce droit, les vaches sont confiées à des gardiens qui les font pacager sur les terres soumises au parcours, moyennant un salaire de vingt-cinq litres de baillarge par tête de bétail, pour le temps qui s'écoule depuis l'ouverture du parcours, sur les champs d'orge et de baillarge, jusqu'au 8 septembre; et, après cette époque, de 40 centimes par tête et par mois.

A Saint-Hilaire-des-Loges, le parcours a lieu sur toutes les prairies non closes, au profit des habitants de la commune, après l'enlèvement de la première herbe.

A Fontenay, le parcours ne s'exerce que dans les prés communs; il ne peut avoir lieu qu'après l'enlèvement de la première herbe et le ratelage.

A Sainte-Hermine, le parcours est réglementé par l'administration communale.

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, le parcours et la vaine pature sont limités aux fermes dont le siège est dans la commune. Quant aux fermes qui possèdent des parcelles en dehors de la commune où est leur siège principal, leur droit de parcours et de vaine pature est limité au ténement dans lequel se trouvent ces parcelles.

CHAPITRE XXXVII.

Devoirs et obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier sortant l'année du changement

§ 1. — Prés.

Les travaux des prés, l'anuée de l'entrée en jouissance et avant cette entrée, sont faits suivant leur nature, soit par le colon ou fermier entrant, soit par le colon ou fermier sortant.

A Fontenay, à Chantonnay et à Sainte-Hermine, l'obligation imposée à l'entrant de faire certains travaux dans les prés, ne commence qu'à partir du 2 février.

A Saint-Fulgent, elle commence à la Toussaint qui précède l'entrée en jouissance.

Les clôtures doivent êtres faites, tantôt par le colon ou fermier sortant, tantôt par le colon ou fermier entrant.

Elles doivent être faites par le sortant: à Montaigu, aux Herbiers, à Pouzauges, à Rocheservière et à Mortagne, avant le 23 avril. Le sortant est encore tenu de les faire, à l'Hermenault, du 2 février au mois de mars; à Saint-Hilaire-des-Loges, avant le 25 mars; à La Châtaigneraie, à Fontenay, à Saint-Fulgent et à Challans, avant la sortie; au Poiré, dès qu'il cesse de faire pacager les prés; à Beauvoir, pour les prés de fauche, avant le 25 décembre; pour les prés de bœus ou pâture, avant le 25 mars; pour les autres prés, avant la sortie. A Chantonnay, avant le 2 février; à Saint-Jean-de-Monts, du 15 septembre à la sin d'octobre; à Luçon, dans le courant de l'année, sans qu'il y ait pour cela d'époque précise; aux Essarts, en sévrier au plus tard; à Palluau, du 2 février au 24 avril, quand il cesse de les faire pacager.

L'entrant doit faire les clôtures des prés l'année de son entrée en jouissance : à Maillezais, du 2 février au 25 mars; à Saint-Gilles, avant le 25 avril ; à Palluau, en avril ; à Talmont et aux Sables, du 2 février au 25 avril ; aux Moutiers, au mois d'avril et avant le 31 mars; à Mareuil, en février ; à Napoléon,

dès l'instant où le sortant cesse sa jouissance. A Ste-Hermine, le sortant fait et entretient les clôtures jusqu'au 2 février, après cette époque elles sont à la charge de l'entrant.

Les rigoles ou rouyères d'assèchement et d'irrigation des prés doivent être curées par l'entrant :

A Montaigu, en automne et en hiver;

Aux Herbiers, à Fontenay, à Chantonnay et à Sainte-Hermine, à partir du 2 février;

A l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Palluau et à Challans, à partir du 1er novembre;

Au Poiré et aux Sables, à partir de l'époque à laquelle on cesse de faire pacager;

A La Mothe, dans le courant du mois de novembre qui précède l'entrée;

A Talmont, en février et en mars pour les rigoles d'irrigation seulement, les autres devant être entretenues par le sortant;

A Rocheservière, à la fin d'octobre et au commencement de novembre;

A Mortagne, en décembre et en janvier;

Aux Moutiers, en février;

A Mareuil, avant la végétation;

A Napoléon, à partir du mois de janvier.

A Pouzauges, l'entrant doit ses soins, à partir du 1er janvier, aux rigoles d'irrigations, les autres sont entretenues par le sortant.

A Saint-Fulgent, l'entrant nettoie, à dater du 1er novembre qui précède son entrée, la partie des rigoles comprise dans l'intérieur des prés, celle qui se trouve à l'extérieur est entretenue par le sortant jusqu'au moment de la sortie; la partie des rigoles qui se trouve à l'extérieur des prés doit aussi, à Montaigu, être entretenue par le sortant.

Aux Essarts, les rigoles d'irrigation sont seules à la charge de l'entrant. Il doit les curer dès le mois de septembre. Il n'est tenu de donner aucun soin aux autres dont l'entretien reste à la chage du sortant jusqu'au moment de la sortie.

A Maillezais et à Saint-Jean-de-Monts, ce n'est qu'à compter du jour de l'entrée en jouissance que le colon ou fermier entrant, est tenu d'entretenir et de curer les rigoles. L'obligation de faire cette opération est laissée par l'usage au sortant, à St-Hilaire-des-Loges où elle doit être faite avant le 25 mars; à La Châtaigneraie et à Luçon où elle doit être faite avant la sortie, sans qu'il y ait pour cela d'époque déterminée.

A Chaillé-les-Marais, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu, il n'y a d'usage reconnu ni pour les clôtures, ni pour l'entretien des rigoles des prés. Pour ce dernier objet, il n'y a pas non plus d'usage à Beauvoir.

La destruction des ronces, épines, taupinières et fourmilières incombe, comme l'obligation de clore et celle de curer les rouyères, tantôt à l'entrant, tantôt au sortant.

Elle doit être faite par l'entrant: à l'Hermenault, à Fontenay et au Poiré, dans le courant de l'hiver; à Maillezais, pour les prés destinés à être fauchés, du 2 février au 25 mars; à Saint-Gilles, à partir du 25 avril; à Pouzauges, avant le 23 avril; à La Mothe, en avril; à Talmont, au printemps; à Chaillé-les-Marais, en février et mars; aux Sables, au moment où l'on fait la clôture; à Palluau, après le 2 février; aux Moutiers-les-Mauxfaits, à la fin d'avril au plus tard; à Mareuil, en tout temps; à Challans, du 25 décembre au 1er mars; à Napoléon, à partir du jour de la prise de possession.

A Sainte-Hermine, l'opération dont il s'agit doit être faite par le sortant jusqu'au 2 février et ensuite par l'entrant. Ils sont tenus de la faire toutes les fois qu'il en est besoin.

A Rocheservière, cette opération est à la charge de l'entrant. Le sortant est tenu de nettoyer les prairies des ronces, épines, taupinières et fourmilières : à Montaigu, au 1^{er} février; aux Herbiers, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie et à Beauvoir, avant sa sortie; à Chantonnay et aux Essarts, avant le 2 février; à Saint-Fulgent, aussi avant le 2 février, pour les ronces et pour les épines, et jusqu'à la sortie pour les taupinières; enfin, à Mortagne, sans que, dans ce dernier canton, il y ait pour l'opération d'époque déterminée.

Ce que nous venons de dire des obligations imposées par l'usage au fermier entrant ou sortant relativement à la clôture des prés, à leur entretien, à l'entretien des rigoles et rouyères et à la destruction des épines, broussailles, taupinières et fourmilières, ne modifie en rien l'obligation légale imposée à ce dernier, de laisser au moment où sa jouissance cesse, les prés en bon état, c'est-à-dire bien clos et nets de taupinières, épines et broussailles, s'il les a trouvés tels lors de son entrée en jouissance.

Il peut, l'année de la sortie, faire pacager les prés comme dans les autres années de sa jouissance en se conformant, pour l'époque où il doit cesser de le faire et pour les bestiaux qu'il y conduit, à ce que nous avons dit précédemment.

Il prend, s'il y a lieu, c'est-à-dire si, avant sa sortie, il peut l'utiliser sur l'exploitation, le regain des prés : aux Herbiers, au Poiré, à Chantonnay, s'il sort au 1er novembre; à Talmont, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Mortagne, à Challans, pour la sortie du 1er novembre, et à Napoléon.

Les fauches qui précèdent l'entrée en jouissance, l'engrangement ou l'embargement des foins, doivent être faits par celui qui profite de la récolte. En général, lorsque l'entrée a lieu le 23 avril, ces divers travaux sont faits par le sortant; ils sont faits par l'entrant, quand la jouissance commence le 29 septembre ou le 1er novembre. Cette règle n'étant point appliquée d'une manière absolue, nous allons indiquer les cantons où les travaux dout il s'agit sont faits par le colon ou fermier entrant.

La récolte des foins qui précède l'entrée en jouissance, est faite par l'entrant : à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à Fontenay; au Poiré, pour les fermes du 1er novembre; à la Mothe-Achard, à Beauvoir, excepté pour la commune de Bouin, où le sortant ne laisse pas de prés de fauche; à Chantonnay seulement pour les fermes du 1er novembre; à Talmont; à Chaillé, seulement pour la partie qui lui est réservée dès le 8 février; aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts, quand la jouissance commence le 1er novembre; à Palluau, dans le même cas; à Sainte-Hermine, pour les fermes du 29 septembre, pour celles du 1er novembre, c'est le sortant qui fait la récolte; aux Moutiers, à Mareuil, à Challans et à Napoléon.

Dans les autres cantons, et notamment à l'Hermenault et à La Châtaigneraie où l'entrée en jouissance a ordinairement

lieu en septembre et en novembre, et à Pouzauges où elle a quelquesois lieu aux mêmes époques, les fauches, l'engrangement et l'embargement des soins de la récolte qui précède l'entrée en jouissance sont faits par le colon ou fermier sortant.

Le transport des foins, dans le cas dont il vient d'être parlé, est fait par les bœufs et les charrettes de l'entrant: à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, à La Mothe, à Beauvoir et à Saint-Jean-de-Monts. A Montaigu, aux Herbiers, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, aux Essarts, aux Moutiers, à Mareuil et à Napoléon, ils sont transportés par les bœufs et les charrettes du sortant. A Palluau, le transport se fait avec les bœufs du sortant et avec les charrettes de l'entrant, quand la jouissance commence au 1^{er} novembre. Il se fait ainsi à Challans et à Saint-Gilles, excepté dans le marais de ce dernier canton, où l'entrant fournit tout. A Chaillé-les-Marais et à Sainte-Hermine, celui qui fait les fauches transporte le foin.

Lorsque les fauches précèdent la sortie, l'usage impose presque toujours au colon ou fermier entrant, l'obligation d'abandonner au colon ou fermier sortant, une certaine quantité de foin pour nourrir le bétail de la ferme jusqu'au moment de la sortie. On comprend que la quantité de foin ainsi abandonnée doit être essentiellement variable; elle est proportionnelle au temps qui reste à courir et au nombre de têtes de bétail qui se trouvent sur l'exploitation.

Elle est :

A l'Hermenault, du quart de la récolte;

A Saint-Gilles et aux Sables, de 750 kilogrammes; dans ce dernier canton, l'entrant abandonne quelquesois au sortant une portion de prés déterminée;

A Saint-Hilaire-des-Loges, dans le Bocage seulement, la quantité n'est point déterminée par l'usage.

A La Châtaigneraie et à Pouzauges, de 165 kilogrammes par hectare ensemencé;

Au Poiré et à Chantonnay, pour le sortant au 1^{er} novembre, de 250 kilogrammes par couple de bœufs; dans ce dernier canton, l'usage permet aussi de donner en tout 1100 kilogr. A La Mothe-Achard, la quantité qui doit être abandonnée est égale à celle que le sortant avait laissée lors de son entrée en jouissance ou proportionnelle au nombre des bœufs de la ferme.

Aux Essarts, pour les fermes du 1er novembre, la quantité de foin laissée au sortant doit être aussi proportionnelle au nombre des bœufs de l'exploitation.

Elle doit être : à Palluau, de 250 à 500 klilogrammes par couple de bœufs ;

A Sainte-Hermine, pour le fermier sortant au 1er novembre, du tiers de la récole. En Plaine, le sortant prend la première coupe de luzerne;

Aux Moutiers, de 250 kilogrammes par couple de bœufs; quelquefois un pré ou une portion de pré est abandonnée au lieu de foin;

A Challans, de 1000 kilgrammes pour six bœuss; de 666 kilogrammes pour quatre bœuss et de 333 kilogrammes pour deux bœuss.*

A Napoléon, la quantité abandonnée au sortant doit être égale à celle qu'il a donnée lui-même lors de son entrée en jouissance. L'entrant peut aussi lui laisser une certaine quantité de prés, mais seulement si cela s'était fait au commencement du bail.

A Mareuil, la quantité à laisser est réglée par la convention.

A l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à La Châtai-gneraie, à Chantonnay, à Talmont, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mareuil, à Challans et à Napoléon, un emplacement, soit dans les granges, soit hors des granges, mais près des bâtiments, doit être abandonné au sortant, pour qu'il puisse y déposer le foin qui lui est réservé. Le sortant fauche ordinairement le foin que l'entrant lui abandonne. Toutefois, à Saint-Hilaire-des-Loges, au Poiré et à Talmont, ce dernier fauche toute la récolte et il donne ensuite au sortant la quantité qui lui est attribuée par l'usage. Il en est ainsi à Challans, quand on ne fait point au sortant l'abandon d'un pré ou d'une portion de pré pour le remplir de son droit et qu'on lui donne au contraire une quantité de foin déterminée.

L'usage fait rarement au sortant une obligation de donner un logement à l'entrant pour lui et sa famille pendant la récolte du foin. Il en est cependant ainsi à Fontenay, à Chaillé, aux Essarts, à Sainte-Hermine, mais pour ce dernier canton seulement quand l'entrant demeure au loin; aux Moutiers-les-Mauxfaits, l'entrant se loge ordinairement dans la grange; et enfin à Mareuil.

Le soutre ou dessous des barges ou meules de foin doit être fourni par l'entrant; ce n'est qu'exceptionnellement qu'il peut exiger que le bois ou la paille nécessaire pour former ce soutre lui soit fourni par le sortant.

A Maillezais, celui-ci est tenu de lui fournir de la paille pour cet objet.

A La Châtaigneraie et à Mareuil, le sortant fournit tout ce qui est nécessaire, mais pour ce dernier canton, dans le cas seulement ou le soutre lui avait été donné à son entrée.

Les foins et fourrages de toutes natures appartiennent au domaine qui les a produits et, en principe, ils ne peuvent point en être détournés. Le colon ou fermier ne peut donc, pas plus l'année de la sortie que pendant le cours du bail, les vendre en totalité ou en partie, sans le consentement du propriétaire. Il est pourtant, mais exceptionnellement, autorisé par l'usage à disposer dans certains cantons, soit de la totalité, soit d'une partie déterminée des foins et fourrages. Ainsi, à Beauvoir, le fermier sortant pourra, l'année de la sortie, vendre les foins vieux; il a la même faculté à Saint-Jean-de-Monts. A Sainte-Hermine, s'il en a plus qu'il ne peut en faire consommer, il pourra vendre le surplus. A Palluau, si, au moment de la sortie il lui reste des foins ou autres fourrages, il pourra en disposer si on refuse de les lui prendre à dire d'experts.

A Chaillé-les-Marais, à Luçon et dans le marais des Moutiers, il dispose en tout temps et comme il l'entend, des fourrages de toute nature.

Le colon ou fermier sortant jouit presque partout du pacage des prés ou pâtis, jusqu'au moment de sa sortie qui n'a lieu le plus souvent qu'après son dernier ensemencement. Quand il n'en est pas ainsi, il lui est quelquefois abandonné un pré ou un pâtis pour y faire pacager ses bœus pendant l'ensemencement. Dans le cas dont il s'agit, le sortant a droit au pacage d'un pré ou d'un pâtis : à l'Hermenault, à La Châtaigneraie et aux Essarts. A Pouzauges, il ne peut prétendre qu'au pacage d'un pâtis.

§ 2. — Prairies artificielles.

Le fermier ou colon entrant au 23 avril, dispose, comme il l'entend, du fourrage provenant des prairies artificielles. Il n'en est pas ainsi du colon ou fermier entrant à une autre époque. Le plus souvent, et notamment lorsque l'entrée a lieu au 1er novembre, le sortant a seul tout le fourrage; il est pourtant quelques cantons où le produit des prairies artificielles se partage. A l'Hermenault et à Luçon, la première coupe appartient au sortant, les autres coupes à l'entrant. Il en est ainsi à Fontenay, mais seulement pour le cas où le sortant n'a pas laissé à l'entrant la quantité de guérets à laquelle, d'après l'usage, celui-ci avait droit. A Chantonnay, tout ce que le sortant n'a pas fait consommer en vert appartient à l'entrant.

A Talmont, ce dernier a droit à la première coupe des sainfoins et luzernières.

A Sainte-Hermine, l'usage lui attribue la seconde coupe.

A Chaillé-les-Marais, le sortant doit, à partir du 2 février, lui réserver le dixième des prairies artificielles dont il fauche à la maturité le produit qu'il enlève ensuite le 15 août.

Le colon ou fermier entrant est, dans quelques cantons, autorisé par l'usage à semer des plantes fourragères et particulièrement du trèfle dans les blés du fermier sortant. Cette faculté lui est laissée à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, aux Essarts, à Challans et à Sainte-Hermine. A Saint-Fulgent, elle peut être exercée dans la proportion de trois ares par hectare de terre labourable. Elle s'exerce à Challans, conformément à l'usage établi dans la ferme. Dans le canton de Napoléon, lorsque le colon ou fermier sortant a été autorisé à semer des trèfles à son entrée, celui qui lui succède peut user du même droit.

L'entrant peut quelquesois exiger qu'avant l'époque de son entrée en jouissance, le sortant lui abandonne une certaine étendue de terre pour y semer des trèsses ou des plantes sourragères d'une autre espèce. Les cantons où il a ce droit sont ceux de Montaigu, de Saint-Gilles, de La Châtaigneraie, de Saint-Fulgent, de Chantonnay, de Talmont, de Chaillé-les-Marais, des Sables, de Palluau et de Challans.

La quantité de terre à laquelle l'entrant peut prétendre est très-variable; elle est :

A Montaigu, de deux ares par hectare de la contenance de la métairie;

A La Châtaigneraie, du vingt-cinquième de cette contenance;

A Saint-Fulgent, d'un are cinquante centiares par hectare de terre labourable;

A Talmont, du douzième des terres qui doivent être ensemencées. Le terrain abandonné doit être exclusivement employé à la culture des choux;

A Chaillé, du dixième de la contenance en guérets qu'il peut lever au mois de mai;

A Challans, de vingt-cinq ares par couple de bœufs.

Cette quantité n'est point déterminée, mais elle doit être proportionnelle à l'étendue du domaine : à Saint-Gilles, à Chantonnay et à Palluau. Elle n'est pas non plus déterminée aux Sables; dans ce dernier canton, la terre abandonnée, dans le cas dont il s'agit, doit être consacrée exclusivement à la culture des choux.

A Napoléon, quand le colon ou fermier sortant a, lors de son entrée dans la ferme, reçu une certaine quantité de terre pour la culture du vert, il doit en laisser à l'entrant une quantité égale à celle qu'il a reçue.

Nous l'avons dit déjà, le colon ou fermier sortant n'est pas ordinairement tenu de laisser des prairies artificielles; cependant, à Chantonnay, il doit en laisser proportionnellement à l'étendue du domaine et, dans quelques autres cantons, lorsqu'il en a trouvé sur l'exploitation, lors de son entrée en jouissance, il doit, à sa sortie, en laisser une quantité égale à celle qu'il a reçue. Les cantons où cette obligation lui est imposée, sont ceux de Montaigu, des Herbiers, de Maillezais, de La Châtaigneraie, de Pouzauges, de Talmont, pour les sainfoins et les luzernes; des Essarts, de Sainte-Hermine et de Challans.

Il ne peut lever les prairies artificielles et les faire pacager que conformément à ce qui a été dit pour sa jouissance pendant le cours du bail. Lorsqu'il est autorisé par l'usage à les faire pacager, il peut y conduire des chevaux, des mulets et des moutons: à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie; à Pouzauges, mais pour ce dernier canton, la deuxième année seulement; au Poiré, à Saint-Fulgent, aux Sables, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers, à Challans et à Napoléon. A Talmont, il ne peut y envoyer que les chevaux et les mulets, jamais les moutons; à Chantonnay, les animaux de l'espèce bovine seulement.

Nous avons vu précédemment que l'entrant est, dans cer-tains cantons, autorisé par l'usage à semer du trèfie dans les blés du sortant. Dans ce cas, celui-ci est quelquesois privé du droit de faire pacager les chaumes ainsi ensemencés. C'est ce qui a lieu aux Herbiers, à l'Hermenault, à La Châtaigneraie, à Talmont, à Luçon, aux Essarts et à Sainte-Hermine. A Challans, le colon ou sermier sortant, doit réserver un hectare environ pour l'entrant. A Pouzauges, le sortant peut saire pacager les chaumes dont il s'agit par les animaux de l'espèce bovine, jamais par les moutons, ni par les chevaux.

§ 3. - Prés gras.

Le produit des prés gras étant ordinairement mangé en vert, l'entrant ne peut y prétendre qu'à partir de son entrée en jouissance.

Dans le canton de Saint-Hilaire-des-Loges, on ne fait aucupe distinction entre les prés gras et les autres prés, et le colon ou fermier entrant peut prétendre à leur récolte comme à celle des autres prairies de la ferme.

A Saint-Gilles, aux Moutiers et à Mareuil, il peut exiger la portion de la récolte des prés gras qui a été convertie en foin. A Chantonnay, il peut s'opposer à ce que le sortant fasse consommer autrement qu'en vert le produit des prés gras. Ce dernier ne doit user de ce produit qu'au fur et à mesure de ses besoins.

Le sortant jouit du produit des prés gras jusqu'au moment de sa sortie, il le fait ordinairement manger en vert; cependant, à Saint-Hilaire-des-Loges, si l'usage du lieu l'y autorise, il peut faire pacager les prés gras. Il doit, d'ailleurs, pendant l'année de sa sortie, comme pendant tout le cours du bail, exercer sa jouissance en bon père de famille, ne faucher l'herbe que quand elle est suffisamment grande pour être employée utilement et ne prendre que la quantité qu'il peut faire consommer.

§ 4. — Pâtis.

L'entrant n'a point, en général, le droit de choisir, avant son entrée en jouissance, un ou plusieurs pâtis qui doivent lui être réservés par le sortant. Cette faculté lui est cependant laissée dans quelques cantons.

A Montaigu, il peut désigner le 25 mars jusqu'à concurrence du quart des terres labourables en pâture.

Aux Herbiers, il peut choisir un pâtis et un pré.

A Pouzauges, lorsque l'entrée en jouissace a lieu le 23 avril, l'entrant désigne un champ de pacage qui lui est réservé. Il a le même droit à Saint-Fulgent; dans ce dernier canton, c'est ordinairement le 2 février que le choix se fait; le champ ainsi désigné doit être de grandeur moyenne.

A Chantonnay, lorsque l'entrée en jouissance a lieu le 23 avril, l'entrant peut exiger qu'une certaine quantité de terres en pâture lui soit réservée.

A Beauvoir, le tiers des prés et des terres en pâture doit lui être laissé sur la désignation d'experts choisis par les parties.

A Mortagne, le sortant lui abandonne, sans choix, un pré et un champ.

Enfin, à Challans, on lui réserve, à partir du 2 février, pour les métairies de Saint-Michel, ceux que l'usage de la ferme désigne pour cet objet.

A Saint-Jean-de-Monts, le colon ou fermier sortant doit abandonner, à partir du 20 juillet, un ou même plusieurs pâtis à l'entrant.

A Palluau, s'il en avait reçu avant son entrée, il devrait en laisser une quantité égale à celle dont l'abandon lui avait été fait.

L'usage donne, le plus souvent du moins, à l'entrant, le droit de faire pacager après son entrée ou même de recueillir l'herbe qui croît sur les lisières ou cheîntres des champs ensemencés par le sortant. Ce droit lui est pourtant refusé: à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Fontenay, à Beauvoir, à Talmont, aux Sables, à Sainte-Hermine, aux Moutiers-les-Mauxfaits et à Napoléon.

L'année de la sortie le sortant doit, pour le pacage des pâtis, se conformer à ce que nous avons dit pour le pacage des mêmes terres pendant le cours du bail. L'usage lui interdit quelquesois d'y conduire ses moutons ou d'y laisser aller ses volailles. Il ne doit point y conduire ses moutons : à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, aux Essarts, à Palluau et aux Moutiers. Aux Herbiers et à Challans, il ne peut les y conduire que jusqu'au 2 février. Il ne doit point laisser aller ses volailles dans les pâtis : à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, aux Sables et à Napoléon. A Talmont et aux Essarts, il lui est interdit d'y laisser aller les oies et les canards.

§ 5. — Des Guérets de l'entrant et de ceux du sortant l'année du changement.

En principe, les guérets doivent être préparés par le colon ou fermier appelé à profiter de la récolte qu'ils sont destinés à produire; en cas de changement, c'est donc l'époque de l'entrée en jouissance qui détermine celui des colons ou fermiers qui doit faire les guérets. Lorsque l'entrée en jouissance a lieu le 23 avril, comme le colon ou fermier entrant sème la récolte qui doit être recueillie l'année suivante, il est ordinairement tenu de préparer les guérets. Cependant, pour cette époque d'entrée en jouissance, il existe, dans quelques cantons, une exception parfielle à la règle que nous venons de poser. Le colon ou

fermier sortant au 23 avril doit, à l'époque où ce travail se fait habituellement, faire les levailles, c'est-à-dire donner le premier labour aux terres destinées à l'ensemencement de l'entrant. Lorsque l'entrée en jouissance a lieu le 29 septembre, c'est aussi, le plus souvent du moins, l'entrant qui prépare les guérets et qui les ensemence. Enfin, pour l'entrée en jouissance du ler novembre, les guérets sont labourés par le sortant qui vient l'année qui suit sa sortie prendre la récolte qu'ils ont produite. Toutefois, dans ce dernier cas, l'entrant est, dans plusieurs cantons, autorisé par l'usage à se faire abandonner par le sortant, soit une petite portion des terres qui doivent être mises en guérets, soit une portion de ces guérets pour la culture des plantes fourragères (grands choux, choux mille æils, choux-rêbes, betteraves, carottes, etc.), destinées à la nourriture du bétail après l'entrée en jouissance.

Nous allons exposer ce qui se pratique à cet égard dans chaque canton :

A Montaigu, l'entrant dispose des guérets à partir du 23 avril, jour de son entrée en jouissance. Le sortant doit, avant sa sortie et à l'époque où ce travail se fait habituellement, convertir en guérets par un premier labour le tiers des terres labourables de l'exploitation. Il laisse ces guérets à l'entrant qui, à dater du jour de sa prise de possession, y fait ce qu'il veut; il y sème ordinairement du mil, du sarrazin, des haricots et, en général, toutes les plantes dont la culture se fait au printemps et dont la récolte a lieu avant l'époque à laquelle on sème le blé. Le produit qu'il en retire lui appartient exclusivement.

Avant son entrée en jouissance et dès le 29 septembre qui la précède, il a le droit d'exiger, et ce dans la proportion de deux ares par hectare, du sortant qui doit lui fournir en outre ses bœufs et ses instruments aratoires pour la cultiver, une certaine étendue de terre qu'il peut ensemencer en plantes fourragères (trèfles et garobes), destinées à êtres coupées en vert au printemps.

Aux Herbiers, les guérets sont à la disposition de l'entrant comme à Montaigu, à partir seulement du jour de l'entrée en jouissance, c'est-à-dire du 23 avril. Ils sont aussi pour la première façon, et jusqu'à concurrence du tiers des terres labourables, préparés par le sortant; l'entrant ne peut y faire aucune culture jusqu'au 23 avril, mais à partir de cette époque, il en dispose comme il l'entend, ce qu'il y récolte lui appartient en totalité.

Avant son entrée en jouissance, l'entrant ne peut prétendre qu'à la terre qui lui est nécessaire pour ses semis. Il a la faculté, pour cultiver le terrain qui lui est abandonné pour cet objet, de se servir, si cela est nécessaire, des bœus et des instruments aratoires du sortant.

A l'Hermenault, l'entrant au 29 septembre prend possession des terres destinées à former les guérets à partir du 25 mars, il les prépare avec ses bœufs et ses instruments pour les ensemencer en blé; il peut prétendre, en Plaine, au quart, et en Bocage, au tiers des terres labourables de l'exploitation. L'entrant au 1er novembre ne peut disposer des terres qu'après son entrée en jouissance. Dans ce cas, les guérets de l'année de la sortie sont préparés par le sortant auquel appartient la récolte qu'ils doivent produire.

A Maillezais, l'entrant dispose à partir du 25 mars en Plaine, et du 1er mai en Marais, du tiers des terres labourables; il y fait ce qu'il veut; les produits qu'il en retire lui appartiennent exclusivement. Il dispose aussi, sauf le droit qu'a le sortant de les faire pacager jusqu'à l'ensemencement, et dès qu'elles sont dépouillées de leurs récoltes qui appartiennent à ce dernier, des terres labourables qui doivent être ensemencées de nouveau et qui, dans le canton, sont connues sous le nom de demi-guérets.

Dans l'un comme dans l'autre cas, tous les travaux de culture sont faits par l'entrant avec ses bœufs et ses instruments aratoires.

A Saint-Gilles, l'entrant au 29 septembre dispose des terres destinées à former les guérets : dans la Plaine, à compter du 1er mars; dans le Marais, aussitôt après l'enlèvement des récoltes. Il les prépare avec ses bœufs et ses instruments.

L'entrant au 1er novembre peut prétendre pour la culture des choux, à l'époque où les travanx de cette culture doivent

être faits, à une certaine étendue de terre qu'il prépare entièrement à ses frais. L'étendue à laquelle il a droit n'est point déterminée. Elle doit être égale à celle qui était précédemment consacrée à la même culture sur l'éxploitation. Les choux qui appartiennent en totalité à l'entrant, et qui sont destinés à la nourriture de son bétail après son entrée en jouissance, doivent être arrachés en temps convenable (le 20 octobre au plus tard), pour que le sortant puisse les remplacer par une céréale. Ils ne peuvent être laissés sur place qu'avec le consentement de celui-ci. L'entrant dans le cas dont nous nous occupons se sert pour exécuter les travaux de culture de ses propres instruments; mais il a la faculté d'employer les bestiaux du sortant.

A Saint-Hilaire, dans le Bocage, le sortant ensemence les terres l'année de la sortie et c'est lui qui prépare les guérets; il doit seulement, à sa sortie, laisser un tiers des terres en jachères. Dans la Plaine, c'est au contraire l'entrant qui fait les semailles; il dispose des le 25 mars qui précède son entrée des terres destinées à l'ensemencement. Il les laboure et les cultive comme il l'entend; ce qu'il y récolte lui appartient excepté toutesois pour les choux dont les seuilles peuvent être prises par le sortant jusqu'au jour de la sortie. Dans la Plaine, l'entrant a droit, à partir du 25 mars qui précède son entrée, au tiers des terres labourables pour les mettre en guérets. Dans le Bocage, il ne peut prétendre, à dater de cette même époque, qu'à l'étendue de terre qui lui est nécessaire pour faire ses choux. Cette étendue n'est point déterminée; elle doit être égale à celle que l'on consacre ordinairement sur l'exploitation à la culture dont il s'agit.

Dans le canton de Saint-Hilaire comme dans celui de Maillezais, on distingue deux sortes de guérets, les guérets francs et les demi-guérets. On nomme guérets francs ou simplement guérets, la terre qui ne porte point de récolte avant d'être ensemencée en blé; les demi-guérets sont les terres qui ont produit des garobes, du mil, des haricots, de l'avoine ou des plantes sarclées. La quantité de terre que le sortant est tenu de laisser à l'entrant, doit comprendre au moins les deux tiers de guérets francs. A La Châtaigneraie, l'entrant ne peut prétendre qu'au vingtcinquième des terres avant son entrée en jouissance. Il prend, à partir du 1er avril, possession du terrain auquel il a droit; il le prépare avec ses bœufs et ses instruments, il le cultive ensuite entièrement à ses frais; il y fait ordinairement des verts (choux, betteraves-champêtres et autres plantes fourragères), qui lui appartiennent exclusivement et qu'il a la faculté de laisser sur place, s'il le juge convenable, mais il doit, pour les terres qui lui sont abandonnées, une indemnité au sortant.

L'année de la sortie, ce dernier est autorisé par l'usage à préparer et à ensemencer à ses frais, avec ses bœufs et ses instruments, un tiers des terres labourables. Il prend sans choix, celles des terres qui, d'après la rotation établie sur le domaine, doivent être consacrées à l'ensemencement. Il peut, si cela est nécessaire, pour parfaire le tiers qui lui revient, recubler ou retoubler, c'est-à-dire ensemencer de nouveau quelques-unes des terres qui viennent de porter récolte. Les terres nouvelles doivent être levées ou labourées pour la première fois avant le 24 juin. Chacun des deux colons lève, prépare et fume la portion de terre à laquelle il a droit.

A Pouzauges, le colon ou fermier entrant le 23 avril dispose à partir de son entrée en jouissance, des terres qui ont dû être mises en guérets par le sortant, conformément à l'usage, c'est-à-dire par un premier labour. Le colon ou fermier entrant le 29 septembre ou le 1^{er} novembre, ne peut exiger que le quinzième des terres labourables, les landes non comprises; il dispose de ce quinzième à partir du 23 avril, il le laboure avec ses bœuse et ses charrues, le sume à ses frais et y cultive des choux, des navets et autres plantes fourragères destinées à nourrir son bétail après son entrée en jouissance. Tout le produit qu'il retire de sa culture lui appartient.

A Fontenay, le colon ou fermier entrant, prend possession des terres labourables ou jachères qui, d'après l'usage, doivent lui être abandonnées par le sortant le 25 mars dans le Bocage et dans la Plaine; le 1º août dans les marais desséchés; et le 25 décembre, dans les marais mouillés. Il en a, à partir des époques que nous venons d'indiquer, la libre disposition. La

totalité des produits qu'il en retire lui appartient. Il peut, suivant l'assolement adopté dans l'exploitation, prétendre ainsi au tiers ou au quart des terres labourables. Les terres qui lui sont abandonnées sont cultivées entièrement à ses frais avec ses bœufs et ses instruments aratoires.

Au Poiré, le colon ou fermier entrant au 23 avril dispose à partir de son entrée, des terres labourables; le sortant est tenu de lever ou labourer une fois, avec ses bœufs et ses instruments aratoires, la dix-huitième partie au moins de ces terres qu'il laisse à la disposition de l'entrant. Dans le même canton, lorsque l'entrée a lieu au 1er-novembre, ce dernier peut prétendre à une certaine étendue de terre, pour y cultiver des choux, des betteraves-champêtres ou d'autres plantes fourragères. La terre qui lui est abandonnée pour cet usage doit être mise à sa disposition le 1er mars au plus tard. Les plantes qu'il y cultive (des choux ordinairement), lui appartiennent en totalité; elles doivent être arrachées le 1er novembre au plus tard ; le terrain affecté à la culture du vert sur l'exploitation, se partage en cas de changement de la manière suivante : deux tiers sont attribués à l'entrant, l'autre tiers au sortant. Quelquesois ce dernier fait seul la totalité des plantes fourragères, le produit est alors partagé entre les deux colons ou fermiers. Le sortant peut, à la Toussaint, enlever la moitié des produits, l'autre moitié reste sur le domaine.

A La Mothe-Achard où l'entrée en jouissance date toujours du 1er novembre, le colon ou fermier entrant ne peut prétendre qu'à la quantité de terre qui, proportionnellement au nombre des têtes de bétail de la ferme, doit, d'après l'usage, être employée à la culture des choux et autres plantes fourragères. La portion de terre qui lui est laissée pour cet objet doit lui être abandonnée en avril. Le produit des plantes qu'il y cultive, lui appartient en totalité. Lorsque aux plantes fourragères doit succéder une récolte de blé semée par le sortant, c'est lui qui doit lever la terre, les autres façons sont données par l'entrant avec les bœufs et les instruments de l'exploitation. Si au contraire, le sortant ne doit tirer aucun produit de la terre qu'il a abandonnée, toutes les façons sont faites par l'entrant

avec ses charrues, mais avec les bœus de la ferme. Dans le premier cas, les plantes cultivées par l'entrant doivent être arrachées au plus tard le 20 octobre, dans le second l'entrant peut les laisser sur pieds.

A Beauvoir, la moițié des terres labourables est mise à la disposition de l'entrant: en Plaine, le 1er mars; dans le Marais, à Bouin, le 1er mai; à Beauvoir, le 1er septembre. Le colon ou fermier entrant y fait ce qu'il veut; toutes les façons doivent être données par lui avec ses bœufs et ses instruments, la récolte lui appartient en totalité.

A Saint-Fulgent, à partir du 23 avril, jour de l'entrée en jouissance, le colon ou fermier entrant dispose, comme il l'entend, des terres labourables non ensemencées. Il a, dès le 14 septembre qui précède le droit d'ensemencer en plantes fourragères destinées à être coupées en vert au printemps, une certaine quantité de terre. La terre employée à cet usage, doit être prise sur celles qui ont produit des céréales dans le courant de l'année et que le sortant ne veut point ensemencer de nouveau. La quantité de terre à laquelle l'entrant peut prétendre dans le cas dont il s'agit, est déterminée par la contenance des terres labourables du domaine. Elle est d'un are 50 centiares par hectare. Tous les travaux de culture doivent être faits par l'entrant.

Le sortant est tenu de laisser à l'entrant autant de terres labourées ou guérets qu'il en a lui-même trouvés lors de son entrée. Le terrain que l'entrant a semé en plantes fourragères en septembre, conformément à ce qui vient d'être dit, compte en déduction des guérets du sortant; il en est de même des terres qu'il a ensemencées en lin de printemps.

Ce qu'il a ensemencé en colza, en lin d'hiver et en pommes de terre, doit être imputé sur le tiers que l'usage lui donne le droit de cultiver. Si cependant l'état des lieux constate qu'il a trouvé à son entrée une certaine quantité de terrain ensemencé en pommes de terre par son prédécesseur, et si pour cela il ne lui a point été alloué d'indemnité, il a, à sa sortie, le droit d'en semer sur une étendue semblable à la charge de les

bêcher et butter en temps utile et en se conformant à l'usage ; dans tous les cas, les pommes de terre doivent être enlevées avant le 29 septembre.

A Chantonnay, le fermier sortant est tenu de laisser à la disposition de l'entrant, à partir du mois de mars, la quantité de terre nécessaire à la culture des choux et autres plantes fourragères, suivant l'importance de la ferme, et en se conformant à l'usage. La quantité de terre ainsi abandonnée est ordinairement d'un demi hectare environ. La récolte qu'elle produit appartient à l'entrant, à l'exception, pour l'entrée du 1er novembre, des feuilles des choux qui, du 29 septembre, jusqu'au moment de la sortie, appartiennent au sortant avec les bœufs et les charrues duquel les travaux de culture ont été faits par l'entrant et qui a en outre fourni le fumier.

A Talmont, l'entrée en jouissance ayant toujours lieu au 1er novembre, c'est le colon ou fermier sortant qui fait les guérets, qui les ensemence et qui récolte, après sa sortie, les blés qu'ils produisent. L'entrant peut néanmoins prétendre, avant son entrée en jouissance et à l'époque où les travaux préparatoires se font ordinairement, à une certaine quantité de terre (50 ou 60 ares environ) pour la culture des choux. Le sortant peut aussi faire une certaine quantité de choux, l'année de la sortie. Si ceux qu'il a plantés ne sont point consommés en totalité, au moment où il quitte la ferme, c'est-à-dire le 1er novembre, ce qui reste doit être partagé entre les deux colons ou fermiers. Le sortant peut enlever la part qui lui revient.

Les choux plantés par l'entrant, doivent être arrachés avant le 1º novembre; il ne pourrait les laisser sur pieds qu'avec le consentement du colon ou termier sortant.

A Rocheservière, où l'entrée en jouissance a lieu le 23 avril, c'est le colon ou fermier entrant qui ensemence et qui doit préparer les guérets. Contrairement même à ce qui existe dans la plupart des cantons ou l'entrée a lieu à la même époque, le colon ou fermier sortant n'est point tenu de laisser, à sa sortie, une quantité quelconque de novelin, c'est-à-dire de terre ayant reçu un premier labour. Dans ce canton, tous les travaux sont, sans aucune exception, à la charge de l'entrant qui fait l'ensemencement.

A Chaillé-les-Marais, le colon ou fermier entrant dispose des terres destinées à faire les guérets, pour les préparer: dans la Plaine, à partir du 25 mars; dans les Marais desséchés, du 10 mai au 10 juin; dans les Marais mouillés, dès qu'ils cessent d'être couverts d'eau. Il ne peut rien y cultiver avant son entrée en jouissance et le sortant a le droit d'y conduire et d'y faire pacager son bétail, jusqu'à l'époque de la sortie. Les travaux préparatoires sont faits par l'entrant. Dans la Plaine, le sortant est tenu de loger les hommes et le bétail, employés à ces travaux; dans le Marais, il doit aussi loger les hommes, mais il n'est point obligé de leur fournir des lits, et il doit jusqu'au 24 juin, laisser pacager les bœufs de l'entrant, les jours de travail, sur les terres qui doivent être labourées, les autres jours, partout où son propre bétail va pacager.

Aux Sables, où l'entrée en jouissance date du 1er novembre. les guérets sont, l'année de la sortie, préparés ou ensemencés par le fermier ou colon sortant. Il doit pourtant laisser au colon ou fermier entrant une étendue de terre suffisante pour que celui-ci puisse y faire, en se conformant à l'usage, les légumes nécessaires à la consommation de sa maison après son entrée, et les choux destinés à la nourriture de son bétail à partir de la même époque. L'étendue de terre qui doit être abandonnée n'est point déterminée, elle est ordinairement fixée de concert entre les colons ou fermiers; elle doit être proportionnelle à l'importance du domaine et au nombre de têtes de bétail qu'on y nourrit, et dans tous les cas au moins égale à celle qui avait été laissée lors de l'entrée en jouissance du sortant. Elle est ordinairement cultivée avec les bestiaux et les instruments aratoires de ce dernier, par l'entrant qui en recueille néanmoins tout le produit. Le sortant doit enlever avant le 1er novembre, les choux et autres légumes faits par lui sur l'exploitation.

A Saint-Jean-de-Monts, le colon ou fermier entrant dispose, aussitôt après l'enlèvement de la récolte, ordinairement au mois d'août, du tiers des guérets, c'est-à-dire des terres qui viennent d'être dépouillées de leur récolte de fèves, ce qui, dans ce canton, constitue l'état de guéret. Il a le droit, d'y faire, à partir de sa prise de possession, avec ses instruments aratoires et son bétail, tous les travaux qu'il juge convenable.

A Luçon, le colon ou fermier entrant prend, dès le 25 mars, possession des terres qui doivent être ensemencées; il les laboure et il en dispose comme il l'entend; en Plaine, pour l'entrée du 29 septembre, le produit des plantes qu'il y cultive lui appartient toujours en totalité; dans le Marais, ce produit se partage quelquefois.

La quantité de terre à laquelle l'entrant peut prétendre à partir de l'époque dont nous venons de parler, est dans la Plaine, du quart des terres labourables, elle est toujours préparée et cultivée aux frais, par les bestiaux et avec les instruments aratoires de l'entrant. Les bestiaux doivent être, pendant le temps des travaux, logés par le sortant.

Aux Essarts, d'après l'ancienne coutume, le colon ou fermier sortant, devait l'année de la sortie, laisser un tiers des terres labourables ensemencé, un autre tiers en guérets (4re façon) et le troisième tiers en pâturage. Aujourd'hui ces proportions sont souvent modifiées par les conventions et elles sont toujours spécifiées dans l'acte de ferme. L'étendue relative des ensemencements des guérets et des pâturages est donc, en cas de changement de colon ou fermier, entièrement soumise aux titres, à défaut desquels l'usage a décidé qu'il ne serait dû à la sortie qu'une quantité de guérets égale à celle qui existait sur la ferme au moment de l'entrée en jouissance. Pour en connaître l'étendue en cas de difficulté, il faudrait donc recourir aux états de lieux, qui dans le canton sont dressés lors de toute entrée en jouissance.

Le sortant ne doit à la terre qu'il est tenu de laisser, qu'une seule façon, le premier labour; les autres façons sont données par l'entrant après son entrée.

L'entrant au 23 avril peut, dès le 29 septembre qui précède, venir faire sur la métairie une certaine quantité de trèfles ou d'autres plantes fourragères, destinées à être au printemps coupées en vert, pour la nourriture de son bétail et qui constitue la récolte à laquelle, dans le pays, on donne le nom de coupage. Les travaux préparatoires que nécessite cette récolte sont faits avec les bœus et les intruments aratoires du sortant. L'étendue de terre à laquelle peut prétendre l'entrant dans le

cas dont il s'agit n'est point déterminée d'une manière bien précise, elle doit être proportionnelle à l'importance de l'exploitation et au bétail qu'elle contient.

Dans le même canton, l'entrant au 1er novembre peut prétendre à une certaine quantité de terre pour la culture des choux et autres plantes fourragères dont la plantation se fait au printemps ou en été, comme dans le cas dont nous venons de parler, c'est le nombre de têtes de bétail et l'étendue du domaine qui déterminent la quantité de terre qui doit être abandonnée. L'entrant la prépare et la cultive à ses frais; il peut pourtant exiger que le colon ou fermier sortant lui fournisse les bœufs et les instruments nécessaires à sa culture, et il lui abandonne à titre d'indemnité la cueillette des feuilles, des choux jusqu'au moment de l'arrachage qui doit avoir lieu au plus tard du 1er au 15 octobre.

La superficie semée en lin de printemps compte au sortant au 23 avril comme guérêt, il en est ainsi pour les fèves. La faculté de semer des pommes de terre pendant sa dernière année de jouissance lui est laissée, bien que cette récolte ne se fasse que tardivement, ordinairement le 29 septembre. Il est tenu de les bien cultiver et façonner en temps et saison convenable. Autrefois, il avait aussi le droit de semer du mil, du sarrazin, et, en général, toutes les plantes que l'on sème au printemps pour les récolter avant les semailles, il ne l'a plus aujourd'hui.

A Palluau, à l'époque du premier labour ou levaille, l'entrant, au 1er novembre, peut exiger une certaine quantité de terre qu'il cultive avec ses instruments aratoires et les bœufs du sortant, pour la planter en choux de différentes espèces dont tout le produit lui appartient; ces choux doivent être, à l'exception des choux mille têtes, que l'entrant peut laisser sur pieds, arrachés à l'époque ordinaire et assez tôt pour que la terre qui les a produits puisse être ensemencée en blé par le sortant. La quantité de terre qui doit être laissée à l'entrant, dans le cas dont il s'agit, n'est point déterminée par l'usage; elle doit être proportionnelle à l'étendue du domaine; on doit, d'ailleurs, se conformer à ce qui a été fait sur l'exploitation;

pour la culture des choux, dans les années qui précèdent l'entrée en jouissance.

L'entrant au 23 avril prépare les guérets; toutefois, le sortant doit les levailles aux terres destinées à être ensemencées, si à son entrée il a trouvé des terres en guérets. Dans ce cas, il doit laisser à l'entrant, labourée pour la première fois, une quantité égale à celle qu'il a reçue ainsi.

L'entrant, à quelqu'époque qu'ait lieu d'ailleurs l'entrée en jouissance, peut prétendre à une certaine étendue de terrain dans le jardin de l'exploitation pour y faire les semis de choux qui lui seront nécessaires pour ses plantations.

A Sainte-Hermine, pour l'entrée en jouissance du 29 septembre, les terres labourables destinées à l'ensemencement se partagent entre l'entrant et le sortant. L'entrant en prend les cinq sixièmes et l'autre sixième est attribué au sortant. Chacun d'eux prépare, à ses frais, et avec ses instruments et charrues, la part qui lui revient et prend la totalité de la récolte qu'elle produit.

Le fermier sortant le 1er novembre a le droit de cultiver en racines, légumes ou fourrages annuels, tous les guérets, à la charge de cultiver convenablement les légumes et racines et de faucher les garobes avant le 24 juin.

Dans les exploitations où l'on fait habituellement des choux pour la nourriture du bétail, le fermier sortant doit laisser, en temps convenable, à l'entrant, la vingt-cinquième partie des terres labourables; il doit aussi abandonner, dans le jardin, également en temps convenable et dans la proportion ordinaire, une certaine étendue de terrain pour que ce dernier puisse y cultiver des légumes d'hiver.

Le sortant au 1er novembre, soit dans la Plaine, soit dans le Bocage, prépare et ensemence les guérets de l'année et il a, sauf l'exception qui précède, droit à la récolte qu'ils produisent.

A Mortagne, où l'entrée en jouissance date du 23 avril, le sortant doit, à cette époque, laisser les terres labourables de la ferme un tiers ensemencé, un tiers labouré et un tiers en jachères. Après son entrée, l'entrant donne aux terres destinées

à l'ensemencement et qui, comme cela vient d'être dit, ont dû être levées par le sortant, toutes les autres façons que nécessite leur culture. Il a la totalité de ce qu'elles produisent.

L'usage permet pourtant au sortant de cultiver, l'année de sa sortie, sur les terres de l'exploitation et dans les proportions ordinaires, des pommes de terre qu'il doit, sous peine de ne pouvoir plus prétendre à leur récolte, arracher avant le 15 août.

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, il n'y a point d'usage bien reconnu pour la mise en guéret des terres de l'exploitation dans
le cas dont nous nous occupons. Si cependant le colon ou
fermier sortant a reçu des terres à son entrée pour la culture
des plantes fourragères (choux, betteraves-champetres etc.), il
en doit à l'entrant une quantité semblable à celle qu'il a reçue.
L'engrais et la main-d'œuvre sont à la charge de celui-ci. Le
sortant fournit pourtant ses bœufs et il a la faculté de recueillir
les feuilles jusqu'à sa sortie, le surplus du produit appartient
en totalité à l'entrant. L'époque à laquelle, dans le cas dont
nous parlons, la terre doit être laissée à l'entrant, est celle où,
d'après l'usage, on commence les travaux de la culture des
plantes qu'il veut y récolter.

L'année de la sortie, le sortant prépare, comme il l'a fait précédemment, les guérets destinés à recevoir la récolte de l'année suivante, et, en principe, il ne doit point leur faire porter de récolte intermédiaire; il doit les laisser libres de toute culture jusqu'à l'époque des semailles du blé. Par tolérance, il est pourtant, presque toujours, autorisé à y faire, pour le service de sa maison, des haricots, des pommes de terre, du sarrazin, des citrouilles, etc. Le produit de cette culture lui revient quelquefois en entier. Dans quelques fermes, il en abandonne ordinairement une partie, à titre d'indemnité, au fermier ou colon entrant.

A Mareuil, l'année de la sortie, les guérets sont préparés et ensemencés par le sortant; il peut même, après le 1^{er} novembre, et jusqu'à ce que son ensemencement soit complet, disposer de ceux qu'il a préparés, en se servant, pour les cultiver, de ses instruments aratoires et de ses bœufs. Si cependant, le retard apporté à son ensemencement était très-grand et dû à

une négligence évidente et impardonnable de sa part, l'entrant pourrait lui contester la disposition des guérets non ensemencés.

Dans le canton de Mareuil, comme dans beaucoup d'autres, le principe qui vient d'être posé à savoir que le sortant dispose de tous les guérets l'année de la sortie, souffre une exception : l'entrant peut prétendre, mais pour la culture des choux seulement, à partir de l'époque où se font les travaux que nécessite cette culture, à une certaine étendue des terres labourables de l'exploitation. La quantité à laquelle il a droit est d'un vingtième environ. Le sortant fait les labours, l'entrant fournit l'engrais et plante les choux; le sortant a, comme indemnité de la part qu'il a prise aux travaux de culture, le droit de cueillir les feuilles depuis l'époque où l'on commence ordinairement cette opération, jusqu'au moment de la sortie.

A Challans, l'entrant dispose des terres labourables non ensemencées, dans le Bocage, à partir seulement de l'entrée en jouissance pour les fermes du 1er novembre, et à partir du 2 février qui précède l'entrée, pour celles du 29 septembre. Toutefois, dans ce dernier cas, le sortant conserve le droit de faire pacager son menu bétail sur les guérets et autres terres ou pâtis jusqu'au moment de sa sortie. L'entrant peut, dans le même cas, donner le premier labour ou levaille aux terres qu'il doit ensemencer, à partir du 15 mars. Il peut y semer ensuite des menus grains, ou y cultiver des plantes fourragères (vert), dont le produit tout entier lui appartient. Il peut employer ainsi, jusqu'à concurrence du cinquième seulement, des guérets; il doit faire avec ses instruments aratoires et ses bœufs tous les travaux de culture; ses bestiaux sont d'ailleurs ceux de la ferme dont il a dû prendre possession dès le 2 février.

L'entrant au 23 avril profite de la moitié des guérets faits par le sortant. Il en a la libre disposition dès le 1er mars.

Lorsque l'entrée en jouissance a lieu au 1er novembre, le colon ou fermier entrant peut, avant son entrée en jouissance, et à partir de l'époque où se font les travaux preparatoires, prétendre à une certaine quantité de terre qu'il doit employer uniquement à la culture des choux, et qui est habituellement

de vingt-cinq ares environ par couple de bœuss. Il fume et cultive à ses frais, avec ses instruments aratoires, mais avec les bestiaux de l'exploitation, la terre qui lui est abandonnée et dont il recueille seul tout le produit. Si le sortant n'a pas à l'époque de la sortie fait consommer à son bétail la totalité des choux, pommes de terre ou autres plantes fourragères qu'il a récoltées sur le domaine, ce qui reste se partage par moitié entre le propriétaire et le colon sortant qui doit enlever, avant le 1er octobre ou le 1er novembre au plus tard, la part qui lui revient. Le colon ou sermier entrant peut laisser sur pieds les choux plantés par lui.

Dans les autres parties du canton de Challans, l'entrant dispose des guérets à partir du 25 août seulement.

A Napoléon, une certaine quantité de guérets est abandonnée à l'entrant, par le sortant, pour la culture des choux. Cette quantité est du trentième environ de la superficie totale de l'exploitation pour les grands choux, et de cinquante à soixante ares pour les choux mille têtes. Quand tous les travaux préparatoires ont été faits par l'entrant, il a seul tout le produit. Lorsque, au contraire, ce qui arrive presque toujours, le guéret a été préparé par le sortant avec ses bœufs et ses instruments aratoires, il a la cueillette des feuilles du 1er septembre au 1er novembre, ou tout au moins jusqu'au moment de l'arrachage. Les choux doivent être arrachés, lorsqu'un blé leur succède, au plus tard le 20 octobre. Dans les communes de Thorigny, de Fougeré et de la Chaize-le-Vicomte, ils restent presque toujours sur pieds après cette époque, parce que la terre qui les porte n'est ensemencée que l'année suivante. C'est ordinairement au mois de juin que l'entrant entre en possession du terrain qui lui est abandonné pour la culture des choux.

Comme nous l'avons dit déjà, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu, il n'y a point de corps d'exploitation, les terres labourables divisées par parcelles y sont cultivées isolément. A Noirmoutiers, moyennant un fermage en grains ou une part de la récolte, les parcelles sont affermées à l'année. Ordinairement, aussitôt après l'enlèvement de la récolte, le propriétaire en dispose pour l'année suivante. A l'Île-d'Yeu, les baux sont habituellement de

deux ans; la seule condition imposée au fermier, c'est de laisser les terres dans l'état où il les a trouvées lorsqu'il les a prises.

§ 6. — Pailles et Buailles.

En général, les pailles et buailles appartiennent à l'entrant sans distinction d'espèce. Dans quelques cantons, cependant, le sortant peut disposer, soit d'une partie des pailles de toute nature, soit de la totalité des pailles et buailles de certaines espèces.

· A Maillezais, la paille du colza appartient au sortant.

A Saint-Gilles, les pailles de mil et de blé noir sont au sortant qui doit les employer sur la ferme.

A La Châtaigneraie, au Poiré, à Talmont et aux Moutiers, le sortant a, sous la même condition, droit aux pailles de colza, de mil, de blé noir et de fèves.

A Pouzauges, le fermier sortant le 29 septembre ou le fer novembre, peut employer de la paille de blé noir ou des buailles pour faire de la litière à son bétail jusqu'au moment de sa sortie.

A La Mothe, il peut aussi, à la condition d'en faire usage sur les lieux, disposer des pailles de colza, de mil et de blé noir.

A Chantonnay, le sortant au 23 avril peut disposer, jusqu'à Noël seulement, des pailles et buailles de froment, seigle, avoine, colza et orge. Il dispose jusqu'à sa sortie de celles de baillarge, de mil, de blé noir et de fèves. Il ne peut, dans un cas comme dans l'autre, faire usage des pailles et buailles qu'à la condition de les employer sur les lieux.

A Chaillé, la paille de colza et celle de fèves sont réservées au sortant.

Aux Sables, toutes les buailles et pailles appartiennent à l'entrant. Si cependant le sortant n'en a pas suffisamment d'anciennes, il peut en prendre des nouvelles à la condition de laisser à l'entrant les fumiers que ces pailles et buailles auront produits.

A S'-Jean-de-Monts, la paille de fèves appartient au sortant. Aux Essarts, le sortant a, jusqu'à sa sortie, la libre disposition des pailles de mil, de colza et de blé noir, à la charge de les faire pourrir ou manger sur les lieux. Il dispose de la même manière et sous la même condition, des balles et courtespailles.

A Palluau, l'entrant au 1^{er} novembre peut prétendre à toutes les buailles et pailles de l'année; le sortant a pourtant le droit, s'il n'a pas suffisamment de litière, d'employer, jusqu'à concurrence de ses besoins, une partie des pailles et buailles. L'entrant au 23 avril doit, le 1^{er} novembre qui précède son entrée, fournir la litière ou bourrée pour les ruages, et le 25 décembre, celle destinée aux toits. Le fumier lui appartient. Les pailles appartiennent en totalité au sortant, les buailles se partagent. Le sortant prend les buailles des terres qu'il fait en second blé. L'entrant prend celles des terres où le sortant ne sème pas ; les pailles et buailles de colza, de mil, de blé noir et de fèves appartiennent au sortant.

A Challans, le sortant dispose des pailles de colza, de mil et de fèves.

A Napoléon, il a droit aussi aux pailles de colza et à celles de mil; il dispose, en outre, des pailles d'orge, de baillarge et de blé noir, ainsi que des fougères.

Nous l'avons dit, en principe, c'est l'entrant qui prend et qui profite des pailles et buailles, c'est donc à lui qu'incombe ordinairement le soin de faucher les buailles et celui de les embarger ainsi que les pailles. C'est, en effet, ce qui alieu presque partout.

A La Châtaigneraie, cependant, c'est le sortant qui entasse la paille. Il en est ainsi à Pouzauges. Dans ce dernier canton, l'entrant au 23 avril ne coupe que les deux tiers des chaumes, le surplus est coupé par le sortant.

A Chantonnay, les pailles réservées pour le sortant au 23 avril sont entassées, et les chaumes laissés à sa disposition coupés et ramassés par lui.

A Palluau, le sortant entasse aussi les pailles qui lui sont réservées et dont il peut disposer. Il coupe et ramasse également ses chaumes.

Les pailles et buailles doivent être, l'année de la sortie, placées dans le lieu où on les met ordinairement, soit dans les bâtiments de la ferme, soit hors, mais près de ces bâtiments. Dans quelques cantons, l'usage permet à l'entrant d'interdire au colon ou fermier sortant, de conduire son bétail pour le faire paître, dans les champs couverts de chaume. Cette faculté est ordinairement limitée à un temps assez court et subordonnée à la condition que l'entrant apportera, pour l'enlèvement du chaume, toute la diligence possible.

L'entrant a le droit d'interdire au sortant de faire pacager les champs de chaume :

A Montaigu, jusqu'au 1er octobre;

A l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à Fontenay, dans le marais du canton de Saint-Gilles et à Mareuil, jusqu'à ce que le chaume soit enlevé;

A Chantonnay, jusqu'au 1er septembre;

A Talmont, pendant un mois, à partir de l'enlèvement de la récolte;

A Chaillé, jusqu'au 8 septembre;

Aux Sables, pour le gros bétail, jusqu'au 1° septembre, et pour les moutons, jusqu'au 25 du même mois;

A Saint-Jean-de-Monts, aussitôt l'enlèvement de la récolte, pour les corps d'exploitation et le 29 septembre, pour les terres détachées;

Aux Essarts, à Sainte-Hermine et aux Moutiers, jnsqu'au 15 septembre;

A Challans, à partir du 15 août seulement;

A Napoléon, dans une partie du canton seulement, l'entrant peut exiger un temps moral pour couper ses chaumes.

Dans les cantons de Pouzauges, de La Mothé-Achard, du Poiré et de Napoléon, on distingue entre le gros bétail et les moutons. Le gros bétail peut être conduit dans les chaumes en tout temps; il est interdit quelquesois d'une manière absolue, quelquesois d'une manière relative, d'y faire pacager les moutons. L'interdiction est absolue à Pouzauges et au Poiré. A La Mothe-Achard, elle n'est que momentannée; si l'entrant met de la négligence à enlever le chaume des étoubles, le sortant pourra y conduire ses moutons. A Napoléon, au contraire, le sortant ne peut jamais faire paître les moutons sur les terres rétoublées et qui sont destinées à produire de la

pature; cette interdiction est imposée dans l'intérêt de la conservation du genêt planté dans les seconds blés ou qui y a crû spontanément.

Le transport des chaumes s'effectue, tantôt avec les bœuſs et les charrettes du sortant, tantôt avec ceux de l'entrant; cela dépen l'ordinairement de l'entrée en jouissance.

Il se fait avec les bœufs et les charrettes du sortant : à Montaigu, aux Herbiers, à Saint-Hilaire-des-Loges, au Poiré, à Chantonnay, à Talmont, aux Essarts, à Mortagne et à Mareuil. Avec ceux de l'entrant : à l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Fontenay, à Chaillé, à Saint-Jean-de-Monts et à Sainte-Hermine.

A Pouzauges, à Napoléon, aux Sables et à Palluau, le transport des chaumes est effectué avec les bœufs et les charrettes du colon ou fermier qui est sur les lieux au moment où il se fait. On se sert, à La Mothe-Achard et à Challans, des bestiaux de l'exploitation et des charrettes de l'entrant. Aux Moutiers, au contraire, ce dernier fournit les bœufs et le sortant la charrette.

§ 7. — Autres litières.

Dans le Bocage, on emploie comme litière ou bourrée, outre le chaume et la paille, les landes, les ajoncs, les genets, les bruyères, les fougères et les broussailles de toute nature.

L'entrant dispose, le plus souvent du moins, à partir du jour de son entrée en jouissance seulement, de ces différents produits qu'il est tenu de couper et de ramasser. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il en peut jouir plus tôt. Dans les cantons où l'entrée a lieu en avril, il est presque toujours autorisé par l'usage à prendre, pour en garnir les ruages pendant l'hiver, des landes, des fougères et des broussailles. Il peut les ramasser en novembre ou en décembre.

L'entrant peut prétendre, avant son entrée en jouissance, aux litières dont nous nous occupons :

A Montaigu et à Saint-Fulgent, à dater du 1er novembre; Aux Herbiers et à Mortagne, à partir du 25 décembre;

A Chantonnay, pour l'entrant du 23 avril, à compter de la même époque;

A Rocheservière, pour les bourrées des ruages, à compter du 1er novembre, et pour celles des toits à partir du 25 décembre;

Aux Essarts, à dater du 29 septembre;

A Palluau et au Poiré, pour les entrées du 23 avril, à partir de l'époque ou il doit fournir les litières des ruages et celles des toits, c'est-à-dire comme pour Rocheservière, à dater du 1er novembre et du 25 décembre;

A Challans, pour l'entrée du 29 septembre, à partir du 11 novembre qui précède.

Le transport se fait, toutes les fois qu'il a lieu avant l'entrée en jouissance, avec les bœuss et les charrettes du sortant; excepté pourtant à Challans où il est effectué par les bœuss de la serme et avec la charrette de l'entrant. Après l'entrée en jouissance, il est toujours fait avec les bœuss et les charrettes de l'entrant.

§ 8. — Fumiers.

L'entrant au 1er novembre prend, à compter du jour de son entrée en jouissance, tous les fumiers qui se font sur la ferme, tant dans les ruages que dans les étables, cette règle ne souffre point d'exception; il doit, à compter de la même époque, fournir toutes les litières.

Pour l'entrée au 23 avril, l'usage est aussi assez uniforme, c'est ordinairement à partir du 25 décembre, qui précède son entrée, que l'entrant recueille les fumiers, à la charge par lui de fournir, à compter de la même époque, les litières et bourrées. Dans ce cas, on fait pourtant quelquefois une distinction entre les fumiers des ruages et celui des étables.

A Montaigu, à Saint-Fulgent, à Rocheservière, aux Essarts et à Palluau, l'entrant garnit les ruages et dispose de l'engrais qui s'y fait, à dater du 1er novembre. Il ne jouit du fumier des étables qu'à partir du 25 décembre.

L'époque à laquelle l'entrant au 29 septembre peut prétendre au fumier de l'exploitation, est plus variable.

A Maillezais, il en dispose à partir du 30 novembre qui précède son entrée. Il doit, à dater de cette époque, fournir la litière des ruages; mais il n'est tenu de faire les litières des toits qu'après son entrée. Dans les marais du canton de Saint-Gilles, l'entrant prend les fumiers des ruages à compter du 1er janvier et ceux des étables à partir du 2 février. Il doit chaque matin, à dater de cette dernière époque, nettoyer les étables et enlever et entasser le fumier qui s'y fait. Il l'emploie ensuite au profit de sa culture sur la ferme.

Dans la plaine du canton de Saint-Hilaire, où l'ensemencement est fait par l'entrant, tous les fumiers et engrais faits sur l'exploitation, à partir du 29 septembre qui précède l'entrée en jouissance, doivent être laissés par le sortant au colon ou fermier entrant. On ne distingue point entre le fumier des ruages et celui des étables, et l'obligation de faire les litières, n'incombe à l'entrant, qu'à partir de son entrée en jouissance.

Dans le canton de Pouzauges, où par exception l'ensemencement, en cas de sortie à la Saint-Michel ou le 29 septembre, est fait par le colon ou fermier sortant, l'entrant ne peut prétendre aux fumiers de l'exploitation qu'à partir de son entrée en jouissance. A Fontenay, les fumiers sont attribués à l'entrant, à partir de l'époque où les semailles de l'automme qui précèdent l'entrée ont été terminées; il ne doit néanmoins garnir les ruages et faire les litières, qu'à partir de l'époque où il a pris la jouissance des bâtiments.

A Beauvoir, l'entrant prend les fumiers à partir du 25 décembre, excepté dans la commune de Bouin, où ils appartiennent au sortant. A dater de cette époque, le colon ou fermier entrant met les litières sous les animaux qui lui appartiennent et le sortant les met sous les siens. Chacun d'eux doit lever et jeter hors de l'étable chaque jour les litières de ses animaux. L'entrant fait seul l'entassement des fumiers.

A Chaillé-les-Marais, tous les fumiers de l'année reviennent à l'entrant, moins la part que le sortant peut brûler pour la consommation de sa maison, du mois de mars au 29 septembre, époque de sa sortie.

A Saint-Jean-de-Monts, les fumiers sont partagés entre les deux colons ou fermiers, l'entrant prend le tiers de la quantité qu'il trouve sur l'exploitation à son entrée, le surplus appartient au sortant. L'entrant n'est tenu de faire les litières

qu'à partir de l'époque où il a placé son bétail dans les bâtiments de la ferme; il ne peut qu'après son entrée mettre des litières ou bourrées dans les ruages.

Dans la plaine de Luçon, où l'époque de l'entrée en jouissance est ordinairement le 29 septembre, tous les fumiers faits sur l'exploitation depuis le dernier ensemencement appartiennent à l'entrant. Il lui appartiennent aussi dans les marais du même canton.

A Sainte-Hermine, l'entrant au 29 septembre a droit aux fumiers de la ferme, à partir du 29 septembre précédent.

A Challans, pour l'entrée eu jouissance du 29 septembre, l'entrant prend les fumiers à dater du 11 novembre qui précède; pour les autres jouissances, à partir de la prise de possession des logements. Dans le Marais, l'époque à laquelle l'entrant a droit aux fumiers, varie du 25 décembre au 1^{er} mars. Il doit faire les litières des ruages à compter de son entrée en jouissance.

Dans quatre cantons seulement, on fait une distinction entre la partie du ruage la plus voisine de la porte, et que, pour cette raison, on nomme devant de la porte, et le reste du ruage. Ces cantons sont ceux de Montaigu, de Saint-Fulgent, de Sainte-Hermine et de Napoléon. La dimension du devant de la porte y est de 2 mètres; le fumier qui se fait sur ce terrain appartient au sortant jusqu'à sa sortie. A Montaigu, le devant de la porte comprend, non-seulement l'entrée de la maison d'habitation, mais encore celle du toit à moutons, de l'écurie on étable et du toit à porcs.

Les litières doivent être enlevées des étables :

A Montaigu, aux Herbiers, au Poiré, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, aux Essarts et à Mortagne, tous les quinze jours;

A La Châtaigneraie, à Pouzauges et dans le bocage du canton de Challans, tous les mois;

A Napoléon, chaque huitaine ou chaque quinzaine.

Cette opération est faite ordinairement par l'entrant, quand il doit profiter du fumier. Dans le cas contraire, c'est le sortant qui la fait.

Il n'y a point dans les autres cantons d'époque déterminée pour l'enlèvement des fumiers des étables. Dans les Marais de la Vendée, là surtout où le bois est rare, et où la terre, à raison de sa grande fertilité, demande peu ou même ne demande point de fumure, on ramasse pour la faire brûler la fiente des bestiaux. On la nomme, comme nous l'avons dit déjà, bouzes quand elle a été préparée à cet effet.

L'entrant ne dispose qu'après son entrée en jouissance, du fumier destiné à faire des bouzes. Dans les marais du canton de Fontenay, il le prend cependant dès le 25 mars, sous la seule condition de laisser au sortant la faculté de disposer de la quantité qui lui est nécessaire pour la consommation de sa maison. Dans ce canton, les bouzes ne se font qu'avec le fumier des étables. Elles sont ordinairement préparées à l'époque des moissons par les moissonneurs. Le sortant doit laisser à l'entrant un emplacement près des bâtiments de l'exploitation pour que celui-ci puisse y entasser sa provision de bouzes.

A Chaillé, l'entrant a aussi droit au fumier destiné à faire des bouzes avant son entrée en jouissance. Il en dispose à compter du 1^{er} mai; le sortant peut néanmoins, au mois de mars qui précède sa sortie, ramasser et préparer les bouzes qui lui sont nécessaires jusqu'au 29 septembre, en usant de cette faculté dans la limite de ses besoins; il peut vendre à son profit la cendre qu'il en a retirée.

Dans les marais du canton de Challans, le sortant peut convertir en bouzes le tiers du fumier de la ferme; il dispose à son profit de celles qu'il a préparées.

Dans les autres Marais, comme nous venons de le dire, l'entrant n'a droit au fumier que quand il est sur les lieux. Il prépare alors ses bouzes, soit avec le fumier qu'il trouve sur l'exploitation, soit avec celui qu'il y recueille.

Le fumier des porcs et celui des volailles est quelquesois attribué à l'entrant, quelquesois au contraire il est réservé au sortant. Enfin, dans certains cantons, on ne distingue point entre ces sumiers et les autres sumiers de la ferme.

Le colon ou fermier entrant peut prétendre au fumier des porcs et à celui des volailles, aux Herbiers, à Maillezais, à Fontenay, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, si le sortant n'en a pas disposé avant sa sortie; à Chantonnay, à Mortagne et à Challans. Ces fumiers sont attribués au sortant : à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Chaillé, aux Essarts, à Palluau et aux Moutiers.

A Sainte-Hermine, l'entrant prend le fumier des porcs, mais il n'a aucun droit à celui des volailles.

Aux Essarts, le sortant peut disposer jusqu'à sa sortie, nonseulement du fumier des porcs et des volailles, mais encore de celui des moutons.

§ 9. — Ensemencement ou Emblavaison.

Nous avons dit, en parlant des guérets, comment et par qui, en cas de changement de colon ou fermier, doit être fait l'ensemencement l'année de la sortie. Quand le sortant doit emblaver, si avant sa sortie il a préparé ou fumé des terres qu'il n'ait point ensemencées lorsqu'il quitte la ferme, l'usage lui refuse quelquefois le droit de le faire. Dans ce cas, les terres préparées sont mises à la disposition de l'entrant, soit avec indemnité pour le sortant, soit même sans indemnité. Dans beaucoup de cantons, un délai est accordé au sortant et ce n'est qu'en cas de négligence de sa part, que les terres qu'il a préparées ou fumées pour son ensemencement, peuvent être prises par l'entrant. L'époque de l'entrée en jouissance n'influe pas d'une manière absolue sur l'usage dont nous nous occupons; cependant, en thèse générale, on peut dire que le sortant au 23 avril, est le plus souvent dépossédé, tandis que presque toujours le sortant au 1er novembre, a un délai moral pour terminer ses travaux.

L'entrant peut empêcher le sortant d'ensemencer après le jour de sa sortie, et il dispose, à compter du jour de l'entrée en jouissance, des terres que celui-ci à préparées: à Montaigu, aux Herbiers, dans le bocage du canton de Saint-Hilaire, à La Mothe, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Chaillé, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts, à Mortagne et à Napoléon. Aux Sables, aux Essarts et à Napoléon, si le sortant n'a apporté aucune négligence dans l'exécution de ses travaux et si le retard doit être attribué à un cas de force majeure, un délai devrait lui être accordé. Au Poiré

et à Mareuil, l'entrant pourrait, suivant les circonstances, si par exemple, il y avait faute ou négligence, refuser au sortant la permission de venir ensemencer après sa sortie.

Dans les autres cantons où le sortant fait certains ensemencements avant sa sortie, s'il ne les a pas faits au moment où il quitte l'exploitation, il doit lui être accordé un délai. Ce délai est rarement déterminé par l'usage; il est ordinairement du · temps moral qui est nécessaire pour terminer l'ensemencement.

A La Châtaigneraie, il est limité au 1er décembre ; aux Moutiers, au 11 novembre seulement. Il est de huit jours à Sainte-Hermine, mais il doît être prorogé si un cas de force majeure empêche le sortant de terminer ses travaux.

A Talmont, le colon ou fermier sortant peut ensemencer après sa sortie, mais à la condition de se servir de ses propres bestiaux. Il ne peut plus employer ceux de la ferme à dater du jour où il l'a quittée.

L'entrant doit une indemnité au sortant pour les terres qu'il a trouvées préparées à son entrée et qu'il a ensemencées dans le cas dont nous venons de parler : à Montaigu, au Poiré, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mareuil et à Napoléon. Dans les cantons où un délai est accordé au sortant, si l'entrant ensemençait avant l'expiration du délai, il serait passible d'une indemnité vis-à-vis du sortant.

A Chantonnay, l'entrant doit indemniser le sortant ou lui laisser la faculté d'ensemencer, même après sa sortie, les terres que celui-ci a préparées.

A Palluau, si le sortant n'ensemençait point les terres par lui préparées pour l'ensemencement, l'entrant pourrait en disposer moyennant indemnité.

Quand le sortant a ensemencé une étendue de terre plus grande que celle que son ensemencement devait comprendre d'après l'usage, il est toujours passible de dommages et intérêts envers l'entrant. Ces dommages et intérêts sont presque toujours, en cas de difficultés, laissés à l'arbitrage ou à l'appréciation du juge. Dans quelques cantons seulement ils sont fixés par l'usage.

A Montaigu, aux Herbiers, à Pouzauges, à Chantonnay, aux Essarts et à Mortagne, l'indémnité est de toute la récolte de la portion ensemencée en trop.

A Pouzauges, l'entrant prend aussi toute la récolte, en restituant au sortant la semence seulement.

A Chantonnay et aux Essarts, l'entrant doit en outre indemniser le sortant de ses dépenses d'engrais.

A l'Hermenault, l'entrant a droit aux trois quarts de la récolte des terres ensemencées en plus.

A Challans, il peut prétendre au tiers de la récolte.

A Napoléon, si le sortant a semé trop ou trop peu, il doit des dommages et intérêts à l'entrant. Ces dommages et intérêts ne sont point déterminés, ils doivent être proportionnels au préjudice causé.

§ 10. — Enlèvement des récoltes.

Lorsque le colon ou fermier sorti de l'exploitation y revient pour ramasser la récolte qu'il a semée avant sa sortie, le colon ou fermier qui l'a remplacé est presque toujours tenu de mettre à sa disposition sa charrette et ses bœufs pour le transport des blés du champ à la ferme. Dans quelques cantons, l'entrant ne doit que les bœufs; dans d'autres, il ne doit ni les bœufs ni la charrette.

Les cantons où l'entrant doit fournir les bœufs seulement, sont ceux de La Mothe, de Beauvoir, de Palluau et de Challans.

Ceux où il ne doit rien fournir, sont les cantons de Saint-Hilaire, de Chaillé, de Saint-Jean-de-Monts, de Luçon pour la Plaine et de Sainte-Hermine.

Dans le Marais du canton de Saint-Gilles, l'entrant ne doit rien non plus; dans le Bocage du même canton, il doit les bœufs seulement.

Dans les autres cantons, excepté à Maillezais, à Fontenay, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu, où nul usage n'existe à cet égard, le colon ou fermier entrant est obligé de fournir au sortant ses bœus et sa charrette.

D'autres obligations lui sont imposées dans quelques cantons :

A Montaigu, il doit souffrir que le sortant prépare sa nourriture et prenne ses repas dans les logements de la ferme;

Aux Herbiers, il doit le logement au sortant et à ses gens ;

A l'Hermenault, il est tenu de mettre une grange à leur disposition ;

A Pouzauges, il doit au sortant une cheminée et un lit sans draps;

A Saint-Fulgent, un logement convenable eu égard aux bâtiments de la ferme, la gerberie s'il en existe une, l'aire et le fumier nécessaire pour la préparer;

A Chantonnay, une place au foyer pour préparer la nourriture; A Rocheservière, la gerberie s'il y en a une sur l'exploitation; Aux Essarts, il doit loger le sortant et lui tremper la soupe;

A Sainte-Hermine, il lui doit un logement convenable, mais seulement pour le cas où celui-ci se trouve dans l'impossibilité de rentrer chaque soir à son domicile;

A Mortagne, il lui doit le logement;

Aux Moutiers, la soupe et le caillé pour les métiveurs;

A Challans, l'emplacement d'un lit dans les bâtiments de la ferme.

§ 11. — Impôt3.

Le colon ou fermier tenu de payer l'impôt, le paie autant de fois qu'il fait de récoltes sur le domaine. Si l'année de sa jouissance il ne l'a pas payé, il le doit l'année qui suit sa sortie, parce qu'il prend la récolte de cette dernière année.

§ 12. — Sortie.

Le fermier ou colon sortant est tenu de vider les lieux presque toujours le jour même de l'expiration du bail. Il lui est pourtant, dans quelques cantons, accordé un délai.

Il doit quitter les lieux le jour même, ordinairement à midi: à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Fontenay, au Poiré, à Beauvoir, à Chantonnay, à Chaillé, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, aux Essarts, à Sainte-Hermine, à Mortagne et à Challans, pour les fermes d'avril et de septembre;

A Maillezais, aussi le jour même, mais l'usage accorde au sortant vingt jours pour terminer son déménagement;

A La Mothe, à Talmont, aux Moutiers, à Napoléon et à Challans, pour les fermes de Toussaint, le sortant n'est tenu de vider les lieux que le 2 novembre;

A Saint-Fulgent, la sortie a lieu le 23 avril, jour de l'expiration du bail ou le lendemain, si le 23 est un jour férié légal.

§ 13. — Estimation des bestiaux.

Lorsque, en cas de sortie, il y a lieu à estimation du bétail de l'exploitation, cette estimation doit être faite généralement dans la huitaine qui précède la sortie.

Elle se fait:

A Montaigu, quelques jours avant l'époque de la sortie;

Aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Gilles, au Poiré, à La Mothe, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Napoléon, dans la huitaine qui précède;

A Fontenay, dans la quinzaine;

A La Châtaigneraie, pour le menu bétail, dans les huit jours qui précèdent ou qui suivent la sortie; pour les bœufs de travail, aussitôt après l'ensemencement;

A Saint-Hilaire, à la fin du bail;

A Beauvoir, dans la Plaine, le 25 décembre qui précède la sortie; dans le Marais des communes de Saint-Gervais, de Beauvoir et de Saint-Urbain, le 20 juillet pour les bœufs et la veille de la sortie pour les autres animaux;

A Saint-Jean-de-Monts, deux mois avant les travaux de la moisson;

Aux Essarts, au plus tard la veille de la sortie;

A Palluau, ordinairement la veille ou le lendemain de la sortie;

A Mareuil, au moment même de la sortie;

A Challans, pour les métairies dont l'entrée en jouissance a lieu le 29 septembre, le 2 février pour les bœufs, et le jour de la sortie pour les autres bestiaux; pour les métairies dont les baux expirent à une autre époque, le jour même de la sortie pour tout le bétail.

Dans les cantons qui ne figurent point dans l'énumération qui précède, l'usage ne fixe point l'époque où l'estimation du bétail doit être faite.

Le propriétaire qui a un cheptel sur l'exploitation, est presque toujours autorisé à se couvrir de la valeur de ce cheptel sur la masse du bétail avant partage. Il peut prendre, à dire d'experts, ceux des bestiaux qui lui conviennent, jusqu'à concurrence du montant du cheptel. Dans quelques cantons, cependant, il n'y a aucun usage à cet égard. Ces cantons sont ceux de Maillezais, de Rocheservière, de Chaillé, de Luçon, de Mortagne. Dans quelques autres cantons, ce sont les experts qui désignent les animaux qui doivent être attribués au propriétaire pour le remplir de son cheptel.

A l'Hermenault, à Saint-Hilaire, à Pouzauges et à Sainte-Hermine, le propriétaire n'a point la faculté de choisir.

Aux Herbiers, il prend la souche ou cheptel en bestiaux de même nature que ceux qu'il a donnés.

A Chantonnay, la valeur du cheptel doit être prise sur le bétail de toute espèce.

A Challans, elle est prise jusqu'à concurrence des deux tiers sur les bœufs.

L'estimation se fait ordinairement à frais communs. Aux Essarts et à Palluau, chacune des parties paie l'expert qu'elle a choisi.

§ 14. — Visite de sortie.

Le propriétaire a partout le droit d'exiger que l'état des lieux soit, au moment de la sortie ou après cette sortie, constaté par des experts. Cette constatation que l'on nomme visite est le plus souvent faite à frais communs si les experts ne remarquent aucun dégât. S'il existe des détériorations sur le domaine, les frais d'expertise sont ordinairement payés par le sortant. Quelquefois, lorsqu'il n'y a aucun dommage, la totalité des frais est payée par celle des parties qui a provoqué l'expertise.

La visite est faite à frais communs: à l'Hermenault, à Saint-Hilaire-des-Loges, à La Châtaigneraie, à Fontenay, au Poiré, à Beauvoir, à Chaillé, aux Sables, à Luçon, aux Essarts et à Mortagne. Elle est faite aussi à frais communs, ou en cas de dégradations, aux frais du colon ou fermier seul: à Montaigu, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Napoléon.

Elle se fait à frais communs entre les fermiers : à Maillezais; aux frais de la partie qui succombe, c'est-à-dire du propriétaire s'il n'y a pas de dégradations, et au contraire du colon ou fermier, s'il en existe : à Saint-Gilles, à Talmont et à Mareuil.

A Palluau et à Challans, le sortant supporte tous les frais de visite quand il existe des détériorations sur le domaine.

A Chantonnay, ils sont payés en commun si les experts n'en ont pas décidé autrement.

Aux Herbiers, elle se fait aux frais du colon ou fermier sortant.

Elle doit être faite :

A Montaigu, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Pouzauges, à Fontenay, à La Mothe, à Beauvoir, à Chantonnay, à Talmont, à Chaillé, aux Sables, à Luçon, aux Essarts, aux Moutiers et à Challans, dans l'année à compter du jour de la sortie;

Aux Herbiers, à Saint-Hilaire et à Mortagne, dans le mois à dater de la même époque;

A La Châtaigneraie, dans les 6 mois aussi à partir de la même époque;

Au Poiré, à Palluau et à Napoléon, dans un délai de 8 mois;

A Saint-Jean-de-Monts, 2 mois avant la sortie;

A Sainte-Hermine, dans les 2 mois qui suivent cette sortie;

A l'Hermenault, dans l'année pour les terres et prés, et au moment même de la sortie pour la couverture des bâtiments.

Dans les autres cantons, elle doit être faite le plus tôt possible.

On comprend que le délai dans lequel la visite peut être exigée, est limité par la force des choses; après un an, par exemple, il est bien difficile, sinon impossible, de constater des dégradations qui auraient été faites avant l'époque de la sortie. Aussi, dans les cantons où la visite peut être faite dans l'année, ce délai est presque toujours un délai fatal.

Dans les autres cantons, il n'en est pas ainsi, et le plus souvent la visite peut être exigée, et ordirairement pendant une année, à compter du jour de la sortie, bien que le délai d'usage soit expiré. Toutefois, au Poiré et à La Châtaigneraie, la visite ne peut habituellement être faite que dans le délai fixé par l'usage.

S'il existe quelques dommages sur la propriété, le colon ou fermier est quelquesois autorisé à le réparer après sa sortie; l'usage lui accorde pour cela un délai d'un an : à l'Hermenault, à Saint-Jean-de-Monts et à Luçon; de 2 mois, au Poiré et aux Essarts; d'un mois seulement à Challans.

A Maillezais et à Sainte-Hermine, le colon ou fermier sortant peut réparer le dommage provenant de son fait jusqu'au moment de la visite.

Il n'y a point de délai fixé par l'usage, pour cet objet : à Saint-Gilles, à Palluau et à Mareuil; mais le colon ou fermier est autorisé à réparer le plus tôt possible le dommage qu'il a causé au domaine.

Aux Moutiers, les experts lui accordent ordinairement un délai.

Dans les autres cantons, le colon ou fermier n'est point autorisé à faire après sa sortie les travaux que nécessitent les réparations du dommage qui existe sur la propriété.

CHAPITRE XXXVIII.

Communaux, Terres vaines et vagues et Landes communes.

Les communaux sont des terrains dont le pacage avait été concèdé par des seigneurs aux habitants d'un ou plusieurs villages et dont la jouissance est restée commune. Ces terrains appartiennent aujourd'hui soit à des communes, soit à des sections de communes, et c'est ordinairement l'administration locale qui règle la manière dont les intéressés doivent en jouir. Il en est ainsi pour les terres vaines et vagues et pour les landes communes. La jouissance de ces derniers terrains, presque toujours d'une faible importance, n'est point partout réglementée. Là où elle ne l'est pas, chacun y prend ce qu'il peut et dispose à sa fantaisie du produit qu'il en a retiré; c'est ce qui existe notamment dans les cantons de Saint-Fulgent et de Sainte-Hermine.

Comme nous l'avons dit, les communaux sont partout administrés par l'autorité locale, qui laisse quelquefois à l'usage le soin de déterminer à certains égards le mode de jouissance.

A l'Hermenault, à Fontenay et à Sainte-Hermine, les ayantdroit peuvent faire pacager les communaux qui se fauchent depuis l'époque de l'enlèvement de la récolte, jusqu'au 2 février. Aux Moutiers, ils peuvent être pacagés du 15 août à la fin de décembre seulement.

Les intéressés peuvent y conduire : à l'Hermenault, leurs vaches, chevaux et mulets; à Fontenay, les animaux de toute espèce, excepté les moutons et les étalons.

On peut faire pacager les communaux qui ne se fauchent point: à l'Hermenault, du 1er avril au 2 février; à Maillèzais et à La Châtaigneraie, pendant toute l'année; à Talmont, du 25 mars au 25 décembre; à Sainte-Hermine, du mois de mai au 2 février; aux Moutiers, de la fin de mars, ou du commencement d'avril à la fin de décembre.

A l'Hermenault, on peut y conduire, moyennant une rétribution fixée par l'administration municipale, toute espèce de bétail excepté les moutons.

A Fontenay, sous la même condition, on est autorisé à y faire paître tous les animaux des espèces bovines et chevalines.

Les autres conditions de la jouissance des communaux, sont fixées par l'administration municipale.

Dans les autres cantons où il existe des communaux, les arrêtés des maires réglementent, sous tous les rapports, la manière dont les intéressés devront en jouir.

CHAPITRE XXXIX.

Pacage dans les bois.

Le canton des Sables est le seul où l'usage autorise le pacage dans les bois; le colon ou fermier peut conduire ses bêtes à cornes et ses chevaux, seulement dans les bois âgés de 4 ans au moins. Il ne doit user de cette faculté que pendant l'hiver, avant la pousse des feuilles et jusqu'au mois d'avril au plus tard.

Le droit de glandée n'existe nulle part dans le département de la Vendée.

Digitized by Google

CHAPITRE XL.

Moulins.

§ 1er. — Baux.

Ce que nous allons dire des usages, se rapportant aux moulins, s'appliquera surtout aux moulins à blé, la plupart des cantons du département n'ayant que des moulins de cette espèce.

En cas de bail verbal, l'entrée en jouissance des moulins a habituellement lieu à Maillezais, à Montaigu, à Saint-Gilles, à Fontenay, au Poiré, à La Mothe, à Beauvoir, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Rocheservière, à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts, à Palluau, à Challans et à Napoléon, le 24 juin; aux Herbiers, à Chantonnay et à Mortagne, le 23 avril; à Sainte-Hilaire, le 24 juin, excepté pour les moulins à tan, dont l'entrée a lieu le 29 septembre; à Pouzauges, le 23 avril, le 29 septembre ou le 1er novembre; à Chaillé, le 24 juin ou le 29 septembre; aux Sables et aux Moutiers, le 24 juin ou le 1er novembre; à Sainte-Hermine, le 24 juin, à moins qu'il n'y ait des terres en dépendant; dans ce cas, la jouissance commence le 29 septembre ou le 1er novembre; à Noirmoutiers, le 29 septembre. Il n'y a point d'époque déterminée pour l'entrée en jouissance des moulins: à La Châtaigneraie, à Luçon, à Mareuil et à l'Île-d'Yeu.

Le bail, à défaut de convention reconnue, est censé fait à Montaigu, aux Herbiers, à Chantonnay, à Mortagne et à Mareuil, pour 3 ans;

A Saint-Hilaire, pour un an, excepté pour les moulins à tan, dont le bail dure 3 ans ;

Aux Moutiers, pour 2 ou 5 ans;

Partout ailleurs, excepté pourtant à l'Île-d'Yeu où il n'y a point d'usage à cet égard, le bail est censé fait pour une année. Toutefois, à Sainte-Hermine, pour les moulins avec terres, il sera censé fait selon que le moulin et les terres affermés seront placés dans la Plaine ou dans le Bocage, pour 4 ans ou pour 3 ans, suivant l'assolement de la contrée. Dans certains cantons l'usage veut, qu'à défaut de convention, le bailleur d'un moulin soit tenu de fournir tout ou partie des ustensiles nécessaires à son exploitation.

Le bailleur doit fournir:

A Montaigu, sauf pour les moulins à foulons, le palan et le câble nécessaires pour lever les meules;

Aux Herbiers, sauf pour les moulins à foulons et pour les moulins à tan, la vrille pour mettre le moulin en mouvement et le crochet en fer pour lever la meule;

A Maillezais, le câble pour lever la meule, l's et la barre de fer;

A Saint Gilles, tous les ustensiles excepté les toiles;

A Saint-Hilaire-des-Loges, un câble, une barre de fer, une s et une masse ;

A Pouzauges, tous les ustensiles nécessaires;

A Fontenay, les marteaux, la pince, le câble, le crible et un demi-hectolitre pour les moulins à vent. Les mêmes ustensiles, moins le demi-hectolitre, mais plus les masses et les ciseaux, pour les moulins à eau;

Au Poiré, les câbles et les cribles;

A La Mothe, les poids, les balances, les mesures et le marteau à pier. On nomme pier l'opération qui consiste à rétablir au moyen d'un marteau les aspérités de la meule;

A Beauvoir, pour les moulins à vent, 2 meules, les verges, l'arbre, le rouet, et les pièces constituant la charpente carrée;

A Chantonnay, pour les moulins à vent, les toiles, les câbles, les marteaux, les cribles, les mesures, les poids, les balances ou les romaines; pour les moulins à eau, les mêmes ustensiles moins les toiles; pour les moulins à foulons, les poulées ou séchoirs;

A Talmont, pour les moulins à vent, le gros câble pour lever la meule, la barre, la masse, le cabestan et son câble; pour les moulins à eau, le gros câble, la barre et la masse;

A Rocheservière, pour les moulins à vent, la barre à pinces, un cable, un crochet, les marteaux, un double décalitre, un décalitre, un double litre, un crible et les toiles; pour les moulins à eau, les mêmes ustensiles excepté les toiles;

A Chaillé, pour les moulins à vent, une masse, une grêle ou crible, une barre de fer et le câble de la meule;

Aux Essarts, le câble pour lever la meule seulement;

A Sainte-Hermine, l's, la barre et la masse;

A Mortagne, les tournants, les virants, les verges, les meules et les engrenages pour les moulins à blé; le moteur seul pour les moulins à tan et à foulon;

Aux Moutiers-les-Mauxfaits, les toiles, les marteaux, les cordages, les cables, le double décalitre, le décalitre, l'écuelle ou double litre, la hache, un crochet en fer, un feuillet ou scie, un ventilateur, un cylindre, une barre de fer, une masse, un tasson ou crible, un fléau et la série des poids ou un fort crochet à peser, pour les moulins à vent; pour les moulins à eau, les mêmes ustensiles moins les toiles;

A Mareuil, tous les ustensiles nécessaires à l'exploitation;

· A Noirmoutiers, une masse, une pince, un gros et un petit câble;

A l'Ile-d'Yeu, les poids et mesures seulement;

A Napoléon, les bernes ou toiles et les marteaux pour piquer les meules; les poids et les balances sont suivant convention fournis par le bailleur ou par le preneur.

A l'Hermenault, à La Châtaigneraie, à Saint-Fulgent, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, à Palluau et à Challans, à défaut de convention, le bailleur ne fournit aucun des ustensiles nécessaires à l'exploitation du moulin.

Les réparations que l'usage met à la charge du preneur sont :

A Montaigu, pour les moulins de toute nature, l'entretien des couvertures; pour les moulins à blé, à vent ou à eau, celui des tournants etverges; pour les moulins à foulons, celui des bois roulants;

Aux Herbiers, pour les moulins de toute nature, l'entretien de tout ce qui est tournant et travaillant;

A Saint-Hilaire, pour les moulins à blé, l'entretien de tous les ustensiles employés à l'exploitation; pour les moulins à tan, celui des auves;

A La Châtaigneraie, pour les moulins à blé, à eau ou à ven', l'entretien des virants et tournants; pour les moulins à foulons, celui des mêmes ustensiles et en outre des foulons;

A Pouzauges, pour les moulins à eau, l'entretien du bief ou biez;

A Fontenay, pour les moulins à vent, l'entretien des ustensiles et des tournants et travaillants; pour les moulins à eau, celui des mêmes objets et en outre l'entretien des vannes:

Au Poiré, les réparations locatives seulement;

A La Mothe, toutes les réparations;

A Beauvoir, l'entretien des ustensiles qu'il a fournis. Ces ustensiles sont : les toiles, les vérons, les fuseaux, les alluchons, les marteaux, le frein et la perche appelée longère;

A Chantonnay, les menues réparations à la couverture, aux vérons, aux toiles et aux engrenages, l'entretien des marteaux et toutes les réparations locatives ordinaires pour les moulins à vent; les mêmes réparations, moins celles qui concernent les aîles, mais en plus l'entretien des roues et des vannes, pour les moulins à eau; pour les moulins à foulons, l'entretien des poulées ou séchoirs;

A Talmont, l'entretien du pivot qui soutient la meule seulement;

A Rocheservière, l'entretien des couvertures et des toiles ;

A Chaillé, pour les moulins à vent, la fourniture et l'entretien des vérons, des fuseaux, des draps ou toiles, des alluchons, des marteaux, du cable et du cabestan dit martinet;

Aux Sables, les réparations locatives seulement;

A Saint-Jean-de-Monts, l'entretien des ustensiles qu'il a fournis;

Aux Essarts, toutes les réparations d'entretien pour la maind'œuvre seulement, le bois étant fourni par le propriétaire;

A Sainte-Hermine, pour les moulins à vent, l'entretien des vérons et pour les moulins à eau, celui des auges de la roue;

A Mortagne, toutes les réparations d'entretien;

Dans le canton des Moutiers, les réparations sont faites en commun par le preneur et le bailleur : le preneur paie la maind'œuvre et le bailleur fournit les matériaux.

Dans les autres cantons, les réparations sont à la charge du propriétaire;

§ 2. — Mouture.

Le droit de mouture se perçoit presque partout dans la même proportion. Il est généralement du dixième. Quatre cantons seulement font exception: celui de Chaillé où le meunier prélève le neuvième; ceux des Sables et de Saint-Jean-de-Monts, où il prend la douzième et enfin celui de Luçon, pour la Plaine seulement, où il prélève comme à Chaillé le neuvième.

A l'Ile-d'Yeu, le droit de mouture n'est point déterminé par l'usage.

Au moyen de ce prélèvement sur le blé qui lui est confié, le meunier est ordinairement tenu d'aller le chercher au domicile de la pratique, de le faire moudre et de porter ensuite la farine qu'il en retire.

A Saint-Fulgent, il fait en outre quelques corvées.

CHAPITRE XLI.

Usines.

Les établissements industriels sont peu nombreux dans le département de la Vendée. On y compte néanmoins quelques filatures, des papeteries, des minoteries, des blanchisseries et des tanneries. Presque toutes ces usines sont d'une date récente et leur exploitation n'est soumise à aucun usage constant et reconnu.

CHAPITRE XLII.

Fours à chaux, à tuiles et à poterie.

L'emploi de la chaux comme amendement et l'exploitation sur plusieurs points du département, de mines de houilles ont, depuis une vingtaine d'années environ, donné lieu à l'établissement d'un grand nombre de fours à chaux à feu continu. Onze cantons possèdent des fours de cette espèce, mais comme leur établissement est presque partout de création nouvelle, il n'existe pas, généralement du moins, pour leur exploitation, d'usage bien reconnu.

Toutefois, aux Herbiers, l'usage veut que le locataire fasse les réparations aux couvertures et que toutes les autres, réparations soient faites par le propriétaire.

A Chantonnay, le preneur fait toutes les menues reparations qui sont entre autres, l'entretien du briquetage, du four et celui des ustensiles nécessaires à l'exploitation.

A Mareuil, le preneur fait aussi toutes les réparations d'entretien.

Aux Moutiers, il doit seulement réparer les chaînes.

A Challans, il ne doit faire réparer à ses frais que les détériorations provenant de son fait.

Aux Sahles et à Sainte-Hermine, toutes les réparations des fours à chaux, sont à la charge du propriétaire.

Les fours à tuiles et à poterie, dont l'existence est plus ancienne, ont donné lieu à quelques usages mieux établis; ainsi en général, à défaut de convention reconnue, le bail d'un four de cette espèce sera censé fait pour une année. C'est ce qui a lieu notamment à Montaigu, aux Herbiers, à Fontenay, à La Mothe, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, aux Sables, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Challans.

A Napoléon, le bail est censé fait pour la campagne qui commence au 1er mars pour finir au 1er décembre.

Les grosses réparations à faire aux fours à tuiles et à poteries, sont partout à la charge du propriétaire.

Les réparations à la charge du locataire sont :

A Montaigu et aux Herbiers, l'entretien des couvertures des galeries pour la main-d'œuvre seulement;

A Fontenay et à Napoléon, toutes les réparations locatives ordinaires;

A Chantonnay, les menues réparations et les réparations locatives;

A Talmont, la réparation de la chemise ou intérieur du four, et, pour les fours à charbon, l'entretien des grilles;

A Sainte-Hermine et aux Moutiers, l'entretien des chaînes;

A La Mothe-Achard, toutes les réparations sont à la charge du propriétaire.

Dans les autres cantons, il n'existe aucun usage à cet égard.

CHAPITRE XLIII.

Jardins maraîchers et Pépinières.

Il n'existe d'usage pour les jardins maraîchers et les pépinières, que dans les cantons des Herbiers, de Pouzauges, de Fontenay, des Sables, de Sainte-Hermine, de Noirmoutiers, de Challans et de Napoléon. Les époques ordinaires d'entrée en jouissance pour les jardins maraîchers sont:

Aux Herbiers, le 23 avril;

A Pouzauges, le 23 avril, le 29 septembre ou le 1er nov.;

A Fontenay, le 29 septembre, et pour la partie destinée au semis d'oignons seulement, le mois d'août;

Aux Sables, à Sainte-Hermine et à Napoléon, le 1er nov.;

A Noirmoutiers et à Challans, le 29 septembre.

On dresse partout, excepté aux Sables et à Noirmoutiers, un état des lieux au moment de la prise de possession des jardins maraîchers;

A sa sortie, le fermier peut enlever tous les légumes qui garnissent le jardin qu'ils soient à maturité ou non, aux Herbiers, à Noirmoutiers et à Challans. A Pouzauges, il doit laisser les choux verts et les betteraves-champêtres.

A Fontenay et à Sainte-Hermine, les lieux doivent être laissés dans l'état où ils étaient lors de l'entrée en jouissance.

Aux Sables, le fermier peut à sa sortie enlever tout ce qu'il a planté ou semé.

A Napoléon, il ne doit prendre que les légumes qui peuvent être immédiatement vendus et les plants d'arbres provenant de ses semis.

Le fermier qui doit sortir n'est nullement astreint par l'usage à préparer le sol et à l'ensemencer ou à le planter. Cette obligation lui incombe cependant à Fontenay, à Sainte-Hermine et à Napoléon, si à l'époque de son entrée en jouissance le jardin était garni; il doit dans ce cas laisser les lieux dans l'état où il les a pris.

Pendant sa jouissance, il est des cultures, celles des asperges et des artichauts, par exemple, que le fermier ne peut point détruire ou qu'il ne peut détruire qu'a la condition de les remplacer par des cultures semblables.

A Pouzauges, il ne peut détruire ni les asperges, ni les artichauts; dans les autres cantons, il ne peut les arracher qu'à la condition d'en planter une quantité a peu près égale à celle qu'il détruit.

Le fermier est partout astreint par l'usage, à tailler régulièrement les arbres et à leur donner tous les soins nécessaires. Les tailles et les soins obligatoires sont:

Aux Herbiers, la taille d'hiver, l'ébourgeonnement et la taille d'été qui doit être pratiquée ordinairement en août;

A Pouzauges, une première taille en février ou mars et une autre taille en juillet et août;

A Fontenay, la taille d'hiver, l'échenillage en février et la taille d'été;

Aux Sables, la taille de décembre à mars, l'enlèvement de la mousse, des chancres et des vers; de labourer aux pieds des arbres de manière à ne point attaquer leurs racines;

A Ste-Hermine, un labour et deux tailles en février et juin;

A Noirmoutiers, la taille, l'enlèvement de la mousse et l'échenillage, en janvier et mars; l'essévage en juillet, et en outre tous les autres soins dont les arbres peuvent avoir besoin;

A Challans, la taille et l'enlèvement de la mousse en fév. et mars;

A Napoléon, la taille et tous les autres soins nécessaires, notamment pour le pêcher, le palissage en vert. La taille se fait de novembre à la fin de mars, et pour le pêcher seulement jusqu'à la fin de la première quinzaine d'avril.

Il n'y a point, pour le fermier, obligation de planter de nouveaux arbres; il ne doit pas non plus, ordinairement du moins, remplacer ceux qui sont morts pendant sa jouissance. Cependant, à Fontenay et à Noirmoutiers, quand les arbres morts lui appartiennent, il doit les remplacer à ses frais. A Napoléon, il est seulement tenu de planter ceux qui lui sont fournis par le propriétaire pour le remplacement des arbres morts. Ces arbres appartiennent ordinairement au propriétaire. A Noirmoutiers, par exception, l'usage les attribue au fermier.

Digitized by Google

Le fermier peut enlever les arbustes et autres plantes vivaces plantés par lui : à Pouzauges, à Fontenay, aux Sables, à Sainte-Hermine, s'il n'en a pas trouvé à son entrée, et à Noirmoutiers. Il le peut aussi à Napoléon, mais seulement s'ils sont en dehors de la culture qui fait l'objet du bail. Aux Herbiers et à Challans, il ne peut pas les arracher, à moins qu'ils ne soient en pépinières.

Il n'y a d'aménagement pour les pépinières qu'aux Herbiers et à Challans. Aux Herbiers, on remplace, chaque année, les plants enlevés; à Challans, l'aménagement est de 2 ans.

CHAPITRE XLIV.

§ 1er. — Domestiques attachés à la personne.

L'entrée en service des domestiques attachés à la personne a ordinairement lieu :

A Montaigu, aux Herbiers, à Pouzauges, au Poiré, à La Mothe, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Rocheservière, aux Sables, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers et à Napoléon, le 24 juin;

A l'Hermenault, à Maillezais, à Saint-Gilles, à Fontenay, à Beauvoir, à Chantonnay, à Chaillé, à Luçon, à Mareuil, à Challans et à l'Île-d'Yeu, le 24 juin ou le 29 septembre;

A La Châtaigneraie, le 24 juin, le 29 septembre ou le 1^{er} nov.; A Saint-Jean-de-Monts et à Noirmoutiers, le 29 septembre;

A Saint-Hilaire-des-Loges, il n'y a point d'époque usuelle.

L'entrée a lieu: à Montaigu, aux Herbiers, à l'Hermenault, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, au Poiré, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Rocheservière, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers et à Napoléon, le jour même, habituellement dans la soirée.

Dans les autres cantons, le lendemain, et même aux Sables et à Saint-Jean-de-Monts, souvent quelques jours plus tard, un congé étant presque toujours donné au domestique entrant.

L'usage de donner les arrhes comme garantie de l'exécution du marché est général; celles des parties qui, sans motifs sérieux, refuse d'exécuter l'engagement, perd la valeur des arrhes. Si le resus vient du maître, il ne peut pas revendiquer la somme qu'il a donnée à titre d'arrhes. S'il vient du domestique, celui-ci est tenu de restituer la somme qu'il a reçue en y ajoutant une somme égale.

A Noirmoutiers, par exception, l'usage n'impose point au domestique, quand il refuse d'exécuter l'engagement, l'obligation de donner le double des arrhes qu'il a reçues.

Les arrhes font habituellement partie du gage convenu. Cependant, à Montaigu, à Maillezais, à Beauvoir, à Chaillé, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, à Mortagne, à Noirmoutiers et à l'Île-d'Yeu, elles se comptent en sus.

Dans les cantons de Montaigu, des Herbiers, de l'Hermenault, de Saint-Hilaire, de Fontenay, de Chantonnay, de Rocheservière, de Saint-Jean-de-Monts, de Beauvoir, de Lucon, de Mortagne, de Noirmoutiers, de Challans et de l'Île-d'Yeu, la perte des arrhes est la seule peine encourue pour le refus d'exécuter la convention.

Ce refus peut, en outre, donner lieu suivant les circonstances, à une condamnation à des dommages et intérêts : à Maillezais, s'il n'est exprimé qu'après l'époque des assemblées-gageries; à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Saint-Fulgent, à Talmont, à Chaillé, aux Sables, aux Essarts, à Palluau, à Sainte-Hermine, aux Moutiers, à Mareuil et à Napoléon.

Dans quelques cantons, il est d'usage que celle des parties qui ne veut point exécuter l'engagement, prévienne l'autre partie un certain temps à l'avance.

L'avertissement doit être donné:

A Montaigu, à Pouzauges et à Palluau, un mois au moins avant l'époque fixée pour l'entrée;

A La Châtaigneraie, vingt jours au moins avant cette époque;

A Maillezais, avant les dernières assemblées-gageries ;

A Saint-Gilles, à Saint-Fulgent, à Talmont, aux Sables, à Saint-Jean-de-Monts, à Sainte-Hermine, à Mortagne, aux Moutiers, à l'Île-d'Yeu et à Napoléon, l'usage ne fixe point de délai, mais l'avis du refus doit être donné assez tôt pour que la partie à laquelle on le donne puisse se pourvoir.

Le domestique qui, sans motifs sérieux quitte son service, peut être condamné à des dommages et intérêts. Il en est de même du maître qui, sans raison valable, renvoie son domestique. Toutefois, à l'Hermenault et à Noirmoutiers, dans l'un comme dans l'autre cas, l'usage n'alloue aucune indemnité. A Fontenay, le domestique qui sort sur l'année, ne donne aucune indemnité, mais le maître en doit une à son domestique, quand, sans motifs sérieux, il le renvoie dans le courant de l'année.

L'indemnité ou les dommages intérêts dûs dans les cas dont nous nous occupons, sont rarement déterminés par l'usage, ils doivent être proportionnels au préjudice éprouvé; le juge apprécie ce préjudice d'après les circonstances et fixe le montant de l'indemnité. Toutesois, le domestique qui sort sur l'année, donne à son maître, à titre de dommages et intérêts : à Pouzauges, le douzième environ de son gage; à Napoléon, dix journées de son gage; à l'Île-d'Yeu, tout le gage couru jusqu'au jour de la sortie. Le maître qui renvoie son domestique lui doit, à titre d'indemnité : à Pouzauges et à Fontenay, un mois ou le douzième du gage convenu; à Chaillé, tout le gage et la nourriture pendant tout le temps que devait durer l'engagement; aux Moutiers, tout le gage ou même plus si cette indemnité est insuffisante; à l'Île-d'Yeu, le gage de l'année entière. Enfin, à Napoléon, ordinairement une indemnité de dix jours de gage en sus du temps pendant lequel a duré le service.

§ 2. — Domestiques attachés à la culture.

Les domestiques attachés à la culture sont, à un petit nombre d'exception près, gagés pour les mêmes époques et pour le même temps que les domestiques attachés à la personne. Dans quelques cantons, leur engagement se fait pourtant par saison et non à l'année.

L'entrée en service des domestiques attachés à la culture, a habituellement lieu :

A Montaigu, au Poiré, à La Mothe, à Talmont, à Rocheservière, aux Sables, aux Essarts, à Palluau, à l'Ile-d'Yeu et à Napoléon, le 24 juin.

Aux Herbiers et à Mortagne, le 24 juin et le 1er novembre ;

A Maillezais, à Saint-Gilles, à Saint-Hilaire, à Beauvoir, à Chantonnay, à Luçon, à Sainte-Hermine, aux Moutiers, à Mareuil et à Challans, le 24 juin et le 29 septembre;

A La Châtaigneraie, le 24 juin, le 29 septembre et le 1er novembre;

A Saint-Jean-de-Monts, le 29 septembre.

Ils s'engagent:

A l'Hermenault, du 24 juin au 29 septembre, ou du 29 septembre au 24 juin;

A Saint-Fulgent, ordinairement pour une année, quelquefois pourtant, du 24 juin au 1er novembre seulement, ou pour quelques jours de chaque semaine;

A Fontenay, soit pour la saison d'été, soit pour la saison d'hiver; A Chaillé, soit pour l'année à dater du 24 juin, ou du 29 septembre, soit par périodes.

L'engagement par périodes, dans les lieux où il est en usage, est quelquesois réputé fait pour l'année et il ne peut point alors être rompu par la volonté de l'une des parties seule; celle d'entre elles qui, après l'expiration de la première période, refuse de continuer l'engagement, est passible de dommages et intérêts vis-à-vis de l'autre partie. Quelquesois, l'engagement est limité à une période et, quoiqu'il y ait un prix sixé pour la seconde période, les parties sont libres de continuer ou de rompre le marché sans que, en cas de rupture, il y ait lieu à dommages et intérêts.

L'engagement est censé fait pour l'année : aux Herbiers, à Saint-Hilaire, à Pouzauges, à Mortagne, à Challans, à Sainte-Hermine et aux Moutiers. Dans ces deux derniers cantons, le maître peut néanmoins congédier son domestique à l'expiration de la première période, en lui comptant la moitié des gages de l'année; si le refus de continuer l'engagement vient de ce dernier, il doit une indemnité au maître. Aux Moutiers, il ne reçoit, dans ce cas, que le quart du gage.

L'engagement est censé fait par périodes : à Montaigu, à l'Hermenault, à Maillezais, à La Châtaigneraie, à Saint-Fulgent, à Fontenay, s'il y a un prix convenu pour la saison d'hiver, et un autre prix pour la saison d'été; à Talmont, à Chaillé, à Luçon, aux Essarts, à Sainte-Hermine et aux Moutiers. Dans

ces divers cantons, le maître et le domestique peuvent, à l'expiration de la première période, se quitter sans qu'il y ait de part ni d'autre, lieu à dommages et intérêts.

Les domestiques attachés à la culture, se paient le plus souvent en argent et en vêtements. Ils reçoivent quelque sois leur gage en blé Ils sont payés:

A Montaigu, aux Herbiers, au Poiré, à La Mothe, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Rocheservière, aux Sables, aux Essarts, à Mortagne, aux Moutiers, à Challans et à Napoléon, en argent et en vêtements;

Dans le bocage du canton de l'Hermenault, à Maillezais, pour l'automne, l'hiver-et le printemps; à Saint-Gilles, à La Châtaigneraie, à Pouzauges, à Fontenay, pour la saison d'hiver; à Talmont, à Chaillé, à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, du 29 septembre au 24 juin et à l'Île-d'Yeu, en argent;

Dans la plaine de l'Hermenault, à Maillezais, pour les trois mois d'été; à St-Hilaire, à Fontenay, pour la saison d'été; à Luçon, du 24 juin au 29 septembre et à Ste-Hermine, en grains et en argent. L'usage fait au maître une obligation de payer en grains: à l'Hermenault, à Maillezais, à St-Hilaire, à Luçon et à Ste-Hermine.

Les domestiques attachés à la culture sont, relativement à l'époque précise de l'entrée en service, soumis partout à la même obligation que le domestique attaché à la personne. Cependant, aux Herbiers, pour l'engagement du 1er novembre, l'entrée peut n'avoir lieu que le lendemain.

A Saint-Hilaire-des-Loges, au Poiré et à Mortagne, le domestique attaché à la culture n'entre aussi que le lendemain, à la différence du domestique attaché à la personne qui doit entrer le jour même.

Tout ce que nous avons dit dans le chapitre précédent des arrhes, de l'obligation de prévenir à l'avance en cas de refus d'exécuter l'engagement, des dommages et intérêts qui peuvent être dûs, soit dans ce cas, soit pour la sortie ou l'expulsion sans motif plausible dans le courant de l'année, s'applique, généralement du moins, au domestique attaché à la culture, comme au domestique attaché à la personne. Cependant, à Saint-Hilaire, la perte des arrhes n'est point la seule peine en-

courue par le domestique attaché à la culture qui refuse d'exécuter l'engagement. Il peut, en outre, être condamné à des dommages et intérêts, à la différence de ce qui a lieu dans l'autre cas.

A Challans, la perte des arrhes est la seule peine encourue pour le refus d'exécuter la convention, si l'avertissement a été donné 20 jours à l'avance. En cas de sortie ou de renvoi sur l'année, l'indemnité est du quart du gage.

A l'Ile-d'Yeu, si le domestique attaché à la culture sort sur l'année sans motif plausible, il perd ses gages; si le maître le renvoie, il lui paie les gages de toute l'année.

Il est quelquesois accordé par l'usage au domestique attaché à la culture, un certain nombre de jours pour aller aux assemblées-gageries ; il peut prétendre :

A Maillezais, aux Essarts, à Sainte-Hermine et aux Moutiers, à deux jours dans le courant de l'année;

A Chaillé, à une journée seulement s'il est gagé pour l'année, et à une journée par période s'il est gagé par période;

Il peut aussi, mais pour le cas seulement dont nous avons parlé, c'est-à-dire pour aller aux assemblées, prétendre à un certain nombre de jours, dans les cantons de Montaigu, de Saint-Gilles, de Fontenay, de Saint-Fulgent, de Chantonnay; dans ce dernier canton, il ne peut aller aux assemblées que quand elles ont lieu le dimanche ou un jour de fête; à Saint-Jean-de-Monts, à Luçon, à Mareuil, à Challans et à Napoléon.

CHAPITRE XLV.

Ouvriers.

Il n'existe aucun usage bien reconnu pour l'embauchage des ouvriers. Le maître ou patron traite de gré à gré, soit directement avec l'ouvrier sur la présentation du livret, soit par l'entremise de la mère des compagnons. Dans quelques cantons, l'ouvrier se prend à l'essai. Le temps d'épreuve dure huit jours; quand ce délai est expiré, il intervient entre le patron et l'ouvrier une convention qui fixe le salaire et les conditions du

travail. Ce mode d'embauchage est en usage notamment à Fontenay, à Chantonnay, à Sainte-Hermine et à Maillezais.

A défaut de convention reconnue, l'usage détermine, dans un certain nombre de cantons, le temps que l'engagement doit durer; ce temps varie suivant la nature de travail qu'exécute l'ouvrier ou son genre d'industrie.

Les ouvriers sont, à défaut de convention reconnue, réputés engagés:

A Montaigu, les papetiers, à la journée; les filateurs, au mois ou à la pièce; les tisserands, à la pièce ou au mètre; les tanneurs et corroyeurs, au mois; les charpentiers, charrons, selliers, bourreliers, plàtriers, au mois ou à la journée; les forgerons, taillandiers, boulangers, tailleurs d'habits, au mois; les menuisiers et les tourneurs, à la pièce ou à la journée; les scieurs de long, au mètre; les cordonniers, les bottiers et les sabotiers, à la pièce; les tailleurs de pierres, à la pièce ou à la journée; les poèliers et les maçons, à la journée; les tuiliers, au mille ou à la journée;

Aux Herbiers, les papetiers, les filateurs et les tanneurs, au mois ; les tisserands, à la pièce ;

A Maillezais, les charpentiers, les charrons, les scieurs de long, les menuisiers, les forgerons, les maréchaux-ferrants, les sabotiers, les maçons et les tailleurs de pierres, au mois ou à la pièce, après le temps d'épreuve qui dure huit jours. Le salaire pour ce temps est ordinairement fixé par le maître:

A Saint-Hilaire, sans distinction d'industrie, au mois;

Au Poiré, pour huit jours;

A Saint-Fulgent, au mois ou à la semaine;

A Chantonnay, au mois après le temps d'essai qui est de 8 jours;

A Talmont, les charpentiers, les charrons, les tourneurs, les serruriers, les forgerons, les taillandiers, les maréchaux-ferrants, les boulangers, les tailleurs d'habits, les selliers, les bourreliers, les couvreurs et les poèliers, au mois; les scieurs de long, à l'année; les menuisiers, les ébenistes, les maçons et les plâtriers, à la journée; les cordonniers, les bottiers et les sabotiers, aux pièces; les tuiliers, du 1er mars au 30 novembre; les tailleurs de pierres, aux pièces ou à la journée;

A Rocheservière, les charpentiers, les maçons et les tailleurs de pierres, à la journée; les charrons, les taillandiers et les forgerons, à la journée, au mois ou aux pièces; les menuisiers et les plâtriers, à la journée ou aux pièces; les serruriers, les selliers, les bourreliers, les cordonniers, les bottiers et les sabotiers, aux pièces; les maréchaux-ferrants, les boulangers et les couvreurs, au mois; toutefois, à défaut de convention reconnue, les ouvriers des professions ci-après énumérées sont réputés engagés pour huit jours seulement: les charrons, menuisiers, serruriers, forgerons, taillandiers, maréchaux-ferrants, boulangers, selliers, bourreliers, cordonniers, bottiers, sabotiers, couvreurs et Plâtriers;

A Chaillé, à la journée ou à la pièce, sans distinction de profession Aux Sables, les charpentiers, les charrons, les scieurs de long, les menuisiers, les ébénistes et les tourneurs, à la journée après les huit jours d'épreuve; les serruriers, les forgerons, les taillandiers, les maréchaux-ferrants, les boulangers, les tailleurs d'habits, les selliers, les bourreliers, les cordonniers et les bottiers, au mois aussi après le temps d'épreuve; les maçons, les tuiliers et les tailleurs de pierres, au mois ou pour quinze jours; les poéliers, au mois ou à la journée après l'essai. Les patrons qui embauchent des ouvriers dans les villes voisines, paient leur voyage d'arrivée; si l'ouvrier et le patron ne s'entendent point pour le salaire du temps d'essai, il est réglé par des experts;

A Saint-Jean-de-Monts, à la journée;

Aux Essarts, au mois;

A Palluau, les tanneurs, les charrons, les forgerons, les maréchaux-ferrants, les boulangers et les selliers, au mois; les charpentiers, au mois ou à la journée; les menuisiers, au mois ou à la pièce; les tisserands, les cordonniers et les sabotiers, à la pièce; les maçons, à la journée; les tailleurs de pierres, au mètre; les plâtriers, à la journée ou au mètre;

A Sainte-Hermine, à la journée;

A Mortagne, pour quinze jours;

Aux Moutiers, à la journée, au mois ou à l'année; les charrons et les menuisiers, quelquefois aux pièces; A Noirmoutiers, à la journée;

A Challans, au mois;

A Napoléon, pour une campagne ou pour un travail déterminé, pour les charpentiers, les scieurs de long, les maçons, les tailleurs de pierres et les tuiliers; au mois, pour les serruriers, les maréchaux, les taillandiers, les menuisiers et les boulangers; à la pièce, pour les cordonnièrs, les bottiers, les sabotiers, les tisserands, les tailleurs d'habits, les menuisiers ébénistes et les tourneurs.

L'indemnité, dans le cas où il en est dû une pour la rupture de l'engagement, est quelquesois déterminée par l'usage, le plus souvent elle est laissée à l'appréciation du juge ou des experts, s'il y a difficulté.

Lorsqu'il y a de part ou d'autre rupture de l'engagement, celle des parties qui l'a rompu doit une indemnité qui est :

A Montaigu, d'une somme égale au prix qui serait dû pour le reste du temps à courir ou de l'ouvrage qui reste à faire;

Aux Herbiers, de la perte du travail exécuté ou du paiement entier du travail convenu;

A Chantonnay, du salaire d'une semaine de travail;

A Challans, du salaire de 3 journées de travail.

Partout ailleurs l'indemnité est réglée à l'amiable entre les parties, ou, à défaut de réglement amiable, par le juge ou par des experts.

Le patron et l'ouvrier qui veulent se quitter, doivent se prévenir:

Aux Herbiers, à Maillezais, à Saint-Hilaire, à La Châtaigneraie, à Saint-Fulgent, à Chantonnay, à Talmont, à Rocheservière, à Sainte-Hermine, aux Moutiers et à Challans, huit jours à l'avance;

A Montaigu, l'avis doit aussi être donné huit jours à l'avance, excepté pour les papeteries et les filatures, où l'on se prévient ordinairement quinze jours à l'avance;

Au Poiré et à Palluau, le délai est habituellement de huit ou de quinze jours ;

Il est de quinze jours à Saint-Jean-de-Monts, aux Essarts et à Mortagne;

De huit jours seulement à Napoléon, excepté pour les boulangers, qui peuvent se prévenir cinq jours à l'avance seulement.

Aux Sables, le délai était autrefois de huit jours, mais il n'y a plus actuellement de délai bien reconnu.

Tels sont, Messieurs, les usages constatés par les commissions cantonnales.

Il n'est pas, grâce à votre questionnaire général, un seul usage de quelque importance qui n'ait trouvé sa place dans ce recueil.

Je ne terminerai pas sans rendre aux commissions cantonnales la justice qui leur est due. Elles ont presque toutes rempli leur mission avec le plus louable zèle, et je vous propose de leur voter des remerciements pour le concours aussi intelligent qu'éclairé qu'elles vous ont prêté.

Napoléon, le 18 juin 1859.

Le Rapporteur, GUITTON.

- « Cette lecture, continuée aux séances des 9, 12 et 18 juin, a été terminée ce dernier jour.
- » Le rapport présenté par M. Guitton, après avoir été examiné avec soin, a été adopté, dans son entier, par la Commission.
- » M. le Président propose alors, à la Commission départementale, d'exprimer d'une manière toute particulière, à M. Guitton, ses remerciements pour le long et remarquable travail qu'il vient de soumettre à son examen.
- La Commission adopte, avec empressement, la proposition de M. le Président et demande qu'elle soit, avec l'expression de sa vive adhésion, consignée à la suite du rapport dont M. Guitton vient de lui donner lecture.

Clos et arrêté en Commission départementale, le 18 juin 1859.

Le Président de la Commission, E. Ginot; le viceprésident, B. Pervinquière, juge de paix; H. Gautier; Buet; E. Mercier; H. Merland; C. Tireau; Léandre Surville; C. Guitton. EXTRAIT du rapport présenté par M. Boby de la Chapelle, Préfet de la Vendée, au Conseil Général de ce département, dans sa session de 1859.

Par une circulaire, en date du 15 février 1855, Son Ex. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, a prescrit la formation de commissions chargées de recueillir et constater dans chaque canton tous les usages locaux, c'està-dire, ceux qui ne sont pas le résultat évident et direct d'un article de la loi et auxquels les applications qui en sont faites dans quelques localités ou dans la plupart d'entre elles, donnent un véritable caractère de généralité. Une commission centrale établie au chef-lieu du département, devrait colliger et coordonner les travaux des commissions cantonales.

Ces diverses prescriptions ont reçu leur entière exécution dans le département.

Les commissions instituées dans chaque canton se sont mises à l'œuvre avec un empressement et un zèle au-dessus de tout éloge, et la commission centrale s'est bientôt trouvée en possession de documents aussi nombreux qu'intéressants.

Cependant, les commissions cantonales ayant opéré d'abord sans entente préalable entre elles, sans direction générale et se trouvant abandonnées à leurs propres inspirations, les documents fournis par elles ont présenté du décousu et des lacunes qu'il importait de combler.

Sur la proposition et par les soins de la commission centrale, un questionnaire général a été dressé et, guidées par une série de questions qui appelait leur attention sur tous les points à éclaircir, les commissions cantonales, après de nouvelles recherches et de nouveaux travaux, ont envoyé à la commission centrale un ensemble de renseignements qui ne laissait rien à désirer.

La commission centrale s'est livrée avec ardeur au dépouillement et à l'appréciation des documents précieux qui lui avaient été transmis et, sans se laisser abattre par la multiplicité et la variété des questions à étudier et à résoudre, sans s'effrayer de la longueur du travail, elle a accompli son œuvre avec une sagacité et une persévérance dont on ne saurait trop lui tenir compte. J'ai pensé que cette œuvre, fruit d'un si long et si pénible labeur, qui intéresse à un si haut degré nos populations rurales, ne devait pas être perdue en quelque sorte pour le département en restant enfouie dans ses archives. J'ai pensé qu'un travail qui résume les droits et les obligations consacrés par l'usage, entre le propriétaire et le fermier et touche à une foule d'intérêts publics et privés, devait recevoir toute la publicité désirable.

Je vous proposerai donc l'impression du volumineux cahier dans lequel sont résumés les travaux des diverses commissions.

Il paraîtrait juste et convenable qu'un exemplaire de cet ouvrage fut offert à chacun des membres des commissions qui ont concouru à la réalisation d'une œuvre si éminemment utile à nos populations. Il serait également convenable d'adresser un exemplaire à chacun des membres des tribunaux et des parquets du département, ainsi qu'aux chefs et principaux fonctionnaires des diverses administrations auxquels les renseignements donnés sur l'importance et la valeur réelle des usages locaux peuvent être d'une incontestable utilité.

Je vous proposerai, en outre, de voter des remerciements aux commissions cantonales, et à la commission centrale qui, par une direction éclairée et un travail aussi long que pénible, a doté le département d'un ouvrage aussi utile qu'intéressant.

Si vous adoptez mes propositions, je vous prie d'inscrire à votre budget la somme de 800 fr. pour frais d'impression et de copie du travail relatif aux usages locaux du département.

EXTRAIT du Procès-Verbal de la session de 1859 du Conseil Général de la Vendée, session du 26 août.

SOUS-CHAPITRE XX.

C'est dans ce chapitre que se trouve compris le crédit pour frais d'impression des *Usages locaux* du département de la Vendée, ouvrage éminemment utile, soit pour la justice, soit pour les particuliers.

......Art. 7. Frais d'impression des *Usages locaux* 800 f.Le Conseil Général donne son assentiment.



TABLE.

			Page
CHAP.	1.		
PARAG.	1.	Taillis	. 6
Numéro	1.	Châtaigneraie	. 6
_	2.	Chênes et autres	
		essences	. 8
PARAG.	2.	Forêts	. 13
CHAP.	2.	Bois des marais mouillés	. 13
	3.	Tétards	. 14
	4.	Haies	. 17
	5.	Arbres futaies	. 19
	6.	Arbres fruitiers	. 21
_	7.	Pépinières	. 22
_	8.	Ajones considérés cemme taillis	. 23
	9.	Genêts	. 23
	10.	Roseliėres	. 28
_	11.	Eaux courantes	28
_	12.	Murs de clôture	20
_	13.	Distance à garder pour la plantation	ı
		des arbres à hautes tiges et des haies	8
		et pour l'établissement des fossés	30
	14.	Constructions et établissements pou-	
		vant nuire au voisin	32
_	15.	Réparations locatives	38
_	16.	Congés.	
PARAG.	1.	Maisons	42
_	2.	Biens ruraux	45
CHAP.	17.	Tacite reconduction	47
_	18.	Fermiers et colons.	
Parag.	1.	Entrée en jouisssance	48
_	2.	Baux	53
CHAP.	19.	Jouissance.	
Parag.	1.	Prés	54
	2.	Prairies artificielles	60

PARAG. 3. Prés gras	Pages
- 5. Jardins et ouches 6. Vignes 6. Vignes 20. Assolement 21. Guérets 22. Culture. PARAG. 1. Soins à donner aux blés 2. Soins à donner aux plantes sarclées 3. Soins à donner à la récolte 4. Pailles et buailles 5. Litières 6. Fumiers 7. Semences. CHAP. 23. Partages des produits 24. Bestiaux 25. Porcs et volailles 26. Impôts 27. Charrois et prestations 28. Instruments aratoires 29. Barrières et clôtures 30. Fossés PARAG. 1. Fossés ordinaires 2. Fossés des marais 3. Abreuvoirs. CHAP. 31. Marais à poissons 32. Marais salants 33. Etangs 34. Chemins d'exploitation et passages 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou 36 Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 63
CHAP. 20.	
CHAP. 20. Assolement. — 21. Guérets. — 22. Culture. PARAG. 1. Soins à donner aux plantes sarclées. — 3. Soins à donner à la récolte. — 4. Pailles et buailles. — 4. Pailles et buailles. — 5. Littères. — 6. Fumiers. — 6. Fumiers. — 7. Semences. — 24. — 24. Bestiaux. — 25. Porcs et volailles. — 26. Impôts. — 27. Charrois et prestations. — 28. Instruments aratoires. — 29. Barrières et clôtures. — 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires. — 30. — 3 Abreuvoirs. — 34. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. Borderies dites Porte-à-cou — 36. Vaine pâture. — Borderies dites Porto-à-cou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	
— 21. Guérets. — 22. Culture. PABAG. 1. Soins à donner aux blés. — 2. Soins à donner aux plantes sarclées. — 3. Soins à donner à la récolte. — 3. Littères. — 4. Pailles et buailles. — 5. Littères. — 6. Fumiers. — 7. Semences. CHAP. 23. Partages des produits. — 24. Bestiaux. — 25. Porcs et volailles. — 26. Impôts. — 27. Charrois et prestations. — 28. Instruments aratoires. — 29. Barrières et clôtures. — 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires. — 3 — 3 Abreuvoirs. — 3 CHAP. 31. Marais à poissons. — 32. Marais salants. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — 36. Vaine pâture. — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	
— 22. Culture. PARAG. 1. Soins à donner aux blés	
PARAG. 1. Soins à donner aux blés	. 86
blés 2. Soins à donner aux plantes sarclées	
- 2. Soins à donner aux plantes sarclées. - 3. Soins à donner à la récolte. - 4. Pailles et buailles. - 5. Litières. - 6. Fumiers. - 7. Semences. CHAP. 23. - 24. Bestiaux. - 25. Porcs et volailles. - 26. Impôts. - 27. Charrois et prestations. - 28. Instruments aratoires. - 29. Barrières et clôtures. - 29. Barrières et clôtures. - 30. Fossés ordinaires. - 2. Fossés des marais. - 3. Abreuvoirs. Marais à poissons. - 32. Marais salants. - 33. Etangs. - 34. Chemins d'exploitation et passages. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou. - 36 - 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	
plantes sarclées. 3. Soins à donner à la récolte. 4. Pailles et buailles. 5. Litières. 6. Fumiers. 7. Semences. Partages des produits. 24. Bestiaux. 25. Porcs et volailles. 26. Impôts. 27. Charrois et prestations. 28. Instruments aratoires. 29. Barrières et clôtures. 29. Barrières et clôtures. 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires. 31. Marais à poissons. CHAP. 31. Marais salants. 33. Etangs. 34. Chemins d'exploitation et passages. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou. 36. Vaine pâture. 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 101
- 3. Soins à donner à la récolte	
## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##	. 105
- 4. Pailles et buailles - 5. Litières - 6. Fumiers - 7. Semences - 7. Semences - 24. Bestiaux - 25. Porcs et volailles - 26. Impôts - 27. Charrois et prestations - 28. Instruments aratoires - 29. Barrières et clôtures - 30. Fossés - 29. Barrières et clôtures - 3. Abreuvoirs - 2. Fossés des marais - 3. Abreuvoirs - 32. Marais alants - 33. Etangs - 34. Chemins d'exploitation et passages - 35. Terres détachées — Borderies dites - Porte-à-cou - 36 - 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	
- 6. Fumiers 7. Semences 7. Semences 7. Semences 7. Semences 24. Bestiaux 25. Porcs et volailles 26. Impôts 27. Charrois et prestations 28. Instruments aratoires 29. Barrières et clôtures 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires 2. Fossés des marais 3. Abreuvoirs 3. Marais à poissons 32. Marais salants 33. Etangs 34. Chemins d'exploitation et passages 35. Terres detachées. — Borderies dites Porte-à-cou 36 Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 111
- 6. Fumiers 7. Semences CHAP. 23. Partages des produits 24. Bestiaux 25. Porcs et volailles 26. Impôts 27. Charrois et prestations 28. Instruments aratoires 29. Barrières et clôtures 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires 2. Fossés des marais 3. Abreutoirs 3. Marais à poissons 32. Marais salants 33. Etangs 34. Chemins d'exploitation et passages 35. Terres detachées. — Borderies dites Porte-à-cou 36 Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 118
— 7. Semences CHAP. 23. Partages des produits — 24. Bestiaux — 25. Porcs et volailles — 26. Impôts — 27. Charrois et prestations — 28. Instruments aratoires — 29. Barrières et clôtures — 30. Fossés PARAG. 1. Fossés ordinaires — 2. Fossés des marais — 3. Abreuvoirs — 3. Marais à poissons — 31. Marais salants — 32. Marais salants — 33. Etangs — 34. Chemins d'exploitation et passages — 35. Terres détachées — Borderies dites Porte-à-cou — 36 Vaine pâture — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 121
CHAP. 23. Partages des produits. — 24. Bestiaux. — 25. Porcs et volailles. — 26. Impôts. — 27. Charrois et prestations. — 28. Instruments aratoires. — 29. Barrières et clôtures. — 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés des marais. — 2. Fossés des marais. — 3. Abreuvoirs. — 3. Marais à poissons. — 32. Marais salants. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — 36. Vaine pâture. — — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 123
- 24. Bestiaux 25. Porcs et volailles 26. Impôts 27. Charrois et prestations 28. Instruments aratoires 29. Barrières et clôtures 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires 2. Fossés des marais 3. Abreuvoirs. CHAP. 31. Marais à poissons 32. Marais salants 33. Etangs 34. Chemins d'exploitation et passages 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou 36 Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 127
- 25. Porcs et volailles	. 128
- 26. Impôts	. 130
 27. Charrois et prestations 28. Instruments aratoires 29. Barrières et clôtures 30. Fossés PARAG. 1. Fossés ordinaires 2. Fossés des marais 3. Abreuvoirs Marais à poissons 32. Marais salants 33. Etangs 34. Chemins d'exploitation et passages 35. Terres détachées — Borderies dites Porte-à-cou 36. Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier 	. 135
— 28. Instruments aratoires. — 29. Barrières et clôtures. — 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires. — 2. Fossés des marais. — 3. Abreuvoirs. CHAP. 31. Marais à poissons. — 32. Marais salants. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — — 36 Vaine pâture — — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 137
— 29. Barrières et clôtures. — 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires. — 2. Fossés des marais. — 3. Abreuvoirs. CHAP. 31. Marais à poissons. — 32. Marais salants. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — — 36 Vaine pâture — — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 139
- 30. Fossés. PARAG. 1. Fossés ordinaires	. 140
PARAG. 1. Fossés ordinaires. — 2. Fossés des marais. — 3. Abreuvoirs. CHAP. 31. — 32. — 33. — 34. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — 36. Vaine pâture — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	141
PARAG. 1. Fossés ordinaires	
- 2. Fossés des marais	. 143
CHAP. 31. Marais à poissons. — 32. Marais salants. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — — 36 Vaine pâture — — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	
CHAP. 31. Marais à poissons. — 32. Marais salants. — 33. Etangs. — 34. Chemins d'exploitation et passages. — 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou — — 36 Vaine pâture — — 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier	. 146
— 32. Marais salants	
 33. Etangs 34. Chemins d'exploitation et passages. 35. Terres detachées — Borderies dites Porte-à-cou 36 Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier 	
 34. Chemins d'exploitation et passages. 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou	
 35. Terres détachées. — Borderies dites Porte-à-cou	
Porte-à-cou	
 36 Vaine pâture 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier 	. 155
 37. Devoirs ou obligations du fermier ou colon entrant et du colon ou fermier 	
colon entrant et du colon ou fermier	
PARAG. 1. Prés	. 1K9
- 2. Prairies artificielles	
- 3. Prés gras	
— 4. Pâtis	

		. Pag	res
PARAG.	5.	Des guirets de l'en-	
		trant et de ceux du	
		sortant l'année du	
		changement	70
_	6.	Pailles et buailles 1	85
— ·	7.	Autres litières 1	88
_	8.	Fumiers	89
	9.	Ensemencement et	
		emblavaison	93
	10.	Enlèvement des ré-	
•		colles 1	95
_	11.	Impôls 1	96
_	12.	Sortie 1	96
	.13.	Estimation des bes-	
		tiaux	97
_	14.	Visite de sortie	98
CHAP.	38.	Communaux, terres vaines et vagues	
		et landes communes 2	00
_	39	Pacage dans les bois 2	01
_	40.	Moulins.	
PARAG.	1.	Baux 2	:0 2
	2.	Mouture 2	:06
CHAP.	41.	Usines 2	06
	42.	Fours à chaux, à tuiles et à poteries. 2	06
_	43.	Jardins maraîchers et pépinières 2	08
_	44.	• • •	
PARAG .	. 1	Domestiques atta-	
		ches à la personne	10
	2.	Domestiques atta-	
		chés à la culture	12
CHAP.	45.	Ouvriers 2	



Typographie J. SORY.

CET OUVRAGE

SE TROUVE

Chez J. SORY, imprimeur de la Préfecture

A NAPOLÉON.

PRIX: F. L'EXEMPLAIRE.